



*Aux origines du problème
des réfugiés palestiniens*

**ACTES DES JOURNÉES
DE FORMATION CONTINUE
DES 29 ET 30 AVRIL 2019
À LAUSANNE**



*Aux origines du problème
des réfugiés palestiniens*

Impressum

Éditeur

Haute école pédagogique du canton de Vaud, Lausanne
UER Didactiques des sciences humaines et sociales
Filière Formation continue

Direction de publication, iconographie

Barbara Fournier

Expertise scientifique

Jean-Benoît Clerc

Graphisme, création, mise en pages, réalisation des cartes

Marc Dubois, Lausanne

Traitement des images, retouches, photolithographie

Fabrizio Rossi, Ross Graphic Design, Perroy

Relectures

Anne-Marie Genton, Sonia Rihs, Kathleen Valencia

Remerciements

Myriam Catusse, Najla Nakhlé-Cerruti, Karoly Holczer,
Munir Sleiman

Imprimeur conseil et impression

Julien Villière, PCL Presses Centrales SA, Renens

Tirage

300 exemplaires

Typographie

Les caractères utilisés dans cet ouvrage sont Nassim Latin et Nassim Arabic, créés par Titus Nemeth pour la fonderie Rosetta Type Foundry, Neue Haas Unica Pro, conçu par Toshi Omagari pour Linotype ainsi que Greta Text Hebrew, dessiné par Peter Biľak et Michal Sahar pour la fonderie Typotheque.

Photo de couverture

© Archives UNRWA

Commandes

<https://orfee.hepl.ch/handle/20.500.12162/3797>

Contacts

communication@hepl.ch

© HEP Vaud, 2020

Avenue de Cour 33, 1007 Lausanne, Suisse

ISBN 978-2-8399-2884-7

Tous droits réservés pour tous pays.

Le présent ouvrage n'est pas destiné à la vente.





*Aux origines du problème
des réfugiés palestiniens*

ACTES DES JOURNÉES
DE FORMATION CONTINUE
DES 29 ET 30 AVRIL 2019
À LAUSANNE

« Le présent ouvrage réunit des textes dont les auteurs se sont exprimés lors des deux journées de formation continue organisées par la Haute école pédagogique du canton de Vaud et qui se sont déroulées à Lausanne les 29 et 30 avril 2019. Ils expriment des points de vue parfois complémentaires, parfois divergents, voire inconciliables et irréductibles, qui reflètent ce qu'est l'écriture de l'histoire : un débat jamais clos et toujours vif. » **JEAN-BENOÎT CLERC**

A. Ludlow E. Jones

PALESTINE NORTH SHEET

1 Sheet No. 5228 N.S. SCALE 1:250,000 1 Mile = 1.609 Kilometers

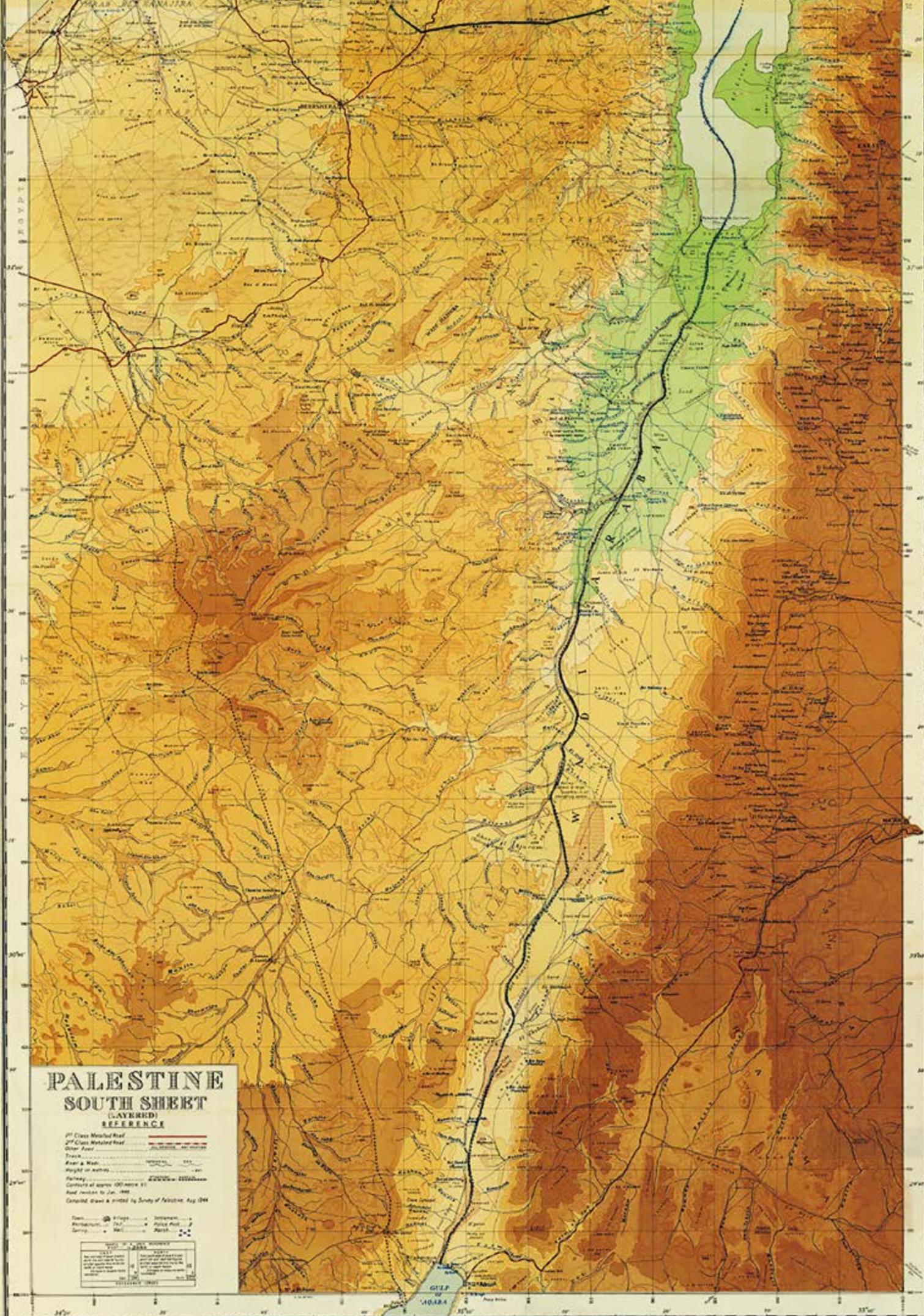
REFERENCE

- 1st Class Metalled Road
- 2nd Class Metalled Road
- Other Road
- Track
- Road & Foot
- Height in meters
- Railway
- Canal or aqueduct
- Rail section 4/1
- Completed lines & projects by Survey of Palestine, Aug. 1944

- Well
- Spring
- Mineral Spring
- Public Well
- Wadi

SYMBOLS FOR THE TERRITORIES	
British Mandate	Orange
French Mandate	Yellow
Transjordan	Green
Other	Blue





PALESTINE
SOUTH SHEET

(LAYERED)
REFERENCE

- 1st Class Metalled Road
- 2nd Class Metalled Road
- Other Road
- Track
- Road or Path
- Highway or Path
- Railway
- Contours at 100 metre
- Road marked by Jan. 1948
- Contour drawn & printed by Survey of Palestine, Aug. 1948

<p> Town Village Settlement Hamlet Police Post Survey Mark </p>	<p> Contour Contour Contour Contour Contour </p>
--	---

Sommaire

- 8 *Prologue*
Par GUILLAUME VANHULST et PHILIPPE HERTIG
- 9 *Remerciements et avis aux lecteurs*
Par BARBARA FOURNIER et JEAN-BENOÎT CLERC
- 10 *Safsâf, haute Galilée, 29-31 octobre 1948.*
Un village comme préambule
Par JEAN-BENOÎT CLERC
- 18 *Le sionisme, l'Occident et la création de l'État israélien :
histoire et cinéma* 7
Par RICCARDO BOCCO
- 34 *The refugee problems created by the First Arab-Israeli War
of 1948*
By BENNY MORRIS
- 46 *Historical and historiographical aspects of the exodus
of Palestinians in 1947-1948*
By ILAN PAPPÉ
- 58 *La Nakba en Israël : entre mémoire et oubli*
Par SHLOMO SAND
- 72 *La controverse entre historiens israéliens sur 1948,
la naissance de l'État d'Israël et l'exode palestinien*
Par ILAN GREILSAMMER
- 82 *Les réfugiés palestiniens dans les négociations de paix*
Par ELIAS SANBAR
- 92 *Sur la voie de la Nakba : la résistance palestinienne
à la politique anglaise en Palestine*
Par ELIAS RAFIK KHOURY
- 104 *Les réfugiés palestiniens : un regard géopolitique*
Par EMMANUEL NAVON
- 114 *Le conflit israélo-arabe au prisme de la représentation
cartographique*
Par PHILIPPE REKACEWICZ
- 124 *Vivre et écrire dans les marges de l'Histoire*
Par ROSIE PINHAS-DELPUECH
- 132 *«1948: aux origines du problème des réfugiés palestiniens»
en classe d'histoire*
Par JEAN-BENOÎT CLERC
- 154 *Deux chronologies*
- 164 *Glossaire*

Prologue

8



Rédigé à la demande de l'UNESCO dans le contexte de sa vision de «la pensée complexe» et publié par les éditions du Seuil, en 1999, ce livre d'Edgar Morin s'inscrit dans le cadre d'un projet transdisciplinaire: «Éduquer pour un avenir viable». Le texte intégral est également disponible sur le site de la bibliothèque numérique de l'UNESCO: <https://unesdoc.unesco.org>

Par **GUILLAUME VANHULST** et **PHILIPPE HERTIG**

SANS DOUTE EST-IL ÉTRANGE que des institutionnels s'immiscent dans le prologue de cet ouvrage. Il n'est en effet pas coutumier qu'un recteur et un responsable d'unité s'autorisent à commenter publiquement les actes issus d'une démarche engagée par une unité d'enseignement et de recherche de l'institution. D'autant, qu'au terme de l'exercice, l'évaluation critique à laquelle la HEP Vaud soumet chacune de ses formations continues a montré une large adhésion de celles et ceux qui y avaient pris part.

Cette immixtion s'explique par les difficultés que la HEP Vaud a rencontrées dans l'organisation du cours. Elle s'est en effet heurtée à des interprétations tendancieuses et à des pressions, notamment via la *weboosphere*, allant, pour certaines, jusqu'aux menaces directes à l'égard de l'institution et de ses représentants. Ces critiques, qui taxaient l'institution de partialité, mettaient en jeu bien plus que la liberté académique de la HEP Vaud: elles contestaient sa capacité à assumer ses responsabilités institutionnelles dans le respect des principes scientifiques et éthiques fondamentaux que lui confère sa loi organique.

Afin de ne pas alimenter une polémique qui aurait conduit à annuler le cours, la direction de la HEP Vaud a décidé d'y inviter un plus grand nombre de conférenciers. Les participantes et participants – tous au bénéfice d'une formation en histoire et d'une réelle expertise dans l'enseignement de cette discipline – se sont ainsi vu offrir l'opportunité d'entendre et de confronter un éventail de points de vue aussi large que possible, des éclairages contrastés sur des faits ou des événements dont la perception et l'interprétation varient selon les acteurs considérés.

Le programme du cours a fixé un cadre pour garantir à chaque intervenant des conditions et un temps de parole identiques, afin que chacun puisse disposer librement de son droit d'expression et expliciter les fondements de sa posture, nourrie de ses recherches et de son expérience. Aucun débat contradictoire entre les intervenants n'a été organisé. Les plages de discussion ont été strictement réservées aux professionnels réunis par ce cours de formation continue qui ont pu poser leurs nombreuses questions et faire part de leurs commentaires à chaque intervenant, dans une atmosphère d'ouverture et de respect mutuels.

Fruit de ces deux journées, le présent ouvrage offre ainsi une base documentaire à la fois riche, diversifiée et scientifiquement fondée.

Dans cette affaire, la direction de la HEP Vaud a estimé que les tentatives d'intimidation dont elle faisait l'objet ouvraient sur un enjeu majeur, dépassant largement le cas particulier: la place de l'institution dans la cité et sa légitimité à assumer la charge de ce que le «devoir de connaissance» appelle comme résistance à l'obscurantisme, aux préjugés et aux manipulations des opinions publiques.

La formation didactique des enseignants ne peut faire l'impasse sur les thématiques considérées comme scientifiquement, socialement ou politiquement «vives», en dépit des dissensions qu'elles suscitent. Cela est d'autant plus vrai que les plans d'études de l'école publique obligatoire et post-obligatoire prévoient expressément le traitement de telles thématiques, qu'elles ressortissent aux champs des sciences humaines et sociales ou à ceux des sciences de la nature. Aborder ces «questions vives» avec des élèves représente un défi complexe pour les enseignants de tous les degrés, qui doivent apprendre à traiter de ces sujets en classe sans se laisser

déborder par les conflits d'opinions, les brouillages en tous genres et de toutes origines ou les pseudo-évidences doxologiques.

Dans cette perspective, l'autonomie académique de la HEP Vaud repose sur sa capacité à organiser et mettre en œuvre un enseignement fondé sur le discours critique et une méthodologie scientifique reconnue, seuls à même de garantir l'honnêteté et la qualité des débats. Une institution

de formation des enseignants est un lieu où le savoir, la pensée critique et les outils de la connaissance doivent pouvoir se déployer et être protégés, quels que soient les sujets abordés. Car il s'agit, en fait, de préserver ce qu'Edgar Morin, dans *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur* (p. 60) désigne comme un caractère clé de la démocratie: son lien vital avec la diversité. ✕

Septembre 2019

Remerciements et avis aux lecteurs

Par **BARBARA FOURNIER** et **JEAN-BENOÎT CLERC**

DANS L'ÉVALUATION QUI A ÉTÉ FAITE du cours de formation continue dont les présents *Actes* sont le fruit, les participants ont souligné la haute qualité d'un programme qui a permis de réunir des intervenants dont la plupart ont une résonance mondiale dans leur domaine.

En dépit d'ancrages parfois aux antipodes, les conférenciers invités ont accepté d'être tous réunis dans le même programme et dans le même ouvrage. Selon leur ordre d'apparition dans ce présent volume, nous tenons donc à remercier chaleureusement, au nom de la HEP Vaud et en nos noms propres, Riccardo Bocco, Benny Morris, Ilan Pappé, Shlomo Sand, Ilan Greilsammer, Elias Sanbar, Elias R. Khoury, Emmanuel Navon, Philippe Rekacewicz et Rosie Pinhas-Delpuech, pour la confiance qu'ils nous ont témoignée, tant lors de ces deux journées que tout au long du processus de la réalisation des *Actes*.

En tant que, respectivement, responsable de l'édition de cette publication et expert scientifique, nous avons eu à cœur de mettre en valeur chacune des contributions par le choix d'une iconographie et de pistes bibliographiques validées par les auteurs, qui offrent aux lectrices et lecteurs l'opportunité d'approfondir la

compréhension de chacun des éclairages présentés.

Ces *Actes* s'adressent en premier lieu, bien évidemment, aux participants du cours de formation, et plus largement aux enseignants d'histoire intéressés par la thématique abordée. La richesse des contenus et la multiplicité des points de vue leur offriront, nous l'espérons, un précieux matériel pédagogique.

Mais cette publication, grâce à la clarté avec laquelle chacun des auteurs s'est exprimé, s'adresse également à toute personne qui souhaite mieux comprendre, dans leur complexité, les enjeux qui agitent le Moyen-Orient aujourd'hui encore. Ces pages sont à lire comme autant de témoignages de l'importance cruciale que revêtent l'histoire et ses enseignements pour permettre à l'esprit libre de se construire, hors des servitudes qu'imposent l'ignorance, la pensée unique, les partis pris. Une condition sine qua non pour appréhender le réel dans la perspective d'un monde simplement plus vivable.

Nos derniers mots de remerciements iront à Marc Dubois qui a mis en pages ces *Actes* avec un soin de tous les instants, soucieux d'apporter à la maquette une élégance limpide entièrement vouée à la valorisation des contenus et à l'aisance de la lecture. ✕

Safsâf, haute Galilée, 29-31 octobre 1948. Un village comme préambule

10

Par JEAN-BENOÎT CLERC



SAFSÂF ÉTAIT UN VILLAGE situé en haute Galilée, dans le district de Safad de la Palestine sous mandat britannique, à environ 7 km au nord-ouest de la ville du même nom. Il se trouvait sur une petite colline légèrement inclinée vers le sud-ouest et était relié à la route principale qui allait de Tarshiha à Safad¹.

Selon le plan de partition de la Palestine voté par l'Assemblée générale de l'ONU en novembre 1947, Safsâf faisait partie du territoire alloué au futur État arabe palestinien². À cette date, le village s'étendait sur 7391 dunums, soit 739 hectares³; la moitié était non cultivable; l'autre moitié était dévolue à la culture céréalière et viticole, aux cultures irriguées et aux plantations d'oliviers. Il comptait 1056 habitants, tous arabes palestiniens, résidant dans 214 maisons;

il y avait aussi une école primaire construite durant le mandat britannique et une mosquée⁴.

Ne cherchez pas le village palestinien de Safsâf sur une carte actuelle. Il n'existe plus. En 1949, une première colonie israélienne, HaShahar, renommée plus tard Sifsoufa, puis en 1979, une deuxième colonie, Bar Yohai, ont été établies sur les terres du village; de celui-ci ne subsistent plus que des amas de pierres et quelques bâtisses occupées par des Israéliens⁵.

Muhammad Abdullah Edghaim (1932-2011) est né en 1932 à Safsâf. Après sa scolarité primaire dans son village natal puis à Jish, il avait terminé sa première année au lycée de Safad quand la ville fut occupée par les forces juives au début du mois de mai 1948⁶; ne pouvant plus se rendre au lycée, il était chez lui lors de la prise de son village à la fin du mois d'octobre de la même année.

¹ Voir la carte *Palestine, North Sheet, scale: 1:250.000, reproduced and printed by No. 1 Base Survey and Photo Process Office, Apr. 1946*, disponible sur le site de l'ONG israélienne Zochrot: <<https://zochrot.org/en/article/56335>> (consulté le 4 juin 2018).

² Voir la carte *Palestine: Plan of partition with Economic Union proposed by the Ad Hoc Committee on the Palestinian Question*, [New York] UN, Feb. 1956, 50 x 28 cm, disponible sur le site de l'ONU: <[http://un-maps.s3.amazonaws.com/package--1519661452099/103.1%20\(b\).pdf](http://un-maps.s3.amazonaws.com/package--1519661452099/103.1%20(b).pdf)> (consulté le 13 août 2018).

³ Le *dunum* (ou *dunam*) est une unité de surface équivalant à 919,3 m², utilisée dans l'Empire ottoman. En 1928, le *dunum* métrique (1000 m²) a été adopté; il est encore en usage dans de nombreux États dont le territoire faisait autrefois partie de l'Empire: la Palestine, le Liban, la Jordanie ou la Turquie.

⁴ Walid Khalidi, *All That Remains*, Institute for Palestine Studies, Washington D. C., 1992, pp. 490-491; <<http://www.palestineremembered.com/Safad/Safsaf/index.html>> (consulté le 5 février 2019); <<https://www.zochrot.org/en/village/49364>> (consulté le 3 juin 2018).

⁵ Walid Khalidi, *All That Remains*, op. cit., p. 491.

⁶ Sur la prise de la ville par la Haganah et sa sécurisation par le Palmah lors de l'opération « Yiftah », voir Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, New York, Cambridge University Press, 2004, pp. 221-226; Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Paris, Éditions Complexe, 2003, p. 235.

⁷ <<http://www.palestine-remembered.com/Safad/Safsaf/Story292.html>> (consulté le 4 juin 2018). Le site met aussi à disposition la vidéo d'un interview de Muhammad Abdullah Edghaim conduit par Abdel Majid Dandéis à Amman le 3 juin 2003; voir <<http://www.palestineremembered.com/Safad/Safsaf/Story1162.html>>. Voir aussi <<https://web.archive.org/web/20031013142639/>>, <<http://www.iap.org/articles/safsaf.htm>> (consulté le 24 avril 2019).

⁸ Sur la foi d'autres témoignages, Nafez Nazzal, *The Palestinian Exodus from Galilee, 1948*, Beirut, The Institute for Palestine Studies, 1978, p. 94, confirme le fait.

⁹ Walid Khalidi, *All That Remains*, op. cit., p. 491; selon Nafez Nazzal, *The Palestinian Exodus from Galilee, 1948*, Beirut, The Institute for Palestine Studies, 1978, pp. 93-94 et note 120, la milice palestinienne était forte de 40 à 60 hommes, « armés de fusils de différentes marques, d'une mitrailleuse (...) et d'environ 45 à 50 cartouches de munitions pour chaque homme »; les forces de l'ALA comptaient « entre 60 et 70 hommes armés ».

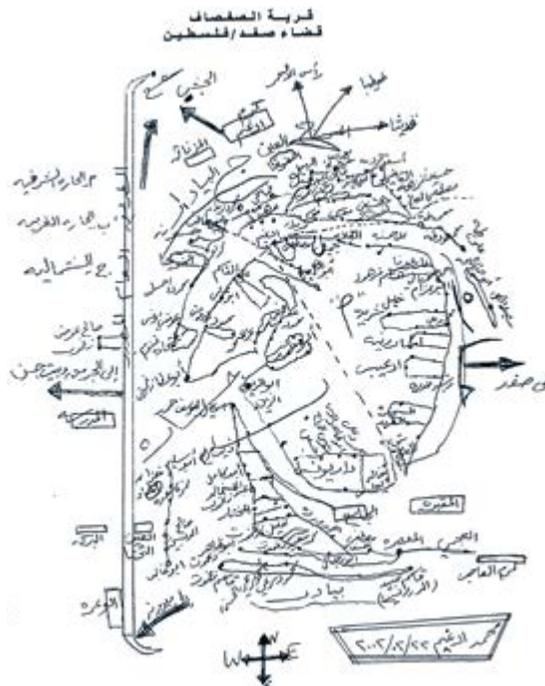


En 2001, il rédige un témoignage qu'il adresse au site *Palestineremembered*⁷. Il y rapporte que, de seize heures, le 29 octobre, à trois heures du matin du 30 octobre 1948, le village fut soumis à un bombardement d'aviation et d'artillerie⁸. Plusieurs personnes, dont sa mère, furent légèrement blessées. Mohammad Mahmoud Nasser Zohmout, un des chanteurs les plus célèbres de Galilée, fut tué par un obus qui tomba sur un groupe de villageois qui travaillaient dans les vignes à

l'ouest du village. À 21 heures, Edghaim vit la famille du chanteur tenter de ramener son corps au village pour l'inhumer, mais en être empêchée par le pilonnage.

Ceux qui défendaient Safsâf appartenaient à la milice locale palestinienne et au 2^e bataillon Yarmuk de l'Armée arabe de libération (ALA, Arab Liberation Army) qui y avait établi son quartier général durant les premiers mois de la guerre⁹.

✕ Né en mars 1961, JEAN-BENOÎT CLERC
 ✕ fait ses études au collège Saint Michel
 ✕ puis à l'université de Fribourg où il
 ✕ obtient une licence en Lettres (histoire,
 ✕ philologie et archéologie) et un diplôme
 ✕ de maître de gymnase. Au bénéfice
 ✕ d'une bourse du Fonds national de la
 ✕ recherche scientifique, il achève sa thèse
 ✕ de doctorat à la Rheinische Friedrich-
 ✕ Wilhelm Universität de Bonn auprès du
 ✕ professeur Johannes Straub (1912-1996).
 ✕ Il enseigne ensuite l'histoire à l'École
 ✕ normale puis au Collège Gambach de
 ✕ Fribourg. Professeur associé à la Haute
 ✕ école pédagogique du canton de Vaud,
 ✕ il y enseigne la didactique de l'histoire
 ✕ aux futurs enseignants du deuxième
 ✕ degré de l'école postobligatoire depuis
 ✕ 2004. Il est l'auteur d'articles relatifs à la
 ✕ Basse Antiquité, à l'histoire des idées,
 ✕ à l'histoire politique, à l'histoire de
 ✕ l'éducation et à l'histoire du corps, à l'uti-
 ✕ lisation des images dans l'enseignement
 ✕ de l'histoire. Il termine actuellement la
 ✕ rédaction d'un ouvrage sur le film tourné
 ✕ à Liepāja (Lettonie) par Reinhard Wiener
 ✕ durant l'été 1941, qui paraîtra sous le titre
 ✕ *Deux minutes et quatorze secondes. Le film
 ✕ de Reinhard Wiener et son usage dans les
 ✕ documentaires d'histoire.*



Vestiges d'une maison abandonnée sur la route principale qui mène à Safad.

©Raneen Jeries, 2015, zochrot.org

Safsâf sur une carte réalisée par les autorités mandataires en 1944. Wikimedia Commons

Mohammad A. Edghaim, dessine ce plan de Safsâf en 2002. Il a 15 ans quand il s'enfuit vers le Liban avec des milliers d'autres villageois de la région, le 30 octobre 1948. Safsâf sera rayé de la carte, mais jamais de sa mémoire.

Source: Mohammad A. Edghaim, palestineremembered.com, DR

Non loin de Safsâf, le village de Saasaa est occupé par les Forces israéliennes dans le cadre de l'opération Hiram, le 30 octobre 1948.

Source: National photo collection of Israel, Photography dept. Government Press Office (Wikimedia Commons)



Tous s'attendaient à ce que l'assaut terrestre vint de l'est; mais il vint de l'ouest, mené par deux pelotons de véhicules blindés et par une compagnie de chars de la septième brigade, composés de soldats juifs et druzes, qui submergea les défenseurs de Safsâf¹⁰. Un des cousins de Edghaim suggéra alors de quitter le village; dans la matinée du 30 octobre, lui et sa famille franchissaient la frontière libanaise avec d'autres personnes venant d'autres villages alentour.

Edghaim fait ensuite le récit des événements tels que trois témoins oculaires – deux amis d'enfance et camarades d'école, Salim et Shadih Shraydih et leur oncle – les lui ont rapportés.

Dans la matinée du 30 octobre, les villageois qui n'avaient pas fui durant la nuit reçurent l'ordre de se rassembler sur la place du village.

Les soldats les terrorisèrent en tirant au-dessus de leur tête. Puis les femmes furent séparées des hommes. Septante d'entre eux, jeunes en majorité, furent sortis du rang; on leur banda les yeux et on les emmena dans un lieu isolé où on les exécuta en les fusillant.

Toujours sur la foi des témoins oculaires, Edghaim fait état d'autres atrocités: le viol de quatre femmes et d'une jeune fille devant les autres villageois, le meurtre de Abd Ahmad Shraydih par un soldat israélien qui lui fendit le crâne d'un coup de hache, l'exécution sommaire de Ahmad Azizi et de sa grand-mère, et enfin le coup de baïonnette qu'un soldat porta dans le ventre de l'épouse de Azizi qui était enceinte.

Plusieurs rapporteurs contemporains confirment les exécutions par balles et les viols¹¹. Yossef Nahmani (1891-1965) était officier supérieur de la *Haganah* et directeur du Fonds national juif en Galilée orientale de 1935 à 1965; il se rendit dans la région de Safsâf le 6 novembre 1948, accompagné du ministre israélien des Affaires des minorités, Bechor-Shalom Shitrit (1895-1967). Immanuel Friedman, un représentant du ministère des Affaires des minorités dans la région de Safad, les entretint alors des «actes cruels de nos soldats». Nahmani note dans son journal, à l'entrée du 6 novembre: «À Safsâf, après que les habitants eurent agité un drapeau blanc, les soldats rassemblèrent puis séparèrent les hommes des femmes. Ils lièrent les mains de cinquante à soixante *fellahs* (paysans) et les exécutèrent par balles. Ils furent

¹⁰ Walid Khalidi, *All That Remains*, op. cit., p. 491.

¹¹ Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., p. 241 et notes 3 et 4. Des enquêtes sur le massacre furent menées durant les années 1948-1949 par *Tsahal*, mais les rapports et les conclusions n'ont pas été déclassifiés.

¹² Cité par Idith Zertal, *Israel's Holocaust and the Politics of Nationhood*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 171 et par Norman G. Finkelstein, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, London, New York, Verso, 2003, p. 77; voir aussi Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, op. cit., notes 118-119, p. 500. Finkelstein cite un autre membre du *Mapam*, Aharon Zisling (1901-1964), qui déclara lors d'une autre réunion tenue en novembre: «Je ne pouvais plus dormir de toute la nuit. (...) Les Juifs aussi ont agi comme les nazis». Les comparaisons faites par Zisling ou Nahmani pourraient contribuer à conforter la conviction que les Juifs ont commis ce que les nazis leur ont fait subir; voir par exemple Salman H. Abu-Sitta, *Atlas of Palestine (1917-1966)*, London, Palestine Land Society, 2010,

n. 349, p. 121 – disponible sur <<http://www.plands.org/en/maps-atlases/atlases/the-atlas-of-palestine/pdfs/atlas-part-1.pdf>> (consulté le 2 juin 2019): «C'était exactement la pratique de l'unité nazie 101, spécialisée dans la traque et le meurtre des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Voir Daniel Jonah Goldhagen, *Les bourreaux d'Hitler: Les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Londres, Abacus, 1997, pp. 226-229. Remplacez les mots «soldats», «peuple» respectivement par «Israéliens» et «Palestiniens», vous obtenez la description du massacre de Tantoura donnée par un des survivants. Remplacez les mots: «soldats», «gens» respectivement par «Allemands» et «Juifs», vous obtenez la description par Goldhagen de l'assassinat des Juifs par les nazis». Nous sommes d'accord avec Shlomo Sand pour penser

que l'assimilation de la *Nakba* avec la *Shoah* est une «bêtise» (Shlomo Sand, conférence du 30 avril à la HEP de Lausanne, disponible sur <<https://vimeo.com/334623939/1bd96bc698>>, 00:03:52–00:05:03). Nous sommes aussi d'accord avec Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, Paris, Seuil, 2013, pp. 37-38, pour considérer que l'énoncé «Les Juifs commettent avec nous ce que les nazis ont commis avec eux (...) est fondamentalement faux», qu'il faut admettre la spécificité et l'unicité des deux histoires et que la douleur des uns et des autres ne se mesure pas par comparaison, qualitative et quantitative. Selon l'*International Holocaust Remembrance Alliance* (IHRA), <<https://www.holocaustremembrance.com/working-definition-antisemitism?focus=antisemitismandholocaustdenial>> (consulté



ensuite enterrés dans une fosse commune. Par la suite, plusieurs femmes furent violées.» Après avoir évoqué les atrocités commises dans d'autres villages – Eilaboun, Farradiyya et Saliha –, Nahmani écrit: «Où ont-ils appris un comportement aussi cruel, pareil à celui des nazis? Un officier m'a raconté que les plus acharnés étaient ceux qui venaient des camps. N'y a-t-il pas de façon plus humaine d'expulser les habitants que par de telles méthodes?»¹²

le 19 septembre 2018), «comparer la politique israélienne contemporaine à celle des nazis» est une manifestation d'antisémitisme. Évalués à l'aune de cette «norme», étendue à la politique sioniste en Palestine en 1947-1948, les propos d'Aharon Zisling et Yossef Nahmani relèveraient donc également de l'antisémitisme. Notons enfin qu'Uri Ben-Ari (1925-2009), l'un des commandants de bataillon ayant participé à l'opération «Nahshon» lors de la première quinzaine du mois d'avril 1948, s'assimilait aux généraux russes combattant les nazis durant la guerre germano-soviétique initiée en juin 1941, les nazis étant ici les soldats d'Abd al-Kadir al-Husseini qui s'étaient portés au secours des villageois palestiniens assiégés... Voir Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., p. 126.

¹³ Aharon Cohen, memorandum du 11 novembre 1948, cité par Walid Khalidi, *All That Remains*, op. cit., p. 491, Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem, 1947-1949*, New York, Cambridge University Press, 1987, p. 350 et Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, op. cit., note 119, p. 500.

¹⁴ Nafez Nazzal, *The Palestinian Exodus from Galilee, 1948*, Beirut, The Institute for Palestine Studies, 1978, p. 95.

Le 11 novembre 1948, Moshe Erem (1896-1978) a rendu compte des événements lors d'une réunion du Comité politique du Mapam (*Mifleget HaPoalim HaMeuhedet*, le «Parti unifié des ouvriers», parti politique sioniste d'obédience marxiste) dont il était membre, mais ses propos ont été retirés du procès-verbal. D'après les notes de la réunion prises par Aharon Cohen (1910-1980), lui aussi membre du comité politique du Mapam, Erem déclara en substance: «52 hommes attachés avec une corde et jetés dans un puits et abattus. 10 ont été tués. Les femmes ont plaidé pour la clémence. 3 cas de viol... Une fille de 14 ans a été violée. 4 autres ont été tuées.»¹³

L'historien hiérosolymitain palestinien Nafez Nazzal (1941-), l'un des pionniers de l'histoire orale, fut le premier à recourir aux témoignages des réfugiés pour faire l'histoire de l'exode des Palestiniens de Galilée. En mars 1973, dans le camp libanais de Aïn al-Hilwah, une villageoise de Safsâf, Umm Shahadah al-Salih, lui rapporta les événements de la matinée du 30 octobre: «Alors que nous nous alignons, quelques soldats juifs ont ordonné à quatre filles de les accompagner pour porter de l'eau pour les soldats. Au lieu de cela, ils les ont emmenées dans nos maisons vides et les ont violées. Environ soixante-dix de nos hommes ont eu les yeux bandés et ont été abattus, l'un après l'autre, devant nous. Les soldats ont pris leurs corps et les ont jetés sur la couverture de ciment de la source du village, puis ont jeté du sable sur eux.»¹⁴

1948: villageois palestiniens de Galilée en fuite vers le Liban avec pour seuls bagages ce qu'ils sont capables de porter, pendant la guerre d'indépendance d'Israël. Une image de cet exode sans retour qui, dans la mémoire collective arabe, prendra le nom de *Nakba*, «la catastrophe». ©Keystone/EPA/David Eldan

« Les causes de l'exode des Palestiniens ont fait l'objet de discours fortement divergents. Fuite ou expulsion? »

14

Selon Edghaim, le 31 octobre, quelques hommes âgés et cinq jeunes garçons furent réquisitionnés pour inhumer les corps des personnes abattues dans une grande fosse non loin de Aïn al-Safsâf. Dans la soirée, tous les villageois reçurent l'ordre de s'en aller en direction de Wadi al-Jish et de la frontière libanaise tandis que les soldats tiraient en l'air et au-dessus de leur tête.

Muhammad Abdullah Edghaim termine son témoignage en précisant que son village doit son nom aux saules pleureurs qui bordaient les nombreuses sources aux alentours du village¹⁵. Réfugié dans le camp libanais de Aïn al-Hilwah, il a planté des saules pleureurs autour de sa maison, reconstituant, comme nombre de réfugiés palestiniens dans les camps, des parcelles du pays natal perdu¹⁶. C'est tout ce qui lui reste de son village. « J'ai vécu 15 ans à Safsâf. Mais Safsâf vit toujours en moi, dans mon cœur, pour toujours. » Il s'est éteint le 24 janvier 2011 à Amman¹⁷.

La prise de Safsâf s'inscrivait dans le cadre de l'opération « Hiram » (en référence au nom biblique du roi de Tyr, au sud du Liban actuel, qui était allié au roi Salomon trois mille ans plus tôt); elle fut menée, du 28 au 31 octobre 1948, par

la brigade du commandant pour le front Nord, le général Moshe Carmel (1911-2003)¹⁸; l'opération visait la maîtrise de la haute Galilée et du Sud-Liban qui servait de base à des unités de l'Armée arabe de libération (ALA). Elle fut marquée par un usage intensif de raids aériens et de pilonnages d'artillerie, mais aussi par de nombreuses exécutions par fusillades. Selon l'historien israélien Benny Morris (1948-), les forces israéliennes perpétrèrent, durant l'opération « Hiram », au moins neuf massacres de civils palestiniens et de prisonniers de guerre (à Eilaboun, Saliha, Safsâf, Jish, Houla, Majd al-Kouroum, Bi'na, Deir al-Assad et Arab al-Mawassi), soit près de la moitié des 24 massacres commis durant toute la guerre, selon son décompte¹⁹.

À la fin du mois d'octobre, la plupart des villages de haute Galilée avaient été pris. Dans certains, la population fut expulsée, à Qaddita ou à Meiroun par exemple; dans d'autres, l'expulsion s'accompagna de massacres, comme à Sa'sa ou, comme on vient de le voir, à Safsâf; dans d'autres agglomérations, comme Jish ou al-Rama, la population fut autorisée à rester. Il est encore aujourd'hui difficile de comprendre et d'expliquer cette disparité de traitement et on est réduit à des conjectures et à des spéculations²⁰. L'historienne Nadine Picaudou se réfère aux travaux de Laila Parsons, professeure à l'*Institute of Islamic Studies* de l'Université McGill au Canada qui souligne cependant la politique de non-expulsion des Druzes: à al-Rama, les chrétiens partent mais les Druzes sont invités à rester; à Yanuh, les Druzes résistent malgré l'accord passé avec l'armée israélienne

¹⁵ Voir aussi Walid Khalidi, *All That Remains*, op. cit., p. 490.

¹⁶ Nafez Nazzal, *The Palestinian Exodus from Galilee*, op. cit., p. 2; Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, Paris, Seuil, 2013, p. 48.

¹⁷ Voir le message posté, le 30 janvier 2011, par son fils, Muhammad A. Edghaim, sur le site <<http://www.palestineremembered.com/Safad/Safsaf/MessageBoard1917.html>> (consulté le 5 février 2019).

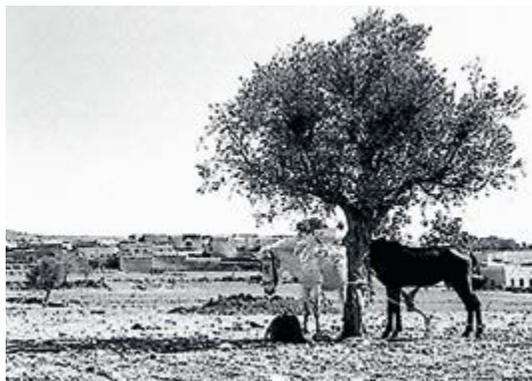
¹⁸ Selon Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., note 18, p. 340, Carmel fut invité à certaines séances du « Conseil consultatif » qui aboutirent à l'élaboration du Plan Daleth dans sa version finale du 10 mars 1948.

¹⁹ Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Paris, Éditions Complexe, 2003, p. 270; voir aussi Ari Shavit, « Survival of the fittest », dans *Ha'aretz*, 8 janvier 2004 (entretien avec Benny Morris à propos de la nouvelle édition anglaise de son livre sur la naissance du problème des réfugiés, disponible sur <<https://www.haaretz.com/1.5262454>>, consulté le 21 août 2014): « La moitié environ des massacres faisaient partie de l'Opération Hiram ». Plus loin, Morris ajoute à propos des massacres et des « nombreux viols » (une douzaine selon son décompte): « Il faut placer les choses dans leurs proportions. Il s'agit de petits crimes de guerre. (...) En comparaison avec les massacres perpétrés en Bosnie c'est peanuts. » On peut s'interroger sur la notion de « petits crimes de

guerre »; quant aux comparaisons établies par Morris, on renverra à Elias Sanbar, Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, op. cit., pp. 37-38. Notons enfin qu'Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., p. 330, compte « trente et un massacres confirmés »; l'historien palestinien Saleh Abd al-Jawad (1952-), « Zionist Massacres: the Creation of the Palestinian Refugee Problem in the 1948 War », dans E. Benvenisti, C. Gans, S. Hanafi, *Israel and the Palestinian Refugees*, Berlin, Heidelberg, New York, Springer, 2007, pp. 59-127, répertorie près de septante massacres perpétrés avant et après le 15 mai 1948.

²⁰ Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, op. cit., pp. 282-283; Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., pp. 238-240.

²¹ Nadine Picaudou, « 1948 dans l'historiographie arabe et palestinienne », pp. 8-9, disponible sur <<https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/fr/document/1948-dans-l-historiographie-arabe-et-palestinienne>> (consulté le 21 février 2019).



Le 29 octobre 1948, l'attaque de Safsâf est lancée lors de l'opération Hiram.

Source: Ali Zeldan, palestineremembered.com, DR

En arabe, Safsâf signifie «Le saule». Le village compte un millier d'habitants en 1948, avant l'occupation.

Source: palestineremembered.com, DR

mais ils ne seront pas chassés en dépit de la trahison de leur engagement²¹. Ce traitement communautaire différencié attesterait, selon Parsons, l'intentionnalité de l'expulsion des populations arabes de Palestine et infirmerait la thèse selon laquelle l'exode des Palestiniens serait «né de la guerre et non pas d'un dessein»²².

Il reste que, à la fin du mois d'octobre 1948, la partie de la Galilée qui devait revenir au futur État palestinien prévu par le Plan de partage de novembre 1947, soit près de 1650 km², était totalement occupée par l'armée israélienne et fut en partie vidée de ses habitants arabes. Le 31 octobre, à 7 heures 30, avant le début du cessez-le-feu prévu à 11 heures, Moshe Carmel ordonna à ses brigades de «poursuivre les opérations de nettoyage à l'intérieur de la Galilée». À 10 heures, il confirma son ordre en précisant: «Faites tout ce qui est en votre pouvoir pour un nettoyage [טיהור] *tihur* rapide et immédiat des

zones conquises de tous les éléments hostiles conformément aux ordres qui ont été donnés (...). Les habitants des zones conquises devraient être aidés à partir.» Selon Benny Morris, l'ordre fut vraisemblablement émis après la réunion, à Nazareth, de Ben Gourion et de Carmel; «on peut supposer, ajoute-il, qu'il a été autorisé, sinon rédigé, par le Premier ministre». Dix jours plus tard, Carmel réitéra son ordre en l'édulcorant: «[Nous] devrions continuer à aider les habitants qui le souhaitent à quitter les régions que nous avons conquises. Cette question est urgente et doit être traitée rapidement»²³.

L'opération «Hiram» était la pénultième opération militaire d'envergure de ce que l'historiographie israélienne officielle nomme la «Guerre de libération» ou encore la «Guerre d'indépendance»²⁴, «année de gloire et d'événements miraculeux, dont le moindre n'est pas la création de l'État d'Israël»²⁵, de ce que les Palestiniens nomment la *Nakba*.

22

Leila Parsons, *The Druze between Palestine and Israel*, London, Macmillan, 2000; «The Druzes and the Birth of Israel», dans E. Rogan, A. Shlaïm, *The War for Palestine: Rewriting the History of 1948*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, pp. 60-78. Parsons écrit (<https://www.mcgill.ca/history/laila-parsons>), consulté le 21 août 2018): «Dans cet article, j'ai utilisé mes recherches sur les relations judéo-druzes en 1948 pour contester l'affirmation de Benny Morris selon laquelle la crise des réfugiés palestiniens était «née de la guerre et non d'un dessein»; voir Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, op. cit., p. 286: «Le problème des réfugiés palestiniens est né de la guerre, et non d'un dessein, juif ou arabe. C'était en grande partie un sous-produit des

craintes arabes et juives et des combats prolongés et âpres qui ont caractérisé la première guerre israélo-arabe; dans une moindre mesure, c'était la création délibérée de commandants militaires et de politiciens juifs et arabes.» Pour une critique serrée de ce qu'il nomme *a new myth, one of the "happy median"*, destiné à se substituer à d'autres plus anciens, voir Norman G. Finkelstein, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, op. cit., pp. 51-87.

23

Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, op. cit, p. 464. Ari Shavit, «Survival of the fittest», dans *Ha'aretz*, 8 janvier 2004, entretien avec Benny Morris: «Pour moi, il ne fait aucun doute que l'ordre partait de Ben Gourion. Exactement comme l'ordre d'expulsion de la ville de Lod, signé par Yitzhak Rabin, a été lancé tout de suite après la visite de Ben Gourion à l'état-major de l'Opération «Dani» [juillet 1948].»

24

Ministère israélien des Affaires étrangères, *Réalités d'Israël*, Jérusalem, 2010, p. 37, disponible sur http://mfa.gov.il/MFA_Graphics/MFA%20Gallery/Documents%20languages/FactsFrench.pdf (consulté le 2 juin 2019). À cette histoire officielle israélienne, on peut opposer le récit d'Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, Paris, Seuil, 2013, pp. 28-29.

Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit, p. 331 note amèrement, à propos des historiens de l'Université de Tel Aviv que, malgré leur accès privilégié à tous les documents, officiels, militaires et gouvernementaux, «la plupart d'entre eux se sentent plus à l'aise en servant de porte-parole à l'idéologie hégémonique: leurs travaux décrivent 1948 comme une «guerre d'indépendance», glorifient les officiers et les soldats juifs qui y ont pris part, dissimulent leurs crimes et fustigent les victimes».

25

Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine: aux origines du conflit israélo-arabe*, Paris, 10/18, coll. «Fait et cause», n° 3769, 2000, p. 9. Golda Meir, *My Life*, London, Weidenfeld & Nicholson, 1975, p. 188, qualifie la reconnaissance de l'État d'Israël par le président Truman de «miracle».

Signifiant «catastrophe», «traumatisme», «désastre», ce mot renvoie dans la mémoire et l'historiographie palestiniennes à l'exode de plus de 726800 Palestiniens²⁶, soit les trois quarts de la population arabe de la Palestine mandataire²⁷, la destruction de plus de 500 villages²⁸, la confiscation de leurs biens, le blocage de leur voie de retour, la division de la Palestine mandataire entre Israël, qui passe des 14000 km² alloués à l'État juif par le plan de partage de novembre 1947 à 21000 km² après la guerre, la Jordanie, qui annexe – en vertu des accords négociés par le roi Abdallah I^{er} (1882-1951) de Jordanie et les autorités sionistes²⁹ – la Judée et la Samarie, qu'on nommera dès lors la Cisjordanie, et l'Égypte qui administre ce qu'on nommera la bande de Gaza.

Les causes de l'exode des Palestiniens ont fait l'objet de discours fortement divergents. Ilan Pappé formule le problème ainsi: «Exode des Palestiniens: fuite ou expulsion?»³⁰. Si l'on accepte la première explication, quelles furent les causes de leur fuite? Était-elle volontaire? Ont-ils répondu à un appel? Si oui, qui l'a lancé et d'où? Si l'on accepte la seconde explication, l'expulsion fut-elle le résultat d'un plan préconçu ou une conséquence, tragique mais inévitable, de la guerre?

Selon Henry Laurens (1954-), titulaire de la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France, il y a «des myriades d'événements, des situations très différentes, selon les régions et selon les moments en Palestine. D'où la difficulté d'énoncer s'il y a eu une politique coordonnée d'expulsion. Mais si on peut discuter

des conditions d'expulsion, il est indiscutable que, dès le départ, les conditions du retour étaient interdites. C'est-à-dire que la politique, la coordonnée, volontaire, décidée par le gouvernement israélien de l'époque, a été de détruire les villages à la dynamite, de brûler les récoltes, et de tirer à vue sur toute personne cherchant à revenir»³¹.

Le présent ouvrage réunit des textes dont les auteurs se sont exprimés lors des deux journées de formation continue organisées par la Haute école pédagogique du canton de Vaud et qui se sont déroulées à Lausanne les 29 et 30 avril 2019. Ils expriment des points de vue parfois complémentaires, parfois divergents, voire inconciliables et irréductibles, qui reflètent ce qu'est l'écriture de l'histoire: un débat jamais clos et toujours vif.

Dans *La mort du Khazar rouge*, Shlomo Sand (1946-) fait dire au professeur Aaron Bakhar, l'un des protagonistes du roman, chef du département d'histoire générale de l'université de Tel Aviv: «La retenue et la prudence sont les pierres angulaires du métier d'historien, mais nous serons tous d'accord pour dire que la quête de la vérité doit aussi, et tout autant, nous guider bien que nous sachions que la vérité ne sera jamais complète et définitive»³².

Partagés par tous les contributeurs de ce recueil, l'exigence et le constat de Aaron Bakhar n'ont rien de romanesque. Pour le dire autrement, en paraphrasant l'historien et historiographe Paul Veyne (1930-), si l'histoire est un roman, celui-ci doit raconter des événements vrais, tout partiels et provisoires qu'ils soient, qui ont l'humain pour acteur³³. ✕

26

Le chiffre de 726800 est celui d'un rapport de l'UN Conciliation Commission on Palestine (UNCCP) daté du 1^{er} avril 1949, intitulé *Appendix B: Non-Jewish population within the Boundaries held by IDF* (U.N. Doc. A/AC.25/Com.Tech/7/add.1). Simha Flapan, *The Birth of Israel*, New York, Pantheon Books, 1987, p. 83, l'estime à 600000-700000; Walid Khalidi, *All That Remains*, Institute for Palestine Studies, Washington D.C., 1992, p. 582, à 714000-744000; Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Paris, Éditions Complexe, 2003, p. 277, à «environ 700000», Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., p. 11, et Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, Paris, Seuil, 2013, p. 28, à 800000; Salman H. Abu-Sitta, *Atlas of Palestine (1917-1966)*, London, Palestine Land Society, 2010, p. 117, à 935000.

27

Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs (Passia), *Nakba. The Process of Palestinian Dispossession*, 2008, disponible sur <<http://passia.org/publications/143>> (consulté le 8 juin 2018), p. 23.

28

Simha Flapan, *The Birth of Israel*, New York, Pantheon Books, 1987, p. 96, comptait 350 villages détruits; Abdul Jawad Saleh, Walid Mustafa, *Palestine. The Collective Destruction of Palestinian Villages and Zionist Colonization, 1882-1982*, Jerusalem Center for Development Studies, London, 1987, p. 30, 472 Palestinian towns, villages and habitations (...) razed to the ground; Walid Khalidi, *All That Remains*, Institute for Palestine Studies, Washington D.C., 1992, p. XX, documente la destruction de 418 villages palestiniens; Salman H. Abu-Sitta, *Atlas of Palestine (1917-1966)*, London, Palestine Land Society, 2010, p. 65, les estime à 530; Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., p. 11 et Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs (Passia), *Nakba. The*

Process of Palestinian Dispossession, 2008, p. 23, en dénombrent 531. Le site <www.palestineremembered.com> donne de nombreuses informations sur les villages palestiniens détruits ou abandonnés. Le site de l'ONG israélienne Zochrot («Elles se souviennent» en hébreu), fondée en 2002 par Eitan Bronstein (1960-), met en ligne une carte interactive qui permet de localiser les villes, villages et sites palestiniens détruits pendant la Nakba et d'obtenir des informations sur chacun d'eux: <<https://zochrot.org/en/site/nakbaMap>> (consulté le 5 février 2019); une application mobile trilingue (arabe, hébreu, anglais) intitulée *iNakba. The invisible land* est également disponible sur <<https://zochrot.org/en/keyword/45323>> (consulté le 5 février 2019).

29

Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine: aux origines du conflit israélo-arabe*, op. cit., pp. 158-185; Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, op. cit., pp. 244-250.

30

Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine: aux origines du conflit israélo-arabe*, op. cit., p. 124. Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, op. cit., pp. 277-278: «La raison de l'exode de 700000 personnes suscita par la suite d'après discussions entre Israël et ses défenseurs d'une part, et les Arabes et leurs partisans d'autre part. Les porte-parole israéliens – parmi lesquels des historiens et auteurs de manuels «reconnus» – soutinrent que les Arabes avaient fui «volontairement» ou parce que les dirigeants palestiniens et ceux

des pays arabes leur avaient vivement conseillé ou ordonné de le faire, afin d'évacuer le terrain en vue de l'invasion du 15 mai et de pouvoir ainsi prétendre qu'ils avaient subi une expulsion systématique. Les porte-parole des Arabes affirmèrent pour leur part qu'Israël avait planifié l'expulsion systématique de ces Palestiniens maintenant réfugiés. Les très nombreux documents retrouvés dans les archives israéliennes et occidentales au cours des années quatre-vingt ont prouvé qu'aucune des versions «officielles» n'est exacte ou suffisante».

31

Henry Laurens, dans Romed Wyder (écrit et réalisé par), *Et Israël fut...*, Paradigma Films, Radio Télévision Suisse et Histoire, Suisse/France, 2018; diffusé le 13 mai à 22h50 sur RTS Deux, 00:45:11–00:45:50.

32

Shlomo Sand, *La mort du Khazar rouge*, Paris, Seuil, 2019, p. 256.

33

Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, coll. «Points histoire», 1971, p. 10. Voir aussi Yvan Jablonka, *L'histoire est une littérature contemporaine: manifeste pour les sciences sociales*, Paris, Seuil, «La librairie du XXI^e siècle», 2014.

Acte de propriété de la famille Edghaim à Safsâf
Source: Mohammad A. Edghaim, palestineremembered.com, DR



مؤلف	جلد	شماره
مؤلف نامعلوم	۶۴	۶۴
مؤلف نامعلوم	۶۴	۶۴

تذکره شهرت	تذکره شهرت
تذکره شهرت	تذکره شهرت

لوا	عقا	قضا	صفحه	تابعیه	قیریه	صمصاف
محلکة	زقاق	موقع	کروم عدسی	رقم اولاد	۱۱۱۱	۱۱۱۱

جینسوز	زید	<p>تذکره شهرت</p>
نوعی	ریح	
مقدار عرب	در اقم	
مختصون		
صاحبان	تذکره شهرت	
جزء اعطای	تذکره شهرت	
تذکره شهرت		

بگونت	خسرج	وزقدها	کاتبیه	بدل میشل	بدل مزایده	مختصان
۶۰	۶۰	۶۰	۶۰	۶۰	۶۰	۶۰

بالا در هر تیرا ...
 در هر مندرقه ...
 تذکره شهرت

تذکره شهرت



Le sionisme, l'Occident et la création de l'État israélien : histoire et cinéma

18

Photographie datant d'avant 1937 durant le mandat britannique sur la Palestine. Manifestation dans la vieille ville de Jérusalem contre l'immigration juive croissante en Palestine. Au centre de la foule, on distingue, sous la flèche blanche, la tête légèrement inclinée, Jamal al-Husseini, cousin du grand mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini, leader du Parti arabe palestinien. Soulèvement contre l'autorité mandataire, la Révolte arabe (1936-1939) s'opposa à l'établissement d'un foyer national pour les Juifs en Palestine, selon les termes de la Déclaration Balfour.

©AFP/GETTY Images

Par **RICCARDO BOCCO**

LE DÉBAT SUR LA NAISSANCE DU SIONISME date de plus d'un siècle et beaucoup d'encre a coulé depuis pour expliquer, analyser, voire justifier la création de l'État juif en 1948. Sept décennies et plusieurs guerres après, une certaine interprétation et application de l'idéologie sioniste par les trois derniers gouvernements Netanyahu semble amener l'État israélien vers un état d'apartheid. Comment expliquer ce glissement pour un État qui se veut « juif et démocratique » ?

Devant l'impasse actuelle des négociations pour trouver une solution au conflit israélo-palestinien, mais aussi face aux implications régionales et internationales toujours présentes, la situation est diplomatiquement figée. Plus de 25 ans après les Accords d'Oslo, signés à Washington en 1993 entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, le contexte local s'est sérieusement dégradé. Depuis fin 2006, la bande de Gaza est devenue une sorte de grande « prison à ciel ouvert », alors qu'en Cisjordanie (sous occupation militaire), la colonisation n'a cessé de progresser. La « solution à deux États » semble désormais relever d'un vœu pieux, la question des réfugiés palestiniens n'est littéralement pas audible par une large majorité du camp israélien, et l'horizon de la paix est devenu un mirage...

L'administration Trump a récemment essayé de donner un coup d'accélérateur au processus, en proposant le Deal of the Century, un plan de paix dont les contours politiques n'ont pas encore été officiellement dévoilés¹. Entre-temps, le président américain a fermé la représentation de l'OLP à Washington. Il a aussi coupé les fonds de l'USAID à destination des Territoires occupés, ainsi que ceux de l'UNRWA, en estimant que les réfugiés palestiniens faisaient partie du problème et non pas de sa solution²; enfin, en

mai 2018, il a déplacé l'ambassade des USA à Jérusalem Ouest, en signalant par là sa reconnaissance de la Ville Sainte comme capitale de l'État juif. Depuis, le président de l'Autorité palestinienne a affirmé ne plus considérer les USA comme un « médiateur honnête » et a refusé de s'asseoir à la table des négociations avec le Premier ministre israélien.

Pourquoi donc revisiter les débats sur la naissance du sionisme jusqu'au premier conflit israélo-arabe qui a consacré, d'une part, la création de l'État israélien, et d'autre part, la *Nakba*, soit la déposssession et l'exode de centaines de milliers de Palestiniens ? Ma contribution ne se situe pas au niveau d'une relecture du débat historiographique entre académiques palestiniens et israéliens, mais plutôt d'une analyse des complicités et responsabilités européennes et nord-américaines durant la période 1894-1948, qui ont appuyé l'essor du mouvement sioniste, l'émigration juive et la colonisation en Terre Sainte, et qui ont débouché sur un conflit irrésolu jusqu'à aujourd'hui.

L'intitulé de ma contribution est certes ambitieux et les sources primaires et secondaires y relatives sont très nombreuses. Si, quantitativement, et toutes langues confondues, les publications d'auteurs juifs et israéliens sont nettement supérieures à celles des Palestiniens, l'accès aux archives touchant à la période étudiée dans ce texte est aussi inégal. Alors que les archives étatiques européennes et nord-américaines, mais aussi ottomanes, sont largement accessibles aux chercheurs, les sources arabes le sont beaucoup moins. Qui dit « archive » dit « État », et l'absence d'un État palestinien est un facteur qui explique en partie la difficulté de l'accès à l'information. Côté israélien, les archives sont (in)accessibles, parfois selon leur nature (politiquement délicate) ou la nationalité du chercheur³.



Comme pour ma présentation orale, ce texte est écrit en articulation avec le film de Romed Wyder *Et Israël fut...*, sorti en 2018. Le film est accessible à cette adresse: (<https://vimeo.com/259718214> mot de passe: mdp) et je m'y référerai tout au long du texte. En outre, comme les documentaires sont également des sources importantes pour le travail des chercheurs en sciences sociales et des historiens, je contextualiserai le film récent de Romed Wyder dans le cadre

de la production audiovisuelle israélienne, palestinienne et internationale, en partie disponible sur le Net (voir la filmographie en fin de texte).

C'est aussi en tant que citoyen suisse et européen que je me suis intéressé depuis plusieurs années au conflit israélo-palestinien; j'ai vécu sur place quelques années et je reviens régulièrement dans la région. Je n'ai aucune prétention de suggérer des solutions aux parties en

1
Le «volet économique» du plan a été présenté au Bahreïn à la fin juin 2019 par Jared Kushner, beau-fils du président américain et son conseiller spécial, lors d'une conférence de deux jours à laquelle Palestiniens et Israéliens n'ont pas été invités. En l'absence d'une vision politique sous-jacente, le plan est paru comme une proposition «hors sol» et dont la réception par les représentants des États de la région a été plus que tiède. Voir: <https://www.france24.com/en/video/20190701-us-middle-east-plan-us-launches-50-billion-economic-plan-formula-peace>

2
À ce propos, dans une déclaration officielle de mai 2017, Ignazio Cassis, ministre suisse des Affaires étrangères, a épousé la position de D. Trump par rapport aux réfugiés palestiniens, davantage considérés comme un obstacle à la solution du conflit. Voir: https://www.swissinfo.ch/fre/politique/conflit-israelo-palestinien_les-surprenants-propos-d-ignazio-cassis-sur-l-unwra/44126600

3
Trois documentaires israéliens, répertoriés dans la filmographie en fin de texte, illustrent le propos: *Jerusalem Cuts* de Liran Atzmor, *Looted and Hidden* de Rona Sela et *Censored Voices* de Mor Loushy. Les matériaux utilisés dans les trois documentaires ne sont pas accessibles aux chercheurs et/ou réalisateurs palestiniens. Dans le cas de Rona Sela, elle a également dû recourir aux services d'un avocat pour accéder aux films du «cinéma révolutionnaire palestinien», produits par les unités filmiques de l'OLP entre 1969 et 1982, confisqués par l'armée israélienne lors de l'invasion du Liban en 1982, et depuis conservés au Ministère de la défense. Voir: R. Sela, 2017.

✕ **RICCARDO BOCCO**, né à Turin en 1957,
✕ titulaire d'un master en anthropologie
✕ culturelle à l'Université de Turin (1983),
✕ d'un diplôme en études du dévelop-
✕ pement à l'IUED de Genève (1985) et
✕ d'un certificat d'arabe à l'ILI du Caire
✕ (1988), soutient sa thèse de doctorat à
✕ Sciences Po, Paris.
✕ Depuis 1985, Riccardo Bocco mène
✕ l'essentiel de sa carrière à l'Institut des
✕ Hautes études internationales et du déve-
✕ loppement (IHEID) où il est nommé pro-
✕ fesseur de sociologie politique en 2003,
✕ après avoir été directeur de la recherche
✕ entre 2001 et 2003, puis directeur acadé-
✕ mique de 2008 à 2012. Il a été aussi maître
✕ de conférences invité à l'École des hautes
✕ études en sciences sociales (EHSS) de
✕ Paris, responsable du Centre français
✕ d'études et de recherches sur le Moyen-
✕ Orient contemporain (CERMOC) d'Am-
✕ man, professeur invité aux universités de
✕ Bologne, Venise, Pavie et Bethléem. Ses
✕ recherches portent sur le Proche-Orient
✕ (Jordanie, Israël/Palestine et Liban) où il
✕ a vécu plusieurs années.
✕ Il s'est intéressé successivement aux
✕ questions de politiques de développe-
✕ ment et construction étatique, à l'aide
✕ humanitaire, aux réfugiés et à l'impact de
✕ l'aide internationale, ainsi qu'aux projets
✕ de construction de la paix. Entre 2001
✕ et 2014, il a conduit plusieurs projets et
✕ missions d'évaluation relatives au rôle de
✕ l'aide internationale et des sociétés civiles
✕ en Israël/Palestine pour le Département
✕ fédéral des affaires étrangères suisses, de
✕ la GTZ allemande, de la Ville de Genève et
✕ des Nations unies.
✕ Parmi ses publications: R. Bocco &
✕ L. Takkenberg (eds.), UNRWA and the
✕ Palestinian Refugees 60 years later,
✕ in: *Refugee Survey Quarterly* (Oxford
✕ U. P.), vol. 28, n° 2-3, 2009-2010, 434 pp.
✕ Son projet de recherche actuel, intitulé
✕ «Violence, mémoire et cinéma», explore
✕ le rôle des films documentaires et de fic-
✕ tion dans la reconstruction des identités
✕ collectives pendant les conflits armés
✕ (Israël/Palestine), dans les post-guerres
✕ civiles (Liban) et dans les contextes
✕ post-dictatoriaux (Argentine et Chili).
✕ Relatif à ce projet, paraîtra en 2020,
✕ *Screening the Israeli-Palestinian Conflict:
✕ competing and complementary narratives*,
✕ R. Bocco (ed.), Geneva, The Graduate
✕ Institute, e-books Series.

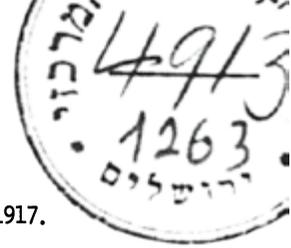


1917: Arthur Balfour, le secrétaire d'État des Affaires étrangères du Royaume-Uni rédige la déclaration qui porte désormais son nom. Elle est adressée à Lord Lionel Walter Rothschild, financier du mouvement sioniste. Cette lettre ouverte est publiée dans le *Times* de Londres, le 9 novembre. «(...) Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour les Juifs et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et aux statuts politiques dont les Juifs disposent dans tout autre pays. (...)»

4 Le documentaire de Sabrina Dittus, *Aid But No State*, sur l'aide internationale à la Palestine depuis les Accords d'Oslo appuie cette hypothèse.

5 Le documentaire de Ben Loeterman 1913: *Seeds of the Conflict* revient sur les années qui ont précédé la Première Guerre mondiale pour exposer une nouvelle lecture d'une partie des archives ottomanes et des travaux d'historiens qui montrent l'essor de mouvements nationalistes locaux, juifs et arabes.

Foreign Office,
November 2nd, 1917.



Dear Lord Rothschild,

I have much pleasure in conveying to you, on behalf of his Majesty's Government, the following declaration of sympathy with Jewish Zionist aspirations which has been submitted to, and approved by, the Cabinet.

His Majesty's Government view with favor the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people, and will use their best endeavours to facilitate the achievement of this object. It being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or the rights and political status enjoyed by Jews in any other country.

I should be grateful if you would bring this declaration to the knowledge of the Zionist Federation.

conflit: leurs représentants sont bien conscients des enjeux auxquels ils sont confrontés et ils ont déjà essayé plusieurs stratégies pour y répondre. Je préfère ici m'adresser – au-delà de mes collègues dans les cercles académiques – aux membres des sociétés civiles européennes et à leurs représentants, en espérant contribuer à défaire un certain nombre de stéréotypes et de perceptions qui hantent les mémoires et empêchent la construction d'un récit conscient des maladroites et des injustices perpétrées dans le passé par plusieurs pays occidentaux. Des injustices, par ailleurs, que chaque citoyen suisse «paie» aujourd'hui à travers une partie de ses impôts qui financent, entre autres, l'aide humanitaire de la Confédération aux Palestiniens. À ce propos, on peut aussi se demander si cet argent ne sert pas à financer l'occupation militaire israélienne, faute de solution au conflit et face au refus des gouvernements israéliens successifs d'appliquer les Conventions de Genève, dont la Suisse est dépositaire et l'État juif signataire⁴.

Enfin, quant à ma position académique, je ne suis pas historien et, en tant que sociologue politique, j'interroge le passé à partir du présent. C'est bien pour cela que l'analyse des débats actuels sur les relations entre sionisme, antisémitisme et antisémitisme, ou sur la nouvelle Loi fondamentale adoptée par le Parlement israélien en juillet 2018, ne peut faire l'économie d'un retour sur les origines et les développements de l'idéologie sioniste.

Le sionisme

C'est dans le cadre de l'Europe de la fin du XIX^e siècle, marquée par le renforcement des nationalismes et la montée de l'antisémitisme, que naît le mouvement sioniste. Différemment du contexte de l'Empire ottoman, où les communautés juives coexistent plutôt en harmonie avec les autres groupes ethniques et confessionnels⁵, dans les empires austro-hongrois et russe, en Europe centrale et orientale, les tensions nationalistes poussent progressivement

les Juifs à l'émigration, vers l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord, où les sentiments antisémites sont moins prononcés. La bourgeoisie juive des villes germanophones, en particulier, est tiraillée entre désir d'intégration et peur du rejet. Ce sera «l'affaire Dreyfus» en France⁶ qui bouleversera la donne et précipitera la situation.

Theodor Herzl, journaliste juif basé à Vienne, publie en 1896 *Der Judenstaat* (l'État des Juifs), qui sera considéré comme le document fondateur du sionisme⁷. En revendiquant le droit à l'autodétermination du peuple juif, le mouvement sioniste est un effet miroir des nationalismes européens et de leurs tendances antisémites.

Mais le sionisme est tout d'abord un débat judéo-juif (I. Pappé in *Et Israël fut...*, 00:53-1:34) car, dès son apparition, nombreux sont les Juifs à se déclarer antisionistes. En effet, pour l'establishment religieux orthodoxe, il est inconcevable de déclarer l'État juif avant le retour du Messie⁸. Cela explique aussi pourquoi, lorsque Herzl essaie de programmer la tenue du premier congrès sioniste mondial, il sera confronté à l'opposition d'une large majorité des rabbins d'Allemagne, et devra l'organiser au Casino de Bâle, en Suisse⁹.

Malgré les oppositions internes aux communautés juives européennes, le sionisme gagne progressivement du terrain et la direction du mouvement se recentre vers l'Europe de l'Ouest, à Londres en particulier, où Chaim Weizmann reprend le flambeau.

Plusieurs raisons contribuent à expliquer les raisons du succès du mouvement. En tant qu'organisation politique, sa force a été tout d'abord celle de savoir transformer une mythologie religieuse (la relation entre le peuple juif et *Eretz Israel*) en une mythologie historico-politique (Sh. Sand in *Et Israël fut...*, 5:44-6:45).

Tous les mouvements nationalistes ont besoin d'un mythe, ont besoin d'inventer une tradition, pour le dire avec les mots de Eric Hobsbawm (1983). Comme l'a bien démontré Shlomo Sand dans deux de ses ouvrages les plus connus (2008 et 2012), le premier mythe sioniste est celui de l'exil, le fait que le peuple juif aurait été exilé par les Romains au I^{er} siècle de notre ère. Cela n'a jamais pu être démontré scientifiquement, car il n'y a pas d'études historiques qui prouvent l'existence d'un édit d'exil contre les Juifs. Le judaïsme s'est effectivement propagé comme les autres religions monothéistes du Livre. Mais la notion d'exil est centrale car, s'il y a eu exil, il peut y avoir un droit au retour et donc la possibilité pour le peuple juif de rétablir ses droits.

⁶ Le capitaine Dreyfus, citoyen juif de l'armée française, est accusé en 1894 de collaboration avec l'Allemagne impériale et condamné à mort. Après plusieurs rebondissements ayant suivi le premier procès, le capitaine sera finalement innocenté en 1906.

⁷ Le terme «sionisme» avait toutefois fait son apparition à Vienne six ans plus tôt, promu par Nathan Birnbaum, fondateur de la première association des étudiants juifs, appelée *Kadimah*. Dans ses versions ultérieures, le «sionisme» fera référence au «retour à Sion», Sion étant un synonyme utilisé pour Jérusalem et, par extension, à *Eretz Israel*, la Terre d'Israël.

⁸ En 2004, la réalisatrice Wendy Campbell a produit *Neturei Karta: Jews against Zionism*, un documentaire qui témoigne de l'antisémitisme auprès des Juifs ultraorthodoxes fidèles à la Torah.

⁹ Organisateur du congrès de Bâle à l'âge de 37 ans, Herzl décède en 1904. Deux biopics importants ont été consacrés à la vie et à l'œuvre de Theodor Herzl: le premier par B. Brunner en 2002 (*It Is No Dream*) et le deuxième en 2012 par R. Trank (*It Is No Dream: the life of Theodor Herzl*).



18 mai 1939, à Jérusalem: une manifestation juive contre les propositions britanniques sur le futur de la Palestine bascule dans la violence. Elle est réprimée par la police et les troupes de l'autorité mandataire.

©Keystone/Source: AP

29 novembre 1947: la deuxième session de l'Assemblée générale des Nations unies approuve, dans la résolution 181, la partition de la Palestine en deux États, un État juif et un État arabe par 33 votes contre 13 et 10 abstentions. Les dirigeants arabes, à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine, s'opposent à ce plan, arguant du fait qu'il viole les droits de la majorité du peuple de Palestine.

©UN Archives 1949



En tant que mouvement politique, le sionisme a aussi très vite élaboré un projet colonialiste, encore une fois en miroir partiel avec les logiques coloniales des empires européens de la fin du XIX^e siècle. Et je dis bien en «miroir partiel», car les projets des puissances occidentales avaient pour la plupart conçu leur «mission civilisatrice» à travers l'occupation des territoires colonisés pour en exploiter les ressources matérielles et humaines, tout en développant un relais administratif indigène.

Mais dans la conception sioniste dominante, la colonisation visait l'éradication de la population locale au profit des migrants juifs, de retour à Eretz Israel. Cette «colonisation d'implantation» s'apparente davantage à la conquête du Far West pratiquée par les colons anglais, français et hollandais en Amérique du Nord, ou à l'implantation de colons anglais en Australie, une colonisation qui a eu comme conséquence différentes formes de nettoyage ethnique, voire de génocide. De surcroît, la colonisation juive en Terre Sainte allait avoir lieu dans des régions peuplées, un contexte bien différent des plaines australiennes ou nord-américaines.

Mais là aussi, on ne saurait simplifier la pluralité des visions au sein du mouvement sioniste. En effet, si la ligne dure défendue dans les années 1930 par l'idéologue sioniste juif russe Vladimir Jabotinski prônait le transfert des populations arabes de Palestine – position ensuite suivie par David Ben Gourion pendant la guerre de 1948 –,

le *Mapam*, issu d'une coalition de groupes sionistes de gauche, s'opposait à la déportation de la population indigène de Terre Sainte et était en faveur de la création d'un État binational, ce qui exprime bien la complexité de la situation. Cela dit, pour les propos de notre contribution, il est important de revenir au contexte international et d'examiner les implications des politiques des États européens à l'égard des populations juives et du mouvement sioniste.

Des migrations forcées à la déclaration

Balfour: le rôle des acteurs internationaux

La réalisation du projet sioniste est aussi le résultat de plusieurs appuis externes. En effet, au début, les options géographiques pour un nouvel État juif allaient de l'Ouganda à l'Azerbaïdjan, en passant par l'Argentine ou même les États-Unis... Le choix de la Palestine fut en tout cas prôné par les chrétiens-sionistes, un courant du christianisme évangélique, très présent en Angleterre et en Amérique du Nord (I. Pappé in *Et Israël fut...*, 2:46-3:15). À travers une lecture fondamentaliste de la Bible, les évangéliques considéraient que le retour des Juifs en Palestine aurait été un signe de la réalisation de la volonté de Dieu: l'existence d'un État d'Israël aurait ramené Jésus sur terre, il aurait définitivement été reconnu comme le Messie, tout en assurant le triomphe de Dieu sur les forces du mal...¹⁰

Le sionisme est resté un rêve jusqu'au moment où le mouvement a pu s'assurer l'appui d'importantes puissances externes. Divers pouvoirs

¹⁰ Deux documentaires relativement récents illustrent les propos du courant chrétien évangélique: *With God on Our Side* (2009) de Porter Speakman Jr. et Kevin Miller; et *Christian Zionism* (2007) de Stephen Sizer.

financiers avaient déjà pu soutenir les premières immigrations en Palestine entre 1882 et 1914, surtout pour des membres des communautés juives russes. Mais, lors du transfert du leadership sioniste de Berlin à Londres pendant la Première Guerre mondiale, Chaim Weizmann et ses réseaux d'influence ont permis aux sionistes d'obtenir l'appui du Royaume-Uni (E. Rogan in *Et Israël fut...*, 8:07-8:53). C'est ainsi qu'au cours de la Première Guerre mondiale, en novembre 1917, la Déclaration de Lord Balfour (ministre des affaires étrangères de Sa Majesté britannique) envoyée au Baron Walter Rothschild s'engageait à soutenir la création d'un foyer juif en Palestine. Cette déclaration contredisait, par ailleurs, la promesse de la Grande-Bretagne de créer un Royaume arabe, faite en 2016 par MacMahon au chérif Hussein de La Mecque, en échange de l'appui militaire des Hachémites contre les Turcs.

Comme le relève à juste titre Susan Akram (in *Et Israël fut...*, 11:39-12:56), le texte de la lettre de Lord Balfour mentionnait le mot «foyer juif» (Jewish Home), mais pas celui de «patrie juive» (Jewish Homeland). Autrement dit, le fait d'admettre la possibilité d'une immigration juive en Terre Sainte ne signifiait pas nécessairement la volonté de favoriser la création d'un État pour ces immigrants aux dépens de la population indigène. Une deuxième clause de la Déclaration Balfour spécifiait que la création d'un foyer juif ne devait pas porter préjudice aux droits civils et religieux de la population arabe locale, étiquetée comme «non-juive». Ce qu'il est important de souligner à ce propos est le fait que les «droits politiques» n'étaient pas mentionnés...

En quelque sorte, c'est comme si l'Angleterre promettait la Palestine aux sionistes. En 1922, la Déclaration Balfour sera effectivement intégrée dans le mandat confié par la Société des Nations, ce qui allait lui donner une valeur juridique sur le plan du droit international. Le partage du Proche-Orient en différents États, à la suite du dépècement de l'Empire ottoman, a participé d'une logique franco-anglaise visant à empêcher la création d'un royaume ou d'une république arabe unie. Les mandats ont bien été une nouvelle forme d'impérialisme colonial, où les puissances mandataires auraient «aidé» les nouveaux États à devenir indépendants au bout de 25 ans. L'indépendance devant être sanctionnée par des élections démocratiques, expression de la volonté des populations locales.

Il faut alors reconnaître le «coup de génie» de Chaim Weizmann qui réussit à convaincre Lloyd

George de nommer Herbert Samuel, sioniste engagé, comme haut-commissaire en Palestine. Ce dernier eut le loisir d'interpréter et d'appliquer concrètement l'esprit de la Déclaration Balfour à sa guise (S. Huneidi in *Et Israël fut...*, 19:12-19:50).

Mais il y a un autre élément important à prendre en compte. Entre 1880 et 1924, environ 2,5 millions de juifs (Ashkénazes tout particulièrement) migrent progressivement de l'Europe orientale vers l'Europe de l'Ouest, jusqu'aux USA. De ce nombre, pas plus de 100 000 vont émigrer en Palestine, ce qui signale une faible présence des sionistes chez les migrants juifs. En 1924, une vague antisémite en Californie débouche sur la Loi Johnson, qui interdit ces flux migratoires¹¹ et va réorienter les migrants juifs vers la Palestine (Sh. Sand in *Et Israël fut...*, 19:51-20:55).

Enfin, pendant toute la période qui précède la mise en place du Mandat britannique en Palestine, un dernier élément doit être considéré. La naissance du sionisme coïncide à quelques années près avec la naissance du cinéma. Ce dernier va constituer un formidable

11

Cette situation n'est pas sans rappeler le contexte de l'Europe actuelle qui, depuis 2015, connaît une vague montante d'islamophobie à l'égard des migrations syriennes, irakiennes et afghanes en particulier, vers les pays de la rive nord de la Méditerranée. À la différence près qu'il n'y a pas une nouvelle Terre Sainte vers laquelle renvoyer les migrants...

23

14 mai 1948, à Tel Aviv: à la tête du Conseil national juif, le père fondateur de l'État d'Israël, David Ben Gourion, lit la proclamation qui établit le nouvel État en tant que nation indépendante. Le grand photographe, Robert Capa, est derrière l'objectif.

©KEYSTONE/MAGNUM PHOTOS/ Robert Capa, International Center of Photography



12
 Dans *The Land Speaks Arabic* (2007), Maryse Gargour se penche sur la notion du « transfert de population » dans l'idéologie sioniste et construit une convaincante critique palestinienne des récits officiels israéliens sur le départ volontaire des Palestiniens durant la guerre de 1948, un mythe par ailleurs déconstruit par Ilan Pappé (2017 : 50-67), ainsi que par Ronen Berelovich dans *The Zionist Story*.

atout pour la propagande sioniste. Une série de courts documentaires, muets d'abord dans les années 1910, puis de longs-métrages dans la période du Mandat britannique, contribuent à véhiculer l'image d'une Terre Sainte peu peuplée, avec une minorité de migrants juifs qui, grâce à leur travail, transforment le (supposé) désert en terre fertile et cultivée. Un discours cinématique visant à conforter le mythe d'une « terre sans peuple pour un peuple sans terre » (Pappé, 2017 : 3-11). Un discours qui fait appel aussi aux mythes judéo-chrétiens d'origine biblique. En effet, dans les documentaires de l'époque, les Arabes indigènes sont le plus souvent représentés par des Bédouins à chameau, qu'on voit plus ou moins à distance, alors que les cultivateurs juifs, hommes et femmes, sont filmés dans les champs où ils travaillent et qu'ils contribuent à mettre en valeur. Une façon de contraster les stéréotypes de la modernité (juive) avec le sous-développement (arabe), la civilisation et la barbarie, qui n'est pas sans rappeler la figure d'Abel, l'agriculteur sédentaire, opposée à celle de Caïn, le nomade qui tuera son frère...

Outre quelques documentaires de propagande de l'époque présentés dans le film de R. Wyder (*Et Israël fut...*, 3:15-3:45; 5:07-5:43; 7:43-8:03), le film de Simone Bitton et Jean-Michel Meurice *Palestine: Histoire d'une terre* (1993) offre, dans sa première partie, une documentation audiovisuelle sur la Palestine entre 1880 et 1950 qui contraste avec les stéréotypes sionistes. Sur ce même thème, Eyal Sivan dans *Jaffa. The Orange Clockwork*, sorti en 2010, a voulu raconter une partie de l'histoire palestinienne à travers l'histoire des plantations et du commerce

des oranges de Jaffa, progressivement devenues le symbole de la « réussite » sioniste. Remontant le temps grâce aux photographies et aux premiers films publicitaires de Jaffa entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, le cinéaste interroge historiens, poètes et ouvriers, palestiniens et israéliens. Les orangers étaient souvent le fruit d'une collaboration, aujourd'hui oubliée, entre Chrétiens, Musulmans et Juifs, bien avant l'arrivée des sionistes, mais ils furent « réappropriés », dès les années 1920-1930, par des juifs fraîchement et massivement installés, évinçant les Palestiniens.

Du mandat britannique en Palestine à la guerre de 1948

Très tôt, dans les années 1920, les Palestiniens s'insurgent contre l'immigration juive en Palestine et organisent plusieurs manifestations contre la politique mandataire britannique qui ne semble pas vouloir reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Plusieurs extraits documentaires de l'époque contenus dans le film de R. Wyder font état de la situation (*Et Israël fut...*, 22:11-24:05).

Ce sera l'avènement au pouvoir d'Hitler en Allemagne en 1933 qui déclenchera des vagues migratoires juives vers la Terre Sainte, à hauteur de 40 000 à 50 000 personnes par an. Ce qui ne va pas être sans conséquences pour l'équilibre démographique dans le pays d'accueil (H. Laurens in *Et Israël fut...*, 20:56-21:20). C'est à partir de ce moment aussi que la question du « transfert » des populations locales au profit de la création d'un État juif, va animer les débats chez les leaders sionistes en Terre Sainte¹².

La rébellion palestinienne devient violente et culmine dans une intifada, la Révolte de 1936-1939. Cela dévoile aussi l'incapacité des Anglais à gérer une situation dont la responsabilité leur revient. Après la publication du Livre Blanc de 1939, les franges radicales du mouvement sioniste – le *Stern* (*Lehi*) et l'*Irgun*, avec leurs commandants illustres dont Menahem Begin et Yitzhak Shamir, futurs premiers ministres de l'État israélien – adoptent des techniques terroristes, d'abord contre les Palestiniens. Ces groupes paramilitaires étaient à leur tour des émanations de la Haganah, les troupes juives de défense des implantations juives en Terre Sainte créées par le pouvoir mandataire, et fidèles à la ligne dure de V. Jabotinski. À partir de 1944, l'armée britannique est elle-même la cible d'attentats terroristes perpétrés par les groupes radicaux sionistes (H. Laurens in *Et Israël fut...*, 28:53-30:11).

1948: La Légion arabe bombarde les positions de la Haganah lors du siège de Jérusalem.

© Universal History Archive/
 Universal Images Group via Getty
 Images





Mais c'est vers la fin de la Seconde Guerre mondiale que les leaders sionistes perçoivent la faiblesse et le déclin des empires coloniaux anglais et français et recherchent l'appui des Chrétiens sionistes en Amérique du Nord (voir l'extrait de l'allocution de Nahum Goldmann à la conférence du Congrès juif mondial à Atlantic City, in *Et Israël fut...*, 31:24-32:02). En même temps, les autorités mandataires en Palestine se rendent compte de leur incapacité à gérer les évolutions sur le terrain des mouvements nationalistes palestiniens et sionistes, et demandent l'intervention des Nations unies, organisation créée en 1945 à San Francisco et qui va remplacer la Société des Nations. L'UNSCOP (United Nations Special Committee on Palestine) va proposer deux solutions: un État fédéral et une partition, mais ce sera la deuxième proposition qui sera retenue (R. Bocco in *Et Israël fut...*, 34:07-35:00).

Dans cette décision, le lobbyisme des États-Unis l'emporte contre l'avis des pays arabes¹³ qui soutenaient les droits des Palestiniens en tant que peuple autochtone. Leur recours auprès de la Cour Internationale de Justice se solda aussi par un échec.

D'un point de vue légal, les Nations unies n'avaient pas les compétences juridiques de partager un territoire. En ce sens, la résolution 181 du 29 novembre 1947, votée à une majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée générale, n'était qu'une proposition...

Plusieurs raisons permettent d'expliquer ce vote. Entre 1945 et 1948, le sentiment de culpabilité des États occidentaux face à l'Holocauste a certainement joué un rôle, ainsi que la présence importante de victimes juives sur le sol européen, que les États d'accueil ne savaient pas non plus comment gérer. Enfin, le vote de novembre 1947 a consacré aussi une victoire des pays de culture chrétienne contre les autres.

La résolution onusienne va donc mettre le feu aux poudres et paver la route au conflit qui va officiellement éclater en mai 1948, après le départ du haut-commissaire britannique, la déclaration d'indépendance du nouvel État juif – auquel les Anglais vont transférer les structures administratives et logistiques de l'État mandataire – et la déclaration de guerre des États arabes limitrophes.

20 août 1948: un représentant de l'ONU, quatre membres de la Ligue arabe et le lieutenant-colonel Chaim Herzog (futur président d'Israël de 1983 à 1993) se penchent sur la carte de Palestine pour tenter de trouver un accord de cessez-le-feu. En 1949, les belligérants mettent fin à la guerre israélo-arabe et, selon les accords d'armistice, établissent la ligne verte entre Israël et la Cisjordanie qui prévaudra jusqu'à la Guerre des Six Jours, en 1967.

© Keystone-France/Gamma-Keystone via Getty Images

¹³ La position de la Ligue des États arabes est bien synthétisée dans l'allocution de l'émir Adel Arslan, chef de la délégation syrienne à l'ONU (*Et Israël fut...*, 36:38-37:23).

L'issue du conflit sera la *Nakba*, la catastrophe, pour le monde arabe et ses armées vaincues : plus de 500 villages palestiniens seront détruits, environ 750 000 Arabes déplacés, 78 % du territoire sous mandat britannique deviendront le nouvel État juif, les 22 % restants seront partagés entre la Cisjordanie annexée au Royaume hachémite et la bande de Gaza sous administration militaire égyptienne, le nom de la Palestine effacé des cartes géographiques...

Face au « Plan Dalet » conçu par les sionistes pour favoriser le transfert des Palestiniens, voire opérer un « nettoyage ethnique », les dirigeants du Royaume-Uni, de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord ont fermé les yeux, ou plutôt se sont lavé les mains... comme Ponce Pilate jadis.

Perspectives

Si le travail des sciences sociales et humaines produit du sens et a une utilité, celle-ci est à trouver dans la fonction critique des chercheurs engagés à décoder, analyser et historiciser mythes, perceptions et stéréotypes. Le travail des historiens, plus que jamais politique pour ses conséquences, est donc d'une importance capitale. Comme le dit bien W. Ossipow : « Comprendre c'est faire droit à la complexité et à l'ambiguïté fondamentale des situations (...) toujours hybrides. Les « lignes rouges » sont les interdits que les opinions publiques et les gouvernants posent dans une négociation : interdiction d'aborder tel ou tel point, de transiger sur tel autre. (...) Le travail critique des intellectuels joue un rôle fondamental dans la déconstruction des lignes rouges et des murs d'incompréhension. » (2005 : 11-12)

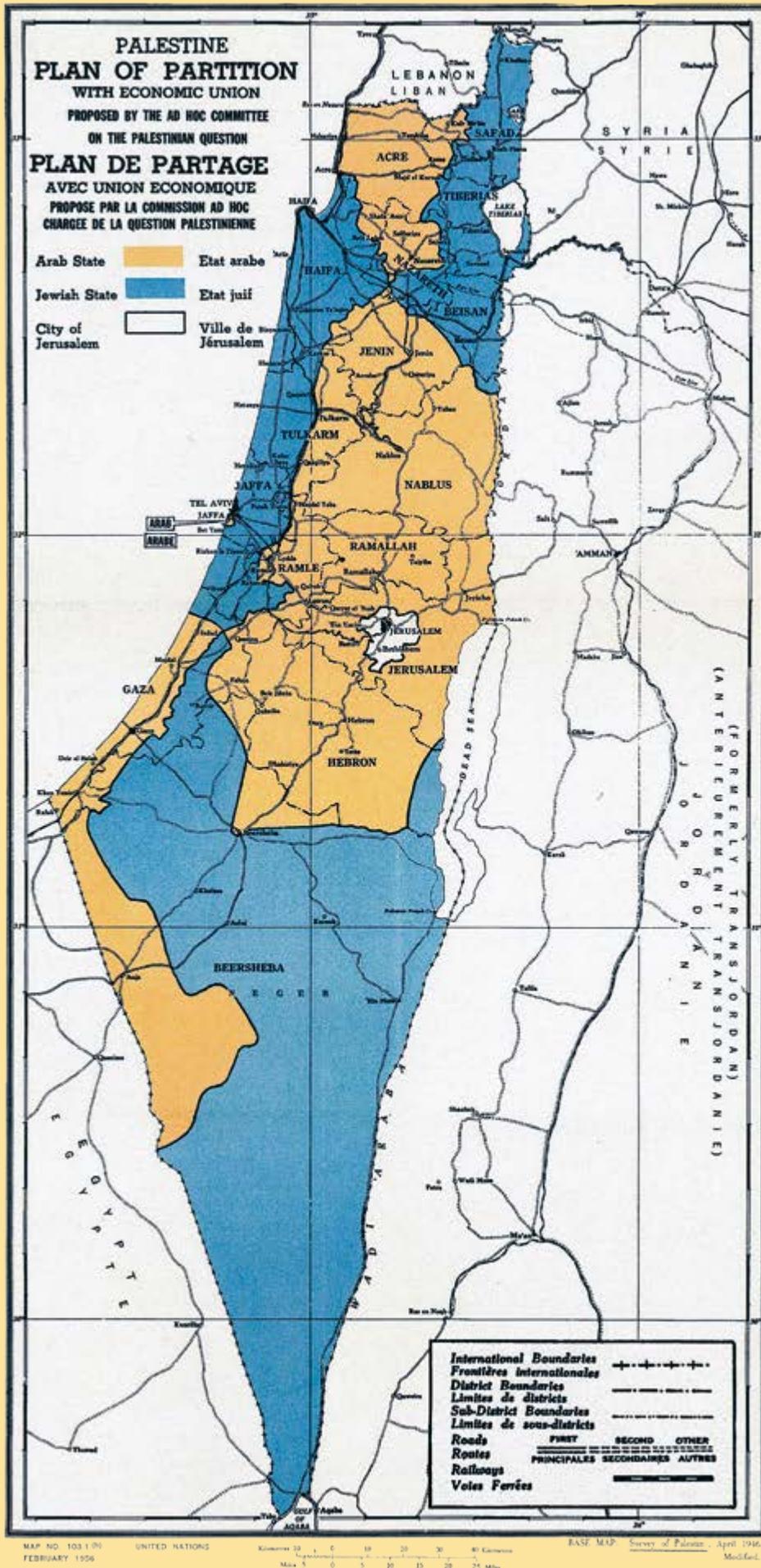
¹⁴ Des tentatives en ce sens avaient été élaborées pendant la deuxième moitié des années 1990 et le début des années 2000. Il s'agit principalement d'ouvrages collectifs auxquels ont contribué des universitaires israéliens et palestiniens, parfois avec des internationaux. Voir : PRIME (Peace Research Institute in the Middle East, Beit Jala) *Histoire de l'Autre*, Paris, Liana Levi, 2003/4. Ce livre est le compte rendu du projet initié par Sami Adwan et Dan Bar-On sur la réécriture des manuels d'histoire par les maîtres d'école israéliens et palestiniens. Mais aussi : Paul Scham, Walid

Salem, Benjamin Pogrund (eds.), *Shared Histories. A Palestinian-Israeli Dialogue*, Walnut Creek (California), Left Coast Press Inc., 2005; Robert I. Rotberg (ed.), *Israeli and Palestinian Narratives of Conflict*, Bloomington, Indiana University Press, 2006; Ilan Pappé and Jamil Hilal (eds.), *Across the Wall. Narratives of Israeli-Palestinian History*, London, I. B. Tauris, 2010. Ce dernier volume est le fruit d'un travail collectif initié dans la deuxième moitié des années 1990 dans le cadre du projet PALISAD (Palestinian-Israeli Academic Dialogue) cofinancé par l'Union européenne.

En effet, il me paraît difficile d'imaginer qu'il puisse y avoir une paix durable en Palestine/Israël tant que les deux parties au conflit (et les « sous-chapelles » de chaque camp) ne seront pas convenues d'une histoire – au moins en partie – commune. Le brillant documentaire *This is my land* de Tamara Erde, sorti en 2013, et qui présente les diverses versions de l'histoire enseignées dans les écoles israéliennes et palestiniennes, est très éloquent. Ce chantier du traitement du passé¹⁴ se doit de rassembler les archives de part et d'autre, tout en intégrant les mémoires et en historicisant les interprétations successives des récits historiques qui ont jalonné ce dernier siècle de relations conflictuelles.

Côté cinéma, au cours des dernières vingt années, les contributions des réalisateurs israéliens et palestiniens, en tant qu'acteurs sociaux œuvrant à la (re)construction des mémoires collectives des sociétés respectives ont été très importantes. J'oserai même affirmer qu'ils participent d'un « projet commun », mais inavoué car le contexte politique dans lequel ils vivent et travaillent ne le permet pas encore. La guerre de 1948 et ses mémoires de part et d'autre, constitue un focus essentiel vers la formulation d'une histoire partagée possible, car la plupart de cette production cinématographique convoque des témoins israéliens et palestiniens de l'époque.

Le cinéma palestinien, traditionnellement défini comme un « cinéma de mémoire », compte à son palmarès une série de documentaires sur la mémoire des victimes de l'exode forcé, à partir des films de Mohammed Bakri – *1948*, sorti en 1998 pour commémorer le cinquantenaire de la *Nakba*, et *Zahra*, qui date de 2009 –, ainsi que *Mafateeh* de Salim Daw, diffusé à partir de 2006. Avec *Memory of the Cactus: the story of three Palestinian Villages* (2008), Hanna Musleh revient sur l'histoire des villages palestiniens physiquement effacés par le nouvel occupant israélien, et remplacés par des nouveaux « parcs nationaux »... La force de ce documentaire réside, entre autres, dans les témoignages des uns et des autres, comme c'est en partie le cas dans *Deir Yassin. Village and Massacre* (2012) de Sahera Dirbas, qui combine témoignages de bourreaux et de victimes. Enfin, dans cette liste non exhaustive de films sur la guerre de 1948, il faut mentionner le documentaire le plus abouti sur la question, *Al-Nakba*, de Rawan al-Damen, qui fait appel à l'expertise de plusieurs experts internationaux et inclut plusieurs extraits audiovisuels sur un siècle environ. Le film dépasse les trois heures de projection et a été produit par Al Jazeera en 2008.



Carte de la partition de la Palestine réalisée sur la base d'une carte éditée par la puissance mandataire en avril 1946, Survey of Palestine, et modifiée. C'est le plan présenté le 25 novembre 1947 par la Commission ad hoc chargée de la question palestinienne et adopté par l'ONU, le 29 novembre 1947. Auteur: United Nations Cartographic Section

«Le mouvement sioniste a bien été à l'origine d'un État qui se veut toujours <juif et démocratique> à la fois.»

28

Du côté israélien¹⁵, quatre documentaires au moins doivent être mentionnés. Il s'agit de deux documentaires de Benny Brunner, *Al-Nakba: The Palestinian Catastrophe, 1948* (1998, réalisé avec A. Jansse) et *The Great Book Robbery* (2012), qui reviennent respectivement sur l'exode forcé des Palestiniens et sur le pillage systématique des bibliothèques privées et publiques à Jérusalem pendant la guerre de 1948. Ensuite, sur la guerre dans la ville de Jérusalem, les documentaires de Leon Willems et Tinus Kramer, *Jerusalem 1948*, sorti en 1998, et de Liran Atzmor, *Jerusalem Cuts*, diffusé en 2008, me paraissent incontournables. Ces films ont tous un point en commun, celui de convoquer des archives photographiques et audiovisuelles, tout en interviewant des historiens et des témoins de l'époque, israéliens et palestiniens, qui permettent de mettre en perspectives les événements.

En guise de conclusion, j'aimerais revenir à deux questions posées dans mon introduction. Tout d'abord, faut-il considérer comme un acte antisémite de se montrer critique envers les politiques israéliennes à l'égard des Palestiniens ou des actions du lobby pro-israélien aux États-Unis? Est-ce que la lutte contre l'antisémitisme se doit d'adhérer à l'idéologie sioniste et de la défendre contre toute critique? Le débat sur la

question, qui au cours des deux dernières années s'est développé encore une fois en Europe et en Amérique du Nord¹⁶, me semble fondamentalement biaisé (Vidal, 2018; Bishara, 2019). On peut aussi l'interpréter comme une stratégie utilisée par le gouvernement Netanyahu pour marginaliser, voire diffamer les opposants à ses visions, en particulier par rapport aux activistes BDS¹⁷. Mais le problème est d'une autre nature. En effet, considérer l'antisionisme comme une forme d'antisémitisme veut dire adhérer à un syllogisme fallacieux, celui notamment promu par l'International Alliance for Holocaust Remembrance en 2016. Selon cette organisation, la négation du droit à l'autodétermination du peuple juif figure parmi les exemples possibles d'antisémitisme; comme le sionisme promeut ce droit, être antisioniste implique alors par analogie d'être antisémite...¹⁸ Quid alors des Juifs qui se déclarent antisionistes? Seraient-ils des antisémites?¹⁹ Ou des *self-hating Jews*, comme ils sont souvent étiquetés? (Machover, Trachtenberg and Stanton, 2019).

C'est justement à travers le retour à l'histoire du mouvement sioniste et de ses adhérents et opposants, locaux et internationaux, brièvement esquissée dans notre texte, qu'il est possible de comprendre la complexité des enjeux actuels et le besoin de les historiciser. Comme l'idéologie marxiste ne peut être ramenée exclusivement aux interprétations totalitaires de Staline et de Mao, de la même manière, l'idéologie sioniste ne peut être figée autour de ses figures les plus intransigeantes. Si le sionisme est né dans un contexte particulier pour affirmer le droit à l'autodétermination du peuple juif, dès ses débuts ses militants se sont posé la question

15

L'excellent documentaire du réalisateur franco-israélien Raphaël Nadjari, *Histoire du cinéma israélien* (2007), permet de situer l'émergence progressive d'une vision critique des réalisateurs juifs dans l'état hébreu. Il n'y a pas encore d'équivalent à ce jour par rapport à la filmographie palestinienne et à l'évolution d'un «cinéma national», même si le film du réalisateur canadien Tim Schwab, *Cinema Palestine* (2013), comble en partie ce manque. Par rapport aux sources écrites, le travail de Ella Shohat (2010) demeure à ce jour l'ouvrage de référence pour l'histoire du cinéma israélien. Le *Postscript* contenu dans la deuxième édition du livre consacre une centaine

de pages aux réalisateurs palestiniens citoyens d'Israël qui, de Michel Khleifi à Elia Suleiman, en passant par Mohammad Bakri, Hany Abu Assad, Nizar Hassan, Ibtisam Mara'neh ou Suha Arraf sont parmi les noms célèbres du cinéma palestinien contemporain. De son côté, A. Dabashi (2006) a dirigé un important ouvrage collectif sur la filmographie palestinienne. Enfin, le débat de 2011 entre Ella Shohat et Rasha Salti à la *New School for Social Research* de New York sur les cinémas israélien et palestinien, est très éclairant: https://www.youtube.com/watch?v=ikxZ_Yg2u_U&list=PL050no-cDy3TTus-S4U07zQ9U1QSE34EtZ

16

Le documentaire *The Occupation of the American Mind*, réalisé par Loretta Alper et Jeremy Earp, sorti en 2016, permet bien de saisir la spécificité du climat politique aux USA, dans lequel se déroule actuellement le débat sur l'antisionisme.

17

À noter par ailleurs que, selon le droit international, le boycott en tant que forme d'opposition non violente, est considéré comme légal. Voir notamment: <https://www.thenation.com/article/judith-butlers-remarks-brooklyn-college-bds/>

18

Voir: <https://www.holocaustremembrance.com/working-definition-antisemitism>

19

Quid justement d'un mouvement comme le *Matzpen* (litt. «la boussole»), né d'une scission d'avec le parti communiste israélien, et qui depuis 1969 s'est déclaré ouvertement antisioniste et contre l'occupation des territoires palestiniens? Le documentaire *Matzpen: Anti-Zionist Israelis*, réalisé par Eran Torbiner en 2003, lui a été consacré.

20

S'il est vrai que l'on assiste aussi à une utilisation de la rhétorique antisioniste pour des propos antisémites, rien ne justifie à mes yeux leur assimilation.

21

En anglais «Basic Law» qui fait fonction de Constitution.

22

Ce film fait par ailleurs écho à un autre long-métrage de la même réalisatrice, *Ashkenaz*, sorti en 2007, qui aborde la question du racisme et de la discrimination au sein de la société juive elle-même.

23

Israeli Practices Towards the Palestinian People and the Question of Apartheid, UNESCWA, Beirut, 2017, 64 pp. Voir aussi le vidéo-enregistrement du débat organisé et modéré par moi-même en mars 2018 à l'IHEID avec Virginia Tilley et Robert Roth: <https://www.youtube.com/watch?v=4ujTSAfm3I>

du comment et de quel prix ils étaient prêts à payer pour l'établissement d'un état juif. Si, aujourd'hui, l'antisionisme est bien une opinion politique, l'antisémitisme est clairement une forme de racisme et de haine contre l'Autre²⁰.

Enfin, le mouvement sioniste a bien été à l'origine d'un État qui se veut toujours «juif et démocratique» à la fois. La nouvelle loi organique²¹, promulguée par la Knesset en juillet 2018, semble mettre à mal l'équation qui a permis à l'État israélien de se définir comme le seul État démocratique de la région. Parmi les points saillants de la nouvelle législation, le Parlement israélien reconnaît seulement à ses citoyens juifs le droit à l'autodétermination, la langue arabe n'est plus une langue officielle du pays, et la colonisation en «Judée et Samarie» (la Cisjordanie) est considérée comme un acte patriotique (Ben Youssef & Tamari, 2018). Pour la majorité des citoyens palestiniens d'Israël, cette nouvelle loi organique légalise et développe un certain nombre de discriminations déjà existantes dans la pratique, mais pas encore codifiées. Sommes-nous confrontés – et la société israélienne et la diaspora juive surtout – à un sursaut d'interprétation raciste du sionisme?

Le débat, en Israël même, sur les dérives vers un état d'apartheid n'est pas nouveau (Davis, 2003). Le film de Ula Tabari, *Private Investigation* sorti en 2002, compte parmi les premiers documentaires autobiographiques d'une citoyenne palestinienne d'Israël, qui enquête sur les diverses formes de discrimination auxquelles sont exposés les citoyens non juifs de l'État hébreu. Le court-métrage *Targeted Citizen* (2010), produit par la réalisatrice israélienne Rachel Leah Jones pour l'ONG israélienne *Adalah*, fait état des discriminations à l'égard des citoyens palestiniens d'Israël²². Le documentaire *Roadmap to Apartheid*, sorti en 2012 et œuvre de deux réalisateurs juifs sud-africains, pointait déjà les similitudes et les différences avec l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Plus récemment, le rapport écrit par Richard Falk et Virginia Tilley n'a pas manqué de susciter des remous²³. Publié sur le site web de l'UNESCWA (United Nations Economic and Social Commission for Western Asia, basée à Beyrouth) qui l'avait commissionné, le rapport a été retiré deux jours après son téléchargement, sous pression des autorités israéliennes.

Du côté des décideurs politiques européens, personne ne souhaite l'avènement d'un État israélien raciste, ni son implosion. Du côté palestinien, en 1998 l'OLP, partenaire des Accords d'Oslo, avait amendé sa charte, en admettant le droit à l'autodétermination du peuple juif.

Comment la société israélienne et ses dirigeants politiques vont-ils évoluer? Les sionistes «modérés» auront-ils le dessous? Rien n'est plus difficile à prédire.

Il est vrai que les surenchères dans les négociations de paix israélo-palestiniennes ont souvent atteint des records dans le Guinness de primats du domaine. Mais l'espoir est peut-être le dernier à mourir: les positions intransigeantes, comme celles des défenseurs de la ligne dure sioniste ou de la lutte armée du Hamas, sont peut-être destinées à bouger, à évoluer. Ainsi, le documentaire *État commun* du réalisateur franco-israélien Eyal Sivan, sorti en 2012, nous invite à penser un futur actuellement «impensable», une réflexion sur le vivre ensemble (im)possible, un futur au-delà de la solution à deux États... ✕

Bibliographie

- BEN-YOUSSEF, Nadia, TAMARI, Samaan Sandra, 2018, "Enshrining Discrimination: Israel's Nation-State Law", in: *Journal of Palestine Studies*, vol. XLVIII, n° 1, pp. 73-87.
- BISHARA, Azmi, 2019, *Is Anti-Zionism a Form of Anti-Semitism? Anti-Zionism as a Jewish Phenomenon*. Doha, Arab Center for Research and Policy Studies, 7 pp.
- DABASHI, Hamid (ed.), 2006, *Dreams of a Nation: On Palestinian Cinema*. London, Verso.
- DAVIS, Uri, 2003, *Apartheid Israel*. London, Zed Books.
- HUMMEL, Daniel G., 2018, "His Land and the Origins of the Jewish-Evangelical Israel Lobby", in: *Church History*, vol. 87, n° 4, pp. 1119-1151.
- HOBBSAWM, Eric and RANGER, Terence (eds.), 1983, *The Invention of Tradition*. Cambridge University Press.
- LENTIN, Ronit, 2017, *Race and surveillance in the settler colony: the case of Israeli rule over Palestine*. <https://www.nature.com/articles/palcomms201756>
- MACHOVER, Moshe, TRACHTENBERG, Barry and STANTON, Kyle, 2019, *Zionism, Israel and Anti-Semitism: Dangerous Conflation*, Washington, Institute of Palestine Studies, 27pp.
- MASALHA, Nur, 2012, *The Palestine Nakba. Decolonizing History, Narrating the Subaltern, Reclaiming Memory*. London, Zed Books.
- OSSIPOW, William (dir.), 2004, *Israël et l'Autre*. Genève, Labor & Fides.
- PAPPÉ, Ilan, 2006, *The Ethnic Cleansing of Palestine*. London and New York, Oneworld.
- PAPPÉ, Ilan, 2017, *Ten Myths About Israel*. London, New York, Verso.
- SAND, Shlomo, 2012, *Comment la terre d'Israël fut inventée*. Paris, Flammarion.
- SAND, Shlomo, 2008, *Comment le peuple juif fut inventé*. Paris, Fayard.
- SAND, Shlomo, PENSLAR, Derek, SHLAIM, Avi, 2010, *Israël face à son passé*. Paris, Éditions Arkhé.
- SELA, Rona, 2017, "Seized in Beirut. The Plundered Archives of the Palestinian Cinema Institution and Cultural Arts", in: *Anthropology of the Middle East*, vol. 12 (1), pp. 83-114.
- SHOHAT, Ella (2010), *Israeli Cinema*. London, Tauris (2nd edition).
- VIDAL, Dominique, 2018, "Conflating Anti-Zionism with Anti-Semitism: France in the Crosshairs", in: *Journal of Palestine Studies*, vol. XLVIII, n° 1, pp. 119-130.
- WOLFE, Patrick, 2006, "Settler Colonialism and the Elimination of the Native", in: *Journal of Genocide Research*, vol. 8 (4), pp. 387-409.

Filmographie

La majorité des films listés sont en langue originale (arabe et/ou hébreu) avec sous-titrage. Les résumés de chaque film, en anglais ou en français, signalent la langue du sous-titrage principal disponible.

1913: Seeds of the Conflict

by Ben Loeterman, 2015, 53 min.

SYNOPSIS: the film explores the history of Palestine during the latter part of the Ottoman Empire, a time of relative harmony between Arabs and Jews. Living side by side in the multi-lingual, cosmopolitan city of Jerusalem, Jews, Christians and Muslims intermingled with a cultural fluidity enjoyed by all. How did this land, so diverse and rich in culture, become the site of today's bitter and seemingly intractable struggle? Was there a turning point, a moment in time when things could have been different? Weaving the raveled threads of Arab and Jewish narratives back together, the film provides new and fascinating insights into the dramatic events that took place in Palestine and examines the divergent social forces growing in Palestine before the outbreak of World War I that caused the simultaneous rise in Jewish and Arab nationalism. Combining the perspectives of a wide range of Arab, Israeli and American scholars, the film includes information from documents previously unavailable from the Turkish Ottoman archives.

1948

by Mohammed Bakri, 1998, 54 min.

SYNOPSIS: the film is a record of memories of a group of elderly Arabs. The director employs poems by Mahmoud Darwish. In their own words, the Palestinians interviewed describe the moments when they became refugees (in 1948 and 1967), the brutality in which they were deported and the fear of massacre that made them and their families flee for their lives.

► <https://www.youtube.com/watch?v=9H9iyvWGFQ0>

1948: Creation and Catastrophe

by Andy Trimlett and Ahlan Muhtased, 2017, 85 min.

SYNOPSIS: through riveting and moving personal recollections of both Palestinians and Israelis, the film reveals the shocking events of the most pivotal year in the most controversial conflict in the world. It tells the story of the establishment of Israel as seen through the eyes of the people who lived it. It is simply not possible to make sense of what is happening in the Israeli-Palestinian conflict today without an understanding of what happened in 1948. This documentary was the last chance for many of its Israeli and Palestinian characters to narrate their first-hand accounts of the creation of a state and the expulsion of a nation.

TRAILER:

► <http://www.tpff.ca/program-guide-2018/2018/8/6/1948-creation-and-catastrophe>

Aid But No State. The EU's Role in the Middle East Conflict

by Sabrina Dittus, 2015, 58 min.

SYNOPSIS: since the Oslo Accords of 1993 and 1995 over \$ 25 billion in donor aid went to Palestine. This is, per capita, one of the highest levels of aid in the world. Officially the funds are aimed towards the building of institutions of a future democratic, independent and viable Palestinian state, existing side by side and in peace with Israel. This mantra has been stated in thousands of documents and brochures since 1993. Traditionally, the EU is the biggest donor to the Palestinian territories. But after 20 years the results are disastrous. The prospect of a Palestinian state is further away than ever and the situation in the Palestinian territories is in many respects worse

than before Oslo: The economic situation is difficult, a quarter of the population lives in poverty, the unemployment rate in the West Bank is at nearly 17%, and in Gaza even at 43%, the highest in the world. Only 18% of the West Bank is under Palestinian control. And the amount of water that Palestinians can drill from their own water resources today is less than 20 years ago, despite billions of dollars in donor aid that went into the water sector.

Al-Nakba

by Rawan al Damen, 2008, 200 min.

SYNOPSIS: this series explores the history of Palestine from 1799 until today showing the roots of the Palestinian Nakba via presenting rare archives and interviews with first rank Palestinian, Israeli and British historians.

FULL DOCUMENTARY:

► <http://www.aljazeera.com/programmes/specialseries/2013/05/20135612348774619.html>

Al-Nakba: The Palestinian Catastrophe, 1948

by Benny Brunner and Alexandra Jansse, 1998, 56 min.

SYNOPSIS: the film critically examines the sources of the Palestine refugee problem. It discusses the historical facts and political ramifications of the refugees, for both the Palestinian people and the state of Israel. Brunner and Jansse speak with Arab and Israeli eyewitnesses to the 1948 Arab-Israeli war, as well as contemporary figures, to describe how the current conditions came about. Interviewees include Israeli historian Benny Morris and Azmi Bishara, a Palestinian philosopher who was a member of the Israeli Knesset.

FULL DOCUMENTARY:

► <http://vimeo.com/3714871>

Ashkenaz

by Rachel Leah Jones, 2007, 72 min.

SYNOPSIS: a film essay on Zionism's (and Israel's) historically hegemonic European ethnic elite. In the director's own words:

"Ashkenazim – Jews of European origin – are Israel's 'white folks'. And like most white folks in a multicultural society, they see themselves as the social norm and don't think of themselves in racial or ethnic terms because by now, 'aren't we all Israeli'? Yiddish has been replaced with Hebrew, exile with occupation, the shtetl with the kibbutz and old-fashioned irony with postmodern cynicism. But the paradox of whiteness in Israel is that Ashkenazim aren't exactly 'white folks' historically. A story that begins in the Rhineland and ends in the Holy Land (or is it the other way around?), *Ashkenaz* looks at whiteness in Israel and wonders: how did the 'others' of Europe become the 'Europe' of the others?"

FULL FILM:

► <http://www.cultureunplugged.com/documentary/watch-online/play/4980/Ashkenaz>

Censored Voices

by Mor Loushy, 2015, 87 min.

SYNOPSIS: "Censored Voices" reveals audio-recorded, intimate conversations with Israeli soldiers fresh from the battlefield after Israel's victory in the Six-Day War of 1967. These provocative tapes, censored until now, are the core of the film about the tragic paradox of Zionism and the contradictions that arise when a people seeking freedom turn occupier, when David becomes Goliath. As they wrestle with the systemic excision of Palestinians, the dehumanizing nature of war, and echoes of the Holocaust, we listen as these men, now almost 50 years older, hear the recordings for the first time, and the past erupts, presciently, into the present.

TRAILER:

► <https://www.youtube.com/watch?v=1oB8EFlf4-M>

Christian Zionism

by Stephen Sizer, 2007, 74 min.

SYNOPSIS: a presentation on Christian Zionism: Historical Roots, Theological Basis and Political Consequences, recorded June 27th at Trinity Parish Episcopal Church in Seattle. The Reverend Doctor Stephen Sizer, from England, speak to a small group consisting mostly of area

clergy. His remarks related to his latest book, published by InterVarsity Press, *Christian Zionism: Road Map to Armageddon?*

FULL DOCUMENTARY:
▶ <http://vimeo.com/4625542>

Deir Yassin. Village and Massacre

by Sahera Dirbas, 2012, 75 min.

SYNOPSIS: the film introduces five Palestinian survivors of the Deir Yassin massacre in the Jerusalem District, perpetrated on April 9, 1948, when Palestine was still under British Mandate. The survivors recount how they used to live in the village and how they managed to survive the massacre committed by members of Menahem Begin's Irgun, six weeks before the declaration of the State of Israel. The victims of the Zionist atrocities numbered around 200, and their village was razed to the ground. Later the town center was turned into a psychiatric facility by the Israelis.

Et Israël fut...

de Romed Wyder, 2018, 52 min.

RÉSUMÉ: le film revient aux origines de la création de l'État d'Israël et regarde l'histoire du sionisme (1896-1948) sous l'angle très spécifique de la responsabilité de l'Occident. À travers l'analyse de spécialistes de renommée internationale (Susan Akram, Riccardo Bocco, Sahar Huneidi, Henry Laurens, Ilan Pappé, Eugene Rogan et Shlomo Sand) et d'étonnantes archives, le film montre qu'en adoptant le projet sioniste, la Grande-Bretagne et les autres pays occidentaux ont surtout été guidés par leur propre agenda. Ainsi, l'Occident ne porte pas uniquement une lourde responsabilité vis-à-vis du sort des Juifs en Europe de l'époque, mais aussi vis-à-vis du sort des Palestiniens aujourd'hui.

DOCUMENTAIRE EN ENTIER:
▶ <https://vimeo.com/259718214>
mot de passe: mdp

État commun

de Eyal Sivan, 2012, 123 min.

RÉSUMÉ: au-delà de tout ce qui a pu être écrit, filmé, photographié sur le conflit israélo-palestinien, ce documentaire propose

un dispositif original et inédit pour mettre en avant un concept révolutionnaire. Vingt ans après les Accords d'Oslo, «la solution des deux États» est dans l'impasse. Le concept d'État commun propose d'abandonner la notion de partition du territoire pour embrasser celle du partage. Par le truchement du montage se concrétise une rencontre que le conflit empêche depuis si longtemps. Des Juifs israéliens et des Arabes palestiniens d'Israël, des territoires occupés ou de la diaspora, des responsables politiques et des militants, des réfugiés et des colons, des jeunes et des vieux, des universitaires et des artistes: des fils et des filles de ce pays qui s'étend entre le Jourdain et la mer. Une conversation potentielle. L'un parle l'autre écoute.

BANDE ANNONCE:
▶ <https://www.youtube.com/watch?v=9evCAOi7D-4>

It Is No Dream

by Benny Brunner, 2002, 53 min.

SYNOPSIS: "If you will it, it is no dream", wrote the founder of political Zionism Theodor Herzl in 1902, prophesizing the creation of a utopian Jewish state. One hundred years later, some of the harshest critics of Israel's occupation policies are Israelis themselves – a small minority of intellectuals, political activists and artists whose voices are rarely heard outside Israel. Shortly after the outbreak of the second Intifada in 2001, the film-makers traveled through the country and spoke to a number of them: Meir Shalev – one of Israel's best-known writers, Gideon Levy – columnist for Haaretz newspaper, Jessica Montell – Director of B'Tselem (Israeli Human Rights Center), Yehudit Katzir – writer, Yizhar Be'er – Director of the Israeli Center for the Protection of Democracy, Adi Ophir – Professor of Philosophy at Tel Aviv University, Noa Levy – leader of the High School Students "refusal-to-serve" movement», Yitzhak La'or – writer and poet. The film-makers also attended a major peace rally in Tel Aviv, and recorded the fiery words of Yishai Rosen-Tzvi, one of the first to sign the Letter of Courage to Refuse to serve in the occupied territories.

FULL DOCUMENTARY:
▶ <https://vimeo.com/8080908>

It Is No Dream: The Life of Theodor Herzl

by Richard Trank, 2012, 96 min.

SYNOPSIS: the film examines how Herzl, a well-known journalist and playwright, an assimilated, Budapest-born Jew, horrified by the Dreyfus trial in Paris and the anti-Semitism he saw spreading across Europe, took upon himself the task of attempting to create a Jewish homeland in Palestine against all odds. Over the span of eight years, Herzl organized and led a worldwide political movement that within fifty years led to the establishment of the State of Israel. The film follows Herzl as he meets with kings, prime ministers, ambassadors, a sultan, a pope and government ministers from Constantinople to St. Petersburg, from Paris to Berlin, from Vienna to Vilna in his quest to build a Jewish nation.

TRAILER:
▶ https://www.youtube.com/watch?v=9_a3leKjviM

Jaffa, the Orange's Clockwork

by Eyal Sivan, 2009, 88 min.

SYNOPSIS: the documentary narrates the visual history of the famous citrus fruit originated in Palestine and known worldwide for centuries as "Jaffa oranges". The history of the orange is the history of this land. Through photography and cinema, poetry, paintings, workers of the citrus industry and historians, memory and present mythologies, Palestinians and Israelis cross and combine. The close reading of the "Jaffa" brand's representation is a reflection of western orientalist fantasies surrounding the "Holy Land" and the "State of Israel" and a way to reveal the untold story of what was once a common industry and a symbol to Arabs and Jews in Palestine. The Jaffa orange is one of the symbols that helped build the Zionist discourse about Palestine: a "desert we have made bloom." Based on photographic and cinematographic documents, some going back as far as to the 19th century, Eyal Sivan's film shows the orange groves at a time when Arab Jaffa was one of Palestine's most populated and thriving cities. Jews and Arabs worked together in the orange groves. These images were progressively

replaced by Israeli socialist-realist images depicting labor and songs, emancipated women in shorts, etc. It was the spreading of the "Jewish Labor," the socialist call to action, the exclusion of the Arabs. Jaffa's orange then became the symbol of an Arab-free Israel.

TRAILER:
▶ <https://zochrot.org/en/video/56325>

Jerusalem 1948

by Leon Willems and Tinus Kramer, 1998, 45 min.

SYNOPSIS: the documentary covers the events in Jerusalem and the major villages to the south and west in the period between the 1947 UN Partition Resolution and the first truce between the Arab and Israeli armed forces in June 1948. The film challenges the major myths surrounding the war of 1948 that resulted in Israeli statehood and Palestinian exile. The film aims, on the one hand, to explain the historical complexity of the Palestinian *Nakba* in 1948 and provide insight into the diversity of Palestinian refugee experiences since then. Palestinian eyewitnesses and experts, now refugees living in refugee camps, villages and cities in Palestine, Jordan and the USA, tell the story of their lives in pre-1948 Jerusalem. *Jerusalem 1948* is based on three years of research on the circumstances of Palestinian eviction from the New City of Jerusalem (now Israeli West Jerusalem). The documentary was made in cooperation with the Institute for Jerusalem Studies.

Jerusalem Cuts

de Liran Atzmor, 2008, 52 min.

RÉSUMÉ: John Phillips, l'un des premiers photo-journalistes, avait été dépêché à Jérusalem par le magazine *Life* pour couvrir la «guerre d'indépendance». Bien qu'il ait suivi les événements au sein de l'armée jordanienne, son témoignage passionné se place du point de vue israélien, avec des photos chargées d'émotion qui montrent l'évacuation des Juifs de la vieille ville de Jérusalem. Jack Padwa, originaire d'une famille judéo-britannique politiquement à droite, est le producteur d'un film tourné en 1955, qui raconte l'histoire des Juifs à partir de la ville de Jérusalem, et

reçut un très bon accueil lors de sa première à Cannes. Ali Zaarour, quant à lui, est le seul photographe qui rendit compte des événements du côté palestinien et ses photos, témoignages de la « catastrophe » éprouvée par les Palestiniens en 1948, sont ici montrées pour la première fois. Ce documentaire en forme de triptyque, où les histoires se complètent et s'entrecroisent tout comme dans la réalité de l'époque, montre l'importance des images dans l'élaboration d'un récit historique.

BANDE ANNONCE:

► <https://www.youtube.com/watch?v=-tIL5kqwoGM>

32

Looted and Hidden: Palestinian Archives in Israel

by Rona Sela, 2017, 46 min.

SYNOPSIS: the film deals with archives that were looted or seized by Israel or Jewish forces during the 20th century and are controlled and buried in Israeli military archives. Based on a lengthy struggle to get access to classified materials, archival footage and images that were considered lost, and interviews with key figures active in the archives and with soldiers that seized Palestinian archives, the film focuses on the treasures Israel looted in Beirut in the 1980s. The film unravels the fate of these Palestinian archives, especially film and visual archives, that documented the Palestinian Revolution from the late 1960s to the beginning of the 1980s. It also deals with photography archives that were looted since the 1930s. It raises questions about archival institutions in colonial countries and zones of conflict, and points to the need to dig into the hidden in order to reveal what has been erased or rewritten.

FULL DOCUMENTARY:

► <https://www.youtube.com/watch?v=wT4hImlv3-8>

Mafateeh (Keys)

by Salim Daw, 2003/6, 61 min.

SYNOPSIS: the film focuses on the issue of land expropriation and the internal exile of Palestinians in Israel. Similar to Bakri in 1948, Daw travels the country to meet with protagonists from villages and towns such as Mgdal, Shaab, Sagara, Ba'ana, Khitin, Biram,

Safouri and others. Together with his interviewees he visits the sites of their ruined villages, relics of their homes or the new modern Jewish towns that were built on top of them, and where the protagonists excavate evidence of Palestinian life before the Nakba. Beyond the film's function as a counter-narrative to that of Zionism, exposing evidence of Israeli policies of destruction and land expropriation, it engages with the issue of Palestinian collective memory. The title of the film refers to the common practice of many Palestinians to keep the keys to the houses they left during the war, regardless of the fact that many of these houses no longer exist.

Matzpen: Anti-Zionist Israelis

by Eran Torbiner, 2003, 54 min.

SYNOPSIS: Matzpen, an Israeli socialist organization, never had more than a few dozen active members. Still, at the end of the sixties and beginning of the seventies, it was considered a real threat to the Israeli political and social consensus. Most of Matzpen's members were Israeli born, coming from the core of Israeli society. Their fight against Zionism and against the occupation, as well as their contacts with Palestinian and European left-wing activists, were the cause of threats and slander, as well as political and social isolation. The film touches on the main issues of the Zionist Palestinian struggle, through the eyes of some of the organization's prominent figures, and through their ideas, opinions and activities, then and today.

FULL DOCUMENTARY:

► <http://www.youtube.com/watch?v=hfcFno2pqJg&list=PLFBF-2D269D29EEBAD&index=61>

Memory of the Cactus. A Story of Three Palestinian Villages

by Hanna Musleh, 2008, 42 min.

SYNOPSIS: five decades ago, the three Palestinian villages of Imwas, Yalo and Beit Nouba in the Latroun enclave of the West Bank were razed to the ground after Israel occupied the territory. Today, the residents of those villages remain displaced and barred from returning, while Israel treats the land as if it were part of

Israel and refuses to acknowledge the Palestinian history of the area. Israeli citizens enjoy barbecues and picnics in the Jewish National Fund's "Canada Park," oblivious to the crimes perpetrated in their names on that very land. Musleh's documentary traces the buried histories of these Palestinian villages through oral histories, archive film, photography, and expert testimonies.

FULL DOCUMENTARY:

► <https://www.youtube.com/watch?v=wQFYq2Ex6Cw>

Neturei Karta: Jews against Zionism

by Wendy Campbell, 2004, 57 min.

SYNOPSIS: a fascinating, informative interview with Rabbi Weiss, one of the leaders of the Neturei Karta, an international organization of religious ultra-Orthodox Jews who are dedicated to peacefully defeating Zionism, which they believe is the opposite of Torah-true Judaism. They are opposed to the man-made Jewish state of Israel, which has been created by killing Palestinians and stealing their land. They believe that only God can create a land for Israel. Rabbi Weiss gives a concise history of Judaism, Zionism, Europe during WWI and WWII, Palestine, Israel, and the Zionist-dominated media in the USA. The interview is interspersed with video footage taken around 2002 of scenes from Israeli-occupied Palestine, showing how Israel is building the illegal Apartheid Wall, using US tax dollars.

FULL DOCUMENTARY:

► <http://www.cultureunplugged.com/documentary/watch-online/play/1381/Neturei-Karta--Jews-Against-Zionism>

Palestine: A People's Record

by Kais al-Zobaidi, 1984, 110 min.

SYNOPSIS: the documentary explores Palestine in archive footage dating from 1917 to 1974. It brings together valuable rare footage in an historic account of Palestinian nationhood. The archive material is in itself remarkable and al-Zobaidi's knowledgeable editing renders the film an enthralling visual and historical document.

Palestine: histoire d'une terre

de Simone Bitton et Jean-Michel Meurice, 1993, Partie 1 (1880-1950), 58 min.

RÉSUMÉ: de la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours, l'histoire d'une terre, la Palestine, une terre où s'est établi, en 1948, l'État d'Israël, une terre revendiquée par les Israéliens et les Palestiniens, une terre devenue un enjeu pour la paix du monde. Un récit historique unique, à partir d'archives rares, pour comprendre si une négociation, un partage sont possibles aujourd'hui...

Private investigation (Enquête personnelle)

de Ula Tabari, 2002, 90 min.

RÉSUMÉ: « Tous les enfants palestiniens en Israël hissent le drapeau israélien et chantent en arabe à la gloire d'Israël. Nous préparons des spectacles de danse, des pièces de théâtre et des chansons! Mais le jour officiel de l'Indépendance, quand toutes les familles et les amis étaient censés aller pique-niquer, mon père était toujours malade et nous ne quittions jamais la maison. » Comment vivre en tant que Palestinien dans un État juif israélien, en détenant la carte d'identité israélienne, tout en portant l'histoire, l'appartenance et les rêves palestiniens?

DOCUMENTAIRE EN ENTIER:

► <http://vimeo.com/channels/445375/55944463>

Roadmap to Apartheid

by Ana Nogueira & Eron Davidson, 2012, 95 min.

SYNOPSIS: Ana Nogueira is a white South African and Eron Davidson a Jewish Israeli. Drawing on their first-hand knowledge of the issues, the producers take a close look at the apartheid comparison often used to describe the Israeli-Palestinian conflict. Their film breaks down the rhetorical analogy into a fact-based comparison, noting where the analogy is useful and appropriate, and where it is not. There are many lessons to draw from the South African experience relevant to conflicts all over the world. This film is as much a historical document of the rise and fall of apartheid, as it is a film

about why many Palestinians feel they are living in an apartheid system today, and why an increasing number of people around the world agree with them.

TRAILER:

► <https://www.youtube.com/watch?v=nHLGkSp5oXE>

Targeted Citizen

by Rachel Leah Jones, 15 min.

SYNOPSIS: the documentary surveys discrimination against Palestinian citizens in Israel. With the participation of experts Dr. Yousef Jabareen of the Technion and Dr. Khaled Abu Asbeh of the Van Leer Institute, as well as Adalah Attorneys Sawzan Zaher, Abeer Baker and Hassan Jabareen, inequality in land and housing, employment, education and civil and political rights are eloquently addressed.

FULL DOCUMENTARY:

► <http://vimeo.com/10302596>

The Great Book Robbery

by Benny Bruner, 2012, 57 min.

SYNOPSIS: the film chronicles the cultural destruction. The story of 70,000 Palestinian books that were looted by the newly created State of Israel in 1948. It interweaves various story lines into a structure that is both dramatically compelling and emotionally unsettling. The interviews centers on eyewitness accounts and cultural critiques that place the book theft affair in a larger historical-cultural context; in the process, new light is shed on the Palestinian tragedy of 1948 and the moralistic-heroic Israeli narrative of the 1948 war is deconstructed.

TRAILER:

► <https://vimeo.com/6303260>

The Land Speaks Arabic

by Maryse Gargour, 2007, 61 min.

SYNOPSIS: the director deals with the concept of "transfer" of the Palestinians which she shows was in the Zionist leaders' minds from the very beginning of their project. Through interviews and film archives and the press from that time, she describes the means used to meet this objective. As theorized by its historical leaders, Zionism

embodied the desire to create a Jewish state somewhere in the world and particularly in Palestine. For thousands of years, Palestine, "the land [that] speaks Arabic", had been inhabited by the Palestinians. How would the Zionists leaders manage then to reconcile their political ambitions with the reality on the ground? The solution had been planned out well before the Balfour Declaration of 1917. Based on Zionist leaders' quotations, unused footage, the press of the period, official documents, interviews of historians and testimonies of pre-1948 Palestinians, the film addresses the ethnic cleansing in Palestine from a historian and filmmaker's perspective.

FULL DOCUMENTARY:

► <https://www.youtube.com/watch?v=JfFN8gw1jSI>

The Occupation of the American Mind

by Loretta Alper & Jeremy Earp, 2016, 85 min.

SYNOPSIS: Israel's ongoing military occupation of Palestinian territory and repeated invasions of the Gaza strip have triggered a fierce backlash against Israeli policies virtually everywhere in the world – except the United States. The film takes an eye-opening look at this critical exception. Featuring leading observers of the Israeli-Palestinian conflict and US media culture, the film explores how the Israeli and the US governments, and the pro-Israel lobby have joined forces, often with different motives, to shape American media coverage of the conflict in Israel's favor. From the US-based public relations campaigns that emerged in the 1980s to today, the film provides a sweeping analysis of Israel's decades-long battle for the hearts, minds, and tax dollars of the American people in the face of widening international condemnation of its policies.

TRAILER:

► <https://www.youtube.com/watch?v=b50zRbYwn64>

The Zionist Story

by Ronen Berelovich, 2009, 75 min.

SYNOPSIS: this independent film is the story of ethnic cleansing, colonialism and apartheid to produce a demographically

Jewish State. Ronen successfully combines archival footage with his own commentary and from others such as Ilan Pappé, Terry Boullata, Alan Hart and Jeff Halper.

FULL DOCUMENTARY:

► <https://www.youtube.com/watch?v=ufLAitMq3zI>

This Is My Land

by Tamara Erde, 2013, 89 min.

SYNOPSIS: how do the Palestinian and Israeli (Arab and Jewish) education systems teach the history of their nations? The film follows several Israeli and Palestinian teachers over one academic year. Through observing their exchanges and confrontations with students, their debates over with the ministries' curriculum and its restrictions, the viewers obtain an intimate glimpse into the profound and long-lasting effect that the Israeli/Palestinian conflict transmits onto the next generation. Through intimate portraits of history teachers and close observations of their pupils, the film reveals the different approach taken by the two public education systems to teach the complex and charged narrative of their country's history. The chosen schools are set in locations that emphasize the changing daily life of the conflict: Jerusalem, the north of Israel, Nablus, Ramallah and a colony. The film interweaves the stories of the teachers and their classes in parallel, constructing for the viewer the different and sometimes opposing universes of the teachers and their schools.

TRAILER:

► <https://www.youtube.com/watch?v=HWEHwFmLfog>

With God on Our Side

by Porter Speakman Jr. and Kevin Miller, 2009, 81 min.

SYNOPSIS: the film takes a look at the theology of Christian Zionism, which teaches that because the Jews are God's chosen people, they have a divine right to the land of Israel. Aspects of this belief system lead some Christians in the West to give uncritical support to Israeli government policies, even those that privilege Jews at the expense of Palestinians, leading to great suffering among Muslim and Christian Palestinians alike

and threatening Israel's security as a whole. The film demonstrates that there is a biblical alternative for Christians who want to support the people of Israel, a theology that promotes peace and reconciliation for both Jews and Palestinians.

FULL DOCUMENTARY:

► <https://www.youtube.com/watch?v=RFUm7rTOOio>

Zahra

by Mohammad Bakri, 2009, 60 min.

SYNOPSIS: the film director narrates this personal documentary about his aunt Zahra Bakri. Mrs. Bakri grew up in the Palestinian village of Al-Bane in the Galilee. Starting with her childhood, the film takes us on a journey through Palestine's turbulent history and chronicles the effects of these unfolding events on Zahra's life. Through her story, we experience the violent events that lead to the establishment of the state of Israel, the effect of life under martial law (1948-1966), and the radical transformation of Palestinian society from a majority to a disenfranchised minority.

TRAILER:

► <https://www.youtube.com/watch?v=HsgxsjjVxpc>

The refugee problems created by the First Arab-Israeli War of 1948

34

By **BENNY MORRIS**

LET US TALK ABOUT THE 1948 WAR and the three refugee problems that it engendered. Besides the Palestinian refugee problem which is still with us today, the war also caused two other refugee problems, one inside Israel, and the other basically around the Middle East and North Africa. I will discuss all three, but first, as means of introduction, I will discuss the war itself.

The 1948 war was the result or the end product of 70 years of conflict between incoming Jewish settlers – Zionists as they were called – who began to arrive in Palestine in the 1880s, during the Ottoman Empire, and the Arab population who lived there. The Zionists gradually established settlements around the country, especially in the Coastal Plain, in the Jezreel Valley and in the Jordan Valley. The local inhabitants, the Arabs living in Palestine, gradually came to resent this influx which they eventually called a “Zionist invasion” and which culminated in the 1948 war.

Seventy years after the start of the Zionist project, the Arabs of Palestine, who had gradually attained political consciousness, saw the Zionists, the Jews coming in, as foreigners, as Europeans. But the Zionists did not see themselves this way. They believed the Jews were the original, real indigenous population of the country. Two thousand years before, they had been conquered by the Romans, who expelled some of them, while others gradually drifted away. The Arabs then came out of Hijaz in Arabia and conquered Palestine in the seventh century, and began to settle there.

So the Jews said: “Well, Arabs aren’t really the owners of the land, they are conquerors who came and took our land.” Later, the Palestinians would

say the same about the Jews: “The Jews came and conquered our land”, except for the fact that the Jews had lived on this land a thousand or two thousand years before the Arabs arrived. The situation is, incidentally, a bit similar to the case of Turkey. When the Muslim Turkish tribes arrived in Turkey – what we call *Asia Minor* – in the late Middle Ages, they took over the country which had been inhabited by Armenians and Greeks for three thousand years who saw themselves as the indigenous population. If you ask a Turk today who are the indigenous population of Turkey, he will answer that it is the Turkish Muslims, and not the Armenians or Greeks whom they basically slaughtered or expelled at the end of the nineteenth century and early in the twentieth century.

But let’s go back to Palestine. In July 1937, a British government commission headed by Lord Peel, the Royal Peel Commission, proposed a partition of Palestine between its Jewish and Arab populations and put the idea of partition on the table. And partition has remained on the table to this day as the logical, fair solution to the Israeli-Palestinian conflict. This idea is still the one accepted by the international community, as partition of Palestine seems to be the most reasonable solution for two peoples claiming the same piece of land. But the Mufti of Jerusalem, Hajj Amin al-Husseini, who led the Palestine Arab national movement in the 1930s, and the bulk of the Palestine Arabs, as well as the surrounding Arab states and societies, rejected the Peel Commission recommendations. The Jews accepted the idea of partition as a basis for a settlement, even though they were being offered by Peel less than 20% of the land of mandatory Palestine. The Arabs rejected the compromise and mounted a revolt against the British who suppressed it.

Then came World War II and the Holocaust. These energized the Zionist movement, which



now sought the immediate establishment of a Jewish state. Their conviction and argument – bolstered by the Holocaust – was that the Jews could not live in safety in the Gentile world. And the Zionists sought to establish the Jewish state in the place where the ancient Jewish homeland had once existed despite the fact that it now contained an indigenous Arab population alongside the Zionist settlers. The matter came before the United Nations in 1947. The UN sent a Commission to investigate (known as UNSCOP) and UNSCOP tabled its conclusions and proposals before the UN General Assembly. The General Assembly voted overwhelmingly in favor of the proposals, which were to partition Palestine into two states, one Jewish, the other Arab. This was UNGA resolution 181.

The green areas were supposed to be the Arab state and the blue areas designated the Jewish state. (Jerusalem was to become an international zone, under UN government.) This partition did not make too much sense as each of the states was divided into three parts with kissing triangles joining each of the three segments. But the plan could have worked, had both sides accepted it and agreed to live in peace. So what actually happened?

On the Jewish side, the Zionist movement, accepted the resolution and partition. David Ben-Gurion, the leader of the Jewish community in Palestine, which numbered 630,000 souls, and Chaim Weizmann, the elder statesman of the World Zionist Organization, and the main parties in the Palestine Jewish community accepted partition.

✗ **BENNY MORRIS** est né en 1948, de parents ✗ qui émigrent en Palestine l'année précédente ✗ et qui s'installent dans le kibboutz ✗ Ein HaHoresh au sud de Haïfa. Après ses ✗ études secondaires, il effectue son service ✗ militaire dont il est libéré en 1969, blessé ✗ par un obus égyptien alors qu'il est en garnison ✗ sur le canal de Suez. Il étudie l'histoire ✗ à l'Université hébraïque de Jérusalem ✗ puis à l'Université de Cambridge où il ✗ obtient son doctorat. De retour en Israël, ✗ il travaille pour le *Jerusalem Post* pendant ✗ douze ans. En 1982, il couvre la guerre du ✗ Liban où, comme réserviste, il participe ✗ au siège de Beyrouth dans une unité d'artillerie. ✗ En 1988, appelé avec son unité à Naplouse ✗ en Cisjordanie occupée, il refuse de servir; ✗ condamné à trois semaines d'emprisonnement, ✗ il est le 39^e objet de conscience israélien.

✗ Parallèlement à son activité de journaliste, ✗ Benny Morris mène des recherches sur la ✗ guerre de 1948 qui aboutissent à la publication ✗ de son ouvrage *The Birth of the Palestinian ✗ Refugee Problem* en 1989. Il bat en brèche ✗ les thèses conventionnelles israéliennes ✗ et arabo-palestiniennes; selon lui, ✗ l'exode n'a résulté ni d'un appel à la ✗ fuite lancé par les dirigeants arabes, ✗ ni d'une politique préméditée des ✗ dirigeants sionistes puis israéliens ✗ visant à chasser la population arabe ✗ palestinienne; l'exode a été la conséquence ✗ «presque inévitable» de la guerre. ✗ (*The Birth of the Palestinian Refugee ✗ Problem*, Cambridge University Press, ✗ 1989, p. 286). Il forge alors le terme ✗ de «nouveaux historiens» pour qualifier ✗ Avi Shlaim (1945-) et Ilan Pappé (1954-) ✗ qui, comme lui, tentent de réécrire ✗ l'histoire des origines de l'État d'Israël.

✗ En 1990, quand le *Jerusalem Post* est ✗ racheté par le magnat de la presse Conrad ✗ Black (1944-), qui en fait un porte-parole ✗ du Likoud, Benny Morris est l'un des ✗ «35 journalistes de gauche» à être ✗ licencié. Entre 1990 et 1995, vivant dans ✗ la précarité, il publie, comme historien ✗ indépendant, quatre ouvrages: *1948 and ✗ After: Israel and the Palestinians* (1990), ✗ *Israel's Secret Wars* (1991), *The Roots of ✗ Appeasement* (1992), *Israel's Border Wars* ✗ (1993). En 1997, Benny Morris est nommé ✗ professeur dans le département d'études ✗ du Moyen-Orient de l'Université Ben ✗ Gourion du Néguev à Beer-Sheva. En ✗ 2004 paraît une nouvelle édition de son ✗ livre sur la naissance du problème des ✗ réfugiés palestiniens: *The Birth of the ✗ Palestinian Refugee Problem Revisited*.

✗ Dans les années 2000, il signe plusieurs ✗ ouvrages: *Making Israel*, University of ✗ Michigan Press, 2007, *1948: A History of ✗ the First Arab-Israeli War*, Yale University ✗ Press, 2008, *One State, Two States: ✗ Resolving the Israel/Palestine Conflict*, ✗ Yale University Press, 2009.

✗ En 2005, Benny Morris est professeur ✗ invité à l'Université du Maryland puis, ✗ de 2015 à 2018, à l'Université de ✗ Georgetown.

«Sauvez nos enfants et nos parents!», c'est la supplique des pancartes portées par ces hommes à travers les rues de Jérusalem, le 16 janvier 1939. «Ouvrez les portes de la Palestine en ces temps de haine nazie. De la Ville sainte de Jérusalem, nous supplions toutes les nations chrétiennes de nous aider contre l'Allemagne.»

©AP Photo



They did not especially like the idea of partition (the Zionist movement's aim, since inception, had been Jewish sovereignty over all of Palestine), but from the late 1930s, the Zionist leaders came to understand that they had to accept a part of Palestine in a partition scheme, and that is why they accepted the resolution when it was put to the vote on the 29th of November 1947.

We always hear about the various Jewish efforts, including the bribery of certain Latin American countries to persuade states to vote for partition. But in fact the international community simply saw partition as the only fair deal. Almost all the democracies voted for partition, and so did the Communist bloc, despite the fact that Stalin was an anti-Semite. The backdrop to the international support for partition was sympathy for the Jews and Zionism because of the Holocaust.

As for the Arabs, they rejected partition, both the Arabs of Palestine, led by Hussein, and the Arab states surrounding Palestine. So did Muslim countries like Iran and countries with large Muslim minorities like India and Yugoslavia. But the Arab and Muslim countries, all of them dictatorships, mustered only 13 votes of the General Assembly's 54 members. The democracies and

their Latin American allies, and the Communists, mustered 33 votes. There were also 10 members, including Britain, who abstained.

Hussein, who had rejected partition both in 1937 and 1947, during World War II, had moved to Berlin and worked for the Nazi government raising troops for the SS and for the Wehrmacht. He broadcasted propaganda from Germany to raise a rebellion against the Allies and the British in the Middle East, calling to "kill the Jews" in his broadcasts in 1942-1943.

On the 30th of November, 1947, the day after the passage of the UN partition resolution, the Arabs of Palestine began sporadically shooting at their Jewish neighbors, around the country, thus launching the 1948 war, in order to prevent the establishment of a Jewish state in line with the partition resolution.

The attacks were probably spontaneous, and in part authorized by Hajj Amin al-Hussein. But they snowballed into a full-scale civil war between the Jewish population of Palestine and its Arab population, numbering some 1.25 million. The civil war raged for the following six months, until mid-May 1948, while the

British were still nominally the governors of the country, and they slowly began to evacuate their troops and officials. The British mandate ended on the 14th of May, 1948. The British had actually remained neutral during the civil war, though both sides, the Jews and the Arabs, accused them of favoring the other side. Both the Arabs and the Jews, to this day, by and large, believe that the British had in fact helped their enemies, though the opening of the British state papers in the 1970s and 1980s shows that the British had in fact tried to remain neutral, while trying to maintain their good relations with the neighboring Arab regimes (Egypt, Jordan and Iraq, with which they had defense treaties). The British were basically trying to get out of Palestine with as few losses as possible, without alienating America, whose financial and military support they needed, and without alienating their traditional Arab allies. They were about to leave, so what would have been the point of intervening and losing their troops in battles against Arabs or Jews? But in some places, British troops helped Jews and in other places, British troops helped Arabs, and as I mentioned earlier, both sides accused the British of partiality.

Let me now just say two words about the war and then we will get to the refugee problems. The 1948 war was a very unusual kind of war: it combined a civil war, which raged from November 1947 until mid-May 1948, and a conventional war between states, which began on 15 May, 1948 and ended in 1949. I have already described the civil war between the two populations in Palestine while the British still ruled the country. The two populations were intermixed in large sections of the country – towns like Jerusalem, Haifa and



Safad had a mixed Arab-Jewish population, and along many of the roads between the towns, Arab and Jewish villages were interspersed. The civil war was conducted in large part like a guerrilla war, with each side raiding the other's villages and urban neighborhoods, with the Arabs on the offensive and the Jews mainly defending themselves in November 1947–March 1948, and the Jews going over to the offensive and the Arabs collapsing in April–May 1948.

Altogether, some 1,800 Jews died during half of the 1948 civil war. What happened was not just “some troubles”, as Arab propagandists today like to describe the war that the Palestine Arabs launched. By 14 May, the Jewish militias had won the civil war, defeating the Arab militias and conquering part of the territory inhabited by Palestinian Arabs, such as the town of Jaffa.

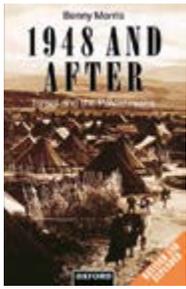
On the 15th of May began the conventional war between the Jewish state, which had declared its statehood the day before, and the neighboring Arab states, whose armies invaded Palestine that day. The armies of Egypt, Syria and Iraq crossed the border and attacked the territory allotted by the UN General Assembly for Jewish statehood. But the Jordanian army, the so-called “Arab Legion”, did not attack the Jewish state but simply occupied what is today called the West Bank which had been allotted by the UN for Palestinian Arab sovereignty. However, it did end up fighting the Jewish forces in Jerusalem. Jordan's intention was to annex the West Bank rather than fight the Jews. Lebanon, incidentally, stayed out of the fight and did not invade Palestine. The other three states – Egypt, Syria and Iraq – however, attacked the Jewish state. What exactly their intentions were is not

Plusieurs centaines de camions, de tanks et de véhicules blindés stationnent à la frontière israélo-libanaise le 10 mai 1948, quelques jours seulement avant l'offensive arabe contre l'État juif à peine proclamé.

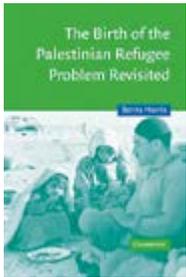
@AFP/Getty Images

14 mai 1948, à Jérusalem. Le mandat britannique sur la Palestine s'achève alors que la Déclaration d'indépendance de l'État d'Israël entre en vigueur. Le haut-commissaire pour la Palestine, le général Sir Alan Cunningham, quitte le pays et reçoit le salut de ses troupes.

©KEYSTONE/MAGNUM PHOTOS/Robert Capa - International Center of Photography



Dans *1948 and After, Israel and the Palestinians*, Benny Morris explore les raisons qui poussent à l'exode 700 000 Palestiniens, en 1948. Il identifie les pierres d'achoppement qui alimentent la controverse entre les narratifs israéliens officiels post-48 et les récits de la vague des «nouveaux historiens» qui monte en Israël dans les années 80 et plus tard. Clarendon Press, Oxford, 1994



Dans cette nouvelle édition d'un premier ouvrage paru en 1988, Benny Morris focalise son attention sur la guerre de 1948 à la lumière de nouvelles archives ouvertes par le gouvernement israélien. Il propose des événements une lecture qui, selon ses mots, ne plaira pas aux historiens «du tout noir ou du tout blanc». Cambridge University Press, 2004. En 2008, il publie *1948: A history of the first Arab-Israeli war* (voir page 76).

completely clear. Did they think they would be able to beat the Jews? Did they intend to drive all the Jews into the sea? Nobody knows. They did not state their intentions beyond saying that the Zionist movement was illegal and that they were invading to save their Palestinian brothers.

They never stated publicly that they were out to destroy the Jews. But three years after the Holocaust the Jewish community in Palestine feared that the intention of the Arab invasion was to destroy the Jewish state and to kill the Jews, as the Jews had been slaughtered in Europe. They were six hundred and fifty thousand and were surrounded by tens of millions of Arabs whose radio broadcasts announced the imminent destruction of Israel. The Jews quite naturally felt extremely vulnerable and they did not know how the war would end, though they may have believed that they would win and, of course, they did. But this ending was not at all clear on the 15th of May when the pan-Arab invasion across the borders began.

The war between the newborn state and the surrounding Arab states which invaded the territory of Palestine and attacked Israel lasted from the 15th of May until January 1949. The invading Arab armies were defeated, and by July 1949, after all four of them had signed armistice agreements with the state of Israel, the war officially ended. The actual fighting ceased in January 1949.

The war had generated three refugee problems.

I will start with the first problem: 70,000 of the 630,000 Jews living in Palestine, a tenth of the Jewish population, were displaced from their homes by the Arab attack and invasion. About a dozen Jewish settlements, mostly kibbutzim, were conquered by the Arab invaders and destroyed, and their inhabitants became refugees. Other Jews were uprooted from their urban neighborhoods by Arab attacks. The Jewish inhabitants of the Old City of Jerusalem were expelled to Jewish West Jerusalem. Altogether, some 70,000 Jews were uprooted from their homes and were temporarily resettled with their families, or in public buildings, like schools. But the problem did not last long because the war ended with a Jewish victory. Most of the areas taken by the Arab states were recovered, and the Jews who had been displaced were resettled in their old homes, or in other places in the Jewish state if their homes still remained in Arab hands. In 1949, this Jewish refugee problem inside the state of Israel disappeared. There was no lasting Israeli Jewish refugee problem and you have probably never heard of it.

The second refugee problem created by the war, which has remained to this day is, of course, the Palestinian Arab refugee problem in which approximately 700,000 Arabs were displaced from their homes in the course of the fighting. Most of them ended up resettling in other parts of Palestine: in the West Bank and Gaza Strip. About one-third of the 700,000 ended up as refugees outside mandatory Palestine, mainly in Transjordan, Lebanon and Syria.

Formally speaking, refugees are people displaced from their country. Most of the Palestinians uprooted from their homes in 1948 were not displaced from their country: they moved from Jaffa to Ramallah, from Haifa to Jenin, and so on. But a third of them were displaced out of the country and can be regarded as genuine refugees. In any event, I will refer to all the Arabs displaced from their homes in the war as "refugees".

There is an disagreement about the number of Arabs displaced from their homes during the war. The Arabs at the time maintained that a million Arabs had been uprooted from their homes. The Israelis maintained that the number was 500,000. The UN commissions which investigated the matter in 1949-1950 put the number at just over 700,000. Today the UN recognizes 5-6 million Palestinian refugees. This number consists of several tens of thousands who are still alive from the original 700,000 and the millions made up of their children, grandchildren and great-grandchildren. This is a unique case in United Nations or international history because refugeedom is usually restricted to actual refugees, in other words, the first generation. The next generation usually resettles somewhere and loses the status of refugees: German refugees from the Czech Sudetenland, Vietnamese refugees living in America, and so on. The second and third generations are citizens of the state where their parents resettled, not "refugees".

The case of the Palestinians is unique, as far as I know in that the successive generations remain recognized and paid for as refugees by the international community, even if many of them are, at the same time, citizens of other countries (such as Jordanians). Incidentally, the so-called "international community" subsidizing the Palestinian refugees through the UN Relief and Works Agency is a euphemism: Actually, it is the West that pays for the Palestinian refugees to this day. The Palestinians' rich Arab brothers in Riyadh and Kuwait, etc. actually fork out almost nothing, despite the fact that the Arab



world has grown enormously rich in the decades since the 1970s. This arrangement has been in force for the past seventy years.

I studied the subject of the Palestinian refugees for decades and have published three books on the problem that was created in 1948 and here are my conclusions. The 1948 war, which the Arabs launched, in two stages, in November 1947 (the Palestine Arab militias) and then in May 1948 (the Arab states' invading armies), created the refugee problem. It was not a matter of design; it was not the result of ideology nor of a systematic policy of the Israelis, or the Arabs, which led to the creation of the refugee problem but the war itself. The Israelis later charged that the Arab leaders had ordered the Palestinians to leave their homes – creating the problem; and the Arabs later charged that the Israelis had systematically expelled the Palestinians

– creating the problem. Neither explanation, as a whole, is true while it is true that some Arabs left their homes at Arab behest and others were expelled by Israeli troops. But most simply fled as a result of the fighting which reached their doorstep. When gunfire, tanks and bombs reach your village, encroach on your home, you flee. That was the essential reason that created the refugee problem.

Apart from that general flight, there were indeed places where Israeli troops expelled Arabs and places where Arab local leaders told or advised the Arab inhabitants to leave their homes. In Lydda and Ramleh, in July 1948, Israeli troops expelled the inhabitants, some 50,000 souls. But in Haifa, in April 1948, the local Arab leadership told their people to flee the town even though the town's Jewish mayor, Shabtai Levy, pleaded with them to stay.

Soldats de la Légion arabe lors de la bataille contre les Israéliens pour Jérusalem.

@John Phillips/The LIFE Picture Collection via Getty Images

Octobre 1948, désert du Néguev: des troupes israéliennes occupent les tranchées égyptiennes abandonnées à Huleiqat, dans le périmètre sud de la poche de Faloudja encerclée.

Source: Chaim Herzog, *The Arab Israeli Wars*, 1982, pp. 64 et 65 (GPO)



But in most places people just fled as the war came close to their homes. They did not want to be caught up in the fighting and to be killed; they did not want their daughters to be raped. Atrocities occurred on both sides. But Arab atrocities against the Jews like the massacre of the Jewish Oil Refinery workers in Haifa in December 1947, did not lead to panic and flight. But Jewish atrocities against Arabs, and there were massacres and occasional rapes, helped trigger panic and flight among the Arab population. What is certainly true, is that the Israeli government, in the course of 1948, decided to bar a mass refugee return – arguing, quite logically, that these Arabs had attacked the Jewish community and would not necessarily be loyal citizens should they be allowed to return.

After the war, both sides came up with a narrative about what had created the Palestinian refugee problem. The Arab side said it was a product of Zionist ideology and a systematic policy of expulsion. The Zionists produced a more complex argument: it was the Arab leaders who had wanted Arabs to flee in order to be able to blame Jews afterwards for expelling them. Or, alternatively, that the Arabs had ordered or induced Arab flight to clear the battlefields in advance of the pan-Arab invasion. In any case, once the invading Arab armies won, the displaced Arabs would return on the wings of the victorious Arab armies.

To understand what actually happened, one must look at the available documentation. Unfortunately, Arab documentation is all closed to Arab researchers

as well as to Jews and Gentiles. The relevant Arab states, all of them dictatorships, do not open their archives. There may be a lot of good material there or there may be nothing, we do not know. So all studies of what happened are based on Israeli, American, United Nations, British and French archives. These documents endorse the thesis of the Arab flight from the battlefield as the main cause of the creation of the refugee problem, without excluding expulsions on the fringes practiced by Jews and calls from certain Arab local leaders to certain communities to leave.

The creation of the Palestine Arab refugee problem was in large measure a result of the geography and demography of Palestine – of the intermixed populations, both in the countryside and in the towns. During the first four months of the war, from November 1947 to the end of March 1948, there were no expulsions of Arab communities from their homes save for one coastal village, Caesarea.

But in April 1948, things changed on the Zionist side. The Jews had suffered four months of Palestinian Arab militia attacks on their convoys and settlements, and the Jews appeared to be losing in the civil war, suffering major disasters in the battles of the convoys along the roads. The British were about to leave and the Americans appeared ready to renege on their support for partition. And the pan-Arab invasion, which all Arab leaders promised, loomed only six weeks away. The Zionist leaders did not adopt a general policy of expulsion. But there was a great deal of fear and a general sense that the gloves needed

to be taken off if the Jews were to survive. An atmosphere of transfer took hold. The roads between the major Jewish population centers – Jewish Jerusalem and Tel Aviv, Tel Aviv and Haifa – had to be cleared and the border areas had to be secured. And this meant clearing out the Arab villages that were the bases of the Arab militias attacking the Jewish convoys and sited along the potential Arab invasion routes. The Arab villages, like the Jewish settlements, were the militias bases. The rear areas needed to be cleared if the expected pan-Arab invasion was to be blocked, if the Jewish supply convoys to the front were to get through. The Jews wanted to prevent ready-made bases for the Arab armies when they would come in. Villages and towns were conquered and essentially cleared of Arab populations which fled. The Jewish attacks on the villages and Arab urban neighborhoods in April-May 1948 triggered the main phase of the Arab flight.

To be sure, the Jewish military commanders were happy to see the Arab villagers fleeing. But it was not a systematic, ideologically-driven *ethnic cleansing* as Ilan Pappé and some others have affirmed, on the basis of made-up stories and distorted documentation. I completely disagree with this fake, propagandistic “history”. The Jewish troops did not clear out “the Arabs” and that is why 20% of Israel’s citizens are Arabs. These or their parents were living in areas where the officers commanding the Israeli troops decided not to clear out Arabs, because there was no order to clear out Arabs, because there was no policy to clear them out. Certain generals did, certain generals did not, and that is the reason why you can still see Arab villages along the Tel Aviv-Jerusalem road. Two or three very prosperous Arab villages remain on this strategic road to this day. And there are also two or three Arab villages alongside the Tel Aviv-Haifa road – and of course the Galilee is full of Arab villages. This is due to the fact that there was no blanket policy of clearing out the Arabs. True, after months of Arab attacks, Ben-Gurion wanted as few Arabs as possible to remain inside the emerging Jewish state. He saw them as a source of military danger in the present and believed they would be a source of existential instability in the future, and he winked and hinted to his generals to “transfer” Arabs. But some took the hint and others didn’t. And so the Galilee is full of Arabs, the vast majority of whom, incidentally, remain loyal Israeli citizens.

Let me say one other thing which does not often appear in Zionist historiography. In July 1937, when Peel proposed the partition of Palestine into two states, he accompanied that partition

proposal with a recommendation: the Arabs living in the 17% of the Palestine area he assigned for Jewish statehood should be transferred out of the Jewish state area into the Arab state area, or out of Palestine altogether. According to Peel, without such a transfer, the Jewish state would foster a large and hostile Arab minority that would destabilize the whole arrangement. Peel also recommended to transfer the Jews out of the Arab state, but there were very few Jews living in the area of the Arab state-to be: only 1,250 Jews lived in the area earmarked for Arab sovereignty whereas 300,000 Arabs lived in the area earmarked for Jewish sovereignty. So, it was not really an “exchange of populations” as Peel designated that was being proposed but, in effect, a transfer of Arabs out of the Jewish area.

Now this idea of transfer did not come from nowhere. It is as old as Zionism itself. Zionists were coming into a country largely populated by Arabs and from the start there were always advocates among the Zionists pleading for a transfer of Arabs out of the area to make way for the incoming Jews. Even Theodor Herzl refers to it in one of his diary entries. A transfer would offer places to settle and limit effective, large scale hostility by the native population.

Une position clé, à l'extérieur de Jérusalem, le kibboutz Ramat Rachel, détruit par les tirs d'obus de la Légion arabe, se transforme en camp militaire et en avant-poste pour les soldats israéliens.

@KEYSTONE/MAGNUM PHOTOS/
Robert Capa - International Center
of Photography



Le 9 novembre 1948, un groupe de réfugiés, chassés de leurs maisons en Galilée, avance péniblement sur la route qui mène de Jérusalem au Liban.

©AP Photo/Pringle



But this concept of transfer never took hold in Zionism, in the sense that it was seen as unrealistic and, by some Zionists, as immoral, and was never adopted as policy by any of the major Zionist parties and never became the policy of the Zionist movement. Nevertheless, people like Theodor Herzl, Israel Zangwill and Chaim Weizmann, occasionally, or David Ben-Gurion often, certainly around the Peel recommendation period of 1937-1938, recommended transfer as a partial solution to the problem of establishing a Jewish state in an area where there was either an Arab majority or a very large Arab minority potentially seen as disloyal.

The Zionist institutions, the Jewish Agency Executive (the pre-state government of the Palestine Jewish community) and the Israeli government in 1947-1948, never adopted transfer as a policy. But transfer was at the back of many Zionist minds after the Arabs launched the 1948 war. The idea, however, was never converted into a systematic campaign in the course of the war. This explains why, as I mentioned, Israel has a very large Arab minority population.

I would now like to talk about a key problem in the Israeli-Palestinian conflict: the so-called "right of return". The Palestinian leadership, the PLO, Hamas and the Arab States, all of them, including those that made peace with Israel, Jordan and Egypt, have supported over the decades, and still officially support, what the Palestinians call their *right of return*, that is, the right of the 5 to 6 million Palestinians designated as refugees to return to their homes and lands which their fathers or forefathers had lived in before 1948.

This demand is the core *ethos* of the Palestinian national movement which we can compare to some extent to the *ethos* of the Zionist movement which sought a return of the Jews to their ancient land. As far as Palestinians are concerned, they demand that Israel and the international community recognize and accept the right of return of all the refugees to their lands and houses they lost in 1948. As far as I know no Palestinian leader and no Palestinian political party has ever given up this demand. Since 1948, the Israeli government has systematically rejected this demand and a mass return of refugees.

Why? Because if 700,000 refugees had returned to the state of Israel in 1949, this would have instantly meant an Arab majority in the Jewish state, which would no longer have been a Jewish state. In 1949, Israel had 700,000 Jews and 160,000 Arabs. 700,000 returnees would have turned Israel into a non-Jewish State, in other words, an Arab state. The Israeli government quite logically rejected the return of these 700,000 people who had just fought against the Jewish state's establishment and existence during the civil war in 1947-1948.

The idea that the refugees would come back to their homes to undermine the Jewish state has remained vivid in Arab and Israeli imaginations. It explains the consistent policy of all Israeli governments since 1948, whether left, right or center. This remains the view of almost all Israeli Jews and their political representatives because the return of five to six million Palestinian refugees today would again demographically undermine the Jewishness of the Jewish state. Israel would instantly become an Arab majority state. This would immediately create enormous chaos and trigger a protracted

civil war. The most likely upshot would be the emergence of an Arab state and the exodus of the surviving Jewish population.

Politically and militarily, the Israeli position, in my view, is unassailable. But it is also problematic if you move it from the general political sphere to the personal plane. If you think about a refugee whose grandfather was expelled or fled from his home and who wants to come back, why should he not be allowed to return and get his house back? But the problem has to be looked at on a general, political plane, not as a matter of individual rights or claims. If several million Palestinian Arab refugees are allowed back, the Jewish state vanishes. And a Zionist will respond: Why should the Jews not have a state of their own when the French and the Germans and the Italians have a state, and the Arabs have 23 states? Why is that fair or logical?

Of course, maybe the world should not be divided into nation states. Maybe nation states are inherently bad. But that is how the world is currently divided – and why should Israel be the first nation state to be scrapped?

The 1948 war created a third refugee problem: that of the Jewish communities of the Arab world, from Morocco to the Gulf of Persia and Iraq.

There were large Jewish communities in the Arab world, some of which lived long before Islam arose, long before the Arabs emerged from Arabia in the 7th century. In Iraq and Egypt, there were Jewish communities in the sixth century BC, a long time before the Arabs arrived. After the Muslim conquests, the Jewish communities kept on living in these Arab countries in large numbers. But when the 1948 war broke out, the Arab societies amidst whom the Jews lived and the Arab governments under which they resided, regarded their Jewish communities as potentially or actively subversive. The truth is the Jews in the Arab lands were almost to a man non-Zionists and non-nationalists. Almost no Jews immigrated from the Arab lands to Palestine before 1948 (as many Eastern European Jews did). But when the war broke out in Palestine, and the Arab armies invaded and attacked Israel, and the Palestinians were crushed in the civil war, the Arab societies among whom the Jews lived came to suspect their Jewish communities of pro-Zionism (and without doubt the Arab Jews harbored pro-Israeli feelings against the backdrop of that war). But the Jewish communities did nothing, in effect remaining loyal to their Arab rulers. But their rulers and neighbors saw things differently. The Jewish communities began to be seriously oppressed. In Iraq

and Egypt, in 1948-1949, concentration camps were set up by the governments, where the upper class of Iraqi and Egyptian Jews were detained. Jews were barred from universities, expelled from their jobs in government ministries, and forced to cough up large “fines” to finance the Arab war on Israel. Jews were here and there killed in the streets (in Cairo and Aleppo) and bombs were thrown at Jewish businesses. In Syria, Morocco, Libya and Aden there were anti-Jewish pogroms. At the end of 1947, Iraq’s prime minister told British diplomats that if the UN voted the wrong way, that is, if the creation of the state of Israel was accepted, “severe measures” would be taken against Jews in Arab countries.

Gradually these Arab societies ejected their Jews from their midst. There were almost no direct expulsion orders (except in Egypt in 1956) but the harassment and intimidation of Jews from 1948 onwards gradually persuaded the Arab Jews, one community after another, to leave. By 1964, almost all the Jews had left the Arab lands. Most of them arrived in Israel. The newborn state absorbed them. The absorption proved complex and problematic. The Jewish upper classes from Cairo, Alexandria and Baghdad moved to Britain or France. The vast majority who arrived in Israel were illiterate or semi-literate, knew no Hebrew and had few skills needed in a modern state. Nonetheless, Israel absorbed them. About 700,000 to 800,000 Arab Jews reached Israel between 1948 and 1964 – about the same number as Palestinian Arabs uprooted in 1948.

In Yemen, about 70,000 Jews were flown out of the country after a pogrom in Aden and came to Israel in 1948-1949. Then, in 1950-1951, 130,000 Iraqi Jews arrived in Israel. Incidentally, a third of the population of Baghdad in 1948 was Jewish. This scenario was repeated successively in the various Arab states down to 1964.

The largest Jewish community in the Arab world was in Morocco, some 300,000-400,000 strong. They did not flee immediately. In 1956, when France departed, they began to move, most of

“The Israeli government quite logically rejected the return of these 700,000 refugees who had just fought against the Jewish state’s establishment and existence during the civil war in 1947-1948.”

them going to Israel. The rest left after the death of Mohammed V, the sultan of Morocco, who had protected the Jews. That is how ended the long story of the Jewish communities in the Arab lands.

Most of the Jewish middle classes from Iraq, Morocco, Tunisia and Algeria ended up in France where they prospered, but all the poor, the maimed and the decrepit ended up in Israel. Today you have in France a prospering Jewish community. The majority are, of course, descendants of Moroccan, Algerian and Tunisian middle and upper class Jews. I think there are altogether about 4,000 Jews left in the Arab states today, mostly in Morocco, some in Tunisia, in Gerba, and maybe in some other places.

A vast refugee problem of Arab Jews was created. But we never hear about it. Why? Because they accepted what had happened to them, and were absorbed by the different nations, mainly Israel. The Arab Jews and their descendants are no longer "refugees". Occasionally, nowadays, you may hear demands from the descendants of these Jews in Israel who would like to be compensated, echoing the Palestinians' demand for compensation. In both cases, the populations sustained enormous losses of property: Palestinians left behind lands, houses and other property, and the Jews of the Arab lands lost vast amounts of property when they left, especially Iraqi and Egyptian Jewry.

Of course, there is a major difference between the Jews and their descendants from the Arab lands and the Palestinians who were uprooted from their homes in Palestine: the Palestinians want to return whereas the Jews do not intend to go back to the Arab countries.

Another question remains open: why were the Palestinian refugees not absorbed in the Arab lands in which they resettled? In other words, why did they remain refugees? The first reason is often forgotten or ignored in the Zionist narrative. Israel has refused to allow a mass refugee return. I have already explained why.

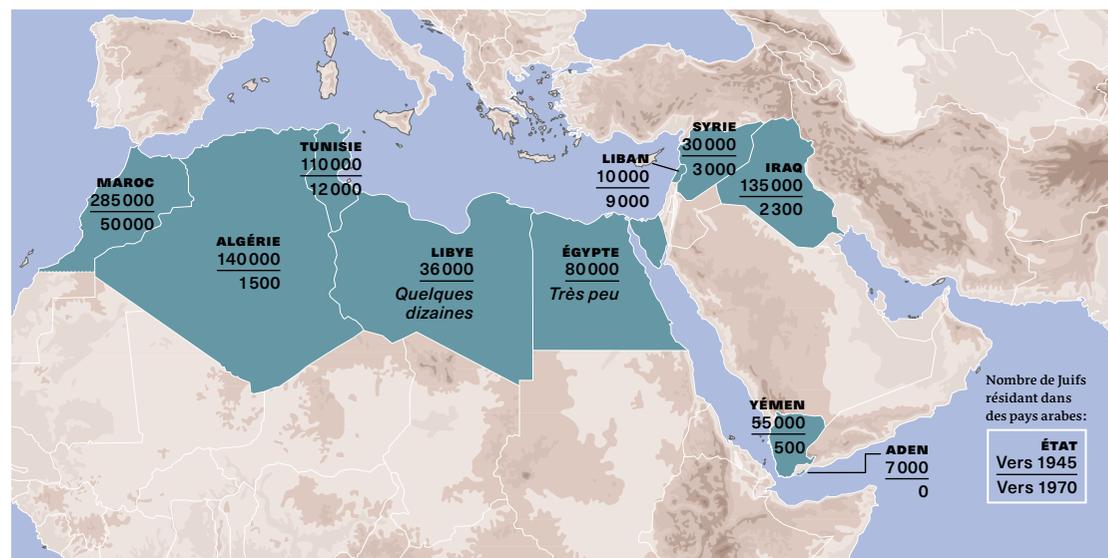
The second reason is the Arab states did not want to absorb the refugees, for multiple reasons. First, they refused to absorb them because they wanted them to return to Palestine; this was a demand for justice. The Arab states maintained that these people had been kicked out of their homes and, despite the fact that they began the war that resulted in their displacement, they should be allowed to return home. If the Arab countries had absorbed them, this would have undermined their demand to return and the related justice they sought.

But the Arab refusal to absorb the Palestinian refugees was more complex. The Arab states never saw the Palestinians as "brothers", and always saw them as foreigners, and didn't want to absorb a foreign population which they regarded as potentially subversive. The Palestinians have intermittently given the Arab states proof of their subversiveness. In 1970, Jordan crushed its Palestinians after, under Yasser Arafat and the PLO, they rebelled against King Hussein. In the late 1970s and early 1980s, the Palestinians almost tore Lebanon apart during its civil war, which they basically triggered. Palestinians were seen as communists, spoke a different dialect of Arabic, and so on. The Arab states, despite mouthing pro-Palestinian rhetoric, remain deeply suspicious of Palestinians (as was evidenced when Kuwait expelled its Palestinian population in the wake of Saddam Hussein's defeat in the first Gulf War).

In addition, the Arab states understood the value of keeping the Palestinians in their midst in misery and poverty, as perpetual refugees: they could use them as a weapon against Israel. On a political-propaganda level, they could always be displayed as the victims of Israeli aggression and evil: "Look at these poor people who were kicked out of Palestine by the Jews. They should be allowed back to their homes. If Israel says no, the world will see that the Israelis are cruel and do not behave humanely".

L'effondrement du nombre de Juifs résidant dans les pays arabes est l'un des effets spectaculaires qu'a entraîné la guerre de 1948. Une grande partie de ces réfugiés ont été accueillis par l'État d'Israël nouvellement constitué.

Source des chiffres: *Atlas des diasporas*, Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, éditions Odile Jacob





But Palestinian refugees were not only used for propaganda. Some could be trained as terrorists to attack Israel – and this is exactly what Egypt did in the mid-1950s. Palestinian *fedayeen* from the Gaza Strip were hired by Egyptian and Syrian intelligence to commit acts of terror in Israel. This was another reason why they were not absorbed in the Arab countries.

In Lebanon, today, most of Palestinian refugees do not have Lebanese citizenship. Only a few Christians were given citizenship. Most, Muslims, were refused citizenship and even the right to work. The Palestinian refugees in refugee camps outside the main cities in Lebanon live on handouts from the UNRWA and from European charity as they have done for the last seventy years.

In the Egyptian-ruled Gaza Strip, between 1948 and 1967. The refugees were not given Egyptian citizenship – and in fact were barred from traveling to Egypt. In Syria, the Palestinians are barred from citizenship but are allowed to work. In Jordan and the Jordanian-controlled West Bank, the Palestinian refugees were given citizenship but were treated, so they say, as second-class citizens by the Jordanian state: they were not allowed to work in certain government departments, or to join the higher ranks of the Jordanian Arab Legion.

✕ ✕ ✕ ✕ ✕

And one last word:

As an historian, I would say that 1948 was a missed opportunity for both the Jewish and Palestinian Arab peoples. Had the war ended with a clear separation between the Jewish and Arab populations, Jews within more or less the UN partition borders, and the Arabs in their separate Palestinian state, in the West Bank, or the West Bank plus Jordan, the Middle East would have been a much safer calmer place. Jews would have prospered and so would the Palestinian Arabs. But unfortunately, they did not separate properly in 1948. In addition, in 1967, Israel conquered and began to absorb the West Bank, thoroughly and perhaps inseparably intermixing the two populations. This feeling that we are in a *cul-de-sac* is reinforced by the Palestinians who have continuously rejected peace proposals based on a two-state solution, as they did back in 1937 and 1948. When Bill Clinton and Ehud Barak proposed the two-state solution to Yasser Arafat in 2000, and when Ehud Olmert again proposed it to Mohamed Abbas in 2008, they both refused it. This consistency in Palestinian rejectionism over decades is very unfortunate.

If right of return or no right of return has been one of the major stumbling blocks to a possible compromise between Israelis and Palestinians, a bigger stumbling block has remained the unwillingness of the Palestinian political elite to accept a Jewish state side-by-side a Palestinian state. Today Israel also has a government that rejects a two-state solution. It is all very depressing. ✕

1950: des immigrants juifs provenant du Yémen célèbrent leur premier «Nouvel an des arbres», Tou Bishvat, en Israël, au camp de Rosh Ha'Ayin.

Source: The National Photocollection of Israel. Government Press Office (domaine public)

Historical and historiographical aspects of the exodus of Palestinians in 1947-1948

46

À la périphérie de Jérusalem, Lifta, en 2014. L'un des rares villages palestiniens abandonnés encore intacts. En 2017, l'Observatoire des monuments mondiaux le désigne comme l'un des 25 sites d'importance mondiale menacés. Un luxueux projet immobilier, qui mettrait en péril le patrimoine de Lifta, est actuellement gelé.

© Ahmad Gharabli / AFP / Getty Images

By **ILAN PAPPÉ**

I WANT TO START MY TALK with an Adolf from 1901, Adolf Friedmann, who was a very dear and close friend of the founder of the Zionist movement, Theodor Herzl. As you may know, Theodor Herzl hardly visited Palestine. He militated for the creation of a Jewish state in Palestine but was hardly there to see the country with his own eyes. He relied, more often than not, on other people's reports from Palestine and one of these persons, whom he relied on, was his German Jewish friend, Adolf Friedmann, who visited Palestine on Herzl's behalf in 1901 and took note of two main things. Firstly, he noted that Palestine possessed arable land that was good for cultivation and for the purpose of colonization (Friedmann used the term colonization, as in those days it was part of a legitimate "civilized discourse") and secondly he commented that although it would be easy to purchase the land, it would be very difficult to dispossess the peasants who lived on it.

What Friedmann noted was that according to Ottoman laws and customs at the beginning of the 20th century, it was possible to buy land in Palestine in 1901 but not to seize it. In fact, from the mid 19th century, land was privatized in Palestine and open for sale, but in the long four hundred years old history of Ottoman Palestine, anyone who bought land allowed the people who cultivated it to remain on it.

So, for instance, when the Ottomans occupied Palestine in 1517, they divided the land between the generals of the army who got the land from the Sultan. When I am talking about land, I mean huge territories. A gift from the Sultan to one of his generals could represent one third of Palestine, but it was quite clear that the tenants and the farmers remained on the land; residing in

numerous villages, on various parts of Palestine, which already had existed for hundreds to a thousand of years.

Later on, successive Ottoman governments sold the lands to rich families from Lebanon, for instance, but still these transactions did not involve removing the people living on the land. It was a logical matter of ownership that brought with it all kinds of dividends: you received as a landowner a certain tax percentage, you could recruit the villagers for your own projects, for instance, for your own little army. But not one Palestinian farmer was removed from his land as long as the Ottoman Empire was ruling the country, that is until 1917.

In the 1920s, for the first time, the Zionist movement bought land on a large scale. Their purchase involved dispossession of the farmers and peasants. The new rulers of Palestine, Britain, who remained in the country from 1918 to 1948, under a mandate granted to them by the League of Nations, were not obliged to respect the previous legal system or the land regime. They authorized the removal of tenants from a land purchased by a new owner.

In 1925, several Palestinian lawyers, for the first time, tried to challenge this new policy but failed. The first judge who ruled on this issue, was a Jewish judge, one might say a Zionist judge, and therefore he rejected the appeal of the tenants to stay on the land. The Zionist movement bought the land from rich families in Beirut, who owned the lands coveted by the Zionist colonizers since the mid-19th century. They did not care much about what happened to their tenants after selling the land. This happened in two areas: in Marj Ibn Amer (today the Jezrael Valley in the northeastern part of Palestine) and Wadi Hawareth, today called Emek Hefer, more to the south and nearer to the



sea. The eviction was carried out the next year, in 1926, with the help of the British authorities.

This was an important change in the history of modern Palestine. From a historiographic point of view, we can raise two issues or questions: why did the Zionist movement, as an ideological movement decide to go to Palestine, and why did they decide to remove the inhabitants from their native villages?

I will not answer the first question as this belongs to a different session. But let me focus on the second question. The answer is quite simple: the Zionist ideology justified, not just the purchase of land, but also the removal of the indigenous people living on it. Looking at it differently, it is very clear that for the local population, the first question is not important, but the second one is crucial. An ideology that justified their removal, began actively dispossessing them in 1926 and has not stopped ever since. Zionism became a European movement that through the colonization of Palestine radically changed and affected the fate of the people living there. Since 1926 up to now, from a

Palestinian perspective, Zionism has meant disruption, removal, loss of land, loss of life, loss of dignity and loss of humanity.

This kind of colonization is not unique in history. We call these projects of colonization *settler colonialism* which is different from classical colonialism. This specific form of colonialism consisted of a movement of Europeans leaving Europe, who were victims of persecution in their own countries and who were looking for a safe foreign place where they might rebuild themselves again as Europeans.

These people were looking not only for a new home but also for a new homeland. But they faced two major problems: They needed the help of an Empire to be able to settle and, somewhere along the way, they would have to push this Empire out: that is the reason why in New Zealand, Australia, South Africa, the United States of America and Israel, Independence Day is not the day when the settlers got rid of the native people, but when they got rid of the Empire.

But the major problem for these settlers was the presence of the native

✕ **ILAN PAPPÉ** naît à Haïfa en 1954, d'une
 ✕ famille qui a fui le nazisme dans les
 ✕ années 30. Il sert dans l'armée israélienne
 ✕ durant la guerre du Yom Kippour en 1973,
 ✕ puis achève ses études à l'Université
 ✕ hébraïque de Jérusalem en 1978. Après sa
 ✕ thèse de doctorat à l'Université d'Oxford
 ✕ (1984) éditée en 1988 sous le titre *Britain*
 ✕ *and the Arab-Israeli Conflict, 1948-1951*, il
 ✕ est *senior lecturer* dans le département
 ✕ d'histoire du Moyen-Orient et de sciences
 ✕ politiques de l'Université de Haïfa de
 ✕ 1984 à 2006. En 1992 paraît *The Making of*
 ✕ *the Arab-Israeli Conflict, 1947-1951*.
 ✕ Jusqu'en 1979, il est proche du *Mapam*
 ✕ (acronyme de l'hébreu *Mifletet HaPoalim*
 ✕ *HaMeuhedet*, «Parti unifié des travail-
 ✕ leurs»); en 1992, il fonde l'institut acadé-
 ✕ mique pour la paix de *Givat Haviva*, qu'il
 ✕ dirige jusqu'en 2000; il préside ensuite
 ✕ l'Institut d'études palestiniennes *Emil*
 ✕ *Tuma* à Haïfa jusqu'en 2006; en 1999, il se
 ✕ présente comme candidat à la Knesset sur
 ✕ la liste du *Hadash* (acronyme de l'hébreu
 ✕ *Hazit Demokratit LeShalom veLeShivion*,
 ✕ «Front pour la paix et l'égalité»), alliance
 ✕ parlementaire d'extrême gauche israé-
 ✕ lienne, juive et arabe.
 ✕ En 2005, l'Université de Haïfa lui enjoint
 ✕ de démissionner après son soutien
 ✕ au *Boycott, Divestment and Sanctions*
 ✕ *Movement* (BDSM, Mouvement de Boycott,
 ✕ de désinvestissement et de sanctions),
 ✕ campagne internationale appelant à
 ✕ exercer des pressions économiques,
 ✕ académiques, culturelles et politiques sur
 ✕ le gouvernement israélien afin qu'il mette
 ✕ fin à l'occupation et à la colonisation des
 ✕ terres arabes de Cisjordanie, qu'il établisse
 ✕ l'égalité complète pour les citoyens arabo-
 ✕ palestiniens d'Israël et qu'il accepte le
 ✕ droit au retour des réfugiés palestiniens.
 ✕ Il émigre en Grande-Bretagne en 2007 où il
 ✕ enseigne l'histoire à l'Université d'Exeter
 ✕ (*Institute of Arab and Islamic Studies*) et
 ✕ dirige le Centre européen d'études sur
 ✕ la Palestine créé en 2009. Avec *Simha*
 ✕ *Flapan*, *Benny Morris*, *Tom Segev* et *Avi*
 ✕ *Shlaim*, *Ilan Pappé* est une figure éminente
 ✕ des «nouveaux historiens israéliens»; il
 ✕ est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont
 ✕ *A History of Modern Palestine: One Land,*
 ✕ *Two Peoples*, Cambridge University Press,
 ✕ 2004 (*Une terre pour deux peuples. Histoire*
 ✕ *de la Palestine moderne*, Paris, Fayard,
 ✕ 2004); *Les démons de la Nakbah: Les libertés*
 ✕ *fondamentales dans l'Université israélienne*,
 ✕ La Fabrique éditions, 2004; *The Ethnic*
 ✕ *Cleansing of Palestine*, London, New York,
 ✕ *Oneworld*, 2006 (*Le nettoyage ethnique de la*
 ✕ *Palestine*, Paris, Fayard, 2008), *Out of the*
 ✕ *Frame: The Struggle for Academic Freedom*
 ✕ *in Israel*, London, Pluto Press, 2010; *The*
 ✕ *Forgotten Palestinians: A History of the*
 ✕ *Palestinians in Israel*, New Haven, CT, Yale
 ✕ University Press, 2011; *The Bureaucracy of*
 ✕ *Evil: The History of the Israeli Occupation*,
 ✕ Oxford, Oneworld Publications, 2012,
 ✕ *The Idea of Israel: A History of Power and*
 ✕ *Knowledge*, New York, Verso, 2014.



Une vue de Safad, en Haute Galilée, au début du XX^e siècle. En 1948, quelques jours avant la proclamation de l'État d'Israël, près de 5% de sa population est contrainte à l'exode. Les habitants arabes ne pourront jamais revenir chez eux.

population. A great scholar of settler colonialism, Patrick Wolfe, wrote a very important article on the subject¹. He claimed that the encounter between settlers who were themselves victims of persecution and the indigenous people activated a certain logic of elimination. There are different ways of elimination: You can eliminate the natives by genocide as it happened in Australia, in North and South America and to a certain extent in New Zealand, or you can eliminate them by removing them from the scene; by imposing a political system such as *apartheid* in South Africa, or by removing them from their homeland, which was what incrementally, gradually, happened in Palestine, and led to the ethnic cleansing of the Palestinians. In very simple terms, we can say the logic of settler colonialism is simply to get as much of the land as possible from the indigenous people with as few as possible natives on it. In the Zionist strategy, it meant having the most of Palestine with as few Palestinians as possible in it.

The episode I described in 1925-1926 is the first of a long list: if you look and compare the demographic censuses of the British Mandate, you can see that a relatively large number of Palestinian villages had already disappeared between 1922 and 1946. They were not big villages, they numbered only 50, 100 or 150 inhabitants, but they were the first steps and experiments on the way to a much more massive expulsion that would happen in 1948.

You have already heard in some previous conferences what motivated Zionism in all walks of life.

The turning point for the settler colonial movement of Zionism, occurred around 1937, when the colonization project reached a certain historical moment which allowed its leadership to plan more systematically, more carefully, the massive expulsion of the Palestinians that would occur a few years later.

I will not go into the reasons why it was such a turning point, but just leave it as a fact. What is important now is to follow the mechanism by which a colonial movement like Zionism planned the removal of the indigenous people, because, as you can imagine, if you are building a new homeland for yourself, you want to build your own educational and health systems, you want to build a state within a state, etc. That meant, that at first, the Zionist movement did not engage directly with the fate of the Palestinians, but it was a very important topic on its national agenda.

And this engagement, in theory, before actually moving to direct dispossession, was translated into a project called *Village Files*, which lasted between 1938 and 1945. In mandatory Palestine which contained current Israel with the West Bank and the Gaza Strip, there were about 1,000 villages. The sections in the Jewish leadership that were responsible for gathering intelligence on the Palestinian side prepared a file for every village. The many-sided goal of the files documented the quality of the land, how it was possible to occupy it, what kind of resistance could be anticipated, what were the internal divisions in the village that might be utilized by the Zionist movement, etc. The level of granularity in information was quite amazing and almost charted how much fruit was on the trees...

If you are a social historian of rural Palestine, the contents are an incomparable treasure of information. But, at the time, what was being carried out could not be considered anthropological research. This harvest of information was not collected because of intellectual curiosity but for a very sinister reason. Most of these files which were very sizeable, were destroyed, and we were left as historians with the summaries of the files we found in Israeli archives. Today, Israeli archives are now closed to us because of a so-called reorganization. We may presume the access to this treasure will, unfortunately, never be reopened. In any case, the documents left gave a clear picture of a very pedantic preparation to understand the structure of rural Palestine, its potential to resist and its importance for the future Jewish state.

¹ Settler colonialism and the elimination of the natives, Wolfe P., *Journal of Genocide Research* (2006), 387-409



La ville de Hébron dans les années 1880. Elle est aujourd'hui la plus grande ville de Cisjordanie.

Auteur: Félix Bonfils
Source: New York Public Library

49



La ville de Jaffa (Joppa) dans les années 1880. En 1948, avant l'exode, elle comptait près de 58 000 Palestiniens. Il n'en resta ensuite plus que quelques centaines.

Auteur: Félix Bonfils
Source: New York Public Library

The next stage in implementing the logic of the elimination of the natives came after the Second World War. It was the British decision to leave Palestine taken by the British cabinet on February 1, 1947. Again, I should be forgiven, for lack of time, for not explaining why the decision was made. Instead, I will focus on its

impact. The decision forced the the two communities – one third of which were the Jewish settlers and two thirds of which were indigenous Palestinians – to prepare themselves for the historical vacuum that the British would leave behind them, or in other words, the question was who would take over after the British departure?



La ville de Saint-Jean d'Acre, Akka, en arabe, et Akko en hébreu, à l'extrémité de la baie de Haïfa, à la fin du XIX^e siècle.

Auteur: American Colony, Jerusalem
Source: New York Public Library

According to the mandatory system that was operated after the First World War and which was effectively implemented in countries such as Egypt, Iraq, Syria, Lebanon and Jordan, the mechanism was very clear. The majority of the people who lived in a mandatory state would decide what kind of state they would have once the colonial British, French or Italian power would have left. So not surprisingly, the Iraqis wanted Iraq, the Syrians wanted Syria, the Libyans wanted Libya and the Palestinians wanted Palestine.

At the time of the British departure, the majority of the people would have probably wanted an independent Palestine, but according to the Balfour Declaration, which was incorporated in the mandatory charter, there was a very vague promise to make Palestine a homeland for the Jewish people. In this context, Britain had two choices: it could either leave and say: "it is not our problem anymore", or try to reconcile, after 30 years of failure, two contradictory obligations: one towards the native people and one towards the settler community through the Balfour declaration. The British did both in a way: on the one hand, they left, without caring about what would happen thereafter – and some British policymakers still regretted many years after the end of the mandate not to have done more at that time, as they realized that they had contributed to the catastrophe that befell the Palestinians. On the other hand, they showed some responsibility by referring the future of Palestine to the United Nations.

The United Nations appointed a special committee that deliberated on the future of Palestine from February to November 1947, and suggested partition of Palestine into an Arab and Jewish states. The Palestinians boycotted these deliberations. They considered that there was no need to negotiate with a settler movement the fate of their homeland. They compared themselves to the Algerian national movement that would have never agreed to the partition of Algeria between the French settlers and the Algerian people.

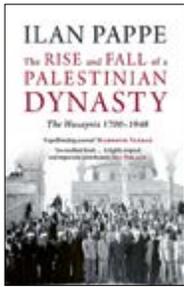
There is still a debate, even among Palestinians, whether this approach was the right one or not. I will not go into it here, but will describe what happened as a result of this rejection. The partition plan offered more than 50 percent of the land to a Jewish state and less than 50 percent to a Palestinian state. But the rejection of the partition plan by the Palestinian leadership, as well as by the Arab world, rendered this solution insignificant. It was not significant because if you offer something that the majority of the people do not want, you cannot impose it on them. The right thing to do, as some of the Member states of the United Nations realized, would have been to return to the negotiating table and try to find another solution which the majority would accept.

But under Zionist and American pressures, the United Nations took the quite surprising position that this scenario was the only game in town and for many years the Palestinians would be punished for rejecting a good solution as if there was no other option left for finding a better one. I do not think the Palestinians realized that they would be punished for rejecting a solution that did not seem right to them. In fact, the question of their rejection or acceptance did not matter. The Zionist movement acted according to the logic of the elimination of the native that I mentioned before. The leaders of the Zionist movement were very focused on the future of Palestine and not only in the diplomatic arena in which they very cleverly accepted the partition resolution they did not like themselves. As they had anticipated, the Palestinian and the Arab world rejected the resolution. There was no danger therefore in accepting the partition. They also understood very well that what would matter would be their actions on the ground, not the UN resolution.

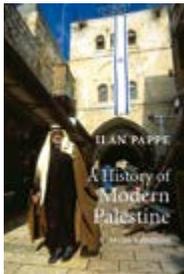
They were so determined that, already in February 1948, they began their operations of eliminating the natives, namely ethnically cleansing Palestinians from villages and towns, despite the fact that Palestine was still under British rule.



1947-1949: entre ces deux dates, la carte marque le bouleversement radical que subit l'histoire de deux peuples sur un même territoire. On voit sur cette carte les lieux où des massacres furent commis contre les populations arabes, mais aussi contre les populations juives (Mont Scopus et Goush Etzion).
 Source: Marin-Rekacewicz, 1998



Au travers de cette biographie politique des Husseini, famille de Jérusalem dont le pouvoir s'est étendu pendant 250 ans avant de s'effondrer en 1948, Ilan Pappé raconte aussi les étapes clés pour l'histoire palestinienne que sont, en amont, l'invasion de la Palestine par Napoléon, le déclin de l'Empire ottoman, la Première Guerre mondiale et la montée du sionisme. University of California Press, Saqi Books, 2011



Dans cette seconde édition d'une histoire de la Palestine moderne, Ilan Pappé livre une analyse des événements dramatiques qui secoue la région depuis des décennies, explique notamment les raisons de l'échec des accords d'Oslo et de la solution à deux États et s'interroge sur la vie qui attend Israéliens et Palestiniens à l'ombre des murs qui les séparent. Comme toujours, il place les hommes, les femmes et les enfants de Palestine au cœur de son narratif. Cambridge University Press, 2006

La baie de Haïfa et le Sanctuaire du Bab. Photo couleur datant de 1930.
© Photo by Universal History Archive/Shutterstock

Before the eyes of the British and of the world, the first operation to remove Palestinians from their villages began. It was an experiment conducted by leaders of the Zionist movement, a very small group of generals and political leaders led by the future first prime minister of Israel, David Ben-Gurion. For the first time since the mid 1920s, the expulsion of a whole Palestinian village was implemented.

I do not know if any of you were in Israel recently, but you may know Caesarea, a place with a nice amphitheater and a mosque which is now a fish restaurant. Caesarea was a Palestinian village, in fact quite a big one, and around Caesarea, there were three other villages. The Jewish military forces expelled the inhabitants of three to four of these villages in February 1948. The British Army did not interfere, the United Nations that were supposed, according to their own partition resolution, to care for the Palestinians' safety, did not interfere. The international press reported the expulsion from the villages, but three years after the Holocaust, nobody in Europe, or in the United States, wanted to condemn Jews for ethnic cleansing, at a time when the world had already seen huge removals of populations from one place to another. So, a small report in an American newspaper on the removal of three Palestinian villages could not be expected to represent a dramatic piece of news.

This method of starting with a pilot project and then moving to a bigger project was very typical of the Zionist praxis. The elimination of the Palestinians by expulsion is a small-scale operation which never attracts the attention of the media because it is not dramatic enough. It is only if you have the time and the patience to look at the cumulative effects of these expulsions, that you can begin to understand the Palestinian term *Naqba*, the catastrophe which has been going on up to now.

In April 1948, the British decided to get out of the major cities of Palestine. The documentation is surprisingly very clear and exposes a systematic plan, targeting the urban centers of the community where the economic, political and cultural elites resided. It became crystal clear from the intentions of the Zionist leaders, who were responsible for that operation, that their goal was to totally destroy the Palestinians in the cities. They were less worried about the Palestinians in the countryside, although 70% of the Palestinians lived in rural Palestine. What was important was the elite, the local elite which lived in places such as Jaffa, Haifa and Jerusalem.

Several cities were spared, such as those which are in what is today called the West Bank. This is because of a tacit agreement between King Abdullah of Jordan and the Zionist movement.





Document du cadastre du village de Taytabah conservé par Hamida Rifai, veuve du maire du village.

©Maher Attar/Sygma via Getty Images

In return for a limited Jordanian involvement in the planned military attack by the Arab League on the Jewish State (planned for, and executed, on May 15, 1948 when the British Mandate ended), Israel agreed that the West Bank, called then the Arab Triangle, would be annexed to Jordan. This saved Nablus, Bethlehem, Ramallah and Hebron.

Coming back to the cities inside of current Israeli borders, an operation to destroy the Palestinian presence in these cities began in April 1948. The operation was very brutal. I know we are all shocked by what the Bashar al-Assad regime did in Syria but, actually, if you look at the operations of the Jewish forces in places such as Jaffa and Haifa, you can see that the idea of an urbicide, namely destroying a city, was already inflicted on the Palestinians in 1948. In my hometown of Haifa, out of 75,000 Palestinians 3,000 remained and, in Jaffa, out of 58,000 Palestinians, 300 to 400 Palestinians remained. In the city of Acre, the Palestinian Acre, which was historically a very difficult city to conquer – even Napoleon did not succeed in defeating it – the Israeli army poisoned its water with typhus to force it to surrender. The Israeli forces also committed atrocities in order to remove hundreds of thousands of people from their homes.

Massacring a whole village, which happened in several places, executing some of the people in order to make the others frightened or to destroying a village nearby and creating a domino effect of flight were some of the methods used to eliminate the natives.

According to the Israeli narrative, just at the time when the British finally left Palestine, the Arab world sent its armies against the Jewish state, and the Arab governments called upon the Palestinians to leave in order to make way for the invading Arab armies. And that is how the refugee problem was born.

However, as the narrative here shows, long before the entrance of these Arab armies, on May 15, 1948, almost all of the urban Palestinians had become refugees. We definitely need to rewrite our history books and have some respect for the Arab forces which entered Palestine, because the truth is that the Arab governments did not want to send even one single soldier to Palestine. They had their own wars of liberation against the British and the French. Some of them already had a specific political system in which the army's main role was to protect the regime. So, it is understandable that they did not want to send their best soldiers and leave their palaces or government



Palestine mandataire, 1947: deux officiers britanniques, sur le toit du YMCA, observent la cité moderne de Jérusalem dans laquelle ils ne peuvent entrer qu'en convoi blindé.
© STR/AFP/Getty Images

sites fully exposed. When, for instance, the Egyptians eventually decided to send soldiers into Palestine on May 15, 1948, they chose a whole brigade of prisoners who belonged to the Muslim Brotherhood with the hope, of course, it would be a one-way ticket to Palestine.

The Arab armies were sent into Palestine under a great deal of pressure from their own public opinion which had already witnessed what was happening in Palestine. They saw in their own hometowns, the streams of Palestinian refugees and were aware that something terrible was happening in Palestine. Despite all the violence experienced in the Arab world, ethnic cleansing on such a magnitude was very rare. Faced with this new phenomenon, people were asking their governments to do something, and they actually did very little, but they did enough for the Israelis to fight a real battle once the Arab armies entered Palestine.

The young State of Israel paid a high price for the eventual decision of the Arab world to send its proper armies into Palestine, but it was not such a big military effort. It did not stop the Israeli army from continuing the ethnic cleansing. After the British left, they targeted rural Palestine through the destruction of one village after the other. The resistance of the villages increased

towards the end of 1948 and, thus, in areas such as the Upper Galilee, the Israeli army found it difficult to carry out an ethnic cleansing operation in the months of October and November 1948. The Palestinian resistance exhausted the Israeli army and that fatigue resulted in more atrocities, such as massacres and rapes, and so on.

Therefore, the operation was not entirely successful: out of the 1 million Palestinians who lived in what became Israel, 120,000 remained, but almost 90 percent of the Palestinian people who had lived in their villages since time immemorial disappeared from what became the state of Israel. They had been ethnically cleansed by the Zionist movement. It is important not to think in absolute terms but in relative ones. Half of Palestine's population was expelled or, seen differently, 90% of the indigenous people were removed from Israel. Think about Switzerland losing 90% of its population because a settler movement would have colonized it in 1948.

As history is written by the victor, it is very important to understand the Palestinian perspective of the disaster that befell them in 1948, and to chart the geography of disaster that Zionism created in the land of Palestine, and to stress the phenomena of erasure it provoked, wiping out the people as well as their memory and legacies. This disappearance is the result of the logics of the natives' elimination and dehumanization. In fact, you cannot perpetrate such a crime against humanity as the Zionist movement did in 1948 if you do not dehumanize the people that you either genocide or ethnically cleanse.

There is one chilling document from April 1948 that I found when I did my research, and which really haunts me to this very day. The troops of the newly created Israeli army wishing to better understand the orders they had received about killing or arresting men in every village, asked who is considered a man. The answer was anyone from the age of 11. This is how the dehumanization of the Palestinians unfolded on the ground: a village is regarded like a military base and a child at the age of 11 is a soldier of the enemy and therefore, military means may be used in a civilian space to implement an ideological project.

This twin logic of elimination and dehumanization led to erasure in other concrete ways. Soon after a village was occupied, bulldozers would arrive and flattened it, destroying its houses. The village would become a Jewish colony, quite often with a Hebrew name resembling the Arabic, in order to show that originally the Arab



village had been a Jewish one 2,000 years ago... and you needed the archaeologists with their expended imagination to make it a scientific project as well. Sometimes the Jewish people were settled in the houses that were evicted or the government built for them new houses. In other cases, the government planted trees and forests on the ruins of the conquered village. Israel imported ten thousand European pine trees to cover the ruins of Palestinian villages as the leaders of the state detested the Arab landscape and wanted to feel as if they were in Europe. But like the settlers, the pine trees did not do too well in Palestine. Quite a lot of these trees are ill and diseased today, and there is some sort of poetic justice in places where the original vegetation of Palestine emerges again in the middle of these pine tree forests.

But if you go to Israel next week to celebrate with the Israelis the day of Independence which is May 9 this year, according to the Hebrew calendar, you will see a very interesting phenomena: you will meet Israeli Jews going to these forests planted on the ruins of Palestinian villages to celebrate their independence, and you will see a Palestinian march of return to the same forests to find the ruins of the villages that belonged to them. And that is where the two movements clash.

Finally, the cities themselves looked too Arab in the eyes of the leaders of the Jewish state. David Ben-Gurion, the first prime minister of Israel, visited Haifa in May, a month after the city was ethnically cleansed, and he felt the city looked too Arab. He ordered the demolition of 230 Palestinian houses, so that the city would look more European. There was a beautiful covered market in my hometown, Haifa, which was famous all over the Mediterranean region, but the Israeli forces destroyed it so that the city would look more European.

Lors de l'opération Dani, en juillet 1948, les forces israéliennes prennent les villes de Ramla (photo) et Lydda à la Légion arabe. Entre 50 000 et 70 000 habitants de la région sont expulsés vers Ramallah.

Source: Oren, Elhanan (1976), *On the Road to the City: Operation Dani*, July 1948

“As history is written by the victor, it is very important to understand the Palestinian perspective of the disaster that befell in 1948; to chart the geography of disaster that Zionism created in Palestine and to stress the phenomena of erasure it provoked, wiping out the people as well as their memory and legacies.”

But the project of erasure has been challenged by two historical sources. Although there is no national Palestinian archive for the Palestinians, there are plenty of oral history projects about 1948, which have helped us reconstruct what happened on the ground. And there are also Palestinian documents in the Israeli archives, as the Israeli government looted the Palestinian institutions after 1948, and took the documentation that belonged to the Palestinian leadership. For instance, the Arab Higher Committee which was a kind of government of the Palestinians inside mandatory Palestine, had an archive which is in

the Israeli State Archives. The Israeli army also eavesdropped on telephone conversations between Palestinian leaders among themselves as well as with Arab governments. The transcripts of these conversations are also in the Israeli archives. The Palestinians definitely need their own archives as their history has been kept for the past 70 years within Israeli archives. This very often happens to colonized people: it is in the archives of their colonizers where they can find their own history. Nowadays, there are excellent historiographies based on these sources. The truth about what happened in 1948 can no longer be hidden.

Image de la situation des réfugiés palestiniens privés de retour chez eux.
© Archives ONU non datées, photographie inconnu. Source: UNRWA





I would like now to conclude with three final points.

First, the world according to newspapers, or in the form of the Red Cross and United Nations representatives and diplomatic missions, all knew exactly what Israel was doing and also what had happened. Their refusal to address the truth was a conscious decision to ignore the crime that Jews had committed against non-Jews three years after the Holocaust.

The second point is that a colonial, settler project like Zionism, despite its achievement of kicking out 90% of the Palestinians who lived in Israel or, if you prefer, 50% of the Palestinian population across historical Palestine, was not necessarily a successful project. Indeed, it was a failure, as half of the Palestinians still live in Palestine and the Palestinian refugees, contrary to the predictions of Israeli leaders, have not all died or forgotten about Palestine. In fact, Palestinians recreated the Palestinian national movement in their camps and began a struggle for liberation and the return of refugees that still continues today.

Therefore, the goal of the 1948 Israeli project was not fulfilled. Despite the success of gaining even more of Palestine's geographical territory after the war of June, 1967, the failure of the project's demographic dimension offers an explanation for the reason why the conflict persists, and it also gives an idea of the kind of conflict that will exist in the future and how it might be properly resolved in the future.

I will end on this third and last point. I believe that as long as the ideology and the *raison d'être* of the settler colonial movement remains accepted as morally valid or politically acceptable by the region and by the world, the continued oppression, colonization and ethnic cleansing of the Palestinians will continue on a smaller or larger-scale; depending on the circumstances. Dispensing with an ideology that justifies settler colonialism in Palestine, may open the road for a genuine and lasting reconciliation between Israelis and Palestinians. It will be of course a huge project of restitution, reconciliation, compensation and return of refugees which seems very difficult to envisage, but I do not see any other way forward. ✕

**Famille palestinienne
dans un camp de réfugiés,
1948.**

©Archives UNRWA

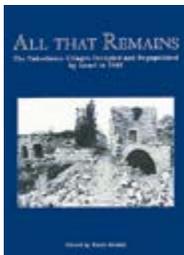
La Nakba en Israël : entre mémoire et oubli

58

Par **SHLOMO SAND**¹



¹ Cet article paraît avec l'aimable autorisation de l'éditeur. Il est extrait de l'épilogue de *Comment la Terre d'Israël fut inventée*, paru chez Flammarion en 2012, puis en 2014 dans la Collection Champs, sur lequel Shlomo Sand a construit la conférence qu'il a donnée à la HEP Vaud, le 30 avril 2019.



Un ouvrage de référence très documenté sur la question des «villages palestiniens occupés et dépeuplés par Israël en 1948», sous la direction de l'historien palestinien, Walid Khalidi. Institute for Palestine Studies, 2006

J'AI ENSEIGNÉ L'HISTOIRE à l'Université de Tel Aviv, dans la proximité de laquelle je réside également. Mon lieu de travail, tout comme mon lieu de résidence, sont situés sur les ruines et les terres d'un village arabe dont la vie s'est éteinte le 30 mars 1948. En ce jour de printemps, les derniers habitants épouvantés et emportant leur mobilier, marchaient sur le chemin poussiéreux en direction du nord ; et ils disparurent lentement de la vue des assisements qui encerclaient le village. Les femmes tenaient dans leurs bras les nourrissons, les petits enfants, déjà en âge de marcher, se traînaient derrière elles, des jeunes soutenaient les vieillards, les malades et les infirmes étaient installés à dos d'ânes. Sous l'effet de la panique, ils laissaient derrière eux des meubles, des ustensiles, des valises, des paquets déchirés, et même l'idiote du village, que l'on avait oublié, et qui, bien sûr, ignorait pourquoi il se trouvait encore là.

Après l'avoir longtemps convoité, ceux qui entouraient le village en prirent bruyamment possession en quelques heures. Ainsi les habitants d'al-Sheikh Muwannis, poussés dans l'abîme de l'oubli, disparurent des pages de l'histoire de la « Terre d'Israël ».

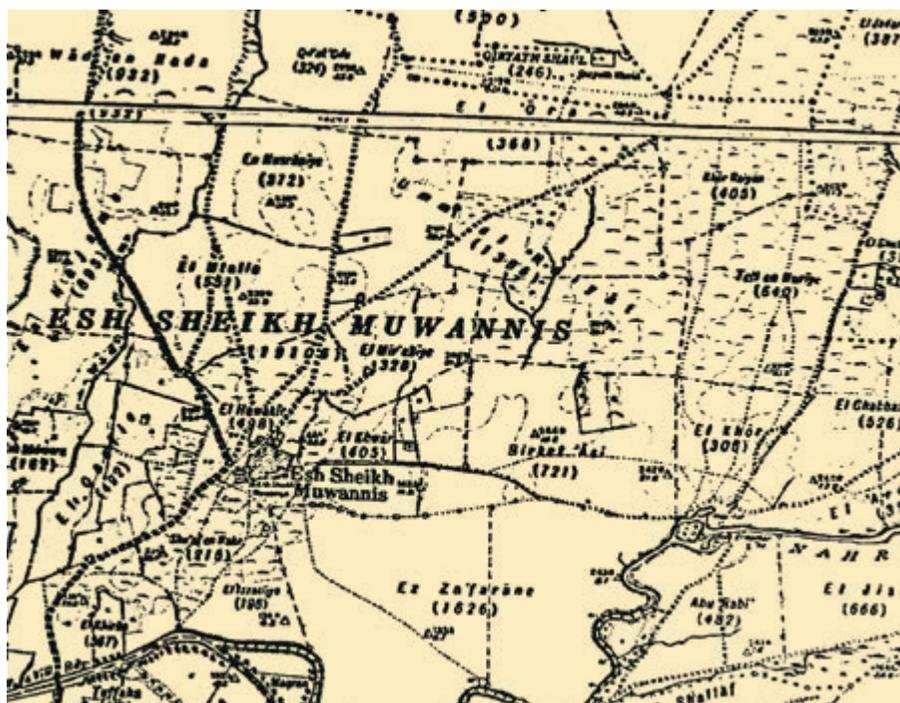
Les habitations du village et ses vergers d'agrumes n'existent plus ; seuls subsistent deux ou trois masures isolées prêtes à s'écrouler, quelques tombes brisées laissées à l'abandon, et quelques palmiers dattiers résistants qui, opportunément, ne gênent pas les aires de stationnement. L'université où j'ai enseigné, le plus vaste palais du savoir en Israël, s'est étendue juste à côté de ces dernières ruines, et se déploie sur les terres du village détruit. L'inspiration éthique d'une partie des stratégies narratives

que j'ai adoptées trouve son origine dans cet étrange voisinage entre destruction et construction, dans cet insupportable frottement entre un passé escamoté et un présent qui assaille et secoue.

En tant qu'historien, autrement dit en agent diplômé de la mémoire qui gagne sa vie à raconter les « hier », je ne pouvais pas ne pas me confronter avec le passé de cet espace physique qui rythme mon quotidien. Certes, la main de l'homme s'est employée au maximum à faire disparaître et à effacer ces reliquats, mais le sol, le ciel et l'horizon de la mer, visible depuis l'ouest, sont ceux-là mêmes que d'autres yeux scrutaient, il n'y a pas si longtemps.

x x x x x

On ne sait pas quand fut fondé le village d'al-Sheikh Muwannis ; l'histoire des communautés rurales est toujours plus méconnue que celle des centres de pouvoir, des temples de la finance et des cités marchandes. Toutefois, sur la carte de Pierre Jacotin, chef de l'équipe d'ingénieurs et de dessinateurs qui accompagnait l'armée de Bonaparte dans sa conquête de la région en 1799, une localité figure clairement à cet emplacement. Bien que cette carte française pionnière ne comporte aucun nom de village, en l'occurrence le dessinateur a inscrit le mot arabe *Dahr* (dos) ; il avait très vraisemblablement en vue le « dos de la colline ». Le village était juché au dos d'une large colline, sur la rive septentrionale de la rivière al-'Auja, appelée, de nos jours, le Yarkon. D'après le nombre d'habitants et la superficie, c'était la plus grosse agglomération située au nord de la ville de Jaffa. C'était, semble-t-il, également un des sites de la région ayant la plus longue continuité historique, mis à part, évidemment, Jaffa, la capitale de la plaine côtière palestinienne.



Al-Sheikh Muwannis sur l'extrait d'une carte dressée par l'Autorité mandataire britannique en 1932, échelle: 1:20000. Auteur: Padres Hana Source: Wikimedia Commons

À la fin des années 1940, les ruines d'un site grandiose, appelé Tel Qasile, furent découvertes à l'amorce des terres d'al-Sheikh Muwannis, non loin de la rivière (dans l'Antiquité, les eaux s'écoulaient plus au nord qu'aujourd'hui). Dès octobre 1948, six mois après que les villageois arabes effrayés aient été contraints d'abandonner leur demeure, des fouilles archéologiques furent entreprises sur la colline de calcaire, située à environ 800 mètres au sud des maisons abandonnées.

Deux tessons d'argile portant des caractères hébraïques furent découverts par hasard au ras du sol, datant, semble-t-il, du VII^e siècle avant J.-C. ; les archéologues pensèrent d'abord qu'il s'agissait d'un site juif antique, de « l'époque du roi Salomon ».

À l'instar de bien des fouilles archéologiques ultérieures en « terre d'Israël », les découvertes furent riches mais pas juives. Il fut révélé qu'au XII^e siècle avant J.-C., les Philistins (appelés « ceux qui sont venus du vert profond », dans les documents des pharaons) avaient installé un port sur la rivière. Une localité fondée sur un territoire d'environ 16 *dounams* (à peu près 160 ares) se développa autour du débarcadère. Un temple se trouvait au centre de cette

colline; d'autres bâtiments, publics et de particuliers, furent découverts à ses côtés. Au XI^e siècle avant J.-C., la salle du culte fut agrandie et ses murs de pierres furent édifiés. On trouva, à proximité des bâtiments, diverses poteries en grand nombre, allant des ustensiles de repas aux objets de culte. Les rues de la localité étaient tracées en parallèle et témoignaient plutôt en faveur d'une planification urbaine que d'une construction rurale spontanée. Les pharaons conquièrent le lieu vers la fin du X^e siècle avant J.-C. ; il fut incendié et son activité notablement réduite sans, pour autant, s'interrompre totalement.

Des ruines des V^e et IV^e siècles avant J.-C., jusqu'au moment de la conquête par Alexandre de Macédoine, attestent d'une implantation assez stable et continue dans cette zone. Des traces nous sont également parvenues d'une activité commerciale étendue, ainsi que d'un marché bourdonnant au centre de la localité, durant les époques

- ✘ SHLOMO SAND est né à Linz en septembre 1946. Il passe les deux premières années de sa vie dans un camp de réfugiés juifs polonais près de Munich, avant d'émigrer avec ses parents en Palestine, à Jaffa, où son père obtient son premier travail comme portier de nuit au quartier général local du parti communiste. Exclu du lycée à 16 ans, passionné d'électronique, il travaille dans un atelier de réparation d'appareils radios.
- ✘ Dès 1965, il rejoint le kibboutz de Yad Hana puis accomplit son service militaire durant trois ans; il participe à la Guerre des Six Jours (1967) – son unité s'empare, au prix de lourdes pertes, d'Abu Tor au sud de la vieille ville de Jérusalem – puis sert à Jéricho où il est témoin des violences infligées aux Palestiniens qui tentent de retourner dans leurs quartiers; l'une d'elles, dont il est le témoin oculaire un soir de septembre 1967, le marque particulièrement. Il quitte l'Union des jeunes communistes (*Banki*) pour rejoindre les rangs du parti d'extrême-gauche anti-sioniste *Mazpen* de 1968 à 1970. Il achève ses études supérieures avec un *Bachelor of Arts* en histoire à l'Université de Tel Aviv en 1975.
- ✘ Il part ensuite à Paris où il obtient un master en histoire consacré à Jean Jaurès, puis un doctorat, en 1982, à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), avec une thèse intitulée *Georges Sorel et le marxisme. Rencontre et crise (1893-1902)*.
- ✘ De 1983 à 1985, maître assistant à l'École des hautes études en science sociales (EHESS), il organise le premier colloque dédié à Sorel puis cofonde, avec Jacques Julliard (1933-), les *Cahiers Georges Sorel*, devenus la revue *Mil neuf cent: Revue d'histoire intellectuelle*.
- ✘ Il revient en Israël où il enseigne à l'Université de Tel Aviv avec le titre de chargé de cours (1988-1994), de professeur associé (1995-2001) et enfin de professeur ordinaire (2002-2014). Il traite de l'histoire du cinéma, de l'histoire des intellectuels, du nationalisme, de l'appartenance nationale ou ethnique et du sionisme. Il enseigne aussi, comme professeur invité, à l'Université de Berkeley et à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).
- ✘ Professeur émérite de l'Université de Tel Aviv depuis 2014, Shlomo Sand est l'auteur de plusieurs ouvrages dont: *Les Mots et la terre*, Paris, Fayard, 2006; *Comment le peuple juif fut inventé*, Paris, Fayard, 2008; *Israël face à son passé*, Paris, Arkhe, 2010 (avec D. Penslar, A. Shlaïm); *Comment j'ai cessé d'être juif*, Paris, Flammarion, 2013; *Crépuscule de l'Histoire*, Paris, Flammarion, 2015.
- ✘ En 2016, aux éditions de la Découverte, paraît son essai, *La Fin de l'intellectuel français?* et, en 2019, il signe son premier roman, un polar, *La mort du Khazar rouge*, paru aux éditions du Seuil. Ses ouvrages sont traduits dans de nombreuses langues.



Pièce de un millime, millième d'une livre palestinienne, ayant cours jusqu'à la fin de la Palestine mandataire en 1948. En hébreu, le mot «Palestine» est précédé, entre parenthèses et en abrégé, de la mention «Terre d'Israël».

Source: Wikimedia Commons

Colonne de chameaux, Palestine, fin du XIX^e siècle.

Source: New York Public Library



grecque et romaine. De la période byzantine a été conservé un édifice qui s'apparente à une synagogue samaritaine, tandis que de la brève conquête perse-sassanide, au début du VII^e siècle, a laissé derrière elle une monnaie en argent d'une espèce rare. Au commencement de l'ère de la conquête arabe (fin du règne des Omeyyades et des Fatimides), fut construit un caveau soutenu par des piliers qui servit de foyer d'accueil pour les hôtes de passage.

Du fait de la fertilité des terres dans cette zone, les villageois y demeurèrent vraisemblablement pendant toute la longue période musulmane, mais le centre de leur localité fut déplacé vers le nord-est, vraisemblablement à cause des débordements du cours d'eau lors d'hivers particulièrement pluvieux. Un village se constitua sur une colline adjacente, légèrement plus élevée que Tel Qasile. Au fil des ans, les habitants se convertirent à l'islam et l'endroit se vit conférer le nom d'un saint local inhumé sur place.

Le nom al-Sheikh Muwannis apparaît déjà dans le récit de voyage de Jacob Berggern, un prêtre érudit de l'ambassade de Suède à Istanbul, qui effectua une visite en Palestine. En 1821, voyageant de Jérusalem à Saint-Jean d'Acre via Ramleh, il passa à proximité du village. Il raconte que cette localité est juchée au flanc d'un coteau au pied duquel, malgré la douceur de l'hiver, se trouve une étendue de terre boueuse détrempee.

On ne connaît pas le nombre d'habitants de l'époque; il n'était, vraisemblablement, guère inférieur à 315, résultant du premier recensement

effectué en 1879 par le «Palestine Exploration Fund» (PEF). Il n'y a pas eu de révolution démographique significative dans les diverses parties du Moyen-Orient avant le dernier tiers du XIX^e siècle, voire avant le XX^e siècle. Selon le premier recensement britannique effectué en 1922, le village comptait 664 habitants, puis 1154 habitants en 1931; le nombre avoisine 1930 en 1945 et, en 1948, à la veille du «déracinement», 2160 femmes, hommes et enfants résidaient dans la place. L'accélération de la croissance démographique est caractéristique des premières phases de la modernisation des processus de cultures agricoles: semailles, engrais, irrigation, avec l'amélioration simultanée des conditions sanitaires. Le rythme de la poussée démographique en Palestine, grâce, notamment, au Mandat britannique, s'appuie sur des phénomènes parallèles à ceux enregistrés en Europe un siècle plus tôt: l'accroissement de la production de nourriture fait régresser la mortalité infantile, tandis que ne sont pas encore apparus les facteurs de maîtrise de la natalité tels que le développement de l'éducation, l'amélioration du statut de la femme, et, particulièrement, les tremplins de mobilité sociale de la génération suivante. Il y a également tout lieu de penser qu'au cours des trois dernières décennies de son existence, la prospérité du village a eu un effet d'attraction sur l'immigration de *fellahs* issus des régions montagneuses moins fertiles. Une telle immigration, si elle s'est produite, s'est pleinement fondue dans la population locale dont elle est devenue partie intégrante.

Al-Sheikh Muwannis n'a cessé de s'agrandir et une partie de ses habitations, originellement construites en terre glaise, a cédé la place à des bâtisses en pierres et même en ciment. Moshé Smelansky, écrivain de renom et agriculteur dans la colonisation sioniste, à qui l'on doit nombre de pages sur la vie des Arabes en Palestine, évoque, avec une certaine admiration, al-Sheikh Muwannis dans les années 1920: «Tous les paysans, à quelques exceptions près, utilisent des charrues européennes. Il y a quatre moissonneuses et un gros matériel de battage. On y applique les méthodes modernes d'ordonnement des vergers et il y est fait usage d'engrais commerciaux à l'instar des pratiques agricoles juives.» Ce fut aussi un des premiers villages à organiser une coopérative pour la vente des agrumes. Saïd Baydas, membre du village, présidait le comité des planteurs en Palestine (et il était aussi l'un des opposants au mufti). Une école régionale élémentaire de garçons fut fondée en 1932 et, onze ans plus tard, un établissement du même type fut créé pour les filles.



**Cheikh d'un village rural
en Palestine, début du
XX^e siècle.**

Auteur: American Colony,
Jerusalem
Source: New York Public Library

Samir Baydas (à gauche), issu d'une des plus riches familles d'al-Sheikh Muwannis, et son partenaire juif, Ephraïm Baruch, devant la terrasse de leur café au bord de l'eau, El Alamein, surnommé «Le jardin d'Hawaï», en 1946.

Source: Palestineremembered.com, Raneen G. DR

Le «Jardin d'Hawaï» une certaine douceur de vivre judéo-arabe qui sera brutalement anéantie en août 1947: Samir Baydas et plusieurs clients sont assassinés lors d'un vol à main armée. Sans rapport avec la crise politique ambiante, ce crime crapuleux est l'étrange prélude au destin funeste qui s'abat quelques mois plus tard sur al-Sheikh Muwannis.

Source: Palestineremembered.com, Raneen G. DR

Paysans mesurant le blé, Palestine, début du XX^e siècle.

Auteur: American Colony, Jerusalem
Source: New York Public Library



L'économie florissante et l'opulence du village eurent probablement leur part dans son attitude de modération et de tolérance à l'égard de l'implantation sioniste en train de s'élargir. Tel Aviv connaît alors un rythme de croissance stupéfiant au sud du village, et des rapports généralement amicaux se sont développés avec les nouveaux voisins. Des enfants du village se rendaient à vélo, de temps à autre, vers Soummayl, la localité située au sud de la rivière et dont les maisons jouxtaient celles des juifs. Ceux-ci avaient pris l'habitude d'acheter régulièrement des légumes et des fruits auprès des paysans prospères. Toutefois, ceux d'al-Sheikh Muwannis marquèrent leur mécontentement quand la municipalité de Tel Aviv tenta de taxer une partie de leurs terres; mais leurs griefs s'apparentaient plus à une récrimination de contribuables qu'à une protestation nationale. Des riches propriétaires de nombreuses terres du village acceptèrent même de vendre aux juifs

plus de trois mille *dounams* situés au nord de la localité. Après cette transaction, ils disposaient encore de onze mille *dounams* et demi de terres fertiles sur lesquelles prospéraient de nombreux vergers, des plantations de bananes, des champs de blé et des zones de pâturage.

Une grande partie de la production agricole était acheminée au port de Jaffa, en passant sur un pont enjambant la rivière, appelé Djessir al-Hadar. Les Ottomans l'avaient dynamité lors de leur retraite durant la Première Guerre mondiale, tandis que les Britanniques avaient construit en lieu et place une voie de passage sur des tonneaux qui fut remplacée en 1925 par le premier pont en béton construit en Palestine par le «bataillon du travail» pionnier. Il avait pour objectif de relier Tel Aviv à Herzlyia, la nouvelle colonie située plus au nord, fondée un an auparavant. Le village arabe disposa ainsi d'une voie pavée et plus stable pour exporter sa production.

On ne sait rien de l'état d'esprit du village au moment de la grande révolte arabe des années 1930. L'absence de tout signe d'effervescence incite prudemment à penser que la vigoureuse protestation anticolonialiste qui secoue l'ensemble du pays n'y suscita pas d'échos, et que la conscience nationale n'y avait pas encore véritablement germé. Pendant la Seconde Guerre mondiale, de nombreux soldats britanniques ont stationné dans les environs, et Ibrahim Baydas, membre d'une des plus riches familles d'al-Sheikh Muwannis, s'est associé avec des combattants libérés provenant de Tel Aviv pour fonder un grand café, à côté du pont. L'endroit, accueillant clients arabes et juifs, a connu un grand succès: des spectacles de cabaret y étaient donnés, et ses tonnelles ombragées au bord de l'eau lui valurent le nom de «jardin d'Hawaï». Les habitants des environs donnèrent bientôt au pont le nom du café. La douceur de vivre de l'île tropicale du Pacifique semblait à portée de main.



Nous ne savons pas de quoi s'entretenaient les consommateurs arabes et juifs autour de leurs tasses de thé et de café, et nous ne le saurons très vraisemblablement jamais. Mais un premier coup fut porté à l'entente idyllique locale, non pas à cause du conflit national, mais à la suite d'un fait divers criminel. Le soir du 10 août 1947, un groupe de jeunes de la tribu bédouine d'Abou Kishk, situé à l'est d'Herzlyia, menant un vol à main armée, fit irruption et tua le patron du café d'al-Sheikh Muwannis et plusieurs convives venus de Tel Aviv. Cet acte de violence constitua un prélude étrange aux secousses politiques qui ébranleront le village quelques mois plus tard.

La tension s'accrut dans toute la région immédiatement après le vote à l'Assemblée générale de l'ONU sur le plan de partage de la Palestine, le 29 novembre 1947. Par cette décision, al-Sheikh Muwannis, comme les autres villages du littoral, se trouve inclus dans les frontières du futur État juif. Les Palestiniens, dans la zone de Tel Aviv, sont emplis d'inquiétude. Quelle vie auront les Arabes dans l'État des nouveaux colons qui continuent d'arriver en nombre toujours croissant? Peut-on attendre d'un pouvoir étranger qu'il fasse preuve d'équité dans ses rapports avec la population locale? La majorité des paisibles villageois ignorait probablement tout de la revendication historique du sionisme concernant la propriété sur la «terre des ancêtres», même si l'on peut supposer que la propension des voisins non désirés à l'expansion territoriale était clairement perçue.

Alors que la ligne de séparation entre Tel Aviv et Jaffa (qui demeurerait une enclave dans le secteur juif) s'embrasait en de violents affrontements dont les victimes, des deux côtés, se comptèrent par dizaines, régnait en revanche, au nord de la ville juive, un calme empreint d'une attente pleine de tensions.

Le premier mouvement de la Haganah avait consisté à instaurer une lourde pression sur les habitants des trois villages limitrophes au sud de la rivière al-'Auja (le Yarkon) et jouxtant les habitations au nord de Tel Aviv, afin qu'ils abandonnent leur demeure. Dès la fin de décembre, la population avait dû évacuer Summayl et trouver refuge à Jammasin. Au cours du mois de janvier, les habitants de Jammasin, et ceux qui s'y étaient réfugiés, ainsi que les villageois de Jarisha, vinrent s'installer temporairement dans le vaste al-Sheikh Muwannis où l'afflux de réfugiés issus des villages voisins rendait l'atmosphère de plus en plus lourde et où les échos des durs affrontements à Jaffa et à Salama, la localité proche, ajoutèrent à l'effroi général.



Le 28 janvier 1948, Ibrahim Abou Khil, le «diplo-mate» du village, et quelques autres notables issus des villages aux alentours, décidèrent de se rendre à Petah Tikva pour discuter de la situation avec les gens de la Haganah. Le domicile d'Abraham Shapira fut choisi comme lieu de rencontre; l'homme, figure légendaire de la colonisation sioniste, inspirait, en effet, grande confiance aux habitants autochtones de Palestine.

Yosef Olitzky, membre de la Haganah, et qui fut aussi son chroniqueur, bien qu'ouvertement hostile au grand village arabe, a fourni un témoignage sur l'état d'esprit pacifique des représentants palestiniens. Il rapporte que les porte-parole du village ont fait part de leur «volonté de maintenir des rapports amicaux, et ont précisé qu'ils interdiraient l'accès de leurs territoires à tout Arabe étranger et à tout fauteur de troubles venant de chez eux, et au cas où ils n'y parviendraient pas, ils prendraient contact avec la Haganah, et solliciteraient son aide».

Al-Sheikh Muwannis compte environ 2300 habitants dans les années 40.

Source: Palestineremembered.com, DR

Paysans d'al-Sheikh Muwannis au passage d'un convoi britannique, années 20.

Source: Palestineremembered.com, DR



Des soldats du Palmah (forces paramilitaires sionistes), le 14 mai 1948, près de la maison de Ibrahim Abou Khil, la Maison verte, à al-Sheikh Muwannis.
Auteur: Yehuda Ziv, 14.05.48
Source: zochrot.org

À la suite de ces discussions, Abou Khil maintint un lien étroit avec la force juive centrale et intervint pour neutraliser les frictions et les incompréhensions engendrées sur fond de tension croissante. Au cours du mois de février, des coups de feu furent tirés sur le village, d'où partirent également quelques tirs isolés. Ces heurts, qui ne causèrent pas de victimes, donnèrent lieu à des arbitrages et des clarifications, tandis que les deux côtés s'employèrent à apaiser le climat d'hostilité. Les jeunes du village creusèrent, certes, des tranchées défensives, mais toute force combattante extérieure se vit interdire l'accès au village; les modérés, partisans de la conciliation conservaient la maîtrise de la situation.

Cette accalmie ne suffit pourtant pas à convaincre les chefs de la Haganah. Ils s'inquiétaient de ce qu'un village arabe, si imposant, nonobstant la tranquillité qui y régnait, soit situé à proximité du port de Tel Aviv, juste à côté de la centrale d'électricité et du terrain d'aviation, tous deux implantés le long du littoral. Et ce d'autant que, précisément au même moment, la Haganah avait établi le « Plan Daleth » dans lequel elle se fixait, de façon assez explicite, l'objectif de créer une continuité territoriale sous pouvoir sioniste. Ainsi allait s'enraciner l'idée selon laquelle la présence d'une forte proportion de Palestiniens constituerait une menace pour l'existence d'un État-nation stable (et il importe d'avoir présent à l'esprit le fait que plus de 400 000, soit environ

40 %, des citoyens résidant dans les frontières prévues de l'État juif étaient arabes). Bien que des personnalités comme Israel Rokach, le maire libéral de Tel Aviv, et Gad Machnès, représentant modéré des producteurs d'agrumes, ont tenté de toutes leurs forces d'empêcher la dégradation de la situation, leurs initiatives pacifistes, qui ne reflétaient pas la politique de la Haganah, furent vouées à l'échec. Selon des témoignages, certes insuffisamment corroborés, l'organisation aurait distribué des sommes d'argent à des collaborateurs arabes pour qu'ils propagent délibérément des rumeurs sur les projets d'assaut contre le village, dans le but d'inciter les habitants à s'enfuir.

Il n'est donc guère étonnant qu'incitations et fausses rumeurs à l'encontre d'al-Sheikh Muwannis se soient multipliées et aient enflé chaque jour. Des affirmations furent propagées comme quoi des combattants étrangers, des « bandes » avaient infiltré le village et qu'une grande quantité d'armes y avait été introduite. Il a même été fait état de la présence d'officiers allemands en armes. L'efficace service du renseignement de la Haganah, tout comme des vols de reconnaissance au-dessus du village avaient, plus d'une fois, révélé l'inanité de ces informations, mais rien n'y fit. Abraham Krinitzy, le maire de Ramat-Gan, qui convoitait les terrains du village, limitrophes de sa ville, figurait parmi les principaux provocateurs. L'organisation Lehi (« combattants de la liberté d'Israël »), qui avait relativement peu participé aux durs affrontements au sud de Tel Aviv, se joignit à la campagne d'affolement, dans le nord de la ville, dont l'objectif était de faire fuir les habitants. Yaakov Banai, l'un des commandants de l'« organisation dissidente », raconte dans ses mémoires: « Ce village s'étend entre Tel Aviv, Ramat-Gan et Petah-Tikva. Cette situation lui impose une attitude raisonnable et pacifique, cependant, il entretient un contact permanent avec les concentrations arabes. Shmouel Halévy (fonctionnaire à la municipalité de Tel Aviv) conseille d'occuper le village. Nous engageons les préparatifs. On a effectué une patrouille de démonstration. Soixante hommes y ont participé. Nous sommes passés devant le village et nous avons fait en sorte que l'on sache que c'est le groupe Stern. Cela les a effrayés. La phase suivante a été: invitation au maire du village (*moukhtar*) à venir nous rencontrer au pont Musrara, à l'entrée de Tel Aviv. Deux *moukhtar* se sont présentés à cette rencontre: celui d'al-Sheikh Muwannis et un autre du village Jilil [de nos jours: Gliloth, n.d.t.]. Ils sont venus à dos d'ânes et en costume de cérémonie. Shmouel Halévy leur a annoncé qu'ils devaient, sous 24 heures, collecter toutes

« On fit rapidement du village un lieu de peuplement pour les nouveaux immigrants juifs. »

les armes du village et les apporter à l'endroit indiqué. Ils ont prétendu ne posséder que des pistolets, leur arme personnelle [utilisés à l'occasion des mariages, *n.d.t.*]. Il a suffi de ces deux événements: la patrouille près du village et la rencontre, pour les effrayer. Ils ont commencé à quitter les lieux. Nous avons continué à faire pression sur les Arabes du village. (...)»

La «pression» suivante fut un véritable acte de terreur. Elisha Eivazov (Abraham Cohen), l'un des combattants du Lehi, fut pris, alors qu'il se dirigeait vers Naplouse, aux commandes d'un camion chargé d'explosifs qu'il devait faire exploser devant le quartier général arabe de la ville. Le 12 mars, en réaction, ses compagnons d'armes kidnappèrent quatre personnes d'al-Sheikh Muwannis, accompagnées, pour l'occasion, d'un jeune mineur, qui se rendaient à Jilil pour chercher de la nourriture et de l'essence. Les cinq otages n'avaient évidemment pas le moindre lien avec la capture de Eivazov à Naplouse, mais les ravisseurs du Lehi menacèrent de les exécuter si leur camarade n'était pas libéré. Au sein du village, des rumeurs circulèrent indiquant que les otages avaient déjà été assassinés, ce qui eut pour effet de porter la panique à son comble. Les cinq furent finalement libérés à la suite d'une action de conviction, de dissuasion et de médiation menée par la Haganah (il s'avéra entre-temps que Eivazov avait été exécuté juste après sa capture). Mais l'acte de terreur efficace avait déjà produit ce que ses instigateurs escomptaient. «Ils sont de plus en plus nombreux à quitter le village», et Banai de poursuivre avec satisfaction: «Nous leur avons laissé une voie de sortie, la plupart s'enfuirent avec leurs bagages sur des chameaux en direction de Qalqilya et Tulkarem.»

Les héros véhéments du Lehi ne furent pas les seuls à laisser aux habitants d'al-Sheikh Muwannis une «voie de sortie» vers le nord; ils furent rejoints par les hommes modérés de la Haganah. Malgré les hésitations et les scrupules et, bien sûr, les accords informels antérieurs, le commandement de la Haganah de la région de Tel Aviv décida de se joindre à «l'organisation dissidente» pour bloquer toutes les voies d'accès au village. Il convient de rappeler que le Mandat britannique était toujours en vigueur, et que les soldats de Sa Gracieuse Majesté étaient encore présents dans cette zone. Cette présence n'a cependant pas empêché le 33^e bataillon de la brigade Alexandroni d'encercler la localité et d'occuper quelques maisons dans ses franges, dans la journée du 20 mars. Plus aucun passage ni mouvement n'étaient désormais possibles

«*Toute sortie dans les champs était rendue impossible. Toute personne sortie du village s'en voyait interdire le retour.*»

sans l'autorisation des assiégeants, et tout ravitaillement du village subissait une inspection sévère. Toute sortie dans les champs était rendue impossible, et la récolte des produits mûrs ne pouvait plus être effectuée. Toute personne sortie du village s'en voyait interdire le retour. L'étranglement économique et la pénurie d'essence pour faire fonctionner les générateurs causèrent rapidement un manque de nourriture et même d'eau. Les quelques résidents encore présents dans le village l'évacuèrent à leur tour, durant ses derniers jours, avec à leur tête Ibrahim Abou Khil qui, jusqu'au dernier moment, avait naïvement fait confiance à ses «amis» juifs.

Soldats du Palmah devant la Maison verte qui deviendra, dans un premier temps, un quartier général des forces de défense israéliennes, et ne sera jamais rendue à son propriétaire.

Auteur: Yehuda Ziv, 14.05.48
Source: zochrot.org

65



La Maison verte, propriété d'Ibrahim Abou Khil, notable d'al-Sheikh Muwannis, est saisie par les forces militaires israéliennes en 1948. Elle offre ensuite un toit à des colons juifs sans abri jusque dans les années 80. Commanditée par l'université de Tel Aviv, la restauration des années 90 détruit la forme originelle de la Maison verte qui devient un club de l'institution académique. Elle est aujourd'hui un club privé et a changé de nom.

Source: zochrot.org



Focus sur une petite pancarte, apposée sur une paroi ajourée de la Maison verte par l'ONG Zochrot lors de parcours mémoriels qu'elle organise régulièrement sur les lieux du village disparu.

Source: zochrot.org

Aussitôt après le départ du dernier des habitants, à l'exception de «l'idiot du village» évoqué précédemment, et dont on ignore ce qu'il advint de lui, les hommes du Lehi s'empressèrent de s'emparer des principaux bâtiments. Ils y installèrent leur base centrale qu'ils baptisèrent «Ramat Yair», du nom d'Abraham Stern, leur commandant défunt. C'est de là que partit, quelques jours plus tard, l'ordre de participation des combattants de l'organisation à l'occupation du village de Deir Yassin, à côté de Jérusalem, où, comme l'on sait, un bref combat s'acheva, le 9 avril, par la tuerie de plus de 120 habitants du village, et l'humiliation publique des survivants. «Ramat Yair» subsista jusqu'au 29 mai, date à laquelle les disciples et héritiers de Stern furent intégrés dans l'Armée de Défense d'Israël, et à la suite de quoi le site devint une base de la toute nouvelle armée israélienne. On entreprit également, d'en faire rapidement un lieu de peuplement pour les nouveaux immigrants juifs, de peur que les réfugiés partis du village ne tentent de s'infiltrer et d'y revenir.

Pendant ce temps, les habitants d'al-Sheikh Muwannis, en proie à la peur, et contraints à l'exil, étaient déjà loin. Une partie d'entre eux atteignit Qalqilya et Tulkarem, deux villes passées, après la guerre, sous contrôle jordanien,

tandis que certains se dispersaient dans des villages du «triangle», comme Tira et Jaljulia, devenus partie du territoire israélien. D'autres arrivèrent dans des camps de réfugiés de la bande de Gaza. En Israël, ils furent, au début, installés sous des tentes, sans aucune ressource, et se virent imposer des restrictions de mouvement. D'autres encore quittèrent la rive occidentale du Jourdain et l'État d'Israël et entreprirent d'errer dans tout le Moyen-Orient; quelques-uns réussirent à gagner les États-Unis et le Canada. Les biens, considérables, qu'ils avaient laissés à al-Sheikh Muwannis furent confisqués par les autorités israéliennes. Ceux d'entre eux qui étaient restés en Israël furent déclarés «absents-présents» et le droit de propriété sur leurs terres leur fut dénié. Aucun habitant du village ne reçut le moindre dédommagement.

Des années plus tard, ils viendront, en secret, pour voir, de loin, leurs demeures. Les réfugiés devenus citoyens de l'État d'Israël ont pu accomplir ce «pèlerinage» avant 1967; ceux qui résidaient sur la rive occidentale du Jourdain ne revinrent, les larmes aux yeux, sur leur bonne vieille colline calcaire, qu'après la Guerre des Six Jours.

× × × × ×

Les habitants d'al-Sheikh Muwannis connurent un sort moins cruel que ceux de Deir Yassin, Aïn al-Zeitoun, Balad al-Shaykh et d'autres villages dont les habitants payèrent de leur vie le fait d'avoir soutenu la résistance armée à la création d'un État juif sur leurs terres. Cependant, la destinée de ceux d'al-Sheikh Muwannis fut, sans aucun doute, plus douloureuse que celle qu'éprouvèrent, par exemple, les gens de Aïn Houd.

Les membres de cette paisible localité située au nord de la plaine côtière décidèrent, à l'instar de ceux d'al-Sheikh Muwannis, de ne pas s'affronter à la force militaire sioniste, mais ils furent, malgré tout, expulsés de leur foyer. Assez étonnamment, une partie d'entre eux fut autorisée à continuer de résider sur une colline proche de leur village, qu'il leur fut ainsi donné de regarder de loin, pour le reste de leur vie. Leur «ancien» lieu fut transformé en un village d'artistes israéliens-juifs, tandis que leur «nouvel» Aïn Houd fut considéré comme une localité non reconnue par les autorités. Toutefois, la chance finit par leur sourire, et au bout de 52 ans, ils obtinrent une reconnaissance officielle, puis, en 2006, ils furent même reliés au réseau d'électricité israélien. Les gens d'al-Sheikh Muwannis, en revanche, ne purent continuer à vivre en communauté: la majeure partie d'entre eux se dispersa, dans le monde entier.

Le récit des événements d'al-Sheikh Muwannis ne fait pas exception. Il faut évidemment encore rappeler qu'en plus des quartiers arabes de plusieurs villes, plus de 400 autres villages ont été écrasés et effacés de la «terre d'Israël» lors de la guerre de 1948, et parfois même après la fin des combats. Environ 700 000 personnes ont été déracinées au cours de la *Nakba*, et spoliées de leurs maisons et de leurs terres sans les moindres dédommagements ni contreparties. Beaucoup d'entre elles, et leurs descendants, vivent encore dans des camps de réfugiés disséminés au Moyen-Orient. Pourquoi donc, dans ces conditions, évoquer précisément tel village en particulier?

J'ai exprimé au début de cet épilogue combien je ne puis me défaire, à l'égard de ce lieu, d'une sensation d'oppression dont je pense qu'elle doit certainement être partagée par tous les historiens qui travaillent à l'Université de Tel Aviv. Je tente, avec précaution, de tracer des souvenirs à partir des reliquats d'une documentation sur un passé tombé dans l'oubli; et l'enseignement de l'histoire est mon métier. Les étudiants attendent de ma part un niveau recevable de sincérité scientifique et d'impartialité. C'est pourquoi, au début de chaque cours, je m'applique à les sensibiliser au fait que toute mémoire collective est toujours,

dans une certaine mesure, le produit d'une construction culturelle porteuse, dans la plupart des cas, des préoccupations et des courants d'opinion du présent. Je veille notamment à souligner que, s'agissant de l'histoire des nations, le présent ne découle pas tant du passé mais, plutôt, façonne assez librement ce dernier; et ce passé recréé comporte toujours d'immenses zones d'oubli.

Je vis au sein d'une nation et sur un territoire qui, tous deux, expriment, de façon évidente, des constructions mémorielles à partir d'un champ situé 4000 ans en arrière. La mémoire juive, revisitée et reconstituée, est devenue le souffle du mouvement sioniste et la principale légitimation de son entreprise de colonisation. Là se trouve, entre autres, l'origine de la mentalité politique israélienne selon laquelle le «temps court» palestinien ne saurait peser du même poids que le «temps long» juif: que signifie un exil de 60 ou 70 ans face à un exil de 2000 ans? Peut-on comparer la nostalgie de simples paysans et de leurs descendants avec l'aspiration et l'espérance juives éternelles du retour? Que vaut la propriété revendiquée par des réfugiés sans foyer, au regard de la promesse divine, même si Dieu n'existe pas vraiment?

La petite histoire d'al-Sheikh Muwannis est liée pour moi à l'exclamation de l'enfant sur la nudité du roi, dans le conte d'Andersen: «Les habits neufs de l'empereur». Pour justifier cette affirmation catégorique désobligeante, il me faut attirer l'attention du lecteur sur la politique de la mémoire qui trouve son expression la plus aboutie sur les anciennes terres du village.

On trouve, aujourd'hui, sur ces terrains devenus des quartiers d'habitation israéliens huppés, une étrange et exceptionnelle concentration d'agences suprêmes du souvenir: le Musée d'Eretz Israël, le Musée du Palmah, le Musée israélien du Centre Rabin, et, bien sûr, le Musée du peuple juif – Maison de la Diaspora. Ces quatre temples de la mémoire ont vocation à entretenir et à illustrer un passé juif, sioniste et israélien.

«Je rappelle à mes étudiants que, s'agissant de l'histoire des nations, le présent ne découle pas tant du passé mais, plutôt, façonne assez librement ce dernier; et ce passé recréé comporte toujours d'immenses zones d'oubli.»



Le Centre Yitzhak Rabin, construit en mémoire du premier ministre assassiné, fondé en 1997.

Auteur: la MèreVeille
Source: Wikimedia Commons, Creative Commons

Le Musée Eretz Israël – Le Musée de la Terre d'Israël, ouvert en 1958.

Auteur: Talmorvair
Source: Wikimedia Commons, domaine public



Le Musée d'Eretz Israël est le plus ancien : fondé en 1958 à l'extrémité sud du village, autour des fouilles de Tel Qasile entreprises dix ans auparavant. Le musée s'emploie à présenter toute « l'histoire du pays et sa culture », qui s'ajoutent aux découvertes archéologiques provenant, d'après le catalogue, de « l'époque de la Bible ». À titre d'exposition permanente figure : « Le pays du baron », qui présente surtout dans le détail les actions menées par Edmond de Rothschild pour « affermir la colonisation juive sur la terre d'Israël ». Le pavillon de l'ethnographie et du folklore, consacré à l'évocation des « modes de vie juifs dans les diverses communautés du monde », est très symboliquement situé dans un des bâtiments du vieil al-Sheikh Muwannis, sans, évidemment, faire la moindre référence à l'origine de l'édifice, ni aux « modes de vie » de ses précédents occupants.

L'appellation originelle du lieu était: Musée du pays, mais avec la nomination du général de réserve Rehavam Zeevi, en tant que président de son directoire, en 1981, il reçut une nouvelle dénomination: Musée de la terre d'Israël. L'établissement bénéficia de l'emballement et du grand amour de Zeevi pour sa patrie en expansion, que la teneur des sujets d'exposition vint concrétiser. Le fait d'avoir fondé, en 1988, un parti politique intitulé « Patrie » et qui appelait au « transfert » des Arabes israéliens, n'empêcha pas le général à la retraite de continuer à diriger le musée jusqu'en 1991, date à laquelle il fut nommé ministre dans le gouvernement israélien. Au moment où ces lignes sont écrites, le musée est dirigé par l'ancien général de brigade Dov Tamari, également nanti du titre de docteur en histoire.

Le Musée du Palmah (« unité de choc »), comme une forteresse coulée dans la fonte, est situé un peu plus en hauteur, au dos de la colline de calcaire. Sur son fronton s'inscrit en grand le slogan: « Droiture du chemin », extrait d'un célèbre poème de Nathan Alterman qui, en 1948, s'était enthousiasmé pour la découverte de la Tel Qasile « juive » et qui compta, en 1967, parmi les fondateurs du « Mouvement pour le grand Israël ». Le comité qui dirige le site est présidé, à l'heure actuelle, par l'ancien général Yéshayahou Gavish, placé sous la tutelle du ministère de la Défense. Le musée a été créé en 2000 afin de transmettre à la postérité historique les faits d'armes des troupes de choc de la Haganah. Le Palmah joua, comme l'on sait, un rôle central dans la guerre victorieuse de 1948, mais non pas, fortuitement, sur le « front » d'al-Sheikh Muwannis. Presque tous les hauts commandants de l'Armée de Défense d'Israël, durant deux décennies, furent issus de ses rangs; le plus internationalement célèbre d'entre eux fut Yitzhak Rabin.

Le Centre Rabin situé juste derrière le Musée du Palmah fut créé en 1997 pour immortaliser le souvenir du premier ministre assassiné. Au cœur de l'établissement se trouve le musée israélien destiné notamment, selon ses fondateurs, à présenter « L'image du projet sioniste comme une *success story* [...] ». Une des fondatrices du musée, et responsable de son contenu, est la professeure Anita Shapira, qui dirige également le Centre de recherche sur le sionisme de l'Université de Tel Aviv. Le président du conseil public, à l'initiative du centre et sa figure la plus marquante, fut Yaakov Peri, ancien chef du Service de sécurité générale qui, quelques années plus tard, sera nommé président du directoire de la Maison de la Diaspora à l'Université de Tel Aviv toute proche: ce faisant, il ne s'éloignait guère de son pôle d'action précédent.

La Maison de la Diaspora – Musée du peuple juif fut fondée en 1978 en plein cœur du campus universitaire de Tel Aviv. Yaakov Peri, on l'a vu, préside son directoire depuis 2009, tandis que la présidence de son comité de direction international est dévolue à Léonid Borisovitch Nevzlin. Cet homme d'affaires russe à succès, soupçonné par les autorités de son pays d'avoir commandité des meurtres et aussi de fraude fiscale à hauteur de milliards de dollars, a trouvé refuge en Israël en 2003, où son ami Ariel Sharon l'a sollicité pour sauver de la crise financière le temple de la mémoire juive : grâce à ses économies, importées de Russie, il s'est effectivement acquitté de cette mission.

La finalité officielle du musée est ainsi formulée : «Présenter et représenter l'histoire du peuple juif qui se prolonge depuis 4000 ans», «Entretien un sentiment d'appartenance chez les visiteurs juifs et fortifier l'identité juive», et aussi «Amener les visiteurs non juifs à comprendre et à connaître le peuple juif et à apporter un soutien à Israël comme État juif». On trouve notamment au musée un «Centre de généalogie juive» où sont déjà enregistrés trois millions de juifs. Le Centre offre aux visiteurs non seulement la possibilité de «suivre l'arbre généalogique des familles juives», en recourant aux patronymes, mais aussi d'être aidé en cela par l'examen de l'ADN. Le collecteur génétique contient déjà 300000 échantillons, et la main est encore tendue car «la généalogie génétique revêt une importance particulière pour le peuple juif [...]».

Dans le collège des directeurs internationaux et au directoire du musée, aux côtés d'importants hommes d'affaires et d'anciens militaires, siègent de vénérables historiens représentant l'Université de Tel Aviv et l'Université hébraïque de Jérusalem ; au moment de la rédaction de ces pages, il s'agissait de : Israel Bartal, Jeremy Cohen, Itamar Rabinovich et Raanan Rein. Comme pour les autres musées mentionnés précédemment, un tel amalgame de notabilités sociales caractérise toute institution culturelle d'importance, en Israël.

Un flot de mémoire juive envahit et submerge les terres du vieil al-Sheikh Muwannis. Il s'élève comme une puissante vague venue d'une rivière en basses eaux, il monte à l'assaut sur le versant de la colline, et, tout en puissance, il va jusqu'au cœur du village effacé. Il charrie des milliers de détails, d'accessoires, d'inscriptions et d'images. Un capital important a été investi afin d'immortaliser la destinée, la souffrance et la réussite juives. Des visiteurs, par centaines, viennent, chaque jour, en prendre connaissance : enfants des écoles, soldats de l'armée, citoyens ordinaires



Le Musée du Palmah, la force de frappe de la Haganah, ouvert en 2000.

Auteur: Ori
Source: Wikimedia Commons



Le Musée de la Diaspora juive, sur le campus de l'Université de Tel Aviv, ouvert en 1978.

Source: The Museum of the Jewish People at Beit Hatfutsot press photo archives
Wikimedia Commons, Creative Commons

et, aussi, de nombreux touristes. Ils en ressortent avec un profond sentiment de satisfaction, et la conviction que leur conscience du passé national est désormais solidifiée et stabilisée.

Faut-il préciser qu'aucun des grands et prestigieux gardiens du temple du souvenir mentionnés ci-dessus ne fait la moindre référence à l'histoire du lieu sur lequel il est bâti ? Partant du principe qu'un village arabe ancien n'a rien à voir avec le passé juif, sioniste ou israélien, il n'y aurait aucune raison d'en faire apparaître une trace ou un souvenir quelconque dans tout le dédale de ce vaste et insatiable quartier des musées.

Juillet 2015: sur le campus de l'Université de Tel Aviv, une pancarte interdisant l'affichage.

Auteur: Geagea, Creative Commons
Source: Wikimedia Commons



Le campus de l'Université de Tel Aviv a été implanté sur les hauteurs de la colline de calcaire, avec l'effacement progressif d'al-Sheikh Muwannis. L'année 1964 figure comme date officielle de la fondation du campus, cependant, dès 1955 avait été posée la «première pierre» d'un bâtiment académique qui, de façon imposante, faisait face aux bâtisses du village de taille modeste. Celles-ci, dès 1948, furent utilisées pour loger des juifs déracinés et sans ressource. Une petite guerre d'usure allait s'engager, dans les années suivantes, entre l'Université et ces nouveaux habitants des couches défavorisées. C'est finalement en 2004, et en contrepartie de paiements à hauteur de 108 millions de shekels, qu'eut lieu l'évacuation du terrain par la majorité des résidents; le palais du savoir put alors continuer de monter en puissance et s'étendre vers le sud, tout en écrasant systématiquement le reste des maisons. L'indemnisation des propriétaires non-juifs originels du terrain n'a, évidemment, jamais été à l'ordre du jour.

L'Université de Tel Aviv emploie plus de soixante historiens chargés de cours dans trois départements différents; un nombre équivalent y a enseigné et se trouve maintenant à la retraite. Il n'y a pas, dans le monde académique israélien, d'autre communauté de la mémoire aussi nombreuse et aussi prolifique. Ces chercheurs ont produit plusieurs dizaines de volumes en histoire internationale, du Moyen-Orient, juive et israélienne. Leur renom scientifique a franchi de longues distances, et certains d'entre eux sont invités permanents dans de prestigieuses universités étrangères. Aucun d'entre eux n'a, cependant, ressenti la nécessité d'écrire un seul livre, voire un seul article scientifique, sur l'histoire de la terre située sous l'asphalte et le béton où s'est accumulé leur capital de prestige. Aucun d'entre eux, non plus, n'a dirigé un travail de master ou de doctorat sur la tragédie des villages sans voix qui ont été déracinés et ont disparu de ce lieu. Comme toujours, s'agissant des

histoires nationales, la part d'ombre est refoulée, en attendant, dans le meilleur des cas, d'être exhumée par les générations futures. Les barons de la mémoire sont supposés faire preuve d'esprit scientifique, il ne leur est pas demandé d'avoir également une approche éthique.

En 2003, un groupe de militantes israéliennes intitulé *Zorkhot* (Elles se souviennent), qui s'est donné pour objectif de faire se remémorer la *Nakba*, a écrit au professeur Itamar Rabinovich, alors président de l'Université de Tel Aviv, pour demander que cette dernière mentionne «sobriement ce passé gommé», concernant al-Sheikh Muwannis. Cette demande était soutenue par vingt enseignants de l'Université, auxquels s'étaient joints des dizaines d'étudiants et des descendants d'habitants du village. Rabinovich, ancien colonel dans les services du renseignement de l'armée, et ancien ambassadeur d'Israël à Washington, est également un historien spécialiste du Moyen-Orient à qui a été décerné, aux États-Unis, le prix du livre juif pour ses travaux de recherche scientifique. Malgré ses titres d'agent de la mémoire par excellence, mais aussi de membre du directoire du «Musée du peuple juif – Maison de la Diaspora», la demande formulée par les enseignants et les étudiants d'immortaliser le proche passé est demeurée sans réponse de sa part; il semble l'avoir volontairement ignorée. Face aux questionnements insistants de journalistes, le porte-parole de l'Université a répondu en ces termes: «Un projet d'histoire de l'Université est en cours de rédaction, ces jours-ci, et il fera référence à al-Sheikh Muwannis. La demande sera prise en considération à la fin.» À ce jour le projet attendu n'a pas vu le jour: l'Université de Tel Aviv et le territoire sur lequel elle est implantée ne disposent toujours pas d'une histoire écrite.

À dire vrai, il existe, cependant, une évocation des restes de ce passé refoulé et indésirable: sur le flanc sud de l'Université s'élève un bâtiment arabe réhabilité, appelé «la Maison verte», officiellement destiné à servir de lieu de rencontre pour les personnels de l'Université. Ceux-ci, toutefois, ne le fréquentent guère, à cause des tarifs élevés qui y sont pratiqués. Le lieu a été, de fait, reconverti en espace dédié à l'organisation d'événements lucratifs, avec notamment un restaurant accueillant des hôtes de marque à l'occasion de congrès ou de kermesses pour la récolte de fonds. Un panneau d'indication sur le site comporte le texte suivant:

«La maison est un bien architectonique unique en son genre restant du village Sheikh Muwannis. Le village Sheikh Muwannis se trouve aux abords d'une localité philistine antique du XII^e siècle

avant J.-C. (Tel Qasile). Durant la première moitié du XIX^e siècle, le village s'est développé et étendu; à côté de bâtisses en pierres brutes apparurent des maisons spacieuses en pierres de taille. Au terme de la Première Guerre mondiale, les Britanniques arrivèrent à l'orée du village qui se trouvait sous le pouvoir turc. Lors d'une attaque surprise, dans la nuit du 2 décembre 1917, le village tomba aux mains des Britanniques. La transition au régime du Mandat amena le développement de toute la région: Tel Aviv, Jaffa et aussi le village Sheikh Muwannis. La Maison verte se détachait de loin, du fait de sa couleur et de l'arcade majestueuse qui ornait son fronton. À ce stade, les deux étages supérieurs étaient habités, et l'étage inférieur était dévolu au commerce et à l'artisanat.

»La situation du village a changé à partir de 1924, une partie de ses terres fut vendue, et des négociations furent engagées pour acquérir d'autres terres. En mars 1948, un camp du Lehi fut installé dans le village sous le nom de «Ramat Yair». Le grand rassemblement de tous les soldats du Lehi y fut organisé, au cours duquel il fut donné lecture de l'ordre du jour sur l'intégration de leurs troupes dans l'Armée de Défense d'Israël. Après la création de l'État (juin 1948), des personnels de l'armée de l'air et des gens du *Makhhal* (Volontaires venus de l'étranger) furent logés à Sheikh Muwannis. À partir de 1949, et par la suite, des émigrants, et à leurs côtés des réfugiés victimes de guerre furent installés dans des maisons du village, il en alla de même pour des combattants revenus des combats de la guerre d'indépendance pour lesquels une solution de logement n'avait pas été trouvée. En 1964 le campus de l'Université à Ramat Aviv fut inauguré. Avec le développement de l'Université, la Maison verte a trouvé sa vocation de club des personnels.»

On ne sait pas qui, parmi les historiens-chercheurs israéliens de l'Université de Tel Aviv s'est porté volontaire pour rédiger ce morceau qui est retranscrit ici dans sa quasi-intégralité tant il exprime fidèlement la conscience israélienne du passé: la terre a été achetée, elle n'a pas été prise par la force. La localité arabe, qui s'est trouvée miraculeusement évacuée, a servi de refuge aux victimes juives. Le village, dont des parties ont commencé d'être vendues dans les années 1920, est devenu, par hasard, une base du Lehi à la fin des années 1940, pour finir en une université réputée. Nulle trace de ce qui est arrivé à ses anciens habitants en mars 1948, ni du siège, ni de l'étranglement économique, ni de l'enlèvement, ni de la succession des menaces. Par-delà les nombreuses justifications, l'indifférence à la souffrance de l'autochtone constitue

une caractéristique saillante de la colonisation sioniste. La dissimulation de l'existence de l'autre conditionne la justesse de la voie historique

L'ironie suprême dans l'histoire de la Maison verte est qu'elle était la demeure d'Ibrahim Abou Khil, familier de la Haganah et qui fut le dernier à quitter le village parce qu'il faisait confiance à ses amis. Un investissement lourd présida à la construction de la bâtisse joliment façonnée: expression vraisemblable de la confiance des résidents dans le fait qu'ils y vivraient pour longtemps. La diplomatie conciliante d'Abou Khil s'accordait bien à cet état d'esprit. Il s'est lourdement trompé; il ne savait pas que lui-même, ses ancêtres, tout comme ses enfants, étaient nés sur la «terre d'Israël», et qu'en conséquence ils ne pouvaient y résider qu'à titre temporaire. ✕

Carte non datée sur laquelle apparaît, à l'extrémité de la flèche rouge, al-Sheikh Muwannis.

Auteur: Hanaa Abueid
Source: Palestineremembered.com, DR



La controverse entre historiens israéliens sur 1948, la naissance de l'État d'Israël et l'exode palestinien

72

Le 29 novembre 1947, à Tel Aviv, une foule enthousiaste célèbre la décision onusienne de partager la Palestine en deux États.

©AFP PHOTO

Par **ILAN GREILSAMMER**

J'E REMERCIE VIVEMENT la Haute école pédagogique du canton de Vaud et son recteur, Monsieur Guillaume Vanhulst, pour cette aimable invitation. J'en suis très honoré. Je m'appelle Ilan Greilsammer et je suis professeur de sociologie politique à l'Université Bar-Ilan de Ramat Gan, près de Tel Aviv.

x x x x x

Le 29 novembre 1947, il y a presque septante-deux ans, l'Assemblée générale des Nations unies votait la division de la Palestine en deux États, juif et arabe, entérinant le plan proposé par l'UNSCOP, le Comité Spécial des Nations unies sur la Palestine, après une trentaine d'années de heurts souvent violents entre les deux populations. Cette résolution 181 de l'ONU fut immédiatement rejetée par l'ensemble des États arabes de l'époque, qui jugeaient la création d'un État juif en Palestine, en terre arabe, à la fois illégal, injuste et illégitime, comme d'ailleurs ils avaient refusé le plan de partage Peel dix ans plus tôt. Commençaient alors la guerre dite de 1948, dont les deux événements cruciaux furent d'une part la proclamation de l'État d'Israël le 14 mai 1948, et d'autre part l'exode des quatre cinquièmes de la population arabe de Palestine, environ 700 000 personnes, devenus des réfugiés loin de leur terre.

Ce dont je voudrais vous parler aujourd'hui, c'est du regard qu'ont porté les différents historiens israéliens, je dis bien israéliens, sur ces événements fondateurs, et des controverses très sérieuses et très profondes qui se sont développées entre eux, des controverses empreintes de beaucoup d'agressivité, allant même jusqu'aux insultes et aux injures, tant les sujets concernés sont sensibles.

Il faut commencer par souligner que dès les premières années de l'État d'Israël, une importance fondamentale, une importance mythique, a été accordée par les Israéliens, aussi bien par les gouvernements que par l'ensemble de la population juive, à la commémoration de la guerre et de la victoire de l'armée juive sur toutes les armées arabes coalisées. Les noms mêmes donnés à cette guerre en hébreu montrent à quel point elle est devenue un mythe, un événement presque eschatologique: «guerre d'indépendance nationale», «guerre de renaissance nationale», «guerre de libération nationale». Expérience fondamentale, souvenir brûlant, à la fois douloureux et exaltant, pilier de la mémoire collective du nouvel État. Pour une grande partie de la population juive religieuse, il s'est même agi d'un miracle divin annonçant le début, l'enfantement des temps messianiques, et les Israéliens sionistes religieux célèbrent toujours, aujourd'hui, le Jour de l'indépendance comme une fête religieuse, tandis que pour les laïques ce jour est devenu la pierre d'angle de leur religion civile, célébrée par des fêtes, publiques et privées, des orchestres dans les rues, et des barbecues dans les jardins et les parcs publics. N'oublions pas que les communistes eux-mêmes, juifs et arabes, à cette époque où Staline soutenait la création d'un État juif contre les pays arabes qu'il considérait à la solde de l'impérialisme britannique, ont vu cette guerre comme une guerre juste du point de vue juif, une guerre de libération nationale. La participation de la population juive à l'acte de mémoire a donc été massive, volontaire et enthousiaste. Bien entendu, le parti travailliste au pouvoir, le Mapai de David Ben Gourion, n'était pas sans arrière-pensées, puisque la commémoration collective de la victoire lui permettait d'affirmer l'autorité et la centralité du pouvoir et d'exprimer le culte de l'État au travers de ces rites du souvenir, surtout dans un pays d'immigrants venus des quatre coins du monde. Les dirigeants



israéliens ont tout de suite investi un immense effort, et des moyens considérables, pour que les actes de commémoration suscitent l'identification et la fidélité des citoyens, surtout des survivants de la Shoah fraîchement arrivés et des immigrants chassés des pays arabes, venus en très grand nombre juste après cette guerre.

Je noterai déjà que les historiens israéliens de l'époque, et il n'y avait encore qu'une seule université dans mon pays, l'Université hébraïque de Jérusalem, n'ont presque pas participé à l'élaboration de cette mémoire collective, et que ce sont surtout les écrivains, les poètes, les artistes et les journalistes qui ont joué ici un rôle essentiel en produisant sur la guerre des histoires épiques, des romans d'aventures, des poèmes sur le sacrifice des soldats, des nouvelles de bravoure, des tableaux d'héroïsme. Et ce sont eux qui ont aussi participé à l'écriture des textes publiés en l'honneur des combattants morts, textes édités en grand nombre par les familles

ou directement par l'armée. Tout ce monde politico-littéraire était occupé par l'invention de jours, de fêtes et de rites propres à mettre en valeur le triomphe des armes et la continuité historique juive, qui avait conduit directement de Moïse à la création de l'État juif. Jour de Theodor Herzl, Jour de l'État, Jour de l'Armée, Jour du Rassemblement national, jour de la défense, jour de la conquête de Eilat, etc., et à la fin tous ces jours furent fondus en un seul, le Jour de l'Indépendance. Pendant des années, le défilé militaire du Jour de l'Indépendance a été la pièce centrale de ce culte de l'État. Puis est venue la commémoration des soldats tués, par des monuments, des mausolées de toutes sortes, un Jour du souvenir des soldats morts fut instauré, toujours fêté aujourd'hui, le Yom HaZikaron. Des centaines de rues reçurent des noms d'unités militaires ou de batailles, une multitude de plaques commémoratives furent apposées honorant, je cite : la Libération, la *Haganah*, les Défenseurs, les Héros, etc.

✕ **ILAN GREILSAMMER** naît à Paris en 1948. Licencié en droit public, diplômé en science politique de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, docteur en relations internationales, il émigre en Israël en 1972. Professeur de science politique et de civilisation française à l'Université Bar-Ilan près de Tel Aviv, il est aussi écrivain et journaliste. Il se revendique de la « gauche sioniste » israélienne et « de ceux qui d'un côté croient absolument dans la nécessité de l'existence et de la sécurité de l'État d'Israël et du droit du peuple juif à créer son État en 1948, et d'un autre côté dans les droits du peuple palestinien à avoir son État dans les territoires actuellement occupés de Cisjordanie et de Gaza ».

✕ Biographe de Léon Blum (*Léon Blum : une grande biographie*, Paris, Flammarion, 1996) dont il a aussi édité une partie de la correspondance (*Lettres de Léon Blum à Buchenwald*, Paris, Gallimard, 2003), et dont il a fait le personnage central de son premier roman (*Une amitié espagnole*, Paris, Grasset, 2010). Ce livre offre une réflexion profonde sur la fidélité et l'engagement, au travers du lien fervent qui se noue entre deux êtres que tout oppose, Léon Blum et l'amour de ses vingt ans, une jeune aristocrate espagnole convertie au communisme radical.

✕ Ilan Greilsammer a écrit de nombreux essais sur la société israélienne : *Les Communistes israéliens – anatomie d'un parti* (Paris, Presses de Sciences Po, 1978), *Israël, les hommes en noir : analyse des partis ultra-orthodoxes* (Paris, Presses de la FNSP, 1991), *Repenser Israël : morale et politique dans l'État juif* (Paris, Autrement, 1999), *La Nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale* (Paris, Gallimard, 1998), *Le Sionisme* (Paris, PUF, 2005).

Photographie de Nathan Alterman (1910-1970), prise en 1952. Poète, dramaturge et traducteur israélien, Alterman est une figure nationale. Son poème, *Le plateau d'argent*, est une réponse aux propos de Chaim Weizmann, au lendemain de l'annonce de l'adoption du Plan de partition de la Palestine, en décembre 1947: «Aucun État n'est livré sur un plateau d'argent... Le plan de partition ne donne aux Juifs rien de plus qu'une possibilité.»
Source: Kfar Saba Municipal Museum, Wikimedia Commons



Le plus grand poète israélien de l'époque, Nathan Alterman, a exprimé l'émotion générale dans un poème ultracélèbre, *Le plateau d'argent*, dont je cite ici quelques vers :

C'est là qu'est dressée la nation,
– cœur affligé mais palpitant... –,
Prête d'accomplir son miracle,
Miracle unique et sans retour!

Au-devant d'elle arrivent alors
Jeune garçon et jeune fille
Et tout doucement ils s'avancent,
Face à leur Nation.

Vêtus à l'ordinaire, avec ceinturon,
brodequins lourds,
Ils gravissent le chemin,
Et sans nul geste ils se tiennent droits.
Nul ne sait s'ils sont en vie
ou ont péri criblés de balles.
Saisie de larmes et de stupeur
la Nation les interpelle,
Elle demande: mais qui donc êtes-vous?
Et de répondre: c'est nous qui sommes
le plateau d'argent
Sur lequel la patrie des Juifs t'est offerte.

Ainsi parlèrent-ils, écroulés à ses pieds,
enveloppés de pénombre...
Et le reste sera conté dans les chroniques
d'Israël.

S'est ainsi très vite construite en Israël une mémoire collective de la guerre de 1948, issue des récits et des témoignages, qui correspondaient parfaitement aux attentes de l'opinion publique et du pouvoir. Mémoire canonique, constamment diffusée. On peut sans doute résumer brièvement cette mémoire collective de la façon suivante: «Pendant toute la période qui a précédé 1948, nous avons essayé de mener un dialogue sincère avec les Arabes en vue de trouver une solution de conciliation. Non seulement les Arabes n'ont voulu d'aucun compromis, mais ils nous ont attaqués et massacrés. Pendant la Shoah, quand les portes de la Palestine étaient fermées par les Anglais, les dirigeants arabes comme le Mufti de Jérusalem Hadj Amin al-Husseini ont pactisé avec Hitler et les nazis. La guerre de 1948 est uniquement liée à ce refus absolu des Arabes d'accepter le partage. Ils ont rejeté la résolution des Nations unies et nous ont attaqués avec toutes leurs armées. Ils ont coupé les routes menant aux localités juives, menaçant de nous jeter à la mer, ce sont eux qui sont coupables de tout ce qui s'est passé en 1948. Nous, les Juifs, nous étions prêts à accepter le

partage, ce sont eux qui ont refusé et nous ont entraînés dans une guerre que nous n'avons pas voulue. Par miracle, le dos au mur et grâce à son esprit de sacrifice, l'armée juive, qui a réussi de justesse à intégrer les nouveaux immigrants et les rescapés de la Shoah, a réussi à l'emporter.»

Et vient l'élément crucial de cette mémoire collective: «L'armée juive, tout au long des combats, s'est conduite de façon exemplaire sur le plan moral, contrairement à la partie arabe. Les Juifs ont tout fait pour convaincre les Arabes de Palestine de ne pas quitter leurs foyers et de vivre en paix avec les Juifs, comme le montre le fait qu'une partie importante des Arabes est restée dans l'État d'Israël. Mais à l'appel explicite de leurs dirigeants, la plupart des Arabes de Palestine ont quitté volontairement leurs villes et leurs villages, attendant la fin des combats et le massacre des Juifs pour revenir. Ils ont manqué de chance: avec la victoire de l'armée juive sur des régimes arabes corrompus, et en raison des calculs à court terme des dirigeants palestiniens, ils ont fui et sont devenus des réfugiés.»

Pendant de très longues années, en fait jusque dans les années 1980, cette version des faits, reprise par des centaines de livres dans mon pays, a été non seulement acceptée comme telle mais constamment répétée et diffusée. Il n'y avait pas d'autre histoire. Elle figurait dans les livres de classe des écoles, les guides des mouvements de jeunesse, les pièces de théâtre, comme dans les mémoires, les biographies, les récits et les romans. Toute une génération n'avait vécu les événements de 1948 que de cette façon-là, et la transmettait telle quelle aux générations futures. Ceci dit, il faut être juste et précis. D'abord, il s'agit d'une époque où au moins dans les années cinquante et soixante, il n'existait pas de bibliographie sérieuse sur la guerre de 1948 ou des études historiques solides, ce n'était pas vraiment un sujet de recherche universitaire, il n'y avait pas de données statistiques fiables, et surtout les archives n'étaient pas encore ouvertes, certaines intentionnellement fermées au public et aux chercheurs, et on n'avait en fait que de l'histoire orale par définition subjective et partielle. D'autre part, il est vrai qu'ont été publiés en Israël quelques rares textes littéraires évoquant la tragédie palestinienne, dont le plus célèbre est sans doute, dès 1949, la nouvelle *Hirbet Hizé*, du grand écrivain israélien Sameh Izhar.

On peut parler, en Israël, de plus ou moins quatre vagues d'écriture sur la guerre de 1948.



La première, comme je l'ai dit, est celle des témoignages rédigés dans le feu des combats ou immédiatement après; ce sont des soldats qui écrivent la chronique sincère et naïve de ce qu'ils viennent de vivre et de ce qu'ils ont constaté. Ils n'ont aucun recul par rapport à l'événement, ils ne connaissent que ce qu'ils ont vu dans leur petite zone de bataille, les villages de la côte, la Galilée, Jérusalem, le Néguev, ils sont sous le coup de l'enthousiasme et de l'émotion d'avoir enfin un État juif trois ans après la fin de la Shoah, et ils sont bouleversés par la douleur causée par la mort de leurs compagnons d'armes. Ces récits oraux ont été pieusement recueillis. Ces jeunes ont vu leurs camarades attaqués par des Arabes dès la décision de partage de l'ONU; ils disent tous: les Arabes nous ont attaqués, nous avons dû nous défendre, nous étions en état de légitime défense.

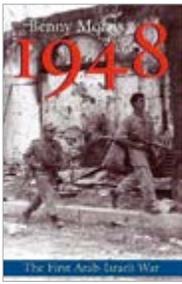
La seconde vague d'écriture, dans les années cinquante et soixante, est nourrie de très nombreux journaux personnels et des premières études sérieuses. Mais pour les premiers historiens israéliens, l'exode des Arabes de Palestine n'était certainement pas l'essentiel de la guerre

d'indépendance. L'essentiel, c'était les opérations militaires, les grands combats, le siège de Jérusalem, la façon dont toutes les armées arabes avaient été boutées hors du pays, la perte du quartier juif de Jérusalem ou de la zone de Gouch Etzion, etc. C'est aussi l'époque où les institutions d'État entreprennent la rédaction d'une histoire officielle, avec les livres mémoires des différentes unités militaires, le livre de l'unité d'élite du Palmah, par exemple. Bref c'est le temps de la légende mêlée à l'histoire, du conte épique mâtiné de faits réels, et du pieux récit avec des intentions de formation et d'éducation. Par exemple, une stricte censure fut imposée aux rédacteurs du livre de la Haganah pour qu'ils ne dérogent surtout pas au récit canonique.

La troisième vague est celle des historiens des années soixante-dix, qui ont commencé à puiser dans ces matériaux bruts avec beaucoup plus de prudence, plus de nuances, de réserves et de circonspection. C'est surtout après la guerre de Kippour de 1973 que commence un immense changement en Israël, lié à la critique amère de l'incurie des autorités travaillistes qui ont

Immigrants juifs européens arrivant dans le port de Haïfa, en juin 1949. Robert Capa immortalise, dans un long reportage, l'aube de leur nouvelle vie après la tragédie de l'Holocauste.

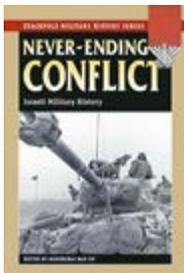
©Keystone/Magnum Photos/
Robert Capa - International Center of Photography



La première guerre israélo-arabe décryptée par Benny Morris qui se penche notamment sur le rôle des grandes puissances dans ce conflit et ses conséquences. Il réfute l'idée d'un «nettoyage ethnique» de la Palestine par les sionistes. Yale University Press, 2009



Essai sur une identité nationale. Ilan Greilsamer fait le point sur le débat historiographique qui fait rage en Israël après l'ouverture des archives de 1948. Gallimard, 1998



Sous la direction de Mordechai Bar-On, 12 historiens israéliens racontent les conflits qui émaillent l'histoire des forces israéliennes entre 1936 et 2003. Stackpole, 2006

trompé l'opinion sur l'impréparation du pays à la guerre, et aussi à une méfiance croissante à l'égard du mantra officiel et des premiers livres d'histoire. Surtout, le changement est lié à l'ouverture progressive des archives britanniques, américaines et françaises qui concernent la période de 1948. On peut rattacher à cette vague relativement critique des livres importants comme ceux de Méir Payil, de Yoav Gelber, d'Uri Brenner et d'Anita Shapira, qui émettent sur bien des points des thèses différentes du canon officiel. Plus qu'aucun autre sans doute, l'historien militaire Meir Payil représente cette génération de chercheurs. Il a participé très jeune à la guerre de 1948, a atteint le grade de colonel puis est devenu l'un des leaders de la gauche sioniste dans les années 1970 tout en restant l'un des experts militaires des événements de 1948. C'est lui, notamment, qui a commencé à examiner de façon critique la stratégie de Ben Gourion durant la guerre, en exposant comment il a froidement décidé de s'emparer de territoires débordant largement ceux attribués par le plan de l'ONU à l'État juif, d'encercler la ville arabe de Jaffa accolée à Tel Aviv, de s'emparer de toute la Galilée occidentale, de prendre le contrôle du corridor de Jérusalem, ou de s'emparer de la ville de Ramle. Un historien comme Meir Payil était certes sioniste et profondément convaincu de la légitimité de l'État juif, mais il était de gauche, n'appartenait pas à l'establishment universitaire, et avait sans doute moins d'a priori et plus de distance envers les faits, même si tout cela reste une critique somme toute partielle.

Enfin, la quatrième vague est celle des nouveaux historiens des années 1980, dont vous venez d'écouter le principal et sûrement le meilleur représentant, le professeur Benny Morris de l'Université Ben-Gourion de Beersheva, mais qui comprend en fait toute une génération d'historiens, de politologues, de sociologues – encore jeunes à l'époque dans les années 80 – aux opinions personnelles et aux options politiques d'ailleurs extrêmement variées, certains ouvertement sionistes, de gauche ou de droite, d'autres ouvertement non sionistes ou même violemment antisionistes. La liste est longue, mais on peut citer entre autres Uri Milstein, Uri bar Yosef, Avi Shlaim, Ilan Pappé, Uri Ram, Simha Flapan, voire Dan Schifman, chacun d'entre eux estimant qu'il construit une nouvelle perspective historique qui renouvelle le récit de 1948 et rongé les mythes fondateurs. À part Uri Milstein, ce ne sont pas des historiens militaires, ils ne traitent pas des opérations militaires et des combats mais ils s'intéressent au contexte, à la trame, à l'envers du tableau,

aux circonstances de la création de l'État et bien sûr à l'exode des Arabes palestiniens. Ils fouillent les archives, révisent les décisions politiques, décortiquent les initiatives diplomatiques publiques et secrètes, examinent d'un œil impitoyable les décisions de Ben Gourion et de ses collègues, analysent toutes les circonstances du drame palestinien. Leur cible, je dirai, ce sont tous ces intellectuels, ces historiens, ces chercheurs et ces politiciens qui ont pris part à la guerre et se sont ensuite mobilisés comme un seul homme pour édifier un récit collectif au lieu d'examiner la vérité nue.

Difficile de résumer rapidement ce que disent les nouveaux historiens israéliens, auxquels j'ai consacré il y a plusieurs années un livre entier, *La Nouvelle histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, paru à Paris chez Gallimard.

Première question à laquelle ils se sont attaqués. Les dirigeants israéliens invoquaient constamment le caractère juridique de la décision de l'ONU de partager la Palestine en deux États comme fondement légal de l'État d'Israël. Mais au-delà de cette invocation, avaient-ils vraiment, sincèrement accepté la naissance d'un État arabe palestinien aux côtés de l'État juif, un État qui aurait forcément été irrédentiste et aurait menacé à terme la sécurité d'Israël? L'historien Avi Shlaim a essayé de montrer sur la base des archives qu'il y avait, semble-t-il, une entente secrète avec l'émir Abdallah de Transjordanie pour que le plan de partage ne soit jamais appliqué, Israël et la Transjordanie se faisant une sorte de clin d'œil et se partageant purement et simplement le territoire destiné par l'ONU à l'État arabe. Beaucoup d'observateurs ont certes été frappés par le fait que les forces d'Israël et de la Transjordanie, la fameuse Légion arabe, n'ont pas vraiment donné l'impression de vouloir se battre les unes contre les autres de toutes leurs forces. La carte qui s'est dessinée à la fin de la guerre, annexion d'une partie du territoire de l'État arabe par Israël et de l'autre partie par ce qui est devenu la Jordanie hachémite, résulterait en fait de cet accord secret conclu avec la bénédiction des Britanniques, accord scellé lors de la célèbre rencontre secrète entre Golda Meir et Abdallah le 17 novembre 1947. Cette thèse correspond assez bien à l'image laissée par le roi de Transjordanie, arrière-grand-père du roi actuel de Jordanie, celle d'un agent de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient qui ne voulait qu'une chose: s'emparer de la Cisjordanie et l'annexer à son royaume. Dans le monde arabe s'ancre la thèse de ceux qui voyaient le roi hachémite comme un traître aux intérêts arabes. Il sera assassiné.

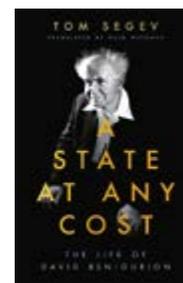
La thèse de la collusion israélo-jordanienne en 1948 a été violemment démolie par les historiens israéliens dits «traditionnels», qui ont avancé une masse de contre-arguments. Pour eux, la carte dessinée à la fin de la guerre n'est que la seule conséquence pure et simple du déroulement des combats. Quelle preuve y a-t-il que Golda Meir était mandatée par Ben Gourion pour conclure un accord de partage avec l'Émir? Pour Meir Payil par exemple, la thèse de l'entente secrète bénie par les Anglais est absurde. Pour Shabtai Teveth, le biographe très conformiste de Ben Gourion, ni la direction sioniste ni Abdallah ne se seraient vraiment engagés à quoi que ce soit, et ce sont surtout les maires arabes des grandes villes de Palestine qui auraient recherché la protection de l'Émir. Les historiens Abraham Sela ou Yaacov Shimoni contestent eux aussi qu'il se soit agi d'une véritable collusion. Bref, pour tous ces historiens, bien qu'il y ait eu des contacts, ceux-ci n'auraient eu aucun poids sur la conduite de la guerre, et même si ce clin d'œil a bien eu lieu, son impact sur les combats fut marginal. Restent beaucoup de questions encore sans réponse: comment expliquer la perte par les Israéliens du quartier juif de Jérusalem tombé dans les mains des Jordaniens s'il y avait un accord secret? Abdallah a-t-il trompé Ben Gourion ou est-ce l'inverse qui s'est produit? Quand l'entente a-t-elle pris fin?, etc.

Le deuxième point vivement contesté par les nouveaux historiens est la présentation traditionnelle de l'armée juive de 1948 comme chétive et faible face aux armées arabes nombreuses, puissantes et coalisées. Cette thèse israélienne a longtemps paru évidente, surtout quand on regarde la carte et si on pense que les Juifs de Palestine comptaient seulement un demi-million de personnes à l'époque. Cette thèse permettait peut-être à la direction du pays de présenter la guerre comme celle du petit David attaqué, affrontant sans arme le géant Goliath.

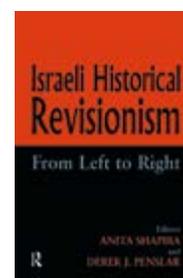
Pour les nouveaux historiens, ce serait une illusion. Il n'y avait, selon eux, aucun danger réel d'anéantissement. À la fin de la guerre, l'armée israélienne égalait en fait en importance les armées arabes (environ 100000 combattants de chaque côté) et dans de nombreux domaines, elle était même beaucoup plus large et plus forte. Dans des guerres comme celle de 1948, plus que le nombre théorique des soldats dans chacun des deux camps, ce qui compte c'est la capacité de mobilisation, la qualité des plans, de la stratégie et du commandement, le contrôle des troupes, les moyens matériels et financiers, la qualité du matériel militaire et autres éléments qualitatifs. Bref pour eux, aussi bien physiquement que psychologiquement, la supériorité juive était en fait écrasante.

Là encore, la réaction des historiens traditionnels a été très vive. Si l'armée était si forte, comment expliquer l'envergure considérable des pertes israéliennes dans la guerre de 1948, la plus meurtrière de l'histoire du conflit israélo-arabe? Ces historiens insistent au contraire sur le danger mortel qui menaçait le nouvel État, encore totalement désorganisé. Par exemple, pour l'excellent historien Zeev Tsahor de l'Université de Beersheva, la grande opération Horev de décembre 1948 pour faire reculer l'armée égyptienne fut un modèle d'impréparation, comme d'ailleurs toutes les autres opérations israéliennes. Tsahor montre qu'aucune directive claire n'avait été donnée aux troupes, aucun plan, aucune coordination, rien que de l'improvisation et de la haute voltige. Shabtai Teveth ajoute que l'armée juive n'a reçu ses premières pièces d'artillerie que très tardivement. Bref les historiens traditionnels préfèrent mettre l'accent sur l'impréparation de Tsahal et l'improvisation du commandement. Ils tentent de prouver que la thèse de la faiblesse juive correspond vraiment à la réalité de 1948 et que la victoire en fin de compte a eu quelque chose de fortuit et de dernière minute.

Mais j'en viens à présent à la controverse fondamentale, surtout dans le cadre de nos deux journées ici, qui constitue le nœud même du conflit israélo-palestinien, autour du credo israélien le plus ancien et le plus ancré, à savoir que les Arabes de Palestine se seraient enfuis par peur et auraient volontairement abandonné leur foyer et leur maison, en grande partie à la suite de l'appel radiophonique de leurs dirigeants, en vue de revenir après la fin des combats et le massacre des Juifs. Ce thème du départ volontaire était au cœur même de la mémoire canonique israélienne, qui a entre autres pour conséquence d'exonérer moralement les Israéliens, du moins à leurs propres yeux, de toute responsabilité et de toute culpabilité dans l'exode palestinien. De ce point de vue, le livre de Benny Morris, première vraie recherche sérieuse sur la naissance du problème des réfugiés palestiniens, paru en 1988 à Cambridge, a levé la chape de plomb et a joué un rôle fondamental dans l'historiographie de la question palestinienne en prouvant, sur la base d'archives qu'il était le premier à analyser, que la thèse du départ volontaire était au moins en partie fautive et qu'il n'y avait pas eu d'appel radiophonique général du mufti ou des dirigeants arabes intimant l'ordre de s'enfuir. S'appuyant sur des sources d'archives variées et incontestables, grâce à un travail très sérieux et minutieux, Morris a prouvé que les Arabes de Palestine étaient partis pour des raisons extrêmement diverses, au premier chef desquels bien



L'historien Tom Segev livre une biographie-monument de David Ben Gourion, dressant le portrait d'un homme d'État hors normes, mais dans toutes ses contradictions. Farrar, Straus and Giroux, 2019



Sous la conduite d'Anita Shapira, cet essai réunit plusieurs contributions qui éclairent les termes de la controverse entre historiens israéliens sur la création de l'État d'Israël, la guerre de 1948 et leurs conséquences. Routledge, 2013



«Hayinu Hatkuma» (We were the revival): autobiographie en hébreu de l'historien du sionisme, Zeev Tsahor (1941-2017), qui fut secrétaire de Ben Gourion, et dont la vie fut balisée, depuis l'enfance, par les grandes étapes de l'histoire israélienne. Hakibbutz Hameuchad Publishing House, 2015



Mai 1948: une colonne de la Haganah marche en direction de la ligne de front pour défendre un kibboutz.

©Keystone/Magnum Photos/
Robert Capa - International Center
of Photography

sûr des expulsions forcées et des actes atroces, des massacres comme celui de Deir Yassin, et des pillages destinés à semer la panique. Le cas le plus grave exposé par Benny Morris est sans doute celui de l'expulsion des habitants de Lod et de Ramle en juillet 1948. En même temps, de façon convaincante, Morris attribuait explicitement l'exode à la décomposition, la faiblesse et la désorganisation de la société palestinienne, et réfutait de façon radicale la thèse arabe, tout aussi canonique et bricolée que celle de l'establishment israélien, selon laquelle les Palestiniens avaient été expulsés selon un plan sioniste machiavélique et global, le fameux plan Daleth, prémédité de longue date et absolument systématique. La conclusion de Morris était qu'il n'y avait pas une raison unique à cet exode, ni les atrocités ni l'appel à s'enfuir, mais tout un faisceau de raisons: expulsions, intimidation, menaces, massacres, panique, fuite spontanée de villageois absolument désorientés, absence totale de leadership puisque tous les dirigeants religieux, les riches et les grandes familles s'étaient très tôt enfuis, rumeurs de tueries, bref désintégration totale de la société palestinienne, sentiment général d'abandon et d'impuissance. Pour

Morris, il n'y a certes pas eu de plan global d'expulsion, mais la direction sioniste a sans aucun doute été soulagée et heureuse que l'écrasante majorité des Arabes de Palestine soit partie.

C'est un euphémisme de dire que les conclusions de Morris, ainsi que ses autres livres qui ont suivi sur le sujet, n'ont pas du tout plu, mais alors pas du tout, ni aux historiens israéliens traditionnels et liés à l'establishment, ni aux historiens arabes, ni aux antisionistes. Pour les intellectuels arabes unanimes, c'est très clair, c'est évident, cela va de soi: les sionistes avaient prémédité de très longue date tout un plan d'expulsion globale et générale ou, comme certains iront jusqu'à le dire, un nettoyage ethnique, expression qui a une très nette connotation génocidaire. Cet axiome du complot sioniste et du nettoyage ethnique par les Juifs, qui retournaient ainsi contre les autres ce qu'on leur avait fait, était évidemment très pratique. Il permettait surtout d'occulter les responsabilités arabes, l'incurie et la corruption du leadership arabe palestinien et des autocraties arabes, et le fait, comme je l'ai dit, que toutes les élites palestiniennes, aussi bien les dignitaires religieux que

les chefs de famille, avaient abandonné les villes et les villages avant les affrontements, laissant la masse des villageois totalement confondus et désorientés. D'ailleurs, après la guerre de 1948, les quelque 160 000 Arabes palestiniens restés en Israël et devenus citoyens israéliens n'avaient plus de leadership, plus personne pour les guider et ne savaient plus quoi faire; les uns se rallieront longtemps aux partis sionistes, les autres au parti communiste israélien. Bref, Morris a montré que les Juifs n'ont pas eu durant la guerre de 1948 une attitude unique, et qu'ils n'ont pas cherché partout à faire fuir la population arabe, comme l'atteste le fait qu'une partie de la population arabe est restée sur place, aussi bien à Haïfa, à Lod, à Ramle qu'en Galilée et ailleurs. À côté des preuves évidentes d'atrocités, d'anciens combattants pouvaient honnêtement et sincèrement témoigner qu'ils avaient vu les Arabes s'enfuir sans y avoir été forcés. Mordechai Bar-On, devenu à mon sens l'un des meilleurs historiens de la guerre de 1948 et même un moment député de la gauche à la Knesset, a lui-même participé à la conquête de treize villages arabes de la région côtière, et a juré qu'à part quelques vieillards et handicapés, tous ces villages étaient vides quand ses soldats sont arrivés. Beaucoup de vétérans se rappellent des fuites éperdues et non des expulsions. D'un autre côté, les historiens traditionnels proches de l'establishment, comme Shabtai Teveth ou Mordechai Oren, ont contesté point par point l'analyse de Morris, certains comme Efraim Karsch l'accusant même d'avoir falsifié et tronqué les documents d'archives pour étayer sa critique, et en lui faisant remarquer qu'il n'a pas eu accès aux archives arabes. Au contraire, ces historiens font porter toute la responsabilité de la fuite à la provocation et à la violence perpétrée par les armées arabes. Pour eux, le fait que l'exode massif soit consécutif au départ des notables et dignitaires palestiniens explique tout: c'est la débandade des couches élevées, des riches, des clercs et des classes moyennes qui a inévitablement entraîné la fuite du reste de la population.

Bref, compte tenu des difficultés d'interprétation des sources, la thèse selon laquelle l'expulsion était chez Ben Gourion «*at the back of his mind*» n'est pas clairement établie. On n'a trouvé aucune preuve que la question du transfert général ait été à l'ordre du jour du leadership sioniste. Et d'ailleurs, pourquoi Ben Gourion, en novembre 1948, a-t-il insisté pour qu'on fasse circuler dans toutes les unités de l'armée le poème *Al Zot* du plus grand poète israélien, Nathan Alterman, qui condamnait sans ambages les massacres et les atrocités commis par les soldats juifs?

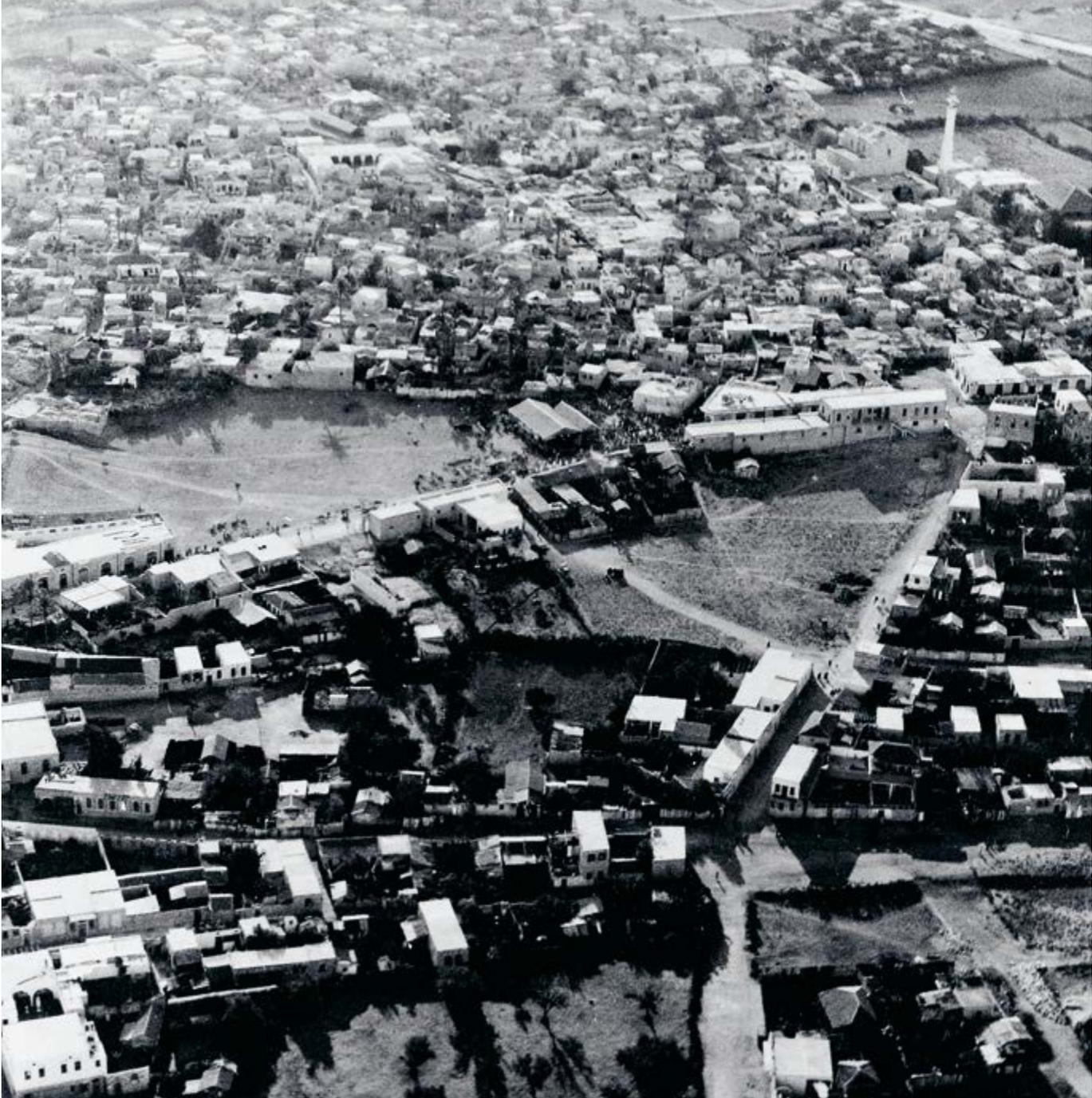
«*Le thème du départ volontaire était au cœur même de la mémoire canonique israélienne. Elle exonérait moralement les Israéliens, du moins à leurs propres yeux, de toute responsabilité et de toute culpabilité dans l'exode palestinien.*»

Il est probable que la raison pour laquelle cette controverse sur l'expulsion a tellement déchiré le monde des historiens israéliens, c'est qu'elle portait sur l'un des mythes les plus prégnants de la culture politique israélienne, celui qualifié en hébreu de *Tohar HaNechek*, qu'on peut traduire par «la pureté des armes»: le mythe selon lequel la guerre d'indépendance a été menée du côté juif de la façon la plus propre et la plus morale qui soit. Les nouveaux historiens ont trouvé dans les archives assez de documents qui font état de massacres, de viols et de pillages. En révélant cela, ils auraient transgressé ce tabou de *Tohar HaNechek*, de la pureté des armes, d'où l'extrême violence de la réaction.

Réfugiés palestiniens,
1948.

Source: Hanini.org GFDL, via
Wikimedia Commons





Une vue aérienne de Lydda en 1932. Elle compte un peu plus de 18 000 habitants, tous palestiniens, en 1947. Ils ne sont plus que 1000 en 1950, pour 9400 nouveaux résidents israéliens.

Auteur: Matson Photo Collection
Source: G. Eric and Edith Matson Photograph Collection, Library of Congress. Wikimedia Commons

Enfin, dernier point de controverse, la question de l'opposition absolue, dès 1948, à tout retour des réfugiés palestiniens. Même s'il existe certainement en Israël un très large consensus sur le fait qu'un État à majorité juive était incompatible avec un retour massif des réfugiés palestiniens, les nouveaux historiens ont insisté, sur la base des archives, sur la brutalité avec laquelle on a empêché les fuyards de repasser les lignes frontières, avec laquelle on a détruit en partie les villages arabes, confisqué les terres, empêché les villageois arabes israéliens de revenir dans leurs villages comme à Ikrit et Biram, et très vite relogé les immigrants juifs chassés des pays arabes dans les maisons abandonnées. À ce sujet, une violente polémique a opposé, dans l'importante revue israélienne *Cathedra*, Arnon Golan, historien traditionnel, et Benny Morris. Quel

rôle a joué l'autorisation donnée aux agriculteurs juifs de faire la récolte dans les champs arabes abandonnés dès le printemps 1948? Quelles furent les divergences à ce sujet entre les deux grands partis au pouvoir, le *Mapai* et le *Mapam*? Qui est la personne qui a autorisé et organisé la saisie des terres? La saisie des terres arabes a-t-elle eu des motivations stratégiques liées à la défense, ou des motivations purement idéologiques? Benny Morris s'oppose très justement, à la fois aux historiens de l'establishment israélien qui par un tour de passe-passe ont fait disparaître la question palestinienne de la mémoire de 1948 en essayant de minimiser le nombre des réfugiés, la saisie des terres et les destructions de maisons pour mettre en valeur leur autosatisfaction morale, et aux historiens arabes palestiniens, comme Walid Khalidi par exemple, qui

gonflent artificiellement le nombre des villages détruits en en inventant même certains, ou qui présentent des hameaux de trois maisons comme des villages et des villages comme de véritables villes. Dans le même contexte, dans un article paru dans le quotidien *Haaretz*, Danny Rabinowitz proposait qu'on installe le long des routes d'Israël des pancartes signalant où se trouvaient autrefois les villages arabes disparus, et que l'État d'Israël fixe un jour de commémoration du drame vécu par les Palestiniens. L'ancien maire adjoint de Jérusalem, Meron Benvenisti, avait même suggéré qu'on commence dès à présent à constituer un fonds d'indemnisation des réfugiés, même si le grave préjudice qu'ils ont subi résultait surtout de la bêtise et de la couardise de leurs dirigeants.

J'en viens si vous le voulez bien à ma conclusion personnelle. Je me souviens encore de la question, pas très originale, à laquelle j'avais eu à répondre au bac de philo comme peut-être certains d'entre vous: «Quelles sont les leçons de l'Histoire? Quelles conclusions tirons-nous des faits historiques?» Dans le cas de 1948, je vais répondre à cette question de façon très personnelle, qui n'engage bien sûr que moi.

Je pense que 1948 a vu se confronter en Palestine une très grande justice et une très grande injustice. L'acte de justice qui pour moi est incontestable est la création de l'État d'Israël. La légitimité absolue d'un État juif est intrinsèquement liée à l'histoire du peuple juif car, contrairement à ce que certains prétendent, il ne s'agit pas d'un peuple inventé mais d'un peuple bien réel, avec une histoire tout entière faite de persécutions antisémites, d'expulsions, de pogroms, de discriminations, d'inquisitions et de bûchers, une histoire tragique, qui a culminé avec les six millions de Juifs exterminés dans la Shoah, sans doute le plus grand crime de masse de l'histoire de l'humanité. L'Histoire nous enseigne clairement que seule la possibilité d'avoir un État, un État qui vous protège, permet la survie d'un peuple. C'est vrai pour les Juifs, comme pour les Arméniens, les Yezidis ou les Palestiniens. Pour cette raison, la création d'un État juif sur une partie de sa terre ancestrale, je dis bien une partie, me semble un acte de justice universelle, absolue et indéniable au regard des crimes que les nations ont commis envers ce peuple. Mais comme d'autres cas historiques, cet acte de justice s'est doublé d'une terrible injustice à l'égard du peuple arabe de Palestine, chassé de la terre sur laquelle il vivait lors de l'arrivée des Juifs, et quelles que soient les circonstances exactes de son exode dont débattent les historiens.



Une vue des toits de Lydda, ville de Palestine, dans les années 20, avec l'église Saint-Georges à l'arrière-plan.

Auteur: American Colony, Jerusalem
Source: G. Eric and Edith Matson Photograph Collection, Library of Congress. Wikimedia Commons

Ruines de Lydda après l'entrée des forces israéliennes, le 11 juillet 1948. La ville prend définitivement le nom hébreu de Lod.

Auteur inconnu
Source: Wikimedia Commons

La conclusion politique aujourd'hui, en 2019, septante-deux ans après les faits, doit être d'une part dans la garantie de la sécurité d'Israël, d'autre part la réparation de l'injustice causée aux Palestiniens, dans le cadre d'un accord de paix global et définitif, une réparation qui comportera nécessairement la création d'un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël dans ce que sont, à l'heure actuelle, les territoires occupés, la Cisjordanie et la bande de Gaza, et d'autre part une réparation financière pour les descendants des Palestiniens de 1948, en raison des pertes matérielles qu'ils ont subies, maisons, terres et villages. Seule une solution qui garantira la sécurité de l'État d'Israël, un État palestinien et la réparation matérielle d'un passé à jamais enfui pourra mettre fin à ce conflit. ✕

Les réfugiés palestiniens dans les négociations de paix

82

Un convoi de camions emporte les réfugiés avec leurs bagages de Gaza à Hébron.

© Archives ONU 1949, photographe inconnu
Source: UNRWA

Par ELIAS SANBAR

J E SUIS HEUREUX D'ÊTRE À LA HEP VAUD aujourd'hui pour évoquer avec vous les négociations de paix auxquelles j'ai eu l'honneur de participer.

Suite à la Conférence de paix de Madrid, en octobre 1991, puis à notre déplacement à Washington pour l'ouverture des «négociations bilatérales» entre Israël et Palestiniens, Jordaniens, Syriens et Libanais, le président Arafat m'a nommé un an plus tard à la tête de la délégation palestinienne aux négociations multilatérales sur les réfugiés. C'est ainsi, qu'à ce titre, j'ai cinq ans durant négocié ce dossier.

Disons-le d'emblée, la question des réfugiés me concerne au plus haut point: comme objet de recherche naturellement, elle est le nœud originel de ce conflit, mais surtout car je suis moi-même un enfant réfugié. En 1948, j'ai été «chargé» avec ma mère dans un des camions qui avaient embarqué une partie de la population civile de ma ville natale, Haïfa, et qui déversa sa «cargaison» à la frontière sud du Liban voisin. J'ai commencé ma vie comme réfugié: j'avais 1 an et ce vécu de l'exil est devenu un élément fondateur, pour moi comme pour tant d'autres, de nos existences.

Avant d'aborder la question des négociations proprement dites, un certain nombre de clés doivent être mises au jour pour qu'on comprenne mieux comment s'articulent les enjeux, quelles en sont les finalités réelles et pourquoi la question des réfugiés continue d'apparaître comme insoluble alors qu'il n'y a pas de questions insolubles en politique.

J'ai dit que cette question était le «nœud originel» du conflit. Pourquoi?

Parce qu'elle est, tant du point de vue des Palestiniens que des Israéliens, bien plus qu'une simple question d'histoire et que, pour la cerner, il ne suffit pas de plonger, même au prix d'un travail acharné, dans les archives, tout comme il ne suffit pas d'entrer dans les détails des événements.

La question des réfugiés est, pour les deux parties, de nature *existentielle*. Les Israéliens y voient le danger de remettre en question leur légitimité, leur droit à être là, car l'expulsion des Palestiniens en 1948 pose la question de savoir si Israël est né ou non d'une injustice, d'un crime, commis à l'égard d'un autre peuple.

Israël est né du remplacement, massif et forcé, d'un peuple par des communautés juives arrivées au fil des années du mandat britannique, donc avant 1948, et qui, dès novembre 1947, ont engagé une guerre d'expulsion du peuple autochtone de la Palestine.

Cette guerre, perdue d'abord par les Palestiniens, par les armées arabes ensuite, a abouti à la disparition d'un peuple, non par génocide, mais par déplacement forcé, et à son remplacement par des communautés de dizaines de milliers de personnes – 600 000 en 1948 – venues à 90 % d'Europe, notamment dans les sinistres années 30 marquées par le nazisme.

Il faut savoir, ce fait est peu connu, que dans leur «grande générosité», l'Empire britannique et les États-Unis fermèrent massivement leurs frontières aux Juifs fuyant la barbarie nazie, au prétexte fallacieux, antisémite finalement, que les Juifs étaient dans leur écrasante majorité communistes, qu'ils constituaient une cinquième colonne stalinienne.

Cette politique aura des conséquences désastreuses sur la suite des événements qui accula des communautés persécutées à fuir vers la Palestine

1 Traduit de l'anglais et de l'hébreu par Eglal Errera, L. Levi, «Histoire», 1993; rééd. coll. «Piccolo histoire», 2002.



quand elles souhaitaient trouver refuge dans des sociétés occidentales. Mais, pour échapper à la barbarie nazie, elles n'eurent souvent pas d'autre voie que de partir vers cette Palestine où les grandes puissances les aiguillèrent. Cette migration de la « dernière chance » des victimes juives du nazisme vers la Palestine, avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, venait nourrir le projet sioniste qui en fera grand usage.

Dans un ouvrage de l'historien israélien Tom Segev, *Le Septième million. Les Israéliens et le génocide*¹, celui-ci raconte cette relation particulière d'Israël aux victimes juives, que Ben Gourion résume en une phrase terrifiante : « Dans les années 30, si on m'avait proposé de sauver dix mille enfants juifs en les faisant venir en Palestine ou cent mille en les envoyant aux États-Unis, j'aurais choisi les dix mille. »

Le projet sioniste est donc un projet de remplacement, une colonisation très particulière dont on ne trouve que deux échos dans l'histoire. La question

coloniale de l'Algérie en constitue un premier écho inachevé. L'Algérie est une colonisation de peuplement à partir du XIX^e siècle qui s'accroît massivement après la Commune de Paris. Beaucoup de communards, pourchassés par le pouvoir, trouvèrent refuge en Algérie et y devinrent fermiers. Mais le modèle le plus profond de la colonisation de la Palestine, c'est la conquête de l'Ouest, qui fut également une conquête de remplacement.

Sa logique, tout comme celle d'Israël, n'était pas celle des colonies « classiques » qui assuraient la conquête d'un pays en s'appropriant la main-d'œuvre offerte par une population locale intégrée à un système de production et exploitée en conséquence.

Aux États-Unis, il en alla tout autrement : on expulsa les nations autochtones, près de 400, on les massacra ou on les enferma dans les réserves, et on achemina d'Afrique une main-d'œuvre d'esclaves pour assurer le développement.

- ✕ ELIAS SANBAR est né en 1947 à Haïfa.
- ✕ Sa famille émigre au Liban en 1948.
- ✕ En 1971, il collabore à l'Institut d'études palestiniennes de Beyrouth; fuyant la guerre civile au Liban, il rejoint Paris puis Princeton où il étudie le droit.
- ✕ En 1980, il fonde à Paris, avec Leïla Shahid (1949-) et Farouk Mardam-Bey (1944-), la *Revue d'études palestiniennes*, dont il devient le rédacteur en chef jusqu'à sa cessation en 2008.
- ✕ Il publie *Palestine 1948, l'expulsion*, Les Livres de la Revue d'études palestiniennes, 1984, *Les Palestiniens dans le siècle*, coll. Découvertes, Gallimard, 1994, *Palestine, le pays à venir*, Paris, L'Olivier, 1996, *Le Bien des absents*, Actes Sud, 2001, *Palestiniens – La photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours*, Hazan, 2004, *Figures du Palestinien – Identité des origines, identité de devenir*, Gallimard, 2004, *Dictionnaire amoureux de la Palestine*, Plon, 2010, *Le Rescapé et l'Exilé* (avec Stéphane Hessel), éditions Don Quichotte, 2012, *La Palestine expliquée à tout le monde*, Seuil, 2013.
- ✕ Il traduit en français de nombreuses œuvres de Mahmud Darwich (1941-2008) parues dans la collection Sindbad d'Actes Sud : *La Palestine comme métaphore* (1997), *Au dernier soir sur cette terre* (1999), *Le lit de l'étrangère* (2000), *Murale* (2003), *État de siège* (2004), *Ne t'excuse pas* (2006), *Comme des fleurs d'amandier ou plus loin* (2007), *Anthologie poétique* (2009), *La Trace du papillon*, *Journal poétique* (2009), *Le lanceur de dés et autres poèmes* (2010), *L'Exil recommencé* (2013).
- ✕ Membre du Conseil national palestinien depuis 1988, il participe à la conférence de Madrid (1991), aux négociations bilatérales à Washington et à Tunis (1992-1993); il dirige, de 1993 à 1996, la délégation palestinienne aux négociations sur les réfugiés dans le cadre des Accords d'Oslo. Il est membre du comité de parrainage du tribunal Russell sur la Palestine dont les travaux ont commencé en mars 2009 et qui a rendu ses conclusions quatre ans plus tard.
- ✕ Depuis 2006, Elias Sanbar est le représentant et, depuis 2011, l'ambassadeur de l'Autorité palestinienne auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO).

Poussant landaus et charrettes sur lesquelles sont amassées leurs maigres affaires, des fillettes palestiniennes réfugiées fuient Jaffa alors qu'éclate la guerre de 1948.

© 1949 Archives ONU, photographe inconnu
Source: UNRWA



Si j'aborde cette page de l'histoire américaine, c'est parce qu'elle est une première clé de lecture pour comprendre comment l'identification surprenante entre les États-Unis et Israël va bien au-delà des lobbies à l'œuvre dans les deux pays. Les États-Unis voient en Israël le seul pays né de la même façon qu'eux. Si l'on ajoute à cet effet de miroir le fait que les États-Unis se pensent comme une quintessence du Bien et qu'Israël est né avec la conviction qu'il était la réponse d'un Bien absolu à un Mal absolu – le nazisme –, alors un pan de l'histoire s'éclaire.

Personne ne peut remettre en cause l'horreur de la barbarie nazie et le problème ne se pose pas en termes de bien et de mal, mais dans cette notion très dangereuse d'*absolu*.

Israël naît donc comme une réponse au nazisme, figure du Mal absolu, et la création de cet État scelle ainsi son acte de naissance d'une légitimité du Bien absolu.

Sauf que l'on oublie deux choses, à savoir :

- aucun État ne naît dans le Bien. Tous les États sont nés dans une forme de violence, toujours au sein d'un couple justice/injustice, ne serait-ce que parce qu'il lui faut venir à bout de toutes ses variétés pour s'imposer comme le référent;
- la notion du Bien absolu est mise à mal par l'expulsion des Palestiniens, car comment peut-on être l'expression d'un Bien absolu quand on a mis un peuple à la porte de sa terre ancestrale?

Pour préserver alors la construction de ce bien absolu, garantir une légitimité morale malgré l'expulsion, une forme de déni s'imposera et

qui perdure: «Nous n'avons commis aucun mal, car ces Arabes que vous persistez à nommer Palestiniens n'ont jamais existé!»

Ce fut la première ligne de défense, dirais-je, des expulseurs. D'autres suivront face aux coups de butoir de la vérité historique.

Du côté palestinien, 1948 produira un phénomène différent de ce qui se passera plus tard, en 1967, quand Israël conquerra, de manière «classique», le reste de ce qu'on appelle la *Palestine historique*, c'est-à-dire Gaza, Jérusalem-Est et la Cisjordanie. En 1948, les Palestiniens assistent à la disparition de leur pays, un pays qui n'aura plus de nom et dont on ne retrouvera plus mention dans les manuels géographiques. De l'effacement d'un pays, et non de sa conquête, va en naître un autre: Israël.

Pour les Palestiniens, commence un exil très particulier qui rend le terme pourtant très usité de *diaspora palestinienne* tout à fait erroné, sauf si l'on en use pour les communautés palestiniennes exilées aux États-Unis, au Chili ou en Europe. Pour les autres, l'immense majorité, l'exil se fait dans un prolongement de la Palestine, en terre arabe. Autant dire que le reproche selon lequel les Palestiniens n'ont pas su s'intégrer est une imbécillité, car que veut dire s'intégrer dans des espaces dans lesquels on partage la même langue, la même histoire, la même littérature classique, la même cuisine, la même musique?

Quand les Palestiniens arrivent donc dans les pays limitrophes, ils ont le sentiment d'avoir été exclus de force, sans pour autant se sentir étrangers au Liban, en Jordanie, en Syrie ou en Égypte. Donc, dans ce contexte, les réfugiés acquièrent un statut très particulier, un statut d'invisibilité. Les Palestiniens, à qui on ne reconnaît plus de nom, se voient définis par un terme générique indéfini, ce sont des «Arabes», des «réfugiés arabes», des «Arabes des territoires», des «Arabes d'Israël».

Pendant des décennies, le *nom* des Palestiniens est l'objet d'une obsession folle, il n'est pas prononcé. Il a fallu cinquante années pour arriver à faire prononcer ce nom. Les négociations d'Oslo, si vous voulez les résumer en une ligne, en dépit de leur côté boiteux et de tout ce qui n'a pas fonctionné, représentent une réalisation historique majeure: elles ont rendu une visibilité aux Palestiniens, qui ont enfin été désignés par leur nom. Plus personne ne dira à partir de là que les Palestiniens n'existent pas.

S'il y a une chose qu'Arafat et le mouvement national palestinien en exil auront accompli, c'est bien ce retour essentiel à la visibilité. Comme me le disait le grand poète Mahmoud Darwich: «Nous avons sauvé notre nom.»

D'ailleurs, quel fut le premier acte, peu connu, qu'accomplit Ben Gourion à la proclamation de l'État d'Israël? Il constitua un comité de cinq «savants», à qui il demandera de considérer l'intégralité du territoire palestinien et d'en changer tous les noms en essayant – c'est écrit dans la note d'intention – de les hébraïser. Tout sera répertorié, des villages, des hameaux jusqu'aux villes, mais aussi les bois, les forêts, les moindres collines, tout.

Le comité, ainsi nommé «Comité des noms», travaillera d'arrache-pied, parce qu'il fallait faire vite pour effacer les noms d'une terre. Cet effacement explique pourquoi les Palestiniens auront le sentiment en 1948 que leur pays s'était en quelque sorte noyé et avait bel et bien *disparu*. Cette noyade coïncidera avec l'effacement de leur propre nom.

Nous avons encore la trace physique de ce terrible processus d'effacement. Pressé par le temps, n'ayant pas le loisir de produire de nouvelles cartes, le comité se rabattra sur une carte de l'état-major britannique et sur les noms arabes, et imprimera en surimpression, dans une encre de couleur différente, les nouveaux noms des lieux, en hébreu.

Je l'ai, cette carte, et c'est de là que naîtra cette très belle formule d'un grand ami, Ilan Halevi, qui en a fait le titre d'un de ses livres: «Sous Israël, la Palestine»...

On se souvient encore du slogan: «Nous avons été obligés de chasser les Arabes de Palestine, car ils voulaient nous jeter à la mer», alors que des dizaines de milliers de familles palestiniennes avaient été, elles, jetées à la mer.

La Palestine n'aurait donc jamais existé. Mais la réalité, elle, peut s'avérer très têtue quand elle est portée par l'obstination d'un peuple à ne pas disparaître.

Israël va articuler successivement différents récits pour tenter d'y résister:

- «En fait, ils n'étaient pas là, ils nous ont envahis et on les a repoussés»
- «Ils sont partis parce que leurs chefs leur ont dit de partir, ce n'est pas notre problème»
- «Après nous avoir vendu leurs terres à prix d'or et s'être rempli les poches, ils viennent maintenant pleurnicher pour qu'on leur rende leur terre»



1948: fuite par la mer. Des réfugiés palestiniens quittent la bande de Gaza sur des embarcations de pêcheurs.

© Archives ONU non datées, photographe inconnu
Source: UNRWA

Et ainsi de suite, mais aucun de ces récits ne perdurera et ce dernier argument, qui me semble directement s'inspirer de la saumâtre propagande antisémite, ne tiendra pas la route non plus.

Depuis, l'argument récurrent d'Israël sera apparenté à celui en vogue à une période donnée en Occident, celui du «péril jaune», de la démographie: «Les Palestiniens n'arrêtent pas de faire des enfants. S'ils reviennent, Israël disparaîtra, noyé sous un flot démographique.» Mais tout cela ne relève que de la propagande.

Or les faits sont tenaces et il me faut revenir un court moment à la période de 1947-1948, celle qui vit naître la question des réfugiés et du droit au retour que j'eus la charge de négocier.

En novembre 1947, après une période mandataire de luttes pour l'indépendance, marquée par des soulèvements armés palestiniens puis un conflit mondial, l'ONU décide de s'emparer du dossier et commence à esquisser un projet de partage de la Palestine en deux États.

À cet effet, l'ONU dressera un inventaire des propriétés pour évaluer la répartition entre les deux États à venir. Les résultats seront éloquentes, puisque la totalité des terres en propriété juive ne représentera que 5,6% du territoire palestinien... Autrement dit, presque rien, d'autant plus que nous savons que le Mandat colonial britannique avait octroyé au mouvement sioniste de très

Un vieil homme est assis dans le camp de réfugiés Al-Shati, dans la bande de Gaza. C'est le 15 mai 2019, 71 ans jour pour jour après l'éclatement de la première guerre israélo-arabe qui marque, pour les Palestiniens, le début de la Nakba.

©Majdi Fathi/NurPhoto via Getty Images



grandes surfaces de terres domaniales qui provenaient du domaine public ottoman. On voit ainsi comment la propagande de la «vente de la Palestine par les Palestiniens» ne tenait pas la route.

La proposition de partage n'aboutira pas. Les Palestiniens ne pouvaient logiquement pas comprendre pourquoi ils devaient céder la moitié de leur terre natale pour réparer des crimes horribles commis après tout en Europe.

Le 15 mai 1948, Ben Gourion proclamera la naissance de l'État d'Israël; le même jour, les armées arabes entrent sur le territoire palestinien. Une guerre éclate, elle se solde par le fait que l'Égypte occupe la bande de Gaza, alors que la Jordanie annexe Jérusalem-Est et la Cisjordanie. En 1949, les accords d'armistice de Rhodes sont signés et mettent fin à cette guerre.

Ce conflit a toujours été présenté comme la première guerre d'Israël dans la région et il y a là un tour de passe-passe redoutable. En effet, lorsque les armées arabes entrent sur le territoire de la Palestine historique, nous, Palestiniens, sommes déjà réfugiés. L'expulsion a déjà eu lieu et cette guerre est, de fait, la deuxième, non la première.

L'extrême habileté de Ben Gourion aura été de faire fusionner la guerre d'expulsion des Palestiniens avec une guerre de conquête de la Palestine par les groupes sionistes déguisée en «guerre de légitime défense contre des agresseurs arabes».

Des décennies durant on oubliera que la guerre israélo-arabe de 1948, commencée le 15 mai, sera en fait la deuxième guerre de Palestine, une Palestine déjà perdue entre le 29 novembre 1947 et le mois d'avril 1948 et que les armées régulières arabes tenteront, en vain, de récupérer. Les dernières expulsions massives des Palestiniens étaient survenues au mois d'avril 1948, date de la chute finale.

Voici donc l'arrière-plan qu'il faut avoir à l'esprit pour aborder cette négociation sur les réfugiés qui s'ouvre en 1992.

Quand on négocie, il est toujours indispensable d'être vigilant aux procédures. Les délégations palestiniennes de l'exil et de l'intérieur, réunies à Amman pour se préparer à aller à Madrid où devait s'ouvrir la Conférence internationale de paix, reçurent deux lettres de la présidence américaine: une lettre dite «d'intention» et une autre de «garanties».

La lettre d'intention tenait du miracle politique: elle énumérait toutes les aspirations palestiniennes. D'ailleurs chacune des autres parties, israélienne, libanaise, syrienne et jordanienne reçut une lettre d'intention de même nature.

En revanche, la lettre de garanties qui fixait les règles de procédure différait selon les pays concernés: les trois délégations arabes et



Ouvrage de Ilan Halevi (1943-2013), grand intellectuel juif, franco-palestinien, d'origine yéménite. Il fonde *La Revue des études palestiniennes* et devient le représentant officiel de l'OLP pour l'Europe à partir du début des années 80. Le Sycamore, 1978; Minerve, 1987

l'israélienne étaient appelées à négocier des accords définitifs, alors que nous reçûmes des Américains une lettre disant en substance ceci: «Vous allez négocier en deux temps. Les questions les moins problématiques pour commencer, et n'engager les négociations sur les dossiers «explosifs» – les réfugiés, les colonies, Jérusalem – qu'après une période intérimaire de cinq ans. Alors débiteront les négociations du «Statut final». Il est indispensable d'aborder les questions simples à résoudre, d'éviter les véritables bombes à retardement que sont Jérusalem, les réfugiés et les colonies. Cela vous permettra de prendre votre temps, de vous habituer petit à petit à travailler avec les autres négociateurs et, après cette période de rodage, il vous sera aisé d'évaluer ce qui marche et ce qui ne marche pas. Ces avancées à petits pas garantiront le succès du statut final et la conclusion d'un véritable Traité de paix.»

La procédure minait ainsi sans le dire, sans contredire en apparence les termes de la lettre d'intention, toute possibilité d'émergence d'un État souverain et indépendant.

Bien entendu, cette approche était idéale pour que les négociations débouchent sur l'opposé de ce que les *honest brokers* américains, comme ils aimaient se désigner, prétendaient rechercher: une paix juste. Elle fut surtout la meilleure façon de mettre le facteur temps au service de l'occupant. Les colonies se multiplièrent et la politique du fait accompli progressa.

Une parenthèse s'impose ici à propos de ce fameux facteur temps.

À la veille de l'ouverture de la conférence de Madrid, le premier ministre israélien Yitzhak Shamir estime que ces négociations à venir ne sont pas dans son intérêt et manifeste une volonté de les boycotter. Henry Kissinger lui adresse alors une lettre ouverte dans le *New York Times*, qui dit à peu près ceci: «Si tu continues à t'entêter, notre secrétaire d'État, James Baker, va te tordre le cou.» (À cette époque, les États-Unis sont au sommet de leur pouvoir. Ils ont gagné la Guerre du Golfe, l'Union soviétique vient de s'effondrer et disparaît pour un temps de la scène internationale.) «Voilà ce que je te conseille, poursuit Kissinger. Vas-y et négocie pendant dix mille ans avec les Palestiniens. Ne dis pas que tu ne veux pas négocier, mais négocie pendant dix mille ans, c'est-à-dire rends toute solution pratique impossible.»

Nous y sommes petit à petit arrivés. Aujourd'hui, et même si vous avez décroché un accord et que vous voulez le mettre en pratique sur le terrain, il suffit de dérouler les cartes pour prendre la mesure d'une situation si enchevêtrée que tout partage apparaît impossible.

Le temps a ainsi vidé cette négociation de son contenu, et une procédure en apparence bénigne a en réalité empêché la résolution de questions compliquées au lieu de les résoudre. C'est dans ce contexte que nous sommes partis pour le Canada où devait s'ouvrir la négociation de la question des réfugiés.

Une parenthèse encore avant de les aborder, essentielle pour la compréhension de l'ensemble de la question.

En 1948, quand naît ce qu'on appellera le «problème des réfugiés palestiniens», quand survient donc notre disparition, la noyade d'un pays corps et biens, l'ONU crée une agence, l'UNRWA, *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*, une agence unique en son genre par le fait qu'elle n'a qu'une seule fonction: s'occuper des réfugiés palestiniens, et ceci – soulignons-le car c'est une précision fondamentale – jusqu'à leur retour.

L'UNRWA poursuivra donc son mandat tant que le retour n'aura pas eu lieu, tant que la résolution 194, article 11, de l'ONU² n'aura pas été

Au lendemain de la Nakba, un couple palestinien, sous sa tente, dans le camp de réfugiés de Aïn al-Helweh qui vient de s'ouvrir au Liban.

Auteur: Myrtle Winter Chaumery
© Archives ONU, 1948
Source: UNRWA



Au seuil de multiples villes et villages ou, comme ici, à l'entrée du camp d'Aïda, la clé monumentale rappelle que la plupart des Palestiniens ont conservé la clé de leur maison au moment de l'exode de 1948. La clé est devenue un symbole du droit au retour.

Auteur : JJ M HTP
Source : Bethléhem, 10.11.2018,
Wikimedia Commons, CC-0



88

2
«194. (III) Palestine - Rapport intérimaire du Médiateur des Nations unies

»L'Assemblée Générale ayant examiné de nouveau la situation en Palestine, »[...]

»11. Décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les Gouvernements ou autorités responsables;

»Donne pour instructions à la Commission de conciliation de faciliter le rapatriement, la réinstallation, et le relèvement économique et social des réfugiés, ainsi que le paiement des indemnités, et de se tenir en liaison étroite avec le Directeur de l'Aide des Nations unies aux réfugiés de Palestine, et, par l'intermédiaire de celui-ci, avec les organes et institutions appropriées de l'Organisation des Nations unies.»

appliquée. Autrement dit, la permanence de l'UNRWA demeurera la preuve incontournable qu'Israël, et bien que cela était l'une des conditions de son admission à l'ONU, n'a pas appliqué le droit au retour des Palestiniens. On voit donc à quel point cette agence en apparence strictement humanitaire est garante de l'application du droit. On comprend aussi pourquoi, lorsque le président américain Donald Trump décide en février 2019 de couper tous les financements à l'UNRWA, c'est le droit au retour qui est visé. La disparition de cette agence est l'une des conditions de la négation du droit au retour.

Il me faut maintenant terminer par signaler un paradoxe «miraculeux».

Du fait de ses moyens, l'UNRWA instaura l'enseignement gratuit et obligatoire pour les millions de Palestiniens dont elle avait la charge. Cette éducation gratuite pour tous produira des générations de Palestiniens éduqués, sans équivalent ailleurs dans le monde arabe, et fera que ces réfugiés privés de tout seront néanmoins qualifiés d'élite culturelle du monde arabe...

On compte aujourd'hui environ 13 millions de Palestiniens dans le monde: près de 6 millions

vivent sur le territoire de la Palestine historique, en Israël, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem, alors que près de 7 millions se trouvent dans des camps de réfugiés ou en exil dans les pays arabes et à travers le monde.

De ces deux situations, réfugiés des camps ou exilés hors de la Palestine, naîtront des statuts différents.

Je reviens un instant à mon propre cas. Je n'ai jamais été dans un camp, car nous avions des parents au Liban qui nous accueillirent. Ma famille n'eut donc pas besoin d'aller s'inscrire officiellement en tant que réfugiée. Pourquoi dis-je s'inscrire? Parce que l'UNRWA recensa les réfugiés de 1948 pour organiser la distribution des rations alimentaires dans les camps.

C'est ainsi que tout en étant des réfugiés, expulsés de chez eux, mes parents ne furent jamais administrativement recensés comme tels sans que pour autant cela leur octroie les papiers nécessaires pour vivre et travailler au Liban où nous avions été expulsés.

Mon cas est un exemple parmi des milliers d'autres pour vous donner une idée du véritable

casse-tête que présente la multitude de cas relatifs aux statuts personnels des réfugiés palestiniens.

Outre ces différences de statuts entre exilés et réfugiés, une autre catégorie de réfugiés vient se greffer dans ce tableau, ceux de 1967, passés notamment de la Cisjordanie à la Jordanie et que l'on a appelés les «déplacés».

À ce casse-tête s'ajoute une complexité supplémentaire, à savoir que les réfugiés palestiniens ont des statuts juridiques différents selon chacun des pays arabes.

Sans entrer dans les détails de cette véritable forêt juridique, on constate qu'une règle intangible prévaut: moins les régimes arabes se sentaient inquiétés par ces Palestiniens qui arrivaient chez eux, plus le statut de ces derniers fut humain et libéral.

Ainsi, avant la révolte syrienne et sa répression sanglante par Bachar al-Assad qui, entre autres «accomplissements», rasa le camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk à Damas, la Syrie fut le pays où le statut des Palestiniens était le meilleur. Ils jouissaient, à l'exception de la nationalité, des mêmes droits que les citoyens syriens.

Au Liban, en revanche, ce fut la panique parce que le pays avait été bâti sur une sorte d'équilibre statistique communautaire et, tout à coup, l'arrivée de cette masse de population, composée à 90 % de sunnites, remettait en cause l'équilibre du pacte national, d'où une grande méfiance.

En Jordanie, ce fut encore autre chose. Créée de toutes pièces par les Britanniques, la Jordanie se retrouve aujourd'hui avec une majorité de sa société palestinienne, ce qui pourrait remettre en question la légitimité du royaume. C'est en tout cas une crainte permanente du régime jordanien de voir Israël et les États-Unis imposer à la Jordanie de devenir une patrie de substitution de la Palestine et débarrasser ainsi Israël de son angoisse permanente: l'émergence d'un État palestinien sur les territoires occupés en 1967.

Revenons maintenant aux négociations sur les réfugiés proprement dites, dont le cadre imposé fut multilatéral. Pourquoi des négociations multilatérales? Parce que de l'avis des architectes de cette procédure, il s'agissait d'une question strictement humanitaire (*sic*) qu'il fallait donc traiter par... 42 pays et ce, en prévision des donations nécessaires pour résoudre la seule question des dédommagements.

« On compte aujourd'hui 13 millions de Palestiniens dans le monde: 6 millions vivent sur le territoire de la Palestine historique, en Israël, en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem. 7 millions sont dans des camps de réfugiés ou en exil. »

Au départ, les Américains confient aux Canadiens la direction de cette négociation périlleuse et potentiellement explosive, même s'il est bien clair qu'ils en tirent les ficelles: il ne faut pas aborder un problème de déplacement forcé, ni un problème politique, mais uniquement un problème humanitaire.

Les premières sessions de cette négociation s'ouvrirent au Canada. États-Unis et Canada donnent le ton dès l'ouverture: «Toutes les guerres voient des populations déplacées. Les Palestiniens ne sont pas une exception et la seule question qui se pose est celle de savoir à combien se montent leurs dédommagements, combien ça coûte?»

Le «combien ça coûte» est intéressant en regard de la résolution 194 de l'ONU du droit au retour, qui prône la reconnaissance du droit au retour – tout être humain a le droit d'être chez lui – et du droit à une indemnisation pour les torts, moraux et matériels, subis du fait de son expulsion. On le voit, le *et* inclusif devient un *ou* exclusif.

Dans la tête des Américains et d'autres, le message à l'endroit des Palestiniens est clair: «Comme dans n'importe quelle guerre, les populations civiles sont obligées de bouger et on les dédommage pour cela. Oubliez donc le droit, cela ne marchera jamais, et dites-nous combien vous voulez.» À partir de là, toute la négociation a buté sur la question de l'ordre des séquences, à savoir, par «quoi commencer» pour pouvoir avancer?

Ainsi, cinq ans durant, j'ai tenu bon sur un principe simple: «Je ne bouge pas avant d'avoir obtenu la reconnaissance du droit. Ensuite, je serai prêt à négocier son application.» En d'autres termes, mes droits ne sont pas négociables, leur reconnaissance par contre permettrait de négocier leur application.

Le droit est absolu, mais son application, elle, n'est jamais absolue dans un contexte de conflit.



«J'ai trouvé que la terre était fragile, et la mer, légère; j'ai appris que la langue et la métaphore ne suffisent point pour fournir un lieu au lieu. (...) N'ayant pu trouver ma place sur la terre, j'ai tenté de la trouver dans l'Histoire. Et l'Histoire ne peut se réduire à une compensation de la géographie perdue. C'est également un point d'observation des ombres, de soi et de l'Autre, saisis dans un cheminement humain plus complexe.»
MAHMOUD DARWICH
La Palestine comme métaphore, entretiens traduits de l'arabe par Elias Sanbar et de l'hébreu par Simone Bitton, éditions Actes Sud, 1997



Le président George Bush, fort de la victoire qui mit un terme à la Guerre du Golfe, six mois plus tôt, ouvre la Conférence de Madrid sur la paix au Moyen-Orient, le 30 octobre 1991. Assis à sa gauche, le président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, à quelques semaines de sa démission et de la chute de l'Union soviétique.

Photographe: David Valdez, domaine public
Source: US National Archives and Records Administration, Wikimedia Commons

Le leader de l'OLP, Yasser Arafat, à l'issue du Conseil national palestinien, le 15 novembre 1988, à Alger. Après une nuit blanche, le Parlement en exil vote, pour la première fois non par consensus mais à la majorité, l'entrée en négociation, acceptant de facto l'idée d'un partage de la Palestine.

Il faut donc une pleine et entière reconnaissance du droit. En d'autres termes, les Palestiniens requièrent que leur droit d'être chez eux soit reconnu pour commencer à négocier.

Mon propos peut faire penser qu'une impasse absolue s'est imposée d'entrée de jeu, dès l'ouverture des négociations au Canada. Et pourtant... Un fait littéralement exceptionnel avait eu lieu en prélude au départ pour la Conférence de paix à Madrid en 1991.

Les Palestiniens se refusaient jusqu'en 1988 à aller à la négociation et ce, dans l'esprit de la Charte de l'OLP de 1964 dont un article appelait à la «destruction de l'entité sioniste». Or, en 1988, eut lieu à Alger une session du Parlement en exil réunissant toute la Palestine, c'est-à-dire les gens de l'intérieur et de l'extérieur. Jusqu'en 1988, dans un souci de préserver notre unité nationale, toutes les décisions étaient prises par consensus, sauf que cette nuit-là et pour la première fois, nous avons voté à la majorité pour aller à la négociation.

La nuit du vote, le 15 novembre 1988, fut une nuit blanche, très dure émotionnellement, parce que beaucoup de délégués avaient l'impression que le verdict des urnes signait l'abandon de la Palestine qu'ils connaissaient, puisque les négociations allaient forcément signifier, *de facto*, partage. Cette décision impliquait donc bien que nous ne reviendrions pas tous là, sur notre terre natale.

Ce pas fut possible au prix d'une distinction très difficile pour nous, celle entre *Patrie* et *État*, puisque nous affirmions alors en substance ceci: «Toute la Palestine est *notre patrie*, mais nous venons d'accepter le fait que notre *État* ne serait pas installé sur la totalité du territoire de notre patrie.»

S'agissant des réfugiés, nous nous retrouvions face à un choix semblable: notre droit doit être préalablement reconnu pour négocier l'application du retour. On voit ainsi comment ce principe était en contradiction absolue avec la seule reconnaissance de notre droit à être «indemnisés» pour un crime historique commis envers notre peuple.

Ceci explique pourquoi l'UNRWA devint la cible privilégiée de l'occupant et de ses alliés, accusée de tous les maux: il fallait l'éliminer pour en réalité supprimer le droit au retour pour ne garder que l'indemnisation.

Lors de l'une de nos sessions de négociations en Turquie, l'un des négociateurs canadiens vint me voir un matin en me disant: «Écoute, on a une bonne proposition à faire à l'OLP. Elle vous permettra de jouir d'un véritable *empowerment*, sorte de «mise en orbite de pouvoir», de commencer à fonctionner comme si vous aviez le pouvoir. À ce détail près que vous avez un gros problème. L'UNRWA, qui est un État dans l'État, est précisément l'obstacle à votre *empowerment*. Elle comprend près de dix mille fonctionnaires qui gèrent tous les aspects de la vie de millions des vôtres. Nous proposons donc que l'OLP prenne en main l'UNRWA, qu'elle en demande officiellement la liquidation. Vous gèrerez tous vos problèmes et vous récupérerez les budgets dont bénéficie l'UNRWA pour les réfugiés, etc.»

Je lui ai répondu: «Vous pouvez continuer à rêver. Même si tu t'en défends, vous êtes en train de me proposer de vendre ici, à Antalya, le droit au retour.» La négociation débuta donc avec une règle imposée de procédure: la négociation sur le fond n'aurait lieu que lors des négociations sur le statut final!

Dans l'intervalle, les Américains et d'autres réduisirent ces négociations multilatérales du problème des réfugiés à tenter de nous «fourguer» des pseudo-solutions, tentant d'assimiler notre expulsion à des «accidents de guerre» dont personne en fait ne pouvait être tenu pour responsable. Certains allant jusqu'à nous dire qu'en fait notre exil forcé relevait d'une sorte «d'exode rural», comme tentèrent de me

l'expliquer des pseudo-sociologues-experts de l'Université d'Oxford!

Prisonnier de cette procédure qui remettait à plus tard la négociation du droit, j'ai passé les six années que durèrent ces sessions à me battre pour garder la question inscrite à l'ordre du jour. Ma responsabilité, historique et politique, fut de ne pas laisser clore le dossier, de me battre pour qu'il ne soit pas fermé. Il ne le fut pas et demeure ouvert aujourd'hui encore.

Concernant notre position, elle fut et demeure claire. La reconnaissance pleine et entière du droit permet la relativité de son application. Cette reconnaissance du droit permettant à mon peuple d'affirmer ses droits et d'être ouvert à une application qui, actant le fait que les Palestiniens sont chez eux en Palestine, permet de tenir compte, au terme de décennies de ce drame, du fait qu'aujourd'hui des millions d'Israéliens sont là et qu'il n'est pas question de les «jeter à la mer».

Mais cette proposition, véritable concession historique des victimes, implique que les Israéliens se fassent violence en reconnaissant qu'ils sont nés d'une injustice à l'égard d'un peuple et qu'ils comprennent que leur existence n'est pas pour autant en danger.

C'est là que se trouve le nœud. Les Israéliens demeurent convaincus qu'à la seconde où ils reconnaîtraient avoir commis une injustice à notre égard, nous leur dirions de partir à leur tour. La question, comme vous pouvez le voir, est d'ordre existentiel et non pas historique.

Comment faire pour arriver, avec la reconnaissance du droit, à une situation où les Israéliens comprendraient que la reconnaissance de la justice est *de facto* la seule garantie de leur existence, que le déni du passé n'offre aucune garantie de légitimité. Cette grande question n'est toujours pas résolue et la question des réfugiés est le nœud fondamental du conflit, plus importante que les autres questions, même complexes, de Jérusalem, des colonies, de la sécurité, des frontières des deux États.

Pour conclure, revenons à l'essentiel, la paix. Ne nous faisons pas d'illusion. On ne peut pas l'imaginer comme imposée par d'autres, une subite embrassade, une fusion spontanée, une réciprocité d'humanité immédiate. Mais je ne crois pas pour autant que la haine soit éternelle et je suis convaincu, parce que je connais bien le terrain, qu'à la seconde où se dessinera une



forme de solution, l'apaisement sera infiniment plus rapide qu'on ne le croit et que la réconciliation sera au rendez-vous.

Alors se bâtira une réalité autre qu'une paix des traités, même si cette dernière aura au moins la vertu d'arrêter les affrontements et d'éviter les morts.

Mais cette terre ne pourra vivre pleinement que si elle réussit à inventer une forme authentique et nouvelle de réconciliation, avec pour socle l'idée d'égalité absolue entre les deux peuples en conflit. C'est peut-être là, sur cette terre qui ne ressemble à aucune autre, qu'une nouvelle forme de vie commune s'inventera. ✕

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres, signe les historiques Accords d'Oslo sur l'autonomie palestinienne dans les territoires occupés, le 13 septembre 1993, lors d'une cérémonie à la Maison Blanche, à Washington. À ses côtés, le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, qui sera assassiné deux ans plus tard par un extrémiste de droite opposé à ces accords, le président des États-Unis, Bill Clinton, et le président de l'OLP Yasser Arafat.

©J. David Ake/AFP/Getty Images

Sur la voie de la Nakba: la résistance palestinienne à la politique anglaise en Palestine

92

Par ELIAS RAFIK KHOURY

– Introduction

SELON JIHANE SFEIR, «la Nakba représente pour les réfugiés palestiniens un marqueur temporel commémoratif d'un moment national caractérisant le déracinement»¹.

Déracinés, dépossédés, humiliés, les Palestiniens qui arrivent, en 1948, au Liban, en Syrie, en Jordanie et dans la bande de Gaza sont obligés, sur le terrain, d'affronter une réalité atroce et un avenir peu prometteur. Médecins, avocats, fonctionnaires, gens de métiers, agriculteurs dans leurs pays hier, ils deviennent, dans les camps, égaux dans la pauvreté, dans la précarité et dans l'humiliation². De la Palestine arabe, leur pays et leur foyer ancestraux, ne reste que des souvenirs, de petites histoires, des manifestations culturelles et le rêve de récupérer prochainement ce qu'on a perdu.

Dans les camps de réfugiés, les Palestiniens s'interrogent: Pourquoi ont-ils subi cette catastrophe? La Nakba était-elle évitable? Qu'auraient-ils pu faire pour rester en Palestine?

Pour répondre à ces questions, nous pouvons distinguer les causes directes et les causes indirectes de la Nakba. Les causes directes sont liées aux opérations militaires sionistes en 1948-1949. Les causes indirectes s'inscrivent dans l'histoire du pays à la fin de l'époque ottomane et, surtout, dans la colonisation britannique de la Palestine (1917-1948).

La détermination britannique à réaliser la déclaration Balfour joue un rôle historique majeur dans la catastrophe palestinienne. En 1917, la Grande-Bretagne pense probablement qu'une telle déclaration peut amener les Juifs américains et russes à préférer la Triple-Entente à la Triple Alliance. Elle estime que la déclaration peut l'aider à contrôler les Lieux Saints et à mieux sécuriser la route des

¹ Jihane Sfeir, «L'historiographie palestinienne entre histoire et mémoire», *NAQD*, 2014/2 (Hors-série 3), pp. 45-64.

² Juin 1953: 871748 réfugiés palestiniens se retrouvent dans les quatre pays mentionnés. Ils sont plus urbanisés que leurs voisins arabes; voir James Baster, «Economic Aspects of the Settlement of the Palestine Refugees», *Middle East Journal*, vol. 8, n° 1, 1954, p. 55.

³ Voir <<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Declaration-Balfour.html>>.

الجامعة العربية

الجامعة العربية
Jerusalem

الجامعة العربية
al-Jâm'iyya al-'arabiyya
(La ligue arabe)
Jerusalem

الأخبار

الأخبار
al-Akhbâr
(Les Nouvelles)
Jaffa



Indes. Elle considère finalement qu'un foyer national juif en Palestine peut éloigner la France et l'Italie du canal de Suez³. Nous n'allons pas traiter ici de la politique coloniale anglaise, mais nous examinerons attentivement la résistance palestinienne à l'exécution du mandat britannique. Celle-ci ne se manifesta pas seulement au niveau politique mais également aux niveaux journalistique, littéraire et intellectuel.

Nous montrerons d'abord que la Palestine de la fin du XIX^e siècle n'est pas un pays négligé et sans peuple, mais une partie intégrante du Levant qui vit un moment d'effervescence culturelle, de renaissance et d'ouverture à la modernité.

Nous verrons ensuite que, après la chute de l'empire ottoman, les colonisations

britannique et française mettent un terme au rêve unitaire arabe, qu'elles isolent et divisent les pays arabes, laissant les Palestiniens affronter seuls le projet sioniste qui devient un projet international.

Livrés à eux-mêmes contre les Britanniques et les sionistes, dans un monde arabe faible et colonisé, les Palestiniens, pour défendre leur propre existence, doivent adopter une stratégie d'affrontement qui, se modifiant et se développant, devient plus violente. Nous exposerons enfin cette stratégie aux niveaux politique, journalistique et littéraire.

Nous terminerons par une synthèse et une conclusion qui proposera quelques réponses aux questions posées dans l'introduction.



القدس
al-Qods
(Jérusalem)
Jérusalem



النفاث العصرية
al-Nafā'is al-'asriyya
(Les Trésors modernes)
Haïfa

- ✗ ELIAS RAFIK KHOURY naît en 1962 à
- ✗ Fassouta, dans le nord de la Galilée, à
- ✗ environ 4 km de la frontière libanaise.
- ✗ Sa famille, d'origine syrienne et de
- ✗ religion chrétienne melkite, a émigré
- ✗ en Palestine au début du XIX^e siècle.
- ✗ En 1987, au bénéfice d'une bourse, il se
- ✗ rend à Paris où il apprend le français.
- ✗ L'année suivante, il arrive en Suisse et
- ✗ entame des études de droit à l'Universi-
- ✗ tité de Fribourg, puis travaille comme
- ✗ bibliothécaire dans la faculté de droit.
- ✗ Il poursuit ses études en théologie et en
- ✗ histoire contemporaine qu'il termine
- ✗ en 2015 par un master intitulé *Pour*
- ✗ *une histoire de l'antisionisme de gauche*
- ✗ *en Israël: le cas de Matzpen (1962-1983)*
- ✗ sous la direction du professeur Benoît
- ✗ Challand, actuellement professeur
- ✗ assistant auprès du Kerkovian Center
- ✗ for Near East Studies de l'Université de
- ✗ New York.
- ✗ En 2000, il est responsable d'une rubrique
- ✗ dans le journal *Internet du monde arabe*
- ✗ édité aux Émirats arabes unis. En 2001, il
- ✗ cofonde le *Club arabe de pensée (Nady el-Fikr*
- ✗ *al-Arabi; www.nadyalfikr.com)*, le pre-
- ✗ mier forum laïque arabe de discussion sur
- ✗ internet, qui est encore consulté actuelle-
- ✗ ment par un grand nombre d'internautes.
- ✗ En 2005, il cofonde le magazine culturel
- ✗ *Les Ponts (Jusûr thaqâfiyya)* dont il est le
- ✗ rédacteur en chef pendant quelques mois.
- ✗ Le magazine cesse d'être publié en 2008,
- ✗ à la suite de plusieurs attaques informa-
- ✗ tiques de hackers islamistes.
- ✗ Elias R. Khoury, de nationalité israélienne
- ✗ et suisse, a épousé une Fribourgeoise avec
- ✗ laquelle il a eu deux enfants. Il travaille
- ✗ actuellement dans l'interprétariat et
- ✗ rédige un roman historique qui se déroule
- ✗ à Haïfa durant le mandat britannique
- ✗ sur la Palestine.

Extrait de la Une du
quotidien *Falastîn*
(*La Palestine*) en date du
2 novembre 1921.

Le sultan Abdülhamid II est le dernier monarque absolu de l'histoire ottomane. Il est déposé en 1909 et exilé à Salonique.

– *L'époque ottomane*

Nahda et nationalisme

La Palestine est, jusqu'en 1948, une partie intégrante de l'Orient arabo-musulman qui, dès le début du XIX^e siècle, vit des événements politiques et culturels majeurs: l'expédition de Napoléon, l'avènement de Mohammad Ali en Égypte, les colonialismes anglais et français, la réorganisation de l'Empire ottoman (connue par le nom *Tanzimat*), l'introduction de l'imprimerie et le développement des moyens de transport et de communication. L'ensemble de ces éléments, augmente l'influence de l'Occident sur l'Orient et amorce au Levant un mouvement linguistique et culturel arabe connu sous le nom de *Nahda* (Renaissance).

L'Égypte et le Liban sont au centre de ce mouvement. Le Caire et Beyrouth deviennent les capitales de la culture arabe. Les intellectuels arabes s'ouvrent à l'héritage de leurs ancêtres, mais aussi à la modernité européenne à travers les idées des grandes écoles littéraires, politiques, philosophiques, sociologiques et anthropologiques. Ils retravaillent leur langue et leur héritage culturel classique⁴, tout en s'ouvrant aux idées occidentales: Boutros al-Bustani (1819-1883) rédige un dictionnaire et travaille sur une encyclopédie arabe; Maroun al-Naqqash (1817-1855) fonde le premier théâtre arabe; Chebli Chemayel (1850-1917) enseigne la théorie de Darwin; Ahmad Lutfi al-Sayyid (1872-1963) étudie la philosophie grecque; Jorge Zaidan (1861-1914) écrit les premiers romans historiques. Les pièces de Shakespeare, Molière et Racine sont



traduites en arabe, ainsi que les poèmes de Byron, Shelly, Kitez, de Musset, La Fontaine, Lamartine...⁵.

En outre, le nationalisme qui domine la scène politique en Europe à cette époque s'infiltré en Orient chez les Ottomans qui cherchent une solution pour réformer et consolider l'Empire. En 1876, les réformistes adoptent une constitution qui garantit les droits civils et qui stipule l'existence d'un Parlement ottoman. Toutefois, en 1878, le nouveau sultan Abdülhamid II (1876-1908) s'oppose aux réformes et instaure un régime despotique qui durera jusqu'en 1908.

⁴ Georges Corm, *Pensée et politique dans le monde arabe: contextes historiques et problématiques, XIX^e-XXI^e siècle*, La Découverte, 2015, pp. 43-47.

⁵ Pour comprendre cette époque, voir Albert Hourani, *La pensée arabe et l'Occident*, Naufal, 1991 et Abdulrazzak Patel, *The Arab Nahdah: The Making of the Intellectual and Humanist Movement*, Edinburgh University Press, 2013.



الوحدة العربية
al-Wahda al-'arabiyya
(La Fédération arabe)
Jérusalem



الدفاع
al-Difā'
(La Défense)
Jaffa

En 1879 émerge l'idée «de la constitution éventuelle d'un grand royaume arabe syrien»; l'année suivante, des placards d'inspirations différentes sont affichés dans les grandes villes, qui parlent «du réveil de l'orgueil arabe, de la fin de la soumission au régime ottoman et de l'unité syrienne»⁶. Face au nationalisme montant des Arabes et des Turcs, le sultan joue la carte du panislamisme.

La Palestine ottomane est moins développée et moins ouverte à l'Occident que l'Égypte et le Liban. Mais l'esprit de réforme qui souffle sur l'Empire, le colonialisme européen et surtout la *Nahda* arabe poussent le mouvement littéraire et intellectuel en Palestine à se développer.

Réformes et révolution

En 1878, Midhat Pacha, le grand réformateur et le père de la constitution ottomane, applique une loi de 1869 qui réorganise le système scolaire dans l'Empire: il incombe aux autorités de fonder une école primaire dans chaque village et une école secondaire dans les localités dont le nombre d'habitants dépasse les 1000 personnes⁷.

Les missionnaires chrétiens, protégés et soutenus par le colonialisme européen, concentrent leurs efforts sur la création de leurs propres écoles. La *Nahda* arabe et le système scolaire réformé suscitent une effervescence culturelle en Palestine où, comme ailleurs, fleurissent les associations culturelles et les salons littéraires, terreau du nationalisme arabe naissant.

En 1908, Abdülhamid est renversé par les nationalistes et réformistes turcs et arabes du Comité



Midhat Pacha, grand réformateur et père de la constitution ottomane, est aussi l'homme qui réorganise le système scolaire et préconise la création d'une école dans chaque village.

Union et Progrès. La constitution de 1876 est réanimée et un nouveau parlement est constitué. Une ère de liberté s'annonce en Orient. Quelques politiciens palestiniens deviennent membres du nouveau Parlement turc. Khalil al-Sakakini, un intellectuel palestinien, fonde l'école constitutionnelle à Jérusalem. D'autres personnalités œuvrent avec des Turcs dans une association appelée «La commission de fraternité arabo-turque»⁸.

L'espoir est de courte durée. Les Arabes sont rapidement déçus du nouveau régime nationaliste turc qui laisse peu de place à leurs représentants et qui, afin d'affermir son pouvoir, impose la langue turque dans tout l'Empire.

⁶ Henry Laurens, *L'Orient arabe: Arabisme et islamisme de 1798 à 1745*, Armand Colin, 2010 (1993), pp. 92-93.

⁷ *Encyclopédie palestinienne*, 10 volumes, Beyrouth, 1990 (en arabe), vol. 3, p. 24.

⁸ Parmi les fondateurs de cette association, on trouve Shukri al-Husseini, Ismaïl al-Husseini, Hanna al-Issa, Faydi al-Alami et l'intellectuel palestinien Khalil al-Sakakini.

فلسطين
LA PALESTINE

فلسطين
Falastin
(La Palestine)
Jaffa

اليرموك

اليرموك
al-Yarmûk
(Le Yarmouk)
Haïfa

Le journaliste Najib Nassar fonde et dirige l'hebdomadaire palestinien antisioniste *al-Karmel*, qui paraît à Haïfa en 1908. La rédaction sera fermée par les Anglais dans les années 40.

De fait, l'affirmation du nationalisme turc ne peut que contribuer au renforcement du nationalisme arabe. Des Palestiniens comme Jamal al-Husseini, de Jérusalem, et Assem Baisso, de Gaza, s'activent dans la propagation de leur idéologie depuis Istanbul. Plus tard, Awni Abd al-Hadi et Rafiq al-Tamimi contribuent à fonder la première organisation nationaliste arabe appelée *al-Fatat* (l'association arabe de la jeunesse).

Au début du XX^e siècle, la Palestine n'est plus une contrée oubliée de l'empire ottoman. Le chemin de fer du Hedjaz la relie au monde arabo-syrien; Haïfa abrite le port principal par où transitent les marchandises vers la Transjordanie, la Syrie et l'Iraq.

Le changement du régime de 1908 ouvre davantage la Palestine à la modernité et à une réforme culturelle qui se manifeste par la multiplication des journaux, des imprimeries et les prémisses d'une culture littéraire d'essence arabo-palestinienne.

Journaux et magazines

Plusieurs journaux et magazines respectés et influents sont édités en Palestine avant la Première Guerre mondiale: *al-Asmâ'î* de Hanna al-Issa, *al-Nafâ'is* de Khalil Baydas, *al-Karmel* de Najib Nassar, *Falaṣṭin* de Yousef al-Issa et *al-Nafir* de Ilya Zakka⁹.

Produits du système scolaire réformé, de la *Nahda*, d'une marge de liberté plus grande et d'un nationalisme arabe naissant, ils suscitent une sorte de réforme culturelle locale et patriotique où la menace du projet sioniste est évoquée



plus fortement que dans les journaux et magazines édités dans les pays arabes voisins. Dès 1908, Najib Nassar, dans *al-Karmel*, dénonce le projet sioniste et ses conséquences sur le peuple arabe de Palestine¹⁰.

À cette époque, l'autorisation de fonder un journal peut prendre des années et la censure est très lourde. Les journaux consacrent donc leurs pages, en général pas plus de quatre, exemptes d'images, essentiellement à des sujets apolitiques. C'est seulement en 1914, trois ans après sa création, que le journal *Falaṣṭin* paraît à Jaffa avec six pages.

Les abonnés ne se précipitent pas pour payer leurs abonnements. Les journalistes doivent trouver un emploi d'appoint afin de subvenir à leurs besoins. Ainsi Yousef al-Issa, le rédacteur de *Falaṣṭin*,

⁹ Voir la liste complète en page 102.

¹⁰ *Encyclopédie palestinienne*, vol. 3, pp. 531-532.



الاتحاد العربية
al-Ittihad al-'arabiyya
(L'Union arabe)
Tulkarem



مرآة الشرق
Mirât al-Charq
(Miroir de l'Orient)
Jaffa

est également fonctionnaire; Iliya Zakka doit enseigner à côté de son travail journalistique. Toutefois, si la qualité des journaux palestiniens est plutôt médiocre, ceux-ci ne constituent pas moins un élément primordial dans le développement de l'identité nationale palestinienne.

Imprimeries

La fondation des journaux et des magazines entraîne la multiplication des imprimeries. Vers 1908 on trouve à Jérusalem plusieurs imprimeries religieuses mais aussi l'imprimerie Mashhour, celles de Jurji Habib Hananya ou de Iliya Zakka, le propriétaire de *al-Nafir*; Jaffa abrite les imprimeries des journaux *Falaṣṭin*, *al-Akhbar* et *Sawt al-'Uthmaniyya*, Haïfa l'imprimerie de *al-Karmel* et l'«imprimerie nationale» de Bassila al-Jada'.

Intellectuels et poètes

Le mouvement culturel et littéraire qui produit ses fruits à partir de 1908 est animé par les travaux de certains journalistes, intellectuels et lettrés palestiniens, qui trouvent dans les journaux et magazines naissant une tribune intéressante destinée à propager leurs idées et leur production littéraire.

Parmi les noms célèbres de cette époque, nous retrouvons l'intellectuel palestinien Khalil Baydas (1875-1949), éditeur du magazine *al-Nafa'is*, fondé à Haïfa en 1908. Baydas y publie des anecdotes et de petites histoires philosophiques, sociologiques et littéraires. Il traduit des articles parus dans la presse occidentale et il octroie un espace d'expression à d'autres écrivains et intellectuels palestiniens

comme, par exemple, Is'af al-Nachachibi (1882-1948)¹¹ et Khalil al-Sakakini (1887-1953). Ce dernier, lettré et patriote arabe et palestinien, a fondé plusieurs institutions culturelles; il est hostile à la domination turque et, plus tard, à la domination britannique.

Souleiman al-Taji al-Farouqi (1882-1958), journaliste, éditorialiste et poète, écrit les premiers poèmes politiques et patriotiques faisant mention de la menace sioniste. Dans un poème publié en 1912, al-Farouqi appelle le peuple arabe palestinien à se soulever, à résister et à ne pas accepter l'humiliation: «Notre silence est l'origine de nos problèmes. Notre patience est mal interprétée. Ils sont en train de nous voler. Il ne reste que peu dans nos mains. Si on ne se défend pas, ils vont nous voler le peu qu'on possède»¹².

Al-Farouqi, comme les autres intellectuels arabes et palestiniens, est au courant du projet sioniste. En effet, dès la fin du XIX^e siècle, «les premières condamnations du sionisme apparaissent dans la presse arabe»¹³. En 1905, Najib Azouri, ex-adjoint du gouverneur de Jérusalem et nationaliste arabe, installé à Paris, écrit un traité en français dans lequel il dénonce la menace sioniste et prévoit un affrontement entre le nationalisme arabe et le nationalisme juif dans la région. En 1909, Najib Nassar, le propriétaire de *al-Karmel*, enclenche une véritable guerre contre le sionisme dans son journal. La même année, «un projet de loi vise à mettre fin à la colonisation juive en Palestine; en 1911, à deux reprises, le Parlement ottoman inscrit la question du sionisme à son ordre du jour»¹⁴.

¹¹ Al-Nachachibi, écrivain et poète, est un spécialiste de la langue arabe et un réformateur. Voir Kamel al-Sawafiri, *La littérature arabe moderne en Palestine, 1860-1960*, Dar al-Ma'arif, 1979 (en arabe), p. 275, et Ahmad Alabd Abou-Saïd, *Médias palestiniens: Naissance et développement*, Éditions al-Yazori (www.yazori.com), 2013 (en arabe), p. 56.

¹² Kamel al-Sawafiri, *La littérature arabe moderne en Palestine, 1860-1960*, Dar al-Ma'arif, 1979 (en arabe), p. 53.

¹³ Eugene Rogan, *Histoire des Arabes*, Perrin, 2013, p. 292.

¹⁴ Voir aussi *Encyclopédie palestinienne*, vol. 3, p. 534.



الكرمل
al-Karmel
(Le Carmel)
Jaffa



الزهور
al-Zuhûr
(Les Fleurs)
Haïfa



Fayçal 1^{er}, roi d'Irak, conduit la Grande révolte arabe (1916-1918) qui, avec le soutien des Britanniques, fait tomber l'Empire ottoman.

– *L'époque anglaise*
Première période: lutter et dissuader
Après la Grande Guerre

La Première Guerre mondiale met un terme à l'intense activité culturelle d'avant-guerre. Les journaux se ferment; les journalistes et les intellectuels palestiniens attendent un jour meilleur avant de reprendre leurs activités.

En 1916, les Arabes se révoltent contre l'Empire ottoman. Conduits par le chérif Hussein de La Mecque et par son fils Fayçal 1^{er}, ils contribuent à la chute de l'empire et entrent triomphalement dans Damas. À la suite de promesses anglaises, ils espèrent fonder un royaume arabe au Levant. Cependant, la Grande-Bretagne conclut un accord secret avec la France et la Russie dans le but de partager l'héritage ottoman. Parallèlement, elle promet aux sionistes la création d'un foyer national juif en Palestine.

Toutefois, la victoire de l'Entente n'a déplu ni aux Arabes ni aux Palestiniens. Le général Allenby est reçu à Jérusalem triomphalement. La déclaration Balfour du 2 novembre 1917, par laquelle la Grande-Bretagne promet aux sionistes d'œuvrer à la création d'un foyer national pour les Juifs en Palestine, n'apparaît pas si importante aux yeux des Palestiniens. L'intellectuel palestinien Khalil al-Sakakini écrit dans son journal que les Palestiniens considèrent la promesse des Britanniques comme une nécessité stratégique qu'ils ne tiendront pas après la guerre¹⁵.

Bien que la déclaration Balfour n'ébranle en rien la confiance accordée à la Grande-Bretagne, l'allié d'hier arrive à attirer davantage l'attention des Arabes sur la menace sioniste. À ce moment, dans la conception générale des habitants de la région et de ses propres habitants, la Palestine fait partie intégrante de la Grande Syrie. Ainsi cherchent-ils à écarter la menace sioniste en réclamant que la Palestine demeure dans son giron. Fayçal al-Husseini est l'homme du moment. Mais il échoue dans tous ses efforts pour garder la Palestine et pour défendre son royaume arabe en Syrie. Les Anglais lui offrent en compensation un royaume en Iraq et une principauté pour son frère Abdullah en Transjordanie¹⁶. Ce sont toutefois des entités politiques fantoches, les deux royaumes hachémites étant placés sous protectorat britannique. La Grande-Bretagne reste cependant déterminée à constituer un foyer national juif en Palestine. L'échec de Fayçal ne fait qu'augmenter la menace sioniste et laisse les Palestiniens seuls face à leur sort.

Incapables d'affronter l'Empire britannique dans un monde arabe affaibli, déchiré et colonisé, les Palestiniens multiplient les réunions et les protestations verbales auprès de Londres et profitent de chaque occasion pour dénoncer le projet sioniste partiellement adopté par la Grande-Bretagne¹⁷. Ainsi lorsque la commission King-Crane enquête en Palestine en juin 1919, «222 des 260 pétitions (soit 83,5%) déclaraient leur opposition au projet sioniste»¹⁸. La majorité écrasante des habitants de la Palestine sont contre la constitution du foyer national juif dans leur pays, mais les Anglais et la communauté internationale font la sourde oreille¹⁹.

La résistance palestinienne

Le mandat britannique en Palestine est voté par la SDN, le 24 juillet 1922²⁰. La promesse de Balfour aux sionistes est devenue une volonté internationale que la Grande-Bretagne doit exécuter, malgré l'opposition des autochtones. Le journal *Falastin* (*La Palestine*) commente l'événement: «Les choses sont faites (...); la SDN a donné son approbation (...); elle a confirmé que cette institution n'est qu'un moyen dans les mains des superpuissances pour légitimer des actes illégitimes»²¹.

La Grande-Bretagne propose aux Palestiniens de participer à l'administration du pays en rejoignant un conseil législatif composé de 22 membres: 10 Britanniques et 12 élus dont 10 Palestiniens et 2 Juifs. Ainsi, les Palestiniens, qui forment en 1922 les neuf dixièmes de la population, sont représentés par moins de la moitié des conseillers. Ce qui garantit aux Britanniques une majorité apte à préparer le «foyer national juif» dans une démocratie illusoire. De plus, le conseil est purement consultatif et ne peut pas retarder ou arrêter une mesure décidée par l'administration anglaise et il ne peut pas traiter des sujets fondamentaux: le colonialisme britannique et l'immigration juive²².

L'élite politique palestinienne constituée, lors d'un congrès arabe à Damas en 1919, en «Comité exécutif arabe»²³, refuse l'offre anglaise et continue à protester contre la politique britannique en Palestine. Toutefois, cette élite, doit coopérer avec les Anglais sur de nombreuses questions purement administratives comme l'éducation, l'agriculture ou les transports. Elle doit ainsi alterner la coopération concernant les affaires civiles et administratives et la protestation au niveau de la constitution d'un foyer national pour les Juifs en Palestine. Par ailleurs, elle doit penser aux différentes techniques et moyens de résistance sans perdre sa position dominante et sa crédibilité face à l'opinion publique palestinienne. Mais qui compose cette élite?

¹⁵ Eugene Rogan, *Histoire des Arabes*, Perrin, 2013, p. 292.

¹⁶ Voir Henry Laurens, *L'Orient arabe: Arabisme et islamisme de 1798 à 1745*, Armand Colin, 2010 (1993), pp. 174-176.

¹⁷ Pour les sionistes, la Transjordanie fait partie de la Palestine; voir Henry Laurens, *L'Orient arabe: Arabisme et islamisme de 1798 à 1745*, Armand Colin, 2010 (1993), p. 198.

¹⁸ Le rapport King-Crane est disponible sur <https://wwi.lib.byu.edu/index.php/The_King-Crane_Report>.

¹⁹ Eugene Rogan, *Histoire des Arabes*, Perrin, 2013, p. 293.

²⁰ Government of Palestine, *A Survey of Palestine: for the information of the Anglo-American Committee of Inquiry*, Printed by the Government of Palestine, 1945-1946, p. 21.

²¹ Journal *La Palestine* (en arabe), n° 40-499, mardi 25.07.1922, p. 1.

Il s'agit d'un amalgame de personnes issues de riches familles citadines – al-Khalidi et al-Nachachibi à Jérusalem, al-Dajjani à Jaffa, Abdulhadi à Naplouse et Jénine, al-Fahoum à Nazareth, al-Choukayri à Acre, Kaddoura à Safed, al-Chawa à Gaza, al-Jaabari et al-Tamimi à Hébron –, généralement des grands propriétaires terriens, des chefs religieux, des riches commerçants, des intellectuels, des journalistes et des dignitaires issus de la haute bourgeoisie, conduits, durant les années trente du mandat britannique, par le mufti de Jérusalem Hajj Amin al-Husseini, issu de la famille la plus riche et la plus prestigieuse de Jérusalem.

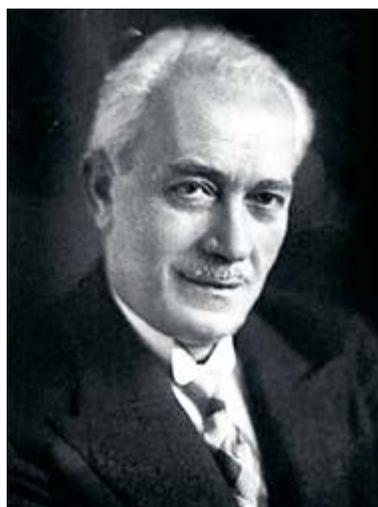
Ces familles n'ont aucun intérêt à ce que la situation se détériore en Palestine, car ce sont elles qui seraient les plus grandes perdantes. L'instabilité du pays menacerait leur position politique dominante directement liée à leurs fortunes.

Toutefois, ces familles sont en concurrence entre elles. Lorsque Musa Kazem al-Husseini, le chef des Husseini et maire de Jérusalem, est limogé par les Anglais à la suite des événements d'avril 1920, Raghib al-Nachachibi accepte sa place. Ceci enclenche une guerre de pouvoir entre les deux puissantes familles de Jérusalem.

Les Anglais exploitent les différends entre les membres de l'élite politique palestinienne. Les corps communs mis en place pour défendre les intérêts palestiniens sont devenus faibles à cause des divisions entre dirigeants. La Grande-Bretagne profite de la situation et divise pour mieux régner. C'est notamment le cas lors de l'élection du mufti de Jérusalem en avril 1921. Hajj Amin al-Husseini obtient la quatrième place au scrutin; pourtant, le haut-commissaire britannique le choisit en négligeant le résultat du vote.

Les Anglais savent également maintenir le statu quo pour ne pas bouleverser l'élite palestinienne, tant que celle-ci parvient à maintenir le calme dans le pays. Cependant, lorsque l'élite échoue dans ce rôle stabilisateur, les Anglais agissent d'une façon différente, comme lors de la révolution de 1936, sur laquelle nous reviendrons ultérieurement.

Plus tard, dans les années 30, la concurrence entre les familles va donner naissance à plusieurs partis politiques. Les Husseini et leurs alliés fondent «Le parti arabe palestinien», les al-Nachachibi et leurs alliés «le parti de défense nationale», les al-Khalidi et leurs amis «le parti de réforme arabe».



Musa Kazem al-Husseini (à droite) et Raghib al-Nachachibi, deux hommes politiques palestiniens qui se succéderont à la mairie de Jérusalem en 1918, puis 1920, et dont la rivalité sera soigneusement exploitée par la Grande-Bretagne.

L'élite palestinienne parvient donc à défendre sa position dominante mais elle échoue à garantir la cohésion de ses membres. La concurrence entre les familles affaiblit la position palestinienne et laisse, jusqu'en 1929, la voie libre aux Anglais pour renforcer leur domination sur le pays.

La stratégie mise en place par les dirigeants palestiniens dans les années 20 est trop conciliante envers le colonialisme britannique. En effet, ils croient à la possibilité de neutraliser la Grande-Bretagne dans la lutte contre le sionisme et essayent de convaincre les autorités anglaises qu'une Palestine arabe et démocratique peut mieux servir les intérêts anglais que la création d'un foyer national juif dans cette région.

Les dirigeants palestiniens sont allés encore plus loin lorsque, après les émeutes de 1929, dans une société arabe conservatrice, ils ont permis la tenue à Jérusalem du premier Congrès des femmes arabes, à l'issue duquel les 200 participantes appellent à l'abrogation de la déclaration Balfour et à la constitution d'un gouvernement national à représentation proportionnelle. Des représentantes se rendent ensuite chez le haut-commissaire, sir John Chancellor, qui s'engage à transmettre leur message à Londres.

22 Government of Palestine, *A Survey of Palestine: for the information of the Anglo-American Committee of Inquiry*, Printed by the Government of Palestine, 1945-1946, p. 21.

23 Government of Palestine, *A Survey of Palestine: for the information of the Anglo-American Committee of Inquiry*, Printed by the Government of Palestine, 1945-1946, p. 16. «L'Exécutif arabe» conduit le mouvement national palestinien jusqu'en 1936.

« En juin 1919, la majorité écrasante des habitants de la Palestine sont contre la constitution du foyer national juif dans leur pays, mais les Anglais et la communauté internationale font la sourde oreille. »

«La poésie reste la forme littéraire la plus répandue en Palestine. Le contexte politique dramatique attise les sentiments de poètes talentueux. La presse et les clubs diffusent leurs écrits. Les Palestiniens produisent des articles, des nouvelles et des romans.»



Ibrahim Touqan, poète nationaliste, auteur de *Mawtini*, qui fut l'hymne palestinien jusqu'en 1996. Depuis 2004, il est aussi l'hymne irakien.

²⁴ Encyclopédie palestinienne, vol. 4, p. 438.

²⁵ L'Encyclopédie palestinienne, vol. 4, pp. 440-443, dresse une liste de 80 journaux et magazines.

²⁶ Encyclopédie palestinienne, vol. 4, p. 447.

²⁷ Yoni H. Furas, *In need of a new story*, Thesis D. Phil., University of Oxford, 2015, pp. 14-15.

²⁸ Salam Mir, «Palestinian Literature: Occupation and Exile», *Arab Studies Quarterly*, vol. 35, n° 2 (Spring 2013), p. 113.

²⁹ Adnan Abu-Ghazaleh, «Arab Cultural Nationalism in Palestine during the British Mandate», *Journal of Palestine Studies*, vol. 1, n° 3, 1972, p. 45.

La presse palestinienne

Le 13 octobre 1919, les Anglais abolissent la censure et annoncent que l'autorisation de créer un journal sera facilitée. La première tentative de publier un quotidien en Palestine se concrétise avec le journal *Lisan al-Hal* dont la publication est éphémère. Ce n'est qu'en 1929 que *La Palestine* devient le premier quotidien en Palestine²⁴.

Les journaux et les magazines se multiplient en Palestine durant le mandat britannique²⁵, et ce malgré la forte concurrence des journaux égyptiens et libanais. La presse palestinienne traite beaucoup plus le problème palestinien que les journaux étrangers. Dans le contexte national complexe, elle touche mieux les sentiments et la loyauté que les journaux étrangers et elle contient beaucoup d'informations locales que la presse égyptienne ou libanaise ne peut fournir à ses lecteurs.

La presse palestinienne accompagne de près la vie politique du pays²⁶. Elle informe, critique et loue certaines actions politiques proprement palestiniennes. Elle défend la thèse que le nationalisme et l'unité arabes sont une forme de résistance contre le colonialisme et le sionisme. La multiplication des partis politiques l'enrichit, qui développent leurs propres organes de presse dans les années 30. Ainsi le parti *al-Istiqlal* (*L'indépendance*) lance le journal *al-Arab* (*Les Arabes*); le parti des Husseini possède plusieurs journaux comme *al-Wahda al-'arabiyya* (*L'unité arabe*), *al-Liwa'*, *al-Jam'iyya al-'arabiyya* (*La ligue arabe*), *al-Cha'ab* (*Le peuple*), *al-Awqat al-'arabiyya* (*Le temps arabe*). Les al-Nachachibi publient également plusieurs quotidiens tels que *Miraat al-Charq* (*Miroir de l'Orient*), *al-Sirat al-mustaqim* (*Le chemin droit*), *al-Jam'iyya al-islamiyya* (*La ligue islamique*) ou encore *Falaṣṭin* (*La Palestine*).

La presse palestinienne a un tel impact sur la vie politique du pays que les sionistes réagissent en fondant alors trois journaux en arabe: *Ittihad*

al-'ummal (*L'union des travailleurs*), *al-Amel* (*Le travailleur*), *Haqiqat al-amr* (*La vérité*).

À partir de 1933, l'immigration juive s'intensifie et la situation en Palestine devient beaucoup plus compliquée. La contestation des Palestiniens contre l'application de la déclaration Balfour et l'immigration juive atteignent un sommet. Dans ce contexte, les Anglais édictent une loi qui contrôle le contenu des publications journalistiques et interdit la parution d'articles susceptibles de menacer la sécurité de la population.

La vie culturelle

La renaissance culturelle palestinienne, interrompue durant la Grande Guerre, se poursuit et s'intensifie même après la guerre. Le nombre d'écoles passe de 244 en 1920 à 514 en 1948. Si les Anglais sont réticents face à la fondation des écoles, les Palestiniens, de leur propre initiative, décident de remédier aux lacunes²⁷. Le taux d'alphabétisation des Palestiniens atteint 37% en 1944. En 1947, on compte 12 collèges en Palestine, ainsi qu'une école de formation des enseignants.

La vie littéraire est très animée entre les deux guerres. Les Palestiniens produisent des articles, des nouvelles et des romans. Parmi les grands écrivains figure le nom d'Ishaq Musa al-Husseini, qui devient célèbre par une collection de nouvelles intitulée *Mémoire d'un poulet*, dans laquelle il traite le conflit entre Juifs et Arabes en Palestine²⁸. Najati Sidqi, un autre novelliste, publie une collection de huit textes intitulée *Les sœurs tristes*, dans laquelle il décrit la transformation de Jaffa en une ville bruyante et difficile à vivre²⁹. Toutefois, la poésie reste la forme littéraire la plus répandue en Palestine. Le contexte politique dramatique attise les sentiments de poètes talentueux. La presse et les clubs littéraires diffusent leurs écrits. Ibrahim Touqan (1905-1941) est le poète du moment, qui conteste la colonisation anglaise et l'immigration juive. Ses poèmes sont chantés partout en Palestine. Abderrahim Mahmoud (1913-1948), auteur de poèmes patriotiques mémorables, devient le symbole du poète combattant lorsqu'il perd la vie sur le champ de bataille. La tragédie de leur pays pousse les poètes palestiniens à développer une poésie patriotique qui ne ressemble à rien de ce qu'on a connu dans l'histoire littéraire arabe. Cet héritage littéraire, alimenté par la catastrophe palestinienne, continuera et s'intensifiera encore après la *Nakba*, enrichie par une lignée de poètes très talentueux tels que Fadwa Touqan, Samih al-Kassem et Mahmoud Darwich.

Table 1.
POPULATION OF PALESTINE BY RELIGIONS.
(Excluding His Majesty's Forces).

	Settled population					Total population (including nomads)	
	All religions	Moslems	Jews	Christians	Others	All religions	Moslems
1922 (Census)	649,048	486,177	83,790	71,464	7,617	732,048	589,177
1923 mid-year	670,381	500,723	89,660	72,090	7,908	778,989	609,331
1924 mid-year	709,938	532,636	94,945	74,091	8,363	804,962	627,660
1925 mid-year	756,594	550,850	121,725	75,512	8,507	847,238	641,494
1926 mid-year	810,885	576,136	149,500	76,467	8,782	898,802	663,613
1927 mid-year	834,206	597,616	149,789	77,880	8,921	917,316	680,725
1928 mid-year	857,073	616,402	151,656	79,812	9,203	935,951	695,280
1929 mid-year	892,511	634,811	156,481	81,776	9,443	960,043	712,343
1930 mid-year	921,699	662,289	164,796	84,986	9,628	992,359	733,149
1931 (Census)	966,761	693,147	174,606	88,907	10,101	1,033,314	769,700
1932 (31st Dec.)	1,007,274	712,250	192,137	92,520	10,367	1,073,827	778,803
1933 (31st Dec.)	1,074,388	731,953	234,967	96,791	10,677	1,140,941	798,506
1934 (31st Dec.)	1,144,001	747,626	282,975	102,407	10,793	1,210,854	814,379
1935 (31st Dec.)	1,241,659	770,135	355,137	105,236	11,031	1,308,112	836,688
1936 (31st Dec.)	1,300,139	796,177	384,078	108,506	11,378	1,366,692	862,730
1937 (31st Dec.)	1,335,241	816,893	395,836	110,869	11,643	1,401,794	883,446
1938 (31st Dec.)	1,368,732	833,697	411,322	111,974	11,839	1,435,285	900,250
1939 (31st Dec.)	1,435,145	860,560	445,457	116,958	12,150	1,501,698	927,133
1940 (31st Dec.)	1,477,977	881,293	463,535	120,587	12,562	1,544,530	947,846
1941 (31st Dec.)	1,518,947	906,551	474,102	123,413	12,881	1,585,500	973,104
1942 (31st Dec.)	1,553,452	928,739	484,408	127,184	13,121	1,620,005	995,292
1943 (31st Dec.)	1,610,018	962,162	502,912	131,281	13,663	1,676,571	1,028,715
1944 (31st Dec.)	1,673,071	994,724	528,702*	135,547	14,028	1,739,624	1,061,277

* Revised de facto estimate: 553,000 (see part C).

Tabelle des recensements réalisés par l'Autorité mandataire de la population en Palestine entre 1923 à 1944.

– L'époque anglaise

Deuxième période: lutter et se révolter

Une nouvelle stratégie

«De 1922 à 1935, la population juive de Palestine passe de 9% à 27%. Les achats de terre entraînent le déplacement d'un nombre significatif de paysans arabes.»³⁰ Les Palestiniens remarquent que la stratégie de contester pacifiquement l'immigration juive et de réclamer une démocratie proportionnelle n'a porté aucun fruit.

La situation est devenue insupportable, surtout pour les petits paysans qui doivent quitter les terres achetées par les sionistes. À ce moment, le mouvement national palestinien se détache de la classe dirigeante. Le cheikh Ezzeddin al-Qassem se révolte à Haïfa; les Anglais le pourchassent et le tuent, avec ses disciples, près de Jénine. Son enterrement à Haïfa est un événement spectaculaire malgré l'interdiction officielle d'y participer. Le peuple palestinien se prépare à se révolter. Il dicte l'ordre du jour et les dirigeants ne peuvent que suivre. La tension atteint son apogée en avril 1936. Le 25, tous les dirigeants et les partis palestiniens, poussés par un peuple révolté, fondent le «Haut Comité arabe» qui déclare la grève générale de tous les ouvriers et fonctionnaires arabes et qui appelle au boycottage de tous les échanges économiques avec le Yishouv. Le Haut Comité pose les deux revendications habituelles: l'arrêt de l'immigration juive et la constitution d'un gouvernement national. La grève est marquée par de violentes attaques contre les Britanniques. La Grande-Bretagne envoie 20 000 soldats supplémentaires en Palestine et engage ses alliés arabes à faire pression sur les dirigeants palestiniens pour

mettre un terme à la grève. En octobre 1936, le Haut Comité se plie aux demandes des dirigeants arabes et met fin à la grève qui a touché l'économie arabe plus que l'économie juive. Le peuple considère l'acte comme une trahison. Londres envoie une commission d'enquête, la commission Peel, qui propose pour la première fois le partage du pays. Elle alloue aux Juifs 20% du pays, essentiellement les terres fertiles, peuplées en majorité d'Arabes, et prévoit, pour la première fois, un transfert de population. Elle propose aussi d'attacher les Palestiniens à la couronne transjordanienne. Ben Gourion accepte la proposition de la commission, mais les Palestiniens la refusent et s'insurgent à nouveau³¹. La Grande-Bretagne arrête 200 dirigeants et déporte nombre d'entre eux. Déterminée à réprimer le soulèvement par la force, elle déclare l'état d'urgence et envoie 25 000 soldats et policiers en Palestine. Les Palestiniens résistent deux ans; la révolte est réprimée en 1939. 10% des hommes adultes sont morts, blessés, emprisonnés ou déportés. Mais ce n'est qu'une victoire médiocre pour les Britanniques qui sont également occupés ailleurs. Ils proposent un «livre blanc» qui limite l'immigration à 15 000 personnes par année pour les cinq ans à venir, qui interdit l'achat de terres par les sionistes et qui prévoit la création d'un État palestinien indépendant dans les dix ans. Ce livre blanc n'est accepté par personne, mais la Grande-Bretagne y tient. Le mouvement national palestinien s'est affaibli après la révolution de 1936. Déportés pour la plupart d'entre eux, les dirigeants palestiniens ne reprennent leur place dans la société qu'après la fin de la Seconde Guerre mondiale.



Timbres de 2 et 4 millimes de la Palestine mandataire, émis en 1922 et 1927.

Source: Tobias Zywiets
Auteur: Gouvernement du Royaume-Uni (domaine public)

³⁰ Eugene Rogan, *Histoire des Arabes*, Perrin, 2013, p. 297.

³¹ Toute la presse palestinienne dénonce la proposition de la commission Peel. Voir les journaux *al-Difâ'* et *Falastin* à partir du 8 juillet 1937.

الأسمائي	<i>al-Asmâ'î</i>	Jérusalem	1908
القدس	<i>al-Qods</i>	Jérusalem	1908
النفائس	<i>al-Nafâ'is</i>	Haïfa	1908
الإنصاف	<i>al-Insâf</i>	Jérusalem	1908
جراب الكردي	<i>Jirâb al-Kurdî</i>	Haïfa	1908
الكرمل	<i>al-Karmel</i>	Haïfa	1908
النفير	<i>al-Nafîr</i>	Jérusalem puis Haïfa	1908
الأخبار	<i>al-Akhbâr</i>	Jaffa	1909
الدستور	<i>al-Dustûr</i>	Jérusalem	1910
فلسطين	<i>Falastîn</i>	Jaffa	1911

Journaux et magazines en Palestine avant la Première Guerre mondiale.

³² Voir le journal *Falastin* du vendredi 24.04.1936, p. 3 et le journal *al-Difâ'* (*La Défense*) du même jour, p. 4.

³³ Ahmad Alabd Abou-Saïd, *Médias palestiniens: Naissance et développement*, op. cit., p. 80.

³⁴ Kamel al-Sawafiri, *La littérature arabe moderne en Palestine, 1860-1960*, Dar al-Ma'arif, 1979 (en arabe), p.72.

³⁵ Karl Baedeker (ed. by), *Palestine and Syria. Handbook for travellers*, Karl Baedeker Publisher, 1912, p. 230.

³⁶ En 1910, les 1514 travailleurs du port de Jaffa ont transporté 1136770 tonnes de marchandises; Karl Baedeker, *Palestine and Syria. Handbook for travellers*, Karl Baedeker Publisher, 1912, p. 7.

En 1945, les sionistes déclarent la guerre à la Grande-Bretagne qui ne parvient plus à satisfaire ni les Arabes ni les Juifs. Elle rend le mandat à l'ONU qui élabore un plan de partage accepté par les sionistes et rejeté par les Arabes.

Vie culturelle

Dans les années 30 et 40, la vie culturelle connaît un nouvel essor. Le développement des moyens de transport facilite l'acquisition de livres, de journaux et de magazines. Les intellectuels palestiniens écrivent dans plusieurs journaux au Liban et en Égypte. Les chanteurs et musiciens arabes animent les soirées palestiniennes. Le théâtre connaît ses meilleurs jours. Différentes troupes s'activent dans le pays; venant d'Égypte, elles présentent leurs spectacles à Jaffa, Haïfa et Jérusalem. Le cinéma capte de plus en plus l'attention des Palestiniens. Des salles de projection s'installent partout dans les grandes villes. Les journaux palestiniens couvrent les événements artistiques et ouvrent leurs pages à des productions littéraires locales et arabes. Ils suivent, étape par étape, le déroulement des événements sur la scène politique et façonnent l'opinion publique palestinienne. Ils appellent à la grève de 1936 et constituent un seul front avec l'élite politique et le peuple palestinien contre le colonialisme britannique et le projet

sioniste³². Entre 1936 et 1939, plusieurs d'entre eux sont interdits par l'administration anglaise. En 1945, la loi martiale est décrétée, qui a aussi pour but de bloquer le rôle actif de la presse palestinienne après un éventuel retrait anglais³³.

Le 29 mars 1936 naît la radio palestinienne dont le poète Ibrahim Touqan est nommé directeur; elle diffuse la voix des intellectuels et des poètes, palestiniens ou arabes³⁴.

Synthèse

En 1912, Haïfa est doté d'un chemin de fer qui la lie à d'autres villes syriennes. La ville vit un développement économique intense. En 1911, les 1200 travailleurs du port ont transporté 786000 tonnes de marchandises³⁵. C'est une ville qui s'ouvre sur la modernité. On y trouve des écoles, des hôpitaux, des postes, des hôtels, des hospices, des monuments religieux, toutes les institutions et tous les services nécessaires à la vie urbaine.

Le voyageur qui maîtrise la langue arabe, découvre dans la ville du mont Carmel une vie culturelle prolifique. En 1912, plusieurs journaux et magazines y sont imprimés et édités. De multiples salons et associations littéraires animent et enrichissent la vie sociale et littéraire.

Haïfa n'est pas unique dans son genre. Jaffa et Jérusalem sont encore plus grandes et plus prospères³⁶. Depuis 1908, la Palestine vit une effervescence culturelle et un développement économique et social lié à la fin du régime despotique ottoman et à la renaissance culturelle arabe. La Palestine n'est pas, comme le prétendent les sionistes, «une terre sans peuple pour un peuple sans terre». Au contraire, c'est une région qui a sa population et qui se développe rapidement. La plupart des Palestiniens, des Syriens et des Libanais rêvent de s'affranchir du joug ottoman et de vivre des jours meilleurs. Cependant, après la chute de l'empire ottoman, le peuple arabe d'Orient, qui a contribué à la victoire de l'Entente, se trouve privé par eux de l'unité rêvée et de l'indépendance espérée. Pour le peuple arabe palestinien, la Grande-Bretagne prépare le pire, qui donne la Palestine à des immigrants venus d'Europe et transforme le peuple palestinien en minorité étrangère dans son propre pays. Le projet britannique est réalisé à partir de 1917 en sept étapes successives: promettre aux nouveaux immigrants un foyer national dans un pays qui n'appartient pas à la Grande-Bretagne; conquérir le pays visé; coloniser les pays arabes voisins avec le concours d'une autre puissance colonisatrice (la France); isoler la Palestine de son milieu naturel;

obtenir un mandat international apte à légitimer la conquête; incorporer la promesse faite aux immigrants dans le mandat international; conduire le pays vers la transformation prévue en plaçant un juif sioniste, sir Herbert Samuel, au sommet de la pyramide administrative britannique en Palestine.

Les Palestiniens isolés et déçus sont conduits par une élite politique traditionnelle et patriotique, mais divisée. Dès le début, les dirigeants et la presse sont sensibles à la menace sioniste. Mais celle-ci n'est pas encore concrète et pesante. La colonisation est dans ses premiers jours et la Palestine, dans sa majorité écrasante, est encore arabe³⁷. De plus, la classe dirigeante est une classe fortunée qui n'a aucun intérêt à déstabiliser le pays. Elle essaye de contenir la colère populaire, d'inciter la Grande-Bretagne d'abandonner la fondation d'un foyer national juif en Palestine et de réclamer un gouvernement représentatif et proportionnel. Or, la Grande-Bretagne n'accepte d'instituer qu'un conseil législatif nommé et composé des dirigeants palestiniens qui cautionnent la réalisation du projet sioniste.

Pour calmer les revendications palestiniennes, les officiels anglais multiplient les discours ambigus. Ainsi Winston Churchill annonce à la délégation palestinienne en 1922: «La Palestine ne doit pas être aussi juive que l'Angleterre est anglaise»³⁸. Après les émeutes de 1929 à Jérusalem, la constance politique anglaise et l'augmentation du nombre d'immigrants juifs au début des années 30 font changer les Palestiniens de stratégie: à la place de coopérer avec la Grande-Bretagne, ils se révoltent contre elle³⁹.

À partir de 1935, ils privilégient les attaques contre les Anglais aux actions contre les sionistes. Le point culminant dans cette stratégie est la révolte de 1936-1939. Durant ces trois années, les Palestiniens livrent une bataille totale contre les Anglais. La presse, les écrivains et poètes y participent. Mais la Grande-Bretagne brise leur révolte et ne propose que des miettes au peuple révolté: un «livre blanc» médiocre qui est refusé par les Arabes et par les sionistes. La répression met un terme au véritable dernier effort palestinien pour garder la Palestine arabe et ouvre grand la porte sur la Nakba. Car la Nakba n'est pas une production spontanée de 1948, mais un processus long qui a commencé par la promesse de Balfour et qui n'est pas encore terminé. L'année 1948 ne représente que le point culminant historique de cette catastrophe continue d'un peuple déraciné.



1920: l'arrivée d'un sioniste convaincu, sir Herbert Samuel, premier haut-commissaire britannique en Palestine, marque le début d'une nouvelle ère qui sera fatale à la Palestine.

Source: G. Eric and Edith Matsou Photograph Collection, Library of Congress, domaine public.

– Conclusion

La Nakba au sens étroit est l'ensemble d'événements dramatiques qui se déroulent en 1948 et qui provoquent le déracinement du peuple arabe palestinien. Au sens large, la Nakba est un processus continu de transformation et de déracinement qui trouve son origine dans le sionisme. Ce dernier invente la formule «Terre sans peuple pour un peuple sans terre»⁴⁰. C'est une formule dangereuse car si la terre est sans peuple, les Palestiniens n'existent pas et le crime est impossible. Selon cette formule, la Nakba ne peut pas avoir lieu et les centaines de milliers d'Arabes qui se trouvent dans les camps de réfugiés en 1948 ne sont pas chassés de chez eux. Car, selon cette logique, ils n'ont jamais été chez eux.

Nous avons essayé de montrer qu'au début du XX^e siècle, la Palestine n'est pas une «terre sans peuple». Au contraire, la Palestine appartient à un peuple présent et actif sur la scène politique et culturelle du Moyen-Orient.

Dès le début, les Palestiniens identifient le danger. Malgré la division de leurs dirigeants, les politiciens, journalistes, intellectuels et militants vont dans le même sens, qui revendiquent l'arrêt de l'immigration juive en Palestine et l'instauration d'un régime démocratique et proportionnel. La Grande-Bretagne refuse de négocier sur la colonisation et la constitution d'un foyer national juif en Palestine. Lorsque les Palestiniens se révoltent, elle réprime leur révolution et anéantit 10% du peuple palestinien. La répression britannique affaiblit les Palestiniens et les pousse vers le néant!

Certes, il se peut que les Britanniques n'aient jamais pensé que leurs actes en Palestine se termineraient par une catastrophe. Toutefois, ils ont tout fait, ou presque, pour que la fondation d'un foyer national juif en Palestine se termine par une catastrophe. Les Palestiniens, quant à eux, n'ont pas eu la capacité de bloquer un projet voulu et réalisé par la superpuissance qui occupait leur pays. ✕

³⁷ En 1922, il y avait en Palestine 754 549 habitants dont 79 293 Juifs; Harry Charles Luke & Edward Keith-Roach, *The Handbook of Palestine*, London, Macmillan and Co. Limited, 1922, p. 33.

³⁸ "But his Majesty Government had no intention that Palestine should become as Jewish as England is English". Government of Palestine, *A Survey of Palestine: for the information of the Anglo-American Committee of Inquiry*, Printed by the Government of Palestine, 1945-1946, p. 20.

³⁹ Government of Palestine, *A Survey of Palestine: for the information of the Anglo-American Committee of Inquiry*, Printed by the Government of Palestine, 1945-1946, p. 32.

⁴⁰ <https://www.lepoint.fr/editos-du-point/francois-guillaume-lorrain/deux-ou-trois-choses-a-savoir-sur-la-naissance-d-israel-24-04-2018-2212996_505.php>.

Les réfugiés palestiniens : un regard géopolitique

104

À Lod, un groupe de Juifs yéménites, issus de ce qui constitue sans doute la plus ancienne communauté juive au monde, sont penchés sur la carte d'Israël, leur nouvelle patrie. Entre 1949 et 1950, près de 45 000 Juifs arrivent du Yémen dans le cadre de l'Opération *Tapis volant*. Le pogrom d'Aden, en décembre 1947, a fait 82 victimes.

© Hulton-Deutsch Collection/
CORBIS/Corbis via Getty Images

Par EMMANUEL NAVON

JE SOUHAITE REMERCIER la Haute école pédagogique du canton de Vaud de m'avoir invité à ce séminaire de formation. Le sujet de ce séminaire est complexe et controversé. Je salue donc le fait que la Haute école pédagogique ait donné la parole à des points de vue différents, voire opposés.

Le problème des réfugiés palestiniens fait partie d'un phénomène global. Le but de ma conférence est de vous donner sur ce sujet une perspective historique et une contextualisation géopolitique.

Cette perspective historique et cette contextualisation géopolitique doivent commencer par les termes que nous utilisons. Lorsque nous parlons de «réfugiés palestiniens», nous utilisons une terminologie européenne du XX^e siècle.

Ce sont en effet les Européens, ou plus exactement les Britanniques et les Français, qui imposèrent il y a un siècle des frontières arbitraires et artificielles sur les ruines de l'Empire ottoman.

Cet empire était divisé en régions administratives appelées *Sanjaks*. Il y avait les *Sanjaks* de Beyrouth, de Jérusalem et de Damas, mais il n'y avait pas de Palestine. Les Britanniques et les Français se partagèrent le Proche-Orient en 1916 avec les accords Sykes-Picot. Ces accords furent entérinés, avec d'importantes modifications, par la Société des Nations en 1923. La Société des Nations créa des entités politiques nouvelles qui n'existaient pas sous l'Empire ottoman: la Syrie, le Liban, la Palestine et l'Iraq.

Ces entités politiques nouvelles étaient à la fois arbitraires et artificielles. Elles étaient arbitraires car déterminées selon le bon vouloir des Européens pour se partager les restes de l'Empire

ottoman. Et elles étaient artificielles, car elles ne constituaient pas des États-nations mais des mosaïques de peuples et de religions. Le nouveau mandat du Liban incluait des chrétiens maronites, des musulmans sunnites, des musulmans chiites. Le nouveau mandat de Palestine incluait des Arabes, des Juifs, des Druzes, des Bédouins, des Araméens. Les Bédouins, qui menaient jusqu'alors une vie nomade, furent contraints à la sédentarisation à cause des nouvelles frontières européennes.

Ces nouvelles frontières ne créèrent pas de nouveaux peuples. Elles ne créèrent pas de peuple irakien, de peuple syrien, de peuple libanais, ou de peuple palestinien. Ce n'est pas un hasard si l'Iraq et la Syrie ont implosé depuis la guerre d'Iraq de 2003 et le Printemps arabe de 2011. Ces pays ont implosé sous le poids de guerres civiles entre Chiites, Sunnites, Kurdes, etc.

Je rappelle tous ces faits, car lorsque nous parlons de «réfugiés palestiniens» nous ne parlons pas d'un peuple, mais d'une fraction de la population arabe de l'ex-Empire ottoman.

Les Britanniques et les Français choisirent le mot «Palestine», car sous l'Empire romain la Province de Judée (*Judæa* en latin) fut écrasée et renommée *Palæstina* par les Romains en l'an 135 de notre ère. Les langues d'origine latine ont conservé sous diverses formes le mot latin *Palæstina*. Mais en norvégien, par exemple, ce que nous appelons en français «Palestine» fut toujours appelé *Jødeland* (le pays des Juifs). Les Arabes eux-mêmes reprirent le terme latin mais sans pouvoir le prononcer correctement puisqu'il n'y a pas de «P» en Arabe. C'est pourquoi les Arabes disent *Falastîn*.

Les mandats étaient censés devenir, à terme, des États indépendants. En Palestine britannique, Arabes et Juifs luttèrent pour prendre le contrôle



du futur pays. L'idée de partage du mandat entre deux États fut proposée officiellement pour la première fois par la Commission Peel en 1937. La proposition parlait d'un État arabe et d'un État juif. Elle ne parlait pas d'État palestinien, car personne à l'époque n'avait entendu parler d'un tel peuple. Même chose dix ans plus tard, en 1947, lorsque l'ONU proposa son propre plan de partage. Ce plan, lui aussi, utilisa la même terminologie: État arabe et État juif.

Ces deux plans de partage furent acceptés par les Juifs et rejetés par les Arabes. Si le plan de partage de l'ONU avait été accepté par les Arabes, il y aurait eu un partage agrée de la Palestine britannique sans guerre, mais sans doute avec des transferts de population.

Tel fut le cas, par exemple, dans le sous-continent indien – un autre territoire de l'Empire britannique. Entre hindous et musulmans, il y eut une partition mutuellement acceptée. La partition avait certes de nombreux opposants – dont Gandhi lui-même.

Mais la partition fut acceptée par les deux parties, et elle donna naissance à l'Inde et au Pakistan en août 1947. Le fait qu'il n'y eut pas de guerre au moment de la naissance de ces deux pays ne signifie pas qu'il n'y eut pas de réfugiés – ou plus exactement d'échanges de populations.

Il y eut près de quinze millions de personnes déplacées entre l'Inde et le Pakistan en 1947: plus de sept millions d'hindous qui quittèrent les deux Pakistan (occidental et oriental) pour l'Inde, et plus de sept millions de musulmans qui quittèrent l'Inde pour l'un des deux Pakistan. Lorsque les deux Pakistan firent sécession en 1971 et que le Pakistan oriental devint le Bangladesh, il y eut 10 millions de réfugiés supplémentaires. Donc, au total, 25 millions.

De tels phénomènes étaient répandus au XX^e siècle. La plupart des pays nés au XX^e siècle devinrent indépendants à la suite de guerres qui firent de nombreux réfugiés.

✕ EMMANUEL NAVON est né en 1971 à Paris. Diplômé de Sciences Po, il émigre en Israël en 1993. Il s'engage dans les Forces de défense israéliennes (FDI) et poursuit ses études supérieures à l'Université hébraïque de Jérusalem où il obtient une maîtrise et un doctorat en relations internationales.

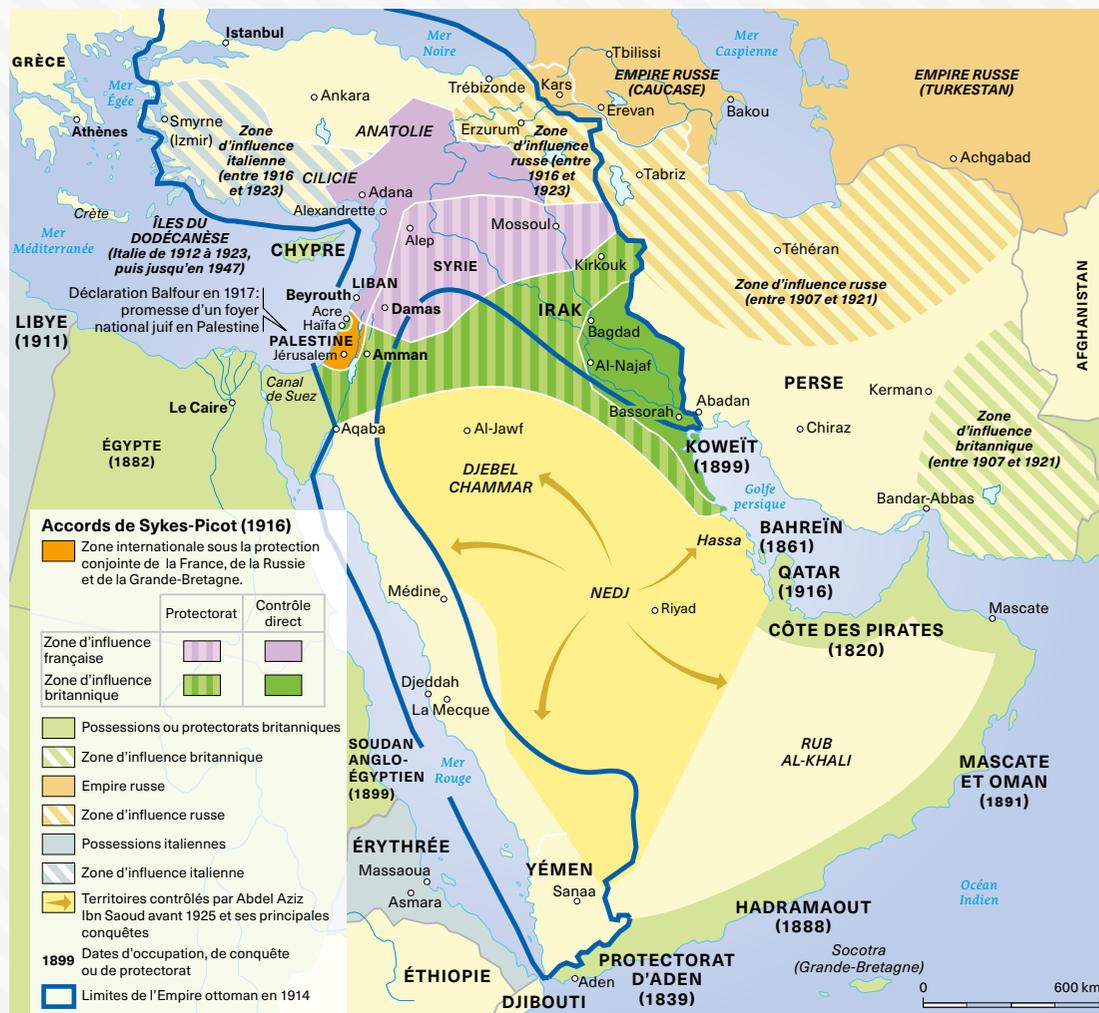
✕ Pendant ses études, il est consultant auprès du ministère israélien des Affaires étrangères sur la réforme des Nations unies. Il commence sa carrière comme consultant pour Arttic, un cabinet de conseil spécialiste des projets collaboratifs de recherche et de développement technologique européens, aidant les entreprises israéliennes à obtenir des financements de la Commission européenne et à rejoindre des consortiums européens. Entre 2003 et 2005, il dirige le BNIC, une ONG qui forme des chefs d'entreprise israéliens à la diplomatie publique. De 2005 et 2010, il est partenaire du Groupe Navon-Levy, une société de conseil qui promeut des projets agricoles israéliens en Afrique subsaharienne. De 2011 à 2016, il dirige le département de science politique et de communication du *Jerusalem Haredi College* (affilié à l'Université Bar-Ilan). Il est fréquemment invité comme conférencier en Amérique du Nord et en Europe. Se qualifiant de conservateur libéral, il est candidat du Likoud aux élections législatives de 2012.

✕ Maître de conférence à l'École de sciences politiques, de gouvernement et de relations internationales de l'Université de Tel Aviv, il publie régulièrement des éditoriaux dans le *Times of Israel* et dans la presse internationale et intervient aussi comme analyste sur la chaîne télévisuelle *i24News*.

✕ Il a publié des ouvrages (*The Victory of Zionism: Reclaiming the Narrative about Israel's Domestic, Regional, and International Challenges*, 2014, *From Israel With Hope: Why and How Israel Will Continue to Thrive*, 2011, *A Plight Among the Nations: Israel's Foreign Policy Between Nationalism and Realism*, 2009) et a signé de nombreux articles parmi lesquels «État des lieux sur le conflit israélo-palestinien», dans *Diplomatie*, n° 39, 2017, pp. 44-48.

✕ Son prochain livre sortira mi-2020. Il est publié par The Jewish Publication Society (JPS) en partenariat avec Nebraska University Press, sous le titre: *The Star and the Scepter: A Diplomatic History of Israel*. Une traduction française est prévue mais sa date de publication n'est pas encore connue à l'heure où sont imprimées ces lignes.

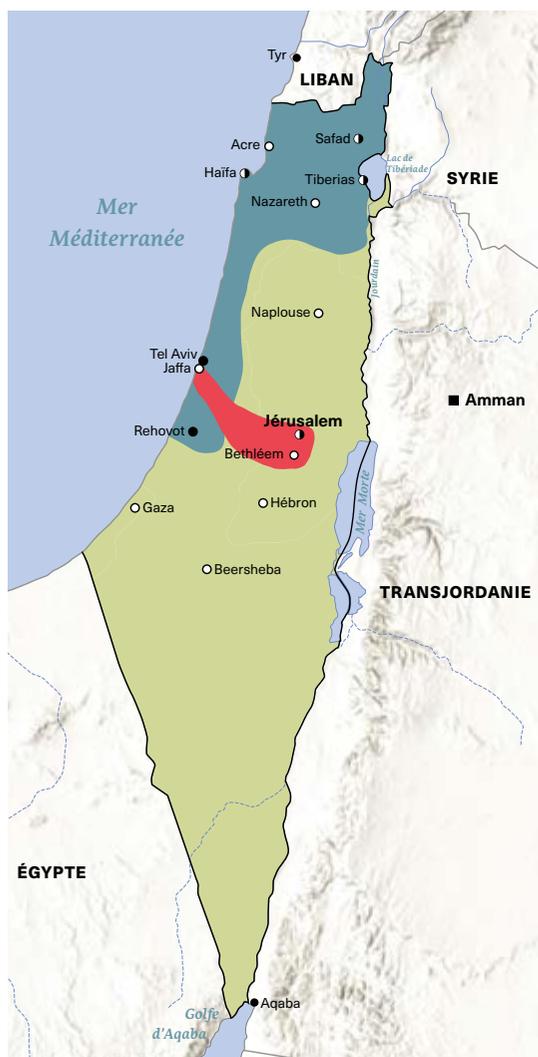
«Un certain nombre d'esprits romantiques du Caire, dont le plus célèbre sera T. E. Lawrence, le futur Lawrence d'Arabie, misent sur une renaissance arabe qui, fondée sur l'authenticité bédouine, se substituerait à la corruption ottomane et au levantisme francophone. Ces Bédouins, commandés par les fils de Hussein, les princes de la dynastie hachémite, accepteraient naturellement une tutelle britannique «bienveillante». Londres leur promet bien une «Arabie» indépendante, mais par rapport aux Ottomans. De leurs côtés, les Français veulent étendre leur «France du Levant» à l'intérieur des terres et construire ainsi une «grande Syrie» francophone, francophile et sous leur tutelle. Comment fixer les limites entre l'Arabie britannique et la Syrie française? La négociation est confiée au Français François Georges-Picot et à l'Anglais Mark Sykes. Elle dure plusieurs mois, reflétant l'évolution des rapports de force, et se conclut en mai 1916. [La Palestine est internationalisée...].» Henry Laurens, «Les ravages d'une guerre arbitraire. Comment l'Empire ottoman fut dépecé», *Le Monde diplomatique*, 2003



Après la Première Guerre mondiale, la carte du Moyen-Orient est dessinée une nouvelle fois au profit des deux grandes puissances mandataires, la Grande-Bretagne et la France.

Auteur: Philippe Rekacewicz
Sources: G. Blake, J. Dewdney, J. Mitchell, *The Cambridge Atlas of the Middle East and North Africa*, Cambridge University Press, 1987; Olivier Da Lage, *Géopolitique de l'Arabie saoudite*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1996; Cartes originales annexées aux textes des accords Sykes-Picot et des traités de Sévres (1920) et de Lausanne (1923).





- État juif
- État arabe
- Sous contrôle britannique
- Régime international particulier
- Frontières de la Palestine sous mandat britannique

Le plan de partition proposé par la Commission Peel en 1937, puis le plan de partition proposé par l'ONU en 1947, subissent le même sort: acceptés par les Juifs, ils sont rejetés par les Arabes.

Source: Creative Commons, Wikimedia Commons

La Suisse est un exemple unique d'une Confédération paisible entre populations diverses. Mais Lausanne est une ville dont le nom évoque des indépendances nées dans le conflit et le transfert de populations. Je fais référence au Traité de Lausanne signé en 1923. Ce traité, qui fixa définitivement les frontières de la Turquie, incluait également ce qui était une pratique commune à l'époque: le transfert de populations entre la Turquie et la Grèce. 1,6 million de Grecs furent expulsés de Turquie et près de 400 000 musulmans furent expulsés de Grèce. Donc, en tout, deux millions de réfugiés.

Et la liste continue. Plus de 12 millions d'Allemands furent expulsés d'Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale, et un million et demi de Polonais furent expulsés d'Ukraine et de Biélorussie. Quelque 300 000 Italiens durent quitter la Yougoslavie. En tout et pour tout, il y avait des dizaines de millions de réfugiés et de personnes déplacées dans le monde au début des années 50 du XX^e siècle.

Les réfugiés et les personnes déplacées issus de la guerre de 1948 entre Israël et les pays arabes ne constituaient qu'une fraction de ce phénomène global. Comme la partition de l'Inde, la partition de la Palestine britannique créa un double problème de réfugiés et de personnes déplacées. Mais dans le cas du conflit israélo-arabe, ce double phénomène de réfugiés et de personnes déplacées eut lieu tant à l'échelle locale qu'à l'échelle régionale.

À l'échelle locale, il y eut des personnes déplacées tant arabes que juives. La plupart des Arabes quittèrent Lod et Safed après la conquête de ces deux villes par l'armée israélienne, par exemple. Les Juifs durent abandonner le village de Kfar Darom après sa conquête par l'Égypte. Quant aux Juifs du village de Kfar Etzion, au sud de Jérusalem, ils restèrent sur place pour défendre leur village après avoir envoyé leur femme et leurs enfants à Jérusalem. Ils furent massacrés par l'armée jordanienne qui ne leur donna pas l'option de partir.



Kfar Ezion, en avril 1947, un an avant le drame. Pris d'assaut par la Légion arabe et les irréguliers palestiniens après avoir été assiégé, le kibboutz de Kfar Ezion, au cœur du territoire arabe tel qu'il avait été prévu par le plan de partage de 1947, tombe le 13 mai 1948, soit 2 jours avant le déclenchement officiel de la guerre. 127 défenseurs du kibboutz sont tués, dont plusieurs dizaines sont massacrés après avoir cessé le combat et s'être rendus.

Source: Israeli National Photo Archive (domaine public), Creative Commons
Auteur: Zoltan Kluger

Mais il eut également un double phénomène de réfugiés à l'échelle régionale. En tout et pour tout, il y eut environ 700 000 réfugiés et personnes déplacées du côté arabe et environ 800 000 réfugiés et personnes déplacées du côté juif. Car, suite à l'indépendance d'Israël et aux guerres successives entre Israël et le monde arabe, les Juifs des pays arabes et musulmans du Proche-Orient et d'Afrique du Nord furent expulsés.

J'utilise à la fois les termes «réfugiés» et «personnes déplacées» (en anglais: *internally displaced persons*). Il s'agit de deux catégories différentes, et leur distinction est importante. C'est celle que fait la Convention de l'ONU sur les réfugiés, qui fut adoptée en 1951. Un réfugié est quelqu'un qui a été contraint de quitter son pays et qui est devenu apatride. Une personne déplacée en revanche a été contrainte de quitter sa maison mais pas de franchir les frontières de son propre pays.

Cela signifie que les quelque 15 millions d'hindous et de musulmans qui quittèrent leur village après la partition du sous-continent indien n'étaient

pas des réfugiés mais des personnes déplacées, car ils migrèrent à l'intérieur des frontières de l'Inde britannique. Il en va de même pour la majorité des réfugiés arabes palestiniens de 1948. Seul un tiers d'entre eux quitta les frontières de la Palestine britannique pour le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte. Les deux tiers quittèrent leur village mais restèrent dans les frontières de la Palestine britannique, c'est-à-dire dans ce qui devint en 1949 la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Autrement dit, il y eut en 1948 du côté arabe palestinien environ 250 000 réfugiés et environ 450 000 personnes déplacées. Donc il est inexact de parler de 700 000 réfugiés arabes palestiniens en 1948, et ce d'après la définition de l'ONU.

Les circonstances et les causes de ce double problème de réfugiés et de ce double problème de personnes déplacées fait l'objet d'un débat entre historiens, comme vous avez pu le constater lors de ces deux journées de séminaire. Mais les faits connus et documentés s'imposent à tous, quelles que soient nos différences de sensibilités.

C'est un fait que le plan de partage proposé par l'ONU en novembre 1947 fut accepté par l'Agence juive et rejeté par la Ligue arabe. Si la Ligue arabe n'avait pas rejeté le plan de partage et n'avait pas déclenché la guerre contre Israël, il n'y aurait pas eu de réfugiés. Il y aurait eu quelques transferts de populations (et donc des personnes déplacées) entre l'État juif et l'État arabe prévus par l'ONU, mais il n'y aurait pas eu de réfugiés.

C'est également un fait qu'aucune minorité juive ne put rester du côté arabe des lignes d'armistice de 1949, c'est-à-dire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Tous les Juifs furent chassés ou tués. En revanche, 150 000 Arabes restèrent du côté israélien et ils devinrent citoyens d'Israël. La population arabe d'Israël est aujourd'hui de 1,8 million, soit 20% de la population totale d'Israël.

Les réfugiés arabes de 1948 auraient pu être intégrés dans leurs pays d'accueil respectifs puisque rien ne différenciait les réfugiés de la population locale en termes d'ethnie, de langue et de religion. La frontière entre la Transjordanie et la Palestine britannique fut tracée arbitrairement par la Grande-Bretagne en 1922, mais il n'y avait aucune différence ethnique, linguistique et religieuse entre les populations arabes vivant de part et d'autre de cette frontière nouvellement créée.

De plus, la Transjordanie annexa en 1950 le territoire qu'elle conquiert lors de la guerre de 1948. Elle nomma ce territoire « Cisjordanie », qui continue d'être le nom français de ce qui est désigné en anglais comme *West Bank*. Les résidents de cette nouvelle Cisjordanie, dont les personnes déplacées de 1948, devinrent citoyens jordaniens et purent voter et se faire élire au parlement. Donc seule la Jordanie intégra partiellement les personnes déplacées de 1948 même si elle ne démantela pas les camps de réfugiés. En revanche, le Liban, la Syrie et l'Égypte maintinrent les réfugiés dans des camps, ne leur accordant pas la citoyenneté, et bloquant leur accès à la propriété foncière ainsi qu'à la plupart des professions.

La question des réfugiés fut évidemment évoquée lors des négociations d'armistice entre Israël et les pays arabes en 1949. Israël accepta de réintégrer 100 000 réfugiés arabes palestiniens et de compenser les autres pour leur perte de propriété, mais les pays arabes exigeaient un retour de tous les réfugiés et de toutes les personnes déplacées. La population d'Israël était alors de 870 000, dont une minorité arabe de 150 000. Si Israël avait accepté de reprendre tous les réfugiés arabes palestiniens de la guerre

de 1948, les Juifs seraient devenus une minorité de 45% dans leur propre pays. Donc les Juifs auraient cessé, *de facto*, de bénéficier de leur indépendance nationale. Les Arabes, eux, jouissaient déjà de leur indépendance nationale en Jordanie, en Égypte, en Syrie et dans le reste de pays du Proche-Orient.

Mais Israël avait-il légalement le devoir de réintégrer les réfugiés arabes palestiniens?

L'ONU se prononça sur cette question en adoptant la résolution 194 de l'Assemblée générale, le 11 décembre 1948. Les pays arabes et les Palestiniens affirment que cette résolution accorde aux Palestiniens et à leurs descendants un « droit du retour » en Israël et pas seulement en Cisjordanie et à Gaza.

En réalité, cette résolution n'accorde pas un tel droit, ni sur la forme, ni sur le fond. Sur la forme, il s'agit d'une résolution de l'Assemblée générale, c'est-à-dire d'une recommandation qui n'est pas contraignante en droit international.

Sur le fond, la résolution dit la chose suivante dans son article 11: l'Assemblée générale « Décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les Gouvernements ou autorités responsables ».

Aéroport de Lod, mai 1951. Réfugiés juifs arrivant d'Irak en partance pour un camp de transit. Entre 1951 et 1952, environ 120 000 Juifs d'Irak sont aéroportés vers Israël dans le cadre de l'opération *Ezra et Néhémie*. Après la création de l'État d'Israël et la guerre de 1948, la vie des populations juives était en danger dans la plupart des pays arabes.

Source: National Photo Collection of Israel, Photography dept. Government Press Office (domaine public)



« Si la Ligue arabe n'avait pas rejeté le plan de partage et n'avait pas déclenché la guerre contre Israël, il n'y aurait pas eu de réfugiés. »

Ce texte, qui n'est qu'une recommandation, dit quatre choses :

1. Le texte fait référence aux réfugiés eux-mêmes et pas à leurs descendants (un point fondamental que je vais expliquer).
2. Le texte lie le retour des réfugiés à leur volonté de « vivre en paix avec leurs voisins », c'est-à-dire à une condition sur laquelle on est en droit d'être dubitatif.
3. La solution alternative au retour est le paiement d'indemnités.
4. Les indemnités doivent être payées par « les Gouvernements et autorités responsables ». Or les gouvernements et autorités responsables de la guerre de 1948, et donc du phénomène des réfugiés, sont les gouvernements arabes et la Ligue arabe.

La résolution 194 établit également une Commission de Réconciliation pour la Palestine pour trouver une solution pacifique au conflit entre Israël et les pays arabes. En août 1949, cette commission créa elle-même une sous-commission qu'elle nomma « Mission économique des Nations unies pour le Proche-Orient ». Cette sous-commission était dirigée par Gordon Clapp, l'ancien président de la Tennessee Valley Authority.

Après s'être rendu au Proche-Orient et après avoir étudié de près la question des réfugiés, Clapp conclut que le retour était irréaliste et qu'il fallait par conséquent investir dans la compensation et dans l'intégration des réfugiés arabes palestiniens. Or les pays arabes acceptèrent l'aide économique proposée par Clapp, mais ils rejetèrent la contrepartie de cette aide économique, à savoir l'intégration des réfugiés arabes palestiniens dans leurs pays d'accueil. Clapp n'insista pas sur l'intégration, car il pensait qu'elle finirait par avoir lieu d'elle-même grâce à l'aide économique.

La sous-commission présidée par Clapp décida de créer une agence pour coordonner l'aide économique destinée à la compensation et à l'intégration des réfugiés arabes palestiniens. Cette agence était censée être temporaire et ne durer qu'un an ou deux. Mais les pays arabes exigèrent d'ajouter aux statuts de l'agence une option de reconduction annuelle sur décision de l'Assemblée

générale. Cela fait maintenant 70 ans que cette agence, qui devait cesser d'exister après un an ou deux, est reconduite régulièrement par l'Assemblée générale. Cette agence, c'est l'UNRWA ou, sous son nom complet en anglais : *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees*.

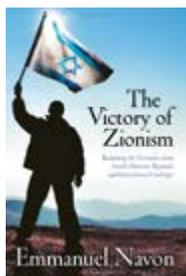
Contrairement à l'UNRWA, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (ou UNHCR) ne fut pas conçu comme une agence temporaire. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés fut créé en décembre 1950, soit un an exactement après la création de l'UNRWA, pour gérer le phénomène mondial des réfugiés.

Dès l'établissement du Haut-Commissariat, l'UNRWA aurait dû être dissoute et la responsabilité pour les réfugiés arabes palestiniens aurait dû être transférée au Haut-Commissariat. Après tout, l'UNRWA fut établie de façon temporaire uniquement pour coordonner, pendant un temps donné, la distribution de l'aide économique aux réfugiés arabes palestiniens. Le Haut-Commissariat, en revanche, fut conçu comme une structure permanente pour venir en aide à tous les réfugiés à travers le monde et pour les intégrer dans leurs pays d'accueil.

C'est précisément parce que les pays arabes ne voulaient pas entendre parler d'intégration des réfugiés arabes palestiniens qu'ils exigèrent de les exclure de la juridiction du Haut-Commissariat. Les représentants égyptien et saoudien à l'ONU explicitèrent leur opposition à l'abolition de l'UNRWA après l'établissement du Haut-Commissariat : étant donné que le but de ce dernier est d'intégrer les réfugiés dans leurs pays d'accueil, les pays arabes ne voulaient pas que cette politique s'applique aux réfugiés arabes palestiniens. En effet, cela aurait constitué une renonciation au « droit du retour » dont le but déclaré est de mettre fin à l'existence d'Israël comme État-nation du peuple juif.

Et effectivement, la politique du Haut-Commissariat est d'intégrer les réfugiés dans leurs pays d'accueil, et ce conformément à la Convention de l'ONU de 1951 sur les réfugiés.

Donc nous nous retrouvons aujourd'hui, soixante-dix ans plus tard, avec une situation inédite : il y a à l'ONU deux agences pour les réfugiés : le Haut-Commissariat pour les réfugiés qui est responsable de tous les réfugiés au monde ; et l'UNRWA qui est responsable uniquement des réfugiés palestiniens. Seuls les réfugiés palestiniens jouissent d'un tel traitement de faveur, alors même qu'ils ne représentent qu'une fraction du nombre de réfugiés dans le monde.



Dans ce livre, Emmanuel Navon explique notamment la complexité du conflit israélo-arabe et les raisons pour lesquelles ce conflit ne trouve toujours pas de solution. Il rappelle aussi qu'Israël, en tant qu'État démocratique et technologique dans une région du monde extrêmement fébrile et fragile, a un rôle clé à jouer à l'échelle internationale. CreateSpace Independent Publishing Platform, 2014

Seuls les Coréens ont également bénéficié d'un tel traitement de faveur, mais de façon temporaire. Lors de la guerre de Corée (entre 1950 et 1953), l'ONU créa l'UNKRA (*United Nations Korean Reconstruction Agency*). Mais cette agence fut démantelée en 1958 après avoir rempli sa mission d'intégration des réfugiés coréens.

C'est également en 1958 que les États-Unis proposèrent de fermer l'UNRWA, comme l'UNKRA. Mais il y eut une levée de boucliers des pays arabes qui disposaient déjà à cette époque d'une coalition influente à l'Assemblée générale des Nations unies.

Seule l'UNRWA est encore là 70 ans plus tard aux côtés du Haut-Commissariat, et il s'agit donc bien d'un cas unique sans équivalent dans l'histoire des Nations unies.

Mais ce qui est unique également, c'est l'exigence palestinienne d'un « droit du retour » en Israël. Aucune autre population de réfugiés au monde ne présente une telle exigence – une exigence qui est par ailleurs sans fondement en droit international, comme je l'ai démontré en analysant la résolution 194 de l'ONU.

Le seul autre exemple d'une telle exigence irréaliste est celui des Allemands expulsés d'Europe orientale après la Seconde Guerre mondiale. Eux aussi parlèrent de droit du retour (*Heimkehr* en allemand) dans leurs terres natales de Tchécoslovaquie ou de Pologne. Mais les dirigeants allemands de l'époque s'accordèrent sur le fait que cette exigence était farfelue et irréaliste, qu'il était impossible de revenir à une époque révolue, et que *Heimkehr* ne ferait que réparer une injustice en en créant une autre. Et, effectivement, cette idée de *Heimkehr* finit par s'évaporer au début des années 1960.

Les réfugiés arabes palestiniens restent bien les seuls au monde à parler d'un « retour » soixante-dix ans plus tard. Mais ils sont également les seuls à transférer ce soi-disant « droit du retour » de génération en génération de façon automatique.

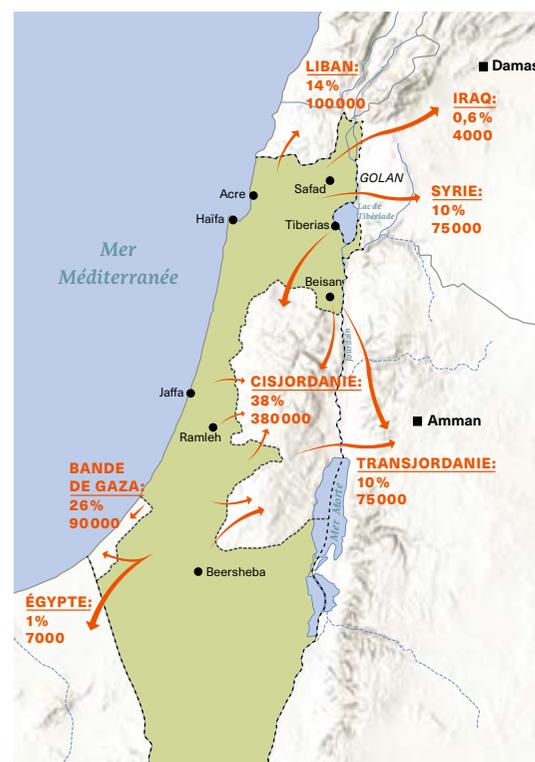
Cette hérédité du statut des réfugiés arabes palestiniens a été décrétée de façon unilatérale par l'UNRWA, et elle ne découle pas du droit international ou d'une quelconque décision de l'ONU.

En 1954, l'UNRWA décida de recenser les enfants des réfugiés de 1948 pour qu'ils puissent également bénéficier de l'aide économique de l'agence. Or, la décision 194 de l'ONU ne fait pas référence aux descendants des réfugiés, et l'ONU n'a jamais déclaré que le statut de réfugié était transmis automatiquement de génération en génération.

Cette pratique de l'UNRWA, qui n'est pas celle du Haut-Commissariat pour les réfugiés, explique pourquoi le nombre de réfugiés palestiniens a augmenté de façon exponentielle, de 700 000 en 1948 à cinq millions aujourd'hui. Comment passe-t-on de 700 000 à cinq millions? En appliquant le statut de réfugié de façon automatique aux descendants, de génération en génération.

Le Haut-Commissariat pour les réfugiés, en revanche, ne partage pas cette pratique. La différence fondamentale qui le distingue de l'UNRWA est qu'il œuvre pour l'intégration des réfugiés, tandis que l'UNRWA fait tout pour empêcher l'intégration des réfugiés et de leurs descendants. Mais une autre différence fondamentale est que le Haut-Commissariat n'applique pas le statut de réfugié de façon automatique de génération en génération. Lorsqu'il transmet le statut de réfugié, il le fait après vérification du statut des descendants et pas de façon automatique.

Par ailleurs, le Haut-Commissariat s'en tient à la définition de la Convention des Nations unies sur les réfugiés. Cela signifie qu'il ne reconnaît pas comme réfugiés les titulaires d'une citoyenneté et les personnes déplacées. L'UNRWA, en revanche, attribue le statut de réfugié aux titulaires d'une citoyenneté (comme en Jordanie par exemple) et aux personnes déplacées qui ne sont pas des réfugiés (comme les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza).



« Tant que les Palestiniens croiront au mythe du retour, aucun accord de paix ne sera possible avec Israël. »

112



Le lieutenant général Alexander Galloway (1895-1977) est nommé directeur de l'United Nations Relief and Works Agency (UNRWA) en Jordanie. En 1952, on lui prête les propos suivants: «Il est parfaitement clair que les pays arabes ne veulent pas résoudre le problème des réfugiés arabes. Ils veulent le préserver comme une plaie ouverte, comme un affront aux Nations unies et comme une arme contre Israël. Les dirigeants arabes se moquent éperdument du sort des réfugiés.»

Creative Commons, Wikimedia Commons

Donc il n'y a pas 5 millions de réfugiés palestiniens. C'est un mythe et une imposture. En 1948, il y eut environ 250 000 réfugiés palestiniens et quelque 450 000 personnes déplacées. Le statut de réfugié ne se transmet pas automatiquement de génération en génération, et ce statut ne s'applique certainement pas aux détenteurs d'une citoyenneté. Et le droit international ne reconnaît pas de «droit du retour» après soixante-dix ans vers un État-nation souverain.

Tant que les Palestiniens continueront de croire à ce mythe, aucun accord de paix ne sera possible avec Israël. Et, effectivement, c'est à cause de ce mythe de «droit du retour» que Yasser Arafat rejeta les paramètres de Bill Clinton en décembre 2000, que Mahmoud Abbas rejeta l'offre de paix d'Ehoud Olmert en septembre 2008, et qu'Abbas rejeta le plan de paix de Barack Obama et de John Kerry en février 2014.

En novembre 2007, la délégation palestinienne aux négociations d'Annapolis annonça qu'elle refuserait de reconnaître Israël comme État juif parce qu'une telle reconnaissance équivaudrait à une renonciation au «droit du retour». En novembre 2012, Mahmoud Abbas déclara que «personne ne peut abandonner le droit au retour des Palestiniens».

C'est précisément la raison pour laquelle les Palestiniens ne prononcent jamais la phrase «deux États pour deux nations», car la solution de deux États est incompatible avec le «droit au retour». Les négociateurs palestiniens parlent au contraire de «deux États vivant en paix côte à côte». Un État palestinien sans Juifs, et un État d'Israël avec une majorité palestinienne.

Il ne s'agit pas uniquement de déclarations de dirigeants palestiniens. La population palestinienne dans son ensemble continue de croire au «droit du retour». C'est ce qui ressort d'un sondage effectué par l'International Crisis Group en 2014. D'après ce sondage, la majorité des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza s'opposent à tout accord de paix qui n'inclurait pas le retour des descendants des réfugiés palestiniens en Israël.

La communauté internationale ne rend pas un service aux Palestiniens et à la paix en entretenant ce mythe. Car ce mythe est l'ultime obstacle

à un accord de paix entre Israël et les Palestiniens, comme cela fut confirmé lors des négociations de Camp David en 2000, d'Annapolis en 2008, et de John Kerry en 2013.

Il est cynique et inhumain de maintenir trois générations de personnes déplacées et de réfugiés dans des camps au lieu de les intégrer. Et il est cynique et irresponsable de leur faire croire qu'ils s'installeront un jour à Jaffa ou à Haïfa.

Déjà en 1952, Sir Alexander Galloway, qui était à l'époque le directeur de l'UNRWA en Jordanie, déclarait: «Il est parfaitement clair que les pays arabes ne veulent pas résoudre le problème des réfugiés arabes. Ils veulent le préserver comme une plaie ouverte, comme un affront aux Nations unies et comme une arme contre Israël. Les dirigeants arabes se moquent éperdument du sort des réfugiés.»

Malheureusement, cela reste vrai aujourd'hui. Comme je l'ai expliqué, la partition de la Palestine britannique proposée par l'ONU en 1947 fut rejetée par la Ligue arabe. Mais cette partition eut lieu *de facto* après la guerre de 1948 et les accords d'armistice de 1949. Sauf que cette partition *de facto* n'eut pas lieu entre un État juif et un État arabe, mais entre un État juif et deux territoires qui furent conquis et accaparés par la Jordanie et l'Égypte, à savoir la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Pendant 18 années consécutives, entre 1949 et 1967, l'Égypte contrôla la bande de Gaza, et la Jordanie, la Cisjordanie. Ni l'Égypte, ni la Jordanie, ni la Ligue arabe, ni la communauté internationale ne parlaient à l'époque de la nécessité de créer un État palestinien dans ces deux territoires. Et personne n'agit à l'époque pour résoudre le problème des personnes déplacées dans ces deux territoires. Ces personnes déplacées furent maintenues dans des camps, elles continuent de l'être jusqu'à aujourd'hui.

J'insiste sur ce point, car la solution des deux États au conflit israélo-palestinien est censée également résoudre le problème des réfugiés. Dans le cadre d'une telle solution, le «droit du retour» des Arabes palestiniens ne pourra s'appliquer qu'à l'État palestinien et pas à l'État d'Israël. La logique même de la solution de deux États est d'avoir deux États-nations distincts.

Or, comme je l'ai expliqué, rien n'a été fait pour intégrer et réhabiliter en Cisjordanie et à Gaza entre 1949 et 1967 les Arabes palestiniens déplacés de 1948. Et depuis l'établissement de l'Autorité



Réfugiés juifs dans un camp de transit, en 1950. La guerre de 1948 et ses conséquences ont fait au total plus d'un million et demi de réfugiés et de personnes déplacées. La création d'un fonds international pour la compensation des deux populations touchées, palestinienne et juive, revient régulièrement sur la table des négociations de paix.

Auteur: Jewish Agency for Israel
Source: Wikimedia Commons

palestinienne en 1995, rien n'a été fait pour mettre fin au statut de réfugié des personnes déplacées de 1948 et pour démanteler les camps de réfugiés de Cisjordanie et de Gaza. Non seulement ces personnes déplacées et leurs descendants ne sont pas des réfugiés, mais ils continuent de vivre dans des camps de réfugiés un quart de siècle après l'établissement de l'Autorité palestinienne.

L'Autorité palestinienne en Cisjordanie et le Hamas à Gaza n'ont rien fait pour résoudre le problème des réfugiés, et ils continuent de maintenir dans des camps de réfugiés les personnes déplacées de 1948. S'ils veulent convaincre les Israéliens que seul un État palestinien résoudra le problème des réfugiés, qu'ils commencent à résoudre ce problème en Cisjordanie et à Gaza comme ils auraient dû le faire depuis 25 ans.

Au problème des réfugiés palestiniens s'ajoute aujourd'hui celui des réfugiés syriens. D'après l'ONU, la guerre civile en Syrie a fait 5 millions de réfugiés et 6 millions de personnes déplacées.

D'après le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, il y a aujourd'hui dans le monde 65,6 millions de réfugiés et des personnes déplacées.

Ce problème global ne sera pas résolu en appliquant un «droit du retour» irréaliste à ces 65 millions de personnes et à leurs descendants, mais en investissant à l'intégration progressive des réfugiés et des personnes déplacées.

Cela vaut également pour les réfugiés et les personnes déplacées du conflit de 1948. Et cela est vrai non seulement pour les réfugiés et les personnes déplacées du côté arabe, mais également du côté juif. Il faudra indemniser les réfugiés arabes palestiniens et leurs descendants, mais également les réfugiés juifs des pays arabes.

La création d'un fonds international pour la compensation des deux populations de réfugiés fut proposée dans le cadre des précédentes négociations entre Israël et les Palestiniens. Il est possible qu'elle soit proposée à nouveau par le plan de paix pour le Proche-Orient dont le volet politique devrait encore être présenté par le gouvernement américain. Mais, cette fois-ci, la compensation financière devra être conditionnée par une véritable intégration. Il ne s'agit pas de répéter l'erreur qui fut commise avec l'UNRWA en 1949 et qui finance la perpétuation et l'aggravation du problème des réfugiés palestiniens depuis 70 ans.

Chacun a droit à ses propres opinions mais pas à ses propres faits. Je vous ai présenté, sur la question des réfugiés palestiniens, des faits qui sont souvent occultés. J'espère que cette perspective historique et cette contextualisation géopolitique contribueront à votre compréhension du problème des réfugiés palestiniens. Et j'espère, plus encore, que les Israéliens et les Palestiniens vivront un jour en paix. Mais on ne contribue pas à la paix en encourageant la victimisation et en alimentant les illusions. ✕



Entre 1945 et 1970, 900 000 Juifs du monde arabo-musulman se sont retrouvés sur les routes de l'exil (voir carte en page 44). Sous la direction de Shmuel Trigano, dix historiens de l'université française ou israélienne font le récit de *La fin du judaïsme en terres d'Islam*, qui éclaire également autrement la question des réfugiés palestiniens en la replaçant dans un contexte plus large. Éditions Denoël, 2009

Le conflit israélo-arabe au prisme de la représentation cartographique



114

La ligne verte comme frontière entre deux États. Autocollant distribué en 2006 par les ONG de défense des droits humains en Israël.

Par **PHILIPPE REKACEWICZ**

C'EST PAR LA CARTE CI-DESSUS, qui n'a pas l'air d'une carte, que nous commencerons notre voyage introspectif dans le monde de la représentation cartographique de ce conflit si complexe.

Cette visualisation minimaliste représente très symboliquement l'espace israélo-palestinien tel qu'il existe dans les documents officiels: une ligne verte marquant la ligne de cessez-le-feu de 1949 et qui, depuis, fait office de frontière officiellement reconnue par la communauté internationale en attendant la signature d'un traité de paix et d'un accord frontalier final. C'est bien le tracé de cette ligne qui sert de base depuis presque trois décennies aux discussions engagées pour l'établissement d'un État palestinien indépendant au côté de l'État israélien.

Voici pour la position géopolitique simplement exprimée. Mais sur le terrain, la ligne verte est invisible: aujourd'hui, on ne sait jamais où ni quand on la traverse. On ne sait jamais à quel moment précis on entre en Palestine... Une grande partie des quartiers de Jérusalem Est occupée (en fait annexée en 1980 après que la Knesset a voté une loi fondamentale faisant de Jérusalem «réunifiée» la capitale d'Israël) a aussi été entièrement réaménagée pour «gommer» les différences entre l'est et l'ouest de la ville.

Ce sont finalement les activistes et les artistes qui tentent de faire réapparaître cette frontière invisibilisée par le pouvoir d'occupation. Par exemple, l'artiste Francis Alÿs, accompagné de la photographe Rachel Leah Jones, a entrepris de marcher le long de cette ligne avec des pots de peinture verte troués, laissant échapper un mince filet de peinture pendant son cheminement, retraçant ainsi physiquement une «ligne verte»¹.

Acte symbolique de marquage d'une frontière, aussi puissant que non violent.

La cartographie sert souvent à rendre visibles des situations invisibles, niées ou volontairement cachées; elle profite alors du travail d'artistes qui, comme Francis Alÿs ou Ariane Littman, créent des œuvres politiques qui réinscrivent dans l'espace des éléments qui en avaient disparu².

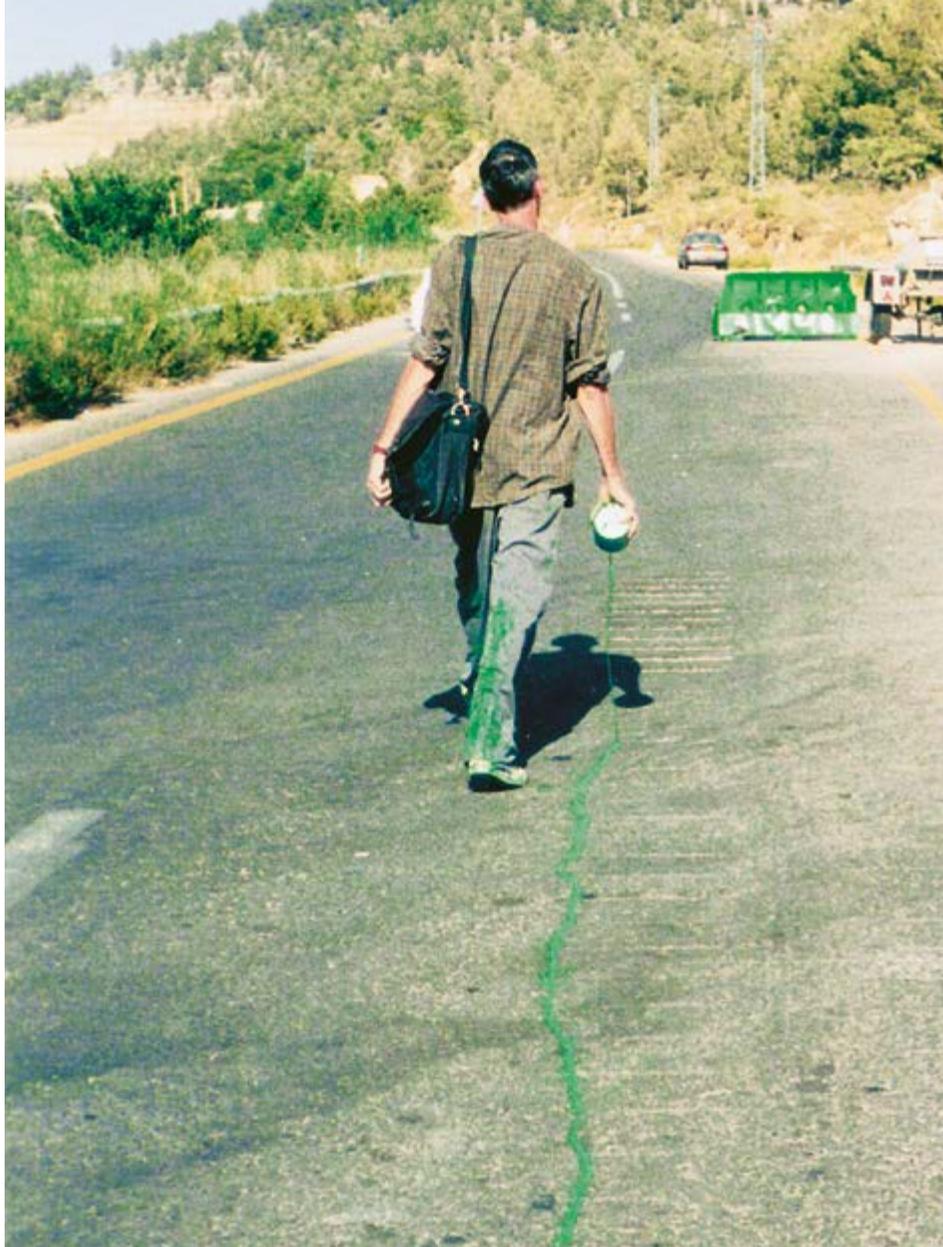
La cartographie des territoires en conflit a ceci de très particulier – et de compliqué – qu'elle doit figurer des situations dynamiques qui subissent souvent des mouvements particulièrement violents. Les évolutions sont rapides, ce qui rend toujours incertaine la représentation cartographique finale, objet plutôt statique à qui il arrive d'être obsolète avant même d'être publié. Elle n'en reste pas moins un témoignage d'une situation qui a existé et, à ce titre, elle garde son importance même si souvent le temps de la collecte des données et des informations, puis de la production de la carte est tellement long qu'on représente au final une situation devenue anachronique.

La technologie nous offre bien sûr aujourd'hui la possibilité de créer des cartes animées ou interactives au pouvoir évocateur époustouflant, mais qui ne laissent pas vraiment le temps de s'imprégner de la narration, et de comprendre comment se produisent et s'organisent les territoires représentés. En d'autres termes, la carte imprimée reste un objet de réflexion, voire de recherche, qui nous permet de mesurer l'ampleur et la complexité d'une situation géopolitique, et peut servir de base à un débat autour des modes d'organisation et de gestion territoriales.

La carte comme objet de représentation du monde est avant tout la synthèse d'un ensemble d'événements et de phénomènes très intimement

¹ *The Green Line* (2004), en collaboration avec Philippe Bellaïche, Rachel Leah Jones et Julien Devaux <http://francisalys.com/the-green-line>. Cette performance artistique a été présentée dans diverses expositions par la suite sous le titre *Sometimes doing something poetic can become political and sometimes doing something political can become poetic* (Parfois, faire quelque chose de poétique peut devenir politique, et parfois, faire quelque chose de politique peut devenir poétique) – voir <https://burnaway.org/review/zones-contention-green-line-weather Spoon>

² Lire «L'artiste passe-muraille?» par Anne-Laure Amilhat Szary, *EspacesTemps.net*, 2013, <https://www.espacestemp.net/articles/lartiste-passe-muraille/>



liés entre eux, ce qui en fait un exercice systémique. Elle est comme une pièce de théâtre où sont mis en scène des acteurs, principaux et secondaires, des figurants plus ou moins visibles qui se meuvent dans un ensemble de décors qui se développent sur plusieurs plans et perspectives. En somme, la carte nous offre la possibilité de voir d'un seul coup d'œil le spectacle du monde.

Si la carte se conçoit comme une œuvre théâtrale, vous aurez sans doute compris qu'elle est aussi une interprétation du monde, un point de vue d'auteur et donc un objet éminemment subjectif (ou non neutre si vous préférez), une sorte de dialogue entre l'imaginaire et le réel prenant racine sur la base de faits et d'objets réels, mais interprété par l'auteur et figurant une vision personnelle.

Les Anglais le disent fort bien: *There is no such thing as an innocent map.*

Dans ce contexte, l'espace israélo-palestinien est un champ d'étude et d'observation d'une infinie richesse, dans lequel est possible toute forme de représentation des pouvoirs, des infrastructures, des actions des acteurs ou des accaparements... une porte grande ouverte sur les possibilités de manipulation. Nous dessinons notre point de vue sur la foi conjuguée des informations et des données collectées dans les archives ainsi que sur les observations de terrain.

Ce qui se joue aujourd'hui en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, du point de vue territorial et des conditions de vie des populations, n'est pas vraiment nouveau: il s'agit

✕ **PHILIPPE REKACEWICZ** est né en 1960
 ✕ à Paris. Diplômé de géographie de l'Uni-
 ✕ versité de Paris I (Panthéon-Sorbonne) en
 ✕ 1988, il est, jusqu'en 2014, un collabo-
 ✕ rateur permanent du mensuel français
 ✕ *Le Monde diplomatique*, pour lequel il
 ✕ publie plusieurs éditions des *Atlas du*
 ✕ *Monde diplomatique*: avec Alain Gresh,
 ✕ Dominique Vidal, Jean Radvanyi et
 ✕ Gilbert Achkar, *Atlas du Monde diploma-*
 ✕ *tique*, 2003, nouvelle édition 2006; avec
 ✕ Dominique Vidal, *Atlas de l'environnement*,
 ✕ 2008; avec Alain Gresh, Dominique Vidal,
 ✕ Jean Radvanyi et Catherine Samary, *Un*
 ✕ *monde à l'envers*, 2009; avec Alain Gresh,
 ✕ Olivier Zajec et Catherine Samary, *Mondes*
 ✕ *émergents*, 2012.

✕ À partir de 1996, il dirige le département
 ✕ cartographique d'une unité délocalisée
 ✕ en Norvège du Programme des Nations
 ✕ unies pour l'environnement (PNUE),
 ✕ dont un des objectifs est d'évaluer et de
 ✕ cartographier les problèmes environ-
 ✕ nementaux en lien avec les questions de
 ✕ sécurité humaine.

✕ En ce qui concerne la question palesti-
 ✕ nienne, des conflits israélo-palestiniens
 ✕ et israélo-arabes, il dresse plusieurs
 ✕ cartes pour *Le Monde diplomatique*. Il est
 ✕ aussi l'auteur d'une contribution «Israël-
 ✕ Palestine, manipulations cartographi-
 ✕ ques», dans le catalogue de l'exposition
 ✕ *From/to Palestine*, Witte de With, Center
 ✕ for contemporary art, Rotterdam, 1999 et
 ✕ *documenta exhibition project*, Kassel, 2002.

✕ Il coanime actuellement le site
 ✕ *visionscarto.net* avec Philippe Rivière et
 ✕ a rejoint, comme chercheur associé, le
 ✕ département d'anthropologie de l'Uni-
 ✕ versité d'Helsinki pour travailler au sein
 ✕ du programme *Crosslocation and Transit*,
 ✕ *Travel and Trade*.

« Si nous nous transportons dans un univers dans lequel les dimensions spatiales et temporelles sont intimement imbriquées, nous pouvons apprendre à lire un paysage, à détecter des traces comme autant de pièces d'un puzzle géographico-historique à reconstituer. »

116

Marlene Dumas, *Figure in a landscape*, 2010, huile sur toile, 180 x 300 cm.
Collection privée, courtoisie David Zwirner, New York
© Marlene Dumas, image fournie avec l'aimable autorisation de l'artiste
Photo: Peter Cox, Eindhoven

de la poursuite d'une politique engagée lors de la première guerre israélo-arabe. De nombreux récits et l'histoire ont décrit les conditions dans lesquelles les populations palestiniennes ont été chassées de leurs villes et villages et forcées de se réinstaller en Cisjordanie et à Gaza (alors respectivement sous administration jordanienne et égyptienne), ainsi que dans les pays

limitrophes (Jordanie, Syrie et Liban essentiellement). Les forces israéliennes ont mis en pratique dès 1948 une stratégie qui ne pouvait conduire qu'à la fuite de toute la population arabe: attaques, brutalités, massacres, création d'une atmosphère de terreur, processus de déshumanisation, déplacements forcés, confiscation de biens immobiliers et de terres, démolition d'infrastructures et de bâtiments d'habitation...

À l'issue de la troisième guerre israélo-arabe en 1967, Israël s'est lancé dans un processus d'occupation et de colonisation des territoires palestiniens nouvellement conquis, lequel se poursuit encore aujourd'hui de manière implacable. En 2019, rien n'a vraiment changé: les forces israéliennes continuent de démolir, de confisquer, d'accaparer, d'établir des obstacles et des barrages pour empêcher la population palestinienne de circuler, de construire des murs et des grillages infranchissables, de coloniser, d'humilier quotidiennement les résidents en





leur imposant la violence des soldats et des colons, de transformer leur vie quotidienne en cauchemar en rendant difficile l'accès à tous les services de base, et finalement de poursuivre les opérations militaires (essentiellement à Gaza lors des bombardements israéliens de 2008-2009, 2012 et 2014).

Ce mode de gestion territorial qui prévaut en Palestine occupée depuis un demi-siècle n'est que la « poursuite moderne » des stratégies militaires israéliennes qui ont conduit à l'expulsion des Palestiniens en 1947 et 1948 (*Nakba*), avec pour objectif de désespérer la société palestinienne [en la démolissant], de pousser les Palestiniens à partir et renforcer le processus de colonisation pour s'appropriier le plus de terres possible.

C'est le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies pour les territoires palestiniens occupés (UNOCHA oPt) qui, depuis plusieurs années, envoie quotidiennement ses observateurs et cartographes à Gaza et en Cisjordanie pour identifier et cartographier tout ce qui « dévore » la vie quotidienne des Palestiniens. La carte, dont vous trouvez un extrait en page 122, régulièrement mise à jour, disponible en ligne en format PDF, est une véritable prise de conscience de ce que signifient les mots « occupation » et « colonisation ». Elle est en même temps la mauvaise conscience des Israéliens qui savent trop bien ce qu'elle représente (le personnel de l'UNOCHA oPt en paie d'ailleurs le prix en tracasseries et harcèlements lorsqu'il passe la douane et les contrôles de sécurité pour sortir ou entrer en Israël).

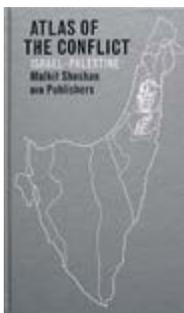
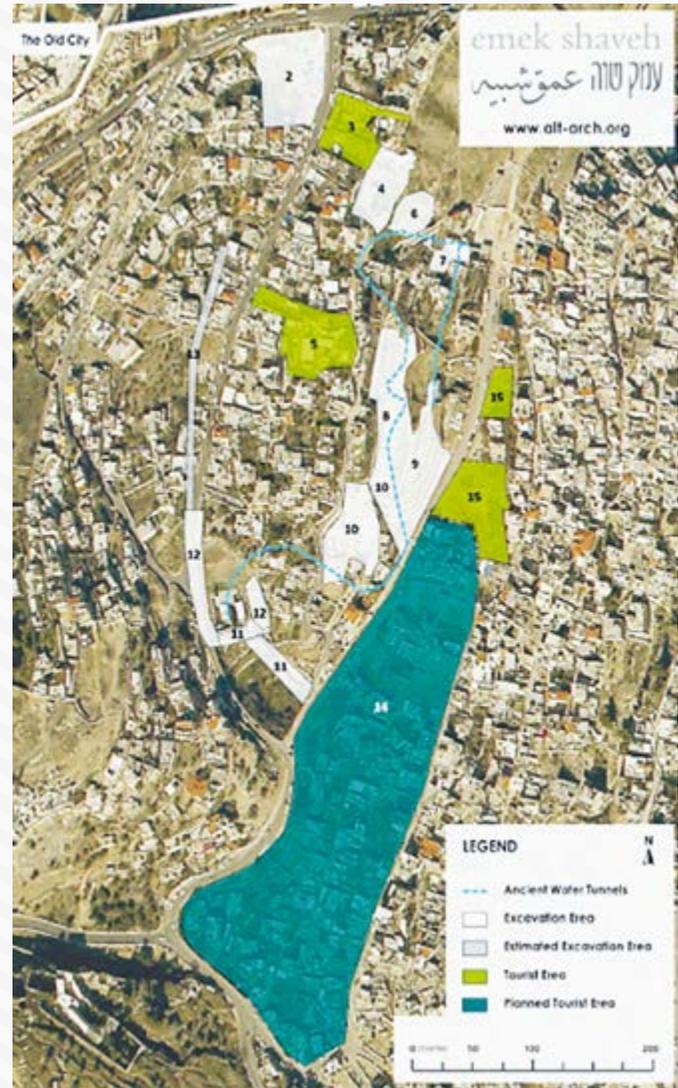
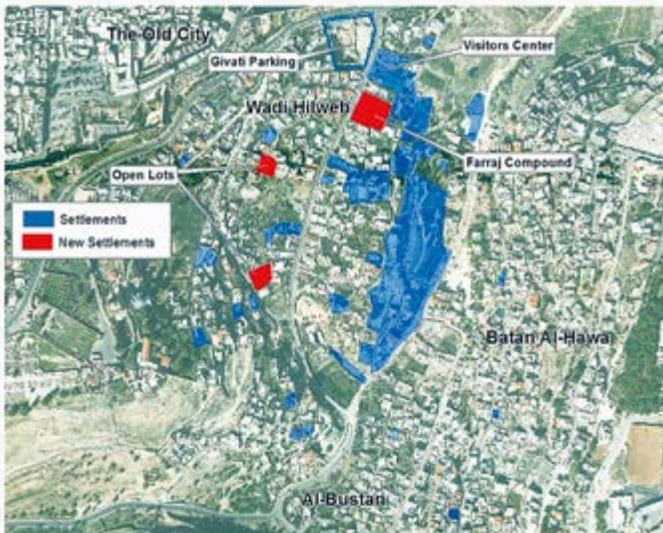
Dès lors que ces situations sont connues, comment les retranscrire cartographiquement pour mieux en montrer les enjeux ? Le premier acte de la représentation de l'espace, c'est l'observation sur le terrain par des yeux et un cerveau exercés : le terrain peut ne rien nous dire si nous ne nous transportons pas dans un univers dans lequel les dimensions spatiales et temporelles sont intimement imbriquées. On apprend à lire un paysage, à détecter des traces comme autant d'éléments à interpréter, à vérifier, à comprendre, comme autant de pièces d'un puzzle géographico-historique à reconstituer.

C'est ainsi qu'une simple promenade en début de soirée à Silwân, un village apparemment paisible situé dans une petite vallée en contrebas de la vieille ville de Jérusalem, permet d'embrasser d'un seul coup d'œil les maisons et petits immeubles qui se superposent sur les pans des collines. Paisible seulement en apparence, puisqu'un ordre de démolition d'une centaine de structures d'habitation menace le quartier de al-Buštân depuis plusieurs décennies... Ordre de démolition non encore exécuté dans sa totalité, mais les autorités israéliennes investissent en force de temps en temps le village et détruisent à chaque fois quelques immeubles³ sous le prétexte qu'ils sont illégaux puisque construits sans permis.

Or, d'une part, les autorités israéliennes ne délivrent que très rarement des permis de construire aux résidents palestiniens, et d'autre part, la présence et les actions des Israéliens dans ce territoire palestinien occupé sont considérées comme illégales par le droit international.

Le village palestinien de Silwân, au sud de la vieille ville de Jérusalem, en mars 2019. Les colons israéliens qui accaparent ou rachètent des immeubles d'habitation marquent symboliquement leur présence, à laquelle des familles palestiniennes opposent une forme de résistance en installant le même type de symboles, des néons lumineux de taille similaire.

³ Voir « Israel commences demolition of 500 Silwân homes, structures », avril 2019, Maan news, <https://www.maannews.com/Content.aspx?id=783236> et UNOCHA oPt, *Record number of demolitions, including self-demolitions in East Jerusalem in april 2019*, <https://www.ochaopt.org/content/record-number-demolitions-including-self-demolitions-east-jerusalem-april-2019>



L'architecte Malkit Shoshan, née à Haïfa en 1976, offre en 500 cartes une analyse remarquable du conflit israélo-palestinien. Ce livre a reçu le prix du «plus beau livre du monde» en 2011. O10 Publishers, 2010

Par ailleurs, le droit ottoman (où ce qu'il en reste) peut aussi s'appliquer quand un acte foncier est inexistant ou introuvable. Trois systèmes juridiques peuvent ainsi se superposer (sans compter le droit palestinien dans les zones A) et dans ce contexte aussi complexe, on se demande quelle «légalité» ou «illégalité» prévaut sur l'autre.

Mais ce qui est intéressant ici, c'est que pour les colons israéliens, l'accaparement ne suffit pas: il faut le faire savoir et le marquer dans le paysage. Pour les résidents palestiniens, discriminés et réprimés par les forces de l'occupation israélienne, le marquage symbolique en retour, en forme de réponse, est un des seuls moyens possibles de résistance. Dans notre exploration cartographique, nous allons le voir, la guerre se joue autant sur le terrain des armes que de la représentation symbolique.

Trois cartes du village de Silwân à Jérusalem:

1. vision de Google Maps non renseignée;
2. identification de toutes les parties du village accaparées et occupées (au 22 mars 2015) par les colons ou l'État israélien pour mener des fouilles archéologiques sur le site de la «cité de David». En aval de cette zone, on distingue le quartier al-Bustân menacé de destruction.

3. Visualisation de l'extension des projets d'infrastructures touristiques en lieu et place du quartier d'habitation palestinien al-Bustân.

Sources: 1. La Paix maintenant, «Settlers Entered New Properties in Silwân», <https://peacenow.org.il/en/settlers-entered-new-properties-in-silwan>

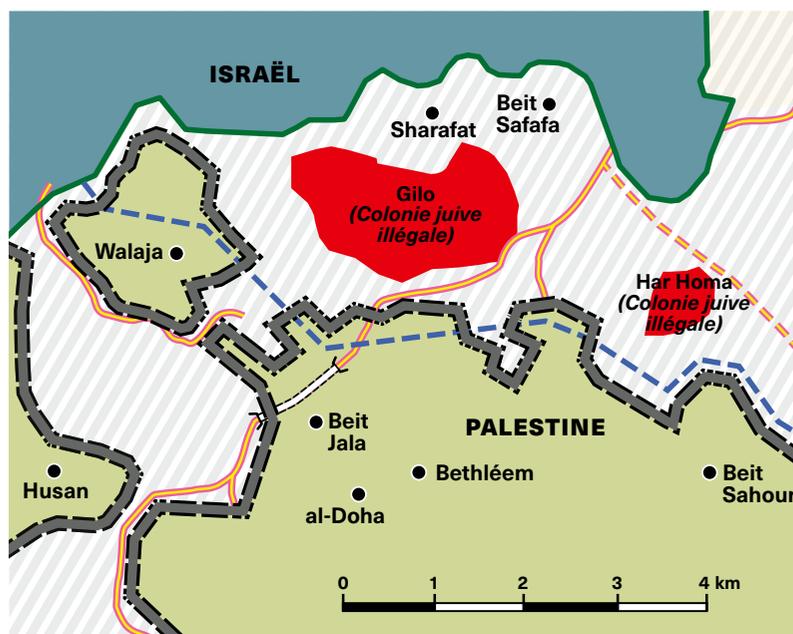
2. B'Tselem, «High Court of Justice paves way for cleansing of Palestinians from Silwân», https://www.btselem.org/press_releases/2018122_batan_al_hawa_ruling

3. Emek-Shaveh, «Excavations and Tourism Areas in Silwân», 28 septembre 2016.

C'est la mise en relation de ces différents documents qui fait apparaître les processus invisibles, et permet de produire des documents cartographiques qui mettent en évidence ce qui n'est pas dit, nous aidant ainsi à comprendre l'extension spatiale des interactions et des violences entre la puissance occupante et les résidents. Les ordres d'expulsions, les démolitions, le harcèlement continu des résidents de Silwân sont à mettre en relation directe avec les plans de la municipalité et de l'État visant à transformer ce village et les environs (qui sont conjoints à la vieille ville) en grande zone touristique... En somme, martyriser la population des résidents pour satisfaire celle des touristes.

Cartographier le conflit israélo-palestinien, c'est écrire et construire la mémoire: la mémoire des faits, la mémoire des lieux et enfin la mémoire des objets de la géographie dans une dimension spatio-temporelle. Le géographe identifie et liste les événements et les faits sur le terrain (observations, entretiens avec des témoins/acteurs, recherche dans les archives): il repère les traces dans le paysage, dans les narrations. Il est contraint d'interpréter et de reproduire selon sa sensibilité et son intime conviction, soumis de ce fait au danger de la manipulation, du mensonge et du déni.

En théorie, les cartes sont construites selon une méthodologie assez précise et des protocoles choisis selon des principes, des critères argumentés auxquels on essaie de se tenir. La difficulté de choisir ces principes vient du fait



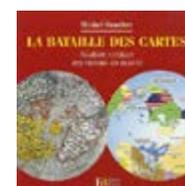
que notre perception de l'espace, des territoires et de la manière dont ils fonctionnent, dont ils sont gérés, dépend d'une multiplicité de facteurs qui empruntent par exemple autant à l'émotion, à notre culture qu'aux principes du droit international ou aux diverses narrations historiques.

La terminologie utilisée dans la production cartographique n'est jamais neutre car elle relève toujours d'un choix reflétant nos positions politiques. La carte est par essence subjective en ce qu'elle exprime un point de vue bien plus qu'une situation supposée réelle (en ce sens, elle est une construction intellectuelle bien plus qu'une représentation de la réalité). C'est particulièrement vrai pour ce qui concerne les conflits israélo-arabes. C'est même un enjeu crucial dans ce qu'on pourrait appeler «la bataille des cartes», au cours de laquelle la représentation cartographique est souvent plus puissante que le texte en ce qu'elle est immédiate, spectaculaire et reste plus facilement gravée dans la mémoire. Pour les parties en conflits, la représentation cartographique revêt une importance presque aussi stratégique que les actions, les mouvements sur le terrain et la gestion même des territoires.

Quelques exemples: les autorités israéliennes ont favorisé, depuis 1967, l'établissement de colonies de peuplement sur l'ensemble des territoires occupés (Cisjordanie et Gaza). À Jérusalem Est, la cartographie israélienne parlera de «quartiers juifs» en lieu et place des «colonies de peuplement illégales aux termes de la résolution 242 des Nations unies». En Cisjordanie,

Organisation spatiale de la partie sud de la municipalité de Jérusalem. La ligne tiretée bleue représente la limite municipale après 1967. La ligne noire correspond au tracé du mur de séparation dont on voit qu'il s'éloigne de plusieurs kilomètres de la ligne verte – ligne de cessez-le-feu théoriquement considérée comme la frontière.

Source: Philippe Rekacewicz, d'après des relevés de terrain



Dans cet ouvrage, Michel Foucher dessine le paysage géopolitique à travers son regard de «géographe cartographe». Il y décrit les points de vue des principaux acteurs géopolitiques qui, à travers le temps, se «battent» littéralement à coups de cartes pour imposer leur vision du fonctionnement du monde. François Bourin éditeur, 2011

Œuvre de Banksy à Bethléem sur le mur de séparation.

Source: Wikimedia Commons, CC 2.5
Auteur: Markus Ortner, 2005

L'espace frontalier

septentrional vu par:

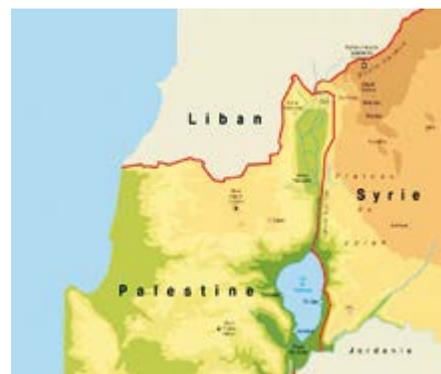
1. Israël, 2. les Nations unies et 3. les pays arabes qui ne reconnaissent pas Israël – par exemple l'Algérie ou la Syrie (mais cette représentation n'est pas utilisée au Maroc, en Égypte ou en Jordanie, pays qui reconnaissent Israël). La zone hachurée en rouge correspond à la zone démilitarisée.

Source: Philippe Rekaewicz, visioncarto.net

4 «Resolution 67/19 adopted by the General Assembly on the Status of Palestine in the United Nations», sur <https://unispal.un.org>, et «La Palestine, État observateur non-membre auprès de l'ONU» <https://visionscarto.net/la-palestine-etat-observateur-non>

5 Emmanuelle Machtou, *La preuve par la Torah*, 2005, <https://archive.org/details/StripTease-LaPreuveParLaTorah/pt01.flv>

6 Jérusalem Est est conquise par l'armée israélienne lors de la guerre de juin 1967. Le 27 juin, la Knesset vote la loi sur la protection des lieux saints et le 28 juin, le gouvernement israélien étend la zone administrative de la municipalité israélienne de Jérusalem à sa partie arabe (Jérusalem Est). Le 30 juillet 1980, la Knesset vote une «loi fondamentale» faisant de Jérusalem «réunifiée», la capitale d'Israël. Cette annexion est condamnée par les résolutions 476 et 478 du Conseil de sécurité.



on trouvera la région de «Judée Samarie» à la place de «Territoires palestiniens occupés» ou même «Palestine», toponymie possible depuis le vote de la résolution 67/19 de l'Assemblée générale des Nations unies en novembre 2012 qui a permis l'admission de la Palestine à l'ONU comme État observateur⁴.

Nous avons vu, avec les actions audacieuses d'artistes engagés, qu'il n'y a pas que sur les cartes que les résidents palestiniens sont déposés de leur identité territoriale: tout est conçu dans les aménagements urbains et la circulation à Jérusalem Est et dans les grands blocs de colonies de Maale Adumim et du Goush Etzion pour qu'il n'y ait aucune différence avec l'ouest de la ville au-delà de la Ligne verte qui, de fait, a complètement disparu. Pour celles et ceux qui ne sont pas très familiarisés avec les données de ce conflit pourtant centenaire, la confusion est totale. Dans le remarquable petit documentaire *La preuve par la Torah* réalisé pour la série *Strip-tease* en 2005⁵, une candidate à l'*aliyah* (littéralement «montée en Israël»), en visite à Neve Daniel, une colonie juive illégale du bloc Goush Etzion au sud de Jérusalem, découvre avec effroi, dans une scène pitoyable, que la maison qu'on lui propose d'habiter n'est pas en Israël – bien que cela ne fasse aucun doute dans son imaginaire – mais en Palestine occupée... Elle découvre alors que la préparation de son arrivée en «Israël» est fondée sur un mensonge.

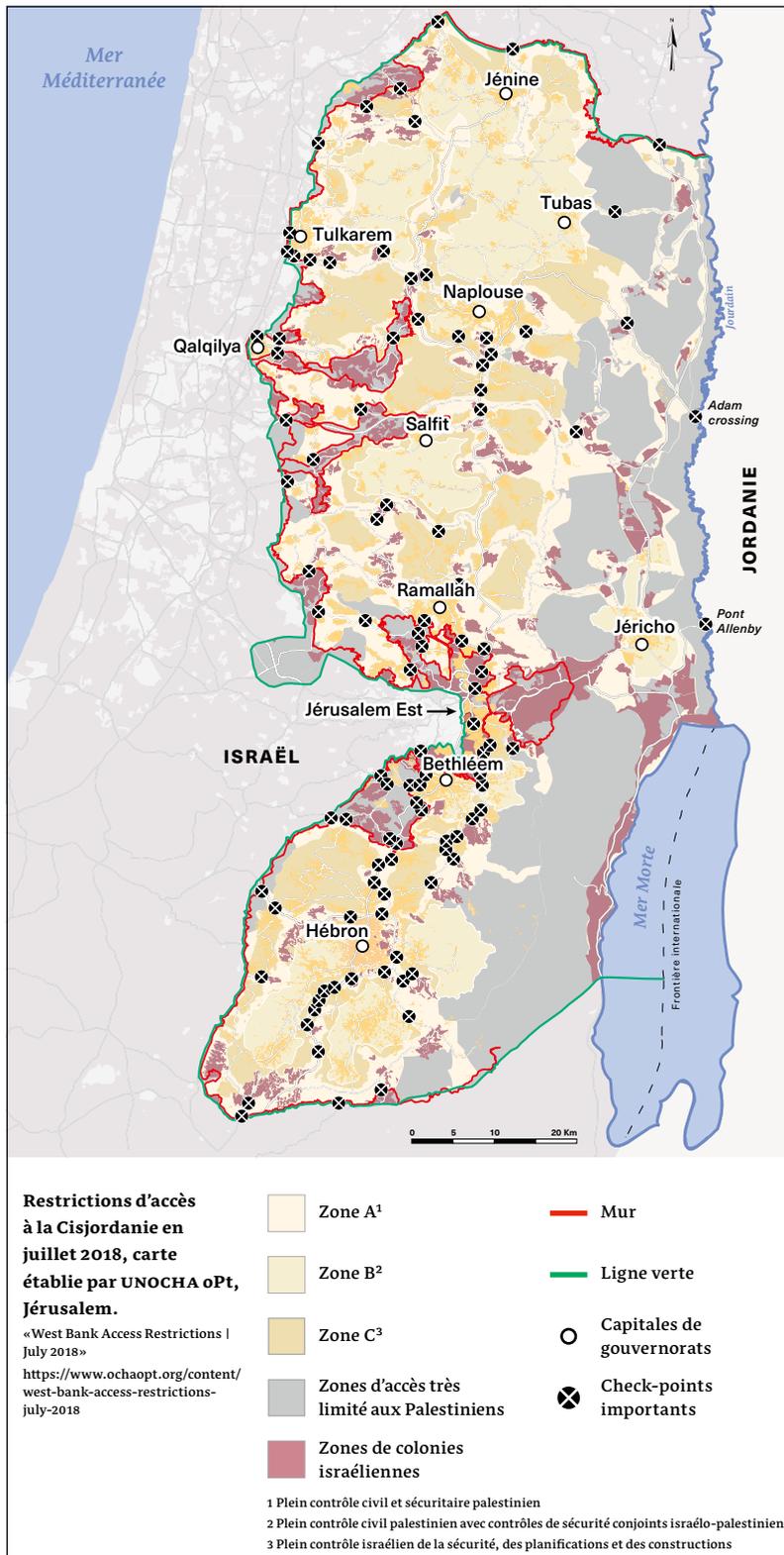
C'est sans doute une des intentions de la carte, outre de montrer les dénis et l'invisibilisation, que de provoquer la confrontation des imaginaires au prisme du réel. En somme, de déconstruire le réel.

Une visite sur les sites internet officiels des institutions israéliennes a de quoi nous troubler. Par exemple, sur la page d'accueil de la représentation israélienne aux Nations unies à Genève,

on trouve une carte – ou plutôt une image satellite – qui nous donne à voir non pas Israël dans les limites que les autorités revendiquent, mais dans une vision qui rappelle les représentations du «grand Israël» parfois diffusées par des groupes sionistes extrémistes (qui inclut le Sinaï, une partie de la Jordanie, de la Syrie et du Liban). Il semble que la justification de l'image choisie emprunte aux arguments historiques classiques (présence juive multimillénaire).

On réalise toute l'importance des choix sémiologiques dans la production des dispositifs cartographiques, lesquels mènent à cette confusion sur le statut juridique autant que sur la gestion de ces territoires. Trois exemples nous montrent les dangers de ces représentations à géographie variable: la figure ci-dessus montre trois manières de cartographier cet espace frontalier d'autant plus volatil qu'Israël n'est reconnu ni par le Liban ni par la Syrie (aucun accord signé), ce qui n'est pas le cas au sud et à l'est pour lesquels Israël a signé un traité de paix avec l'Égypte (1979) et avec la Jordanie (1994). Selon les points de vue politiques, la toponymie change ainsi que le tracé des frontières. Pour Israël, le plateau du Golan est intégré au territoire israélien puisqu'il a été annexé en 1981, mais pour les Nations unies le plateau reste territoire syrien bien que la Syrie en ait perdu la souveraineté.

Le site du ministère des Affaires étrangères nous offre une série de cartes géographiques et historiques qui a aussi de quoi nous laisser perplexes en ce sens que l'ensemble manque d'une certaine logique politique et graphique. Sur ces cartes, la Cisjordanie apparaît à peine, en transparence presque subliminale et sans frontière, à la différence de Gaza où la frontière (donc, la ligne verte de 1949) est bien marquée, alors que les deux territoires ont le même statut. L'absence de la ligne de cessez-le-feu pour la



Banksy à Bethléem: colombe sur le mur d'un bâtiment commercial.
 Source: Wikimedia Commons, CC 4.0
 Auteur: Onceinawhile, mars 2018

Réapparaissent ainsi la matrice très complexe mise en place par les autorités israéliennes pour contrôler d'une main de fer l'est de la ville: ligne verte, colonies de peuplement, barrages, check-point, routes interdites et, surtout, le mur-grillage de séparation qui provoque littéralement une déchirure dans le paysage.

Enfin, pour la représentation de la Cisjordanie le ministère des Affaires étrangères israélien publie sobrement la carte des accords-cadres conclus entre Israël et l'OLP en 1995, mais sans mentionner tous les événements ultérieurs que le bureau des Nations unies pour les territoires palestiniens occupés (UNOCHA oPt) se charge de référencer: outre la Ligne verte, il s'agit du tracé du mur/grillage de séparation, des check-points, de tous les obstacles empêchant la circulation palestinienne ainsi que des routes interdites et enfin du redéploiement de l'armée dans la quasi-totalité des zones B et A où – en contravention avec les accords de 1995 – les forces israéliennes interviennent souvent en toute impunité pour contrôler, punir, violenter ou arrêter les résidents.

En somme, pour les uns, cartographier Israël et la Palestine, c'est cartographier l'histoire d'une fermeture, l'histoire d'un lent accaparement de terres, l'histoire d'une politique de déshumanisation d'un peuple empêché de vivre normalement une vie quotidienne, soumis au risque de violence et de harcèlement au moindre contrôle – accumulation de pratiques qui conduisent au désespoir. Pour les autres, c'est montrer des territoires lisses et fluides, ignorant intentionnellement certains aspects de la géographie humaine, des communautés entières, la barrière de séparation, la frontière internationalement reconnue, autant d'éléments pouvant contrarier les projets d'accaparements territoriaux ou donnant une image trop négative d'Israël.

Pourtant, la brutalité des modes de gestion territoriale des autorités israéliennes reste curieusement méconnue des citoyens israéliens, dont beaucoup ignorent ce qui se passe en Cisjordanie et à Gaza où ils ne vont jamais (les narrations gouvernementales décrivent ces territoires comme des coupe-gorges extrêmement dangereux). Pour les Palestiniens, ce mur/grillage est une véritable punition, le symbole d'une politique d'apartheid destinée à tuer à petit feu la société palestinienne.

Pour les Israéliens, c'est un « mal nécessaire ». Ils disent ne pas aimer ce mur qu'ils nomment plus volontiers « barrière de sécurité », mur dont ils ont éventuellement honte, mais qui leur permet de détourner le regard et d'ignorer la violence que font subir leurs autorités à toute une population à qui ils confisquent le droit de vivre dignement, et certains droits fondamentaux (accès à l'eau, accès aux terres, droit de circuler).

On ne peut que constater que la représentation graphique du réel de l'occupation laisse certains citoyens israéliens dans une profonde incrédulité. ✕



Welcome
to
Palestine

Welcome
to
Bethlehem

Maha Saca



Vivre et écrire dans les marges de l'Histoire

124



Douze professeurs d'histoire, six Israéliens et six Palestiniens, mettent, côte à côte, dans un même ouvrage, les deux narratifs. Éditions Liana Levi, 2008, trad. Rosie Pinhas-Delpuech, Rachid Akel



Rosie Pinhas-Delpuech, voyageuse au long cours entre le turc, le français et l'hébreu, explore, autour de cette dernière langue, le comment devient-on étranger, le que veut dire être juif. Actes Sud, 2016 (pp. 61-62)

Par **ROSIE PINHAS-DELPUECH**

EN 2003 PARAISAIT simultanément en hébreu et en arabe un livre, fruit du travail d'historiens et d'intellectuels israéliens et palestiniens. En 2004, le même livre a paru en français, préfacé par Pierre Vidal-Naquet, aux éditions Liana Levi: *Histoire de l'autre*. Une tentative d'écrire ensemble et séparément, en regard, sur une même page, une histoire d'Israël et de la Palestine, à partir de la déclaration Balfour de 1917. L'initiative était en grande partie due au mouvement «La Paix maintenant». J'ai participé à ce livre comme traductrice, avec conviction et engagement comme pour tous les livres que je choisis de traduire. Puis nous sommes allés le présenter dans des lycées français de Paris, de la région parisienne et de province. Les élèves étaient accompagnés de leurs profs d'histoire. Ils étaient polis et sages. Il n'y avait pas de questions de leur part ni de débat. C'était comme une question d'histoire qui faisait partie de leur cursus.

Aujourd'hui, quelque vingt ans plus tard, «La Paix maintenant» n'est plus que l'ombre de ce qu'il était et il ne parvient pas à fédérer des jeunes autour de lui. Les lycéens de France se sont radicalisés; ils sont contaminés par toutes sortes de discours complotistes qui circulent sur internet et parler calmement devant eux d'Israël et de la Palestine relève presque de l'utopie. Mon intervention d'aujourd'hui est une proposition désespérée et modeste, aux côtés des professeurs d'histoire, de présenter peut-être les choses à partir d'une autre perspective, celle des écrivains, peut-être plus proches de l'imaginaire des adolescents.

Je ne suis pas historienne ni spécialiste de 1948 et du problème de l'exode des Palestiniens. Je ne me situe surtout pas du côté d'un certain

discours européen de condamnation systématique d'Israël, mais je cherche sans cesse le dépassement de la pensée binaire – bon/méchant, victime/bourreau – en essayant de penser toute cette histoire autrement, avec d'autres outils: ceux de la littérature, du cinéma, du théâtre, pour dire sur un autre mode les choses qui vont mal. Autant de domaines où Israéliens et Palestiniens communiquent par des petites ouvertures, des lucarnes, des bouffées d'oxygène vers une vie possible ensemble, ou du moins les uns à côté des autres, en marge des blocages.

J'ai rencontré ce pays par hasard sur mon chemin en 1966. Je venais de passer un an en France après être née et avoir grandi à Istanbul. Je faisais des études de philosophie à Nanterre et, avant de reprendre mon année universitaire, j'avais fait un détour fortuit par ce pays dont j'ignorais tout. Depuis, j'essaie de creuser de livre en livre, de traduction en traduction, cette première rencontre décisive où tout était déjà en place, où tout se jouait déjà, comme un lever de rideau sur un drame en cours. Je vous lis un passage sur cette première rencontre:

«La ville était divisée en deux par des fils barbelés. Nous étions montés au dernier étage d'un immeuble abandonné, criblé de balles, et de là-haut, nous avons aperçu la porte Mandelbaum, un grand portail de fer, traversé dans les deux sens par des Jeeps des Nations unies. Au-delà, c'étaient les Arabes, l'ennemi encore sans visage. J'avais voulu en apercevoir un, mais je n'avais vu que les militaires en bleu des forces internationales (...). À défaut d'en voir un, l'Arabe était entré dans le tableau comme l'ennemi abstrait d'un manuel d'histoire. Sans haine, sans parti pris, des fusils de part et d'autre d'un lac, d'une colline, d'un mur de barbelés. Un pays ensoleillé, effervescent, en guerre avec un peuple invisible. C'était en 1966,

¹ Rosie Pinhas-Delpuech, *L'angoisse d'Abraham*, voir ci-dessus.



j'avais aperçu la queue de la comète, les derniers éclats d'un projet humain singulier, fabriqué avec des rêves fous. L'été suivant, en 1967, les frontières de l'utopie voleraient en éclats, la figure de l'autre ferait violemment irruption dans l'image. Une chance.»¹

J'ai écrit «une chance» parce que l'utopie, dont celle de Thomas More est le prototype littéraire, exclut l'Autre. C'est un système fermé, identique, identitaire, totalisant. Le projet sioniste n'était pas une utopie fermée, il était fondé par des mouvements

socialistes, ouvriers, libertaires ici et là, et par des gens venus d'horizons divers, pour échapper aux pogroms permanents qui ont accompagné les soubresauts de la révolution russe naissante. C'était un projet louable, admirable par endroits, trop beau pour notre planète. Mais en 1948, avec la guerre de l'Indépendance, une partie des Arabes palestiniens est exclue des frontières de cessez-le-feu du nouvel État d'Israël, une autre partie reste dans ses villes et villages. Durant vingt ans, le problème est ignoré, tu, effacé, transformé,

✕ **ROSIE PINHAS-DELPUECH** est née en 1946, à Istanbul, d'un père francophone et d'une mère germanophone au sein d'une famille judéo-espagnole. Elle vient en France en 1965 pour y étudier la philosophie à Nanterre avec Paul Ricoeur (1913-2005) et Emmanuel Levinas (1906-1995). En 1977, elle soutient une thèse de doctorat en littérature française à l'Université Paris III (*L'autre monde: étude sur l'univers romanesque de Cyrano de Bergerac*) puis enseigne la philosophie et la littérature aux Universités de Tel Aviv et de Beer-Sheva.

✕ Elle revient à Paris en 1984 et se consacre entièrement à la traduction. Ainsi traduit-elle du turc, pour les Éditions Bleu autour, des textes du nouvelliste Sait Faik Abasıyanık (1906-1954), mais aussi et surtout de l'hébreu des textes, entre autres, de Haïm Gouri (1923-2018), de David Grossman (1954-), d'Etgar Keret (1967-) ces derniers étant publiés aux éditions Actes Sud dont elle dirige la collection «Lettres hébraïques» depuis 2003.

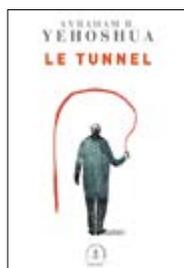
✕ En 2002, à l'initiative de l'organisation non gouvernementale PRIME (*Peace Research in the Middle East*) et avec l'aide de l'Institut de recherche sur la paix de Francfort, le livre *Learning Each Other's Historical Narrative* paraît simultanément en Israël et dans les territoires palestiniens, codirigé par Sami Adwan (1954-), doyen de la faculté des Sciences de l'Éducation de l'Université de Bethléem, Dan Bar-On (1938-2008), professeur de psychologie à l'Université Ben Gourion de Beer-Sheva et Eyal Naveh (1952-), professeur d'histoire à l'Université de Tel Aviv. Rosie Pinhas-Delpuech en fait la traduction de l'hébreu, Rachid Akel, de l'arabe; le livre paraît en 2004 aux éditions Liana Levi à Paris, sous le titre *Histoire de l'autre*.

✕ Comme écrivaine, elle a publié *Insomnia. Une traduction nocturne* (Actes Sud, 1997; Bleu autour, 2011), *Suites byzantines* (Bleu autour, 2003), *Anna, une histoire française* (Bleu autour, 2007). Le troisième volet de sa trilogie linguistique, *L'Angoisse d'Abraham*, a paru aux éditions Actes Sud en 2016. Elle travaille actuellement à une fiction romanesque sur les débuts de l'hébreu moderne.

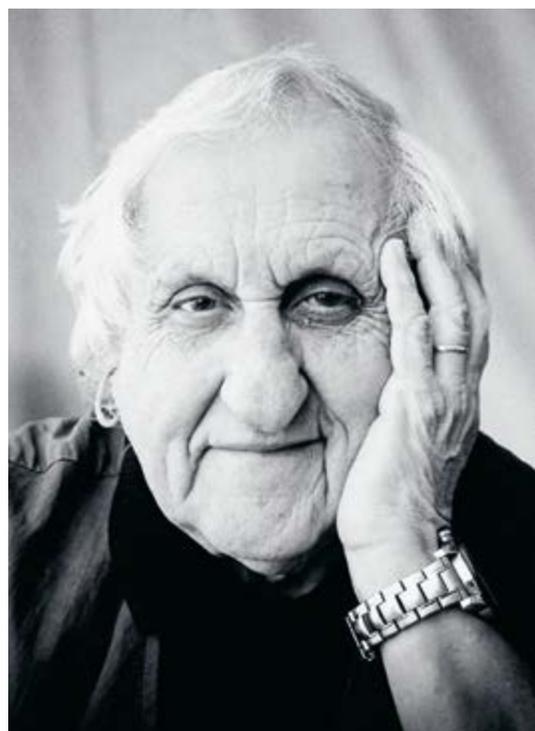
✕ **Vue du désert de Judée depuis Massada.**

✕ **Janvier 2019.**

✕ Image: Jean-Jacques Staub



Un couple vieillissant face à la maladie. Les contradictions d'une société. Se mêlent avec délicatesse la question de la perte de la mémoire à celle des identités israélienne et palestinienne. Trad. Jean-Luc Allouche, Grasset 2019



« Nous avons un amant et il a disparu. Avec la vieille voiture de sa grand-mère. Six mois ont passé, et nous sommes toujours sans nouvelles de lui. Pourtant, nous disons-nous, ce pays est si petit, si intime, que l'on pourrait, si l'on s'en donnait la peine, se découvrir des liens de parenté avec le plus éloigné de ses habitants. »

L'amant, Avraham B. Yehoshua

Avraham B. Yehoshua est né en 1936, à Jérusalem. Il appartient à cette « nouvelle vague » d'écrivains d'Israël dont la focale se resserre sur l'individu. Désigné comme le William

Faulkner israélien, il se pose en critique tant de l'occupation israélienne que de la culture politique palestinienne.

Source: Wikimedia Commons
Auteur: Arielinson, 2017

déformé, une histoire nationale se met en place, celle des conquérants, comme tout État sur la carte du monde. En 1967, avec la guerre des Six jours et l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, « ils », « eux », « les voisins », « les cousins », entrent en scène en chair et en os. Voilà ce que mes jeunes yeux de l'époque m'ont fait écrire sur ce moment :

« Les barbelés et le portail de fer du passage Mandelbaum ont disparu et la ville réunifiée révèle le concentré de violence immémoriale et explosive qui l'a modelée. Et d'abord, ils sont là : abasourdis, hostiles, curieux, ennemis. *Eux*. C'est un souvenir insistant, qui précède tous les autres (...). *Eux*. Hostiles. L'ennemi abstrait des livres d'histoire, celui avec qui on fait la guerre, a pris corps et visage de part et d'autre (...). Ils observent la nouvelle page d'histoire défiler devant eux, dans les dédales de la vieille ville. Dans une échoppe qui vend des cartes postales, les regards sont durs, une vraie muraille. « It iz not your place here », dit un homme en costume cravate, l'œil noir. Avec cette phrase dont la voix, l'intonation tranchante, le « r » roulé et le « h » guttural, résonnent encore à mes oreilles, il entre dans l'image des orangeries, du kibboutz, des villes nouvelles bâties sur du sable, des braves gens laborieux, de l'innocence des matins de shabbat, et la déchire de haut en bas par le milieu. »²

Pour faire un roman, il faut au moins deux personnages et un élément dramatique. Si l'on applique la règle classique des trois unités au roman, on obtient : pour l'unité de lieu, l'espace appelé le Proche-Orient, mot composé qui, à lui seul, est source de tant de malentendus ; pour l'unité de temps, celle immémoriale du récit, depuis les temps bibliques jusqu'à aujourd'hui et demain ; pour l'unité d'action, l'affrontement continu entre deux mêmes personnages qui ont tour à tour pour nom Caïn et Abel, Ismaël et Isaac, Esaü et Jacob, l'Israélien et le Palestinien. Depuis ces jours lointains de 1966 et 1967, en traduisant et écrivant, je lis ce pays jour après jour comme un roman. En même temps qu'un projet vital, politique, idéologique, Israël est un roman. Il est assis sur un livre, la Bible, il s'invente et se raconte tous les jours, dans la continuité d'un des récits les plus subversifs que l'humanité ait pu se raconter. La réactualisation très récente d'une langue – l'hébreu de la Bible – comme fondement même de ce pays en fait un phénomène linguistique et littéraire unique et, pour l'appréhender, on peut se permettre de lui appliquer les outils dits « subjectifs » de l'art, de la littérature, qui me paraissent plus performants, plus subtils, plus souples, plus ambivalents – donc plus polysémiques que la pensée discursive – pour appréhender le monde extrêmement trouble, instable et contradictoire dans lequel nous vivons.

Sans vouloir faire ici du Lagarde et Michard de cent ans de littérature israélienne, ce qui serait

² Op. cit., pp. 134-135.



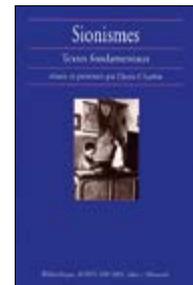
«Alors, comme si elle avait brusquement compris que tout était perdu, que personne parmi les habitants du village ne rentrerait chez soi, que rien n'était à espérer des juifs, elle s'immobilisa, vaincue par cette révélation terrible, inimaginable et néanmoins bien réelle qui s'était abattue d'un seul coup, et gémit de douleur.»

Hirbat-Hiza, S. Yizhar

Né en 1916 à Rehovot, mort en 2006, S. Yizhar est une figure tutélaire de la littérature israélienne. En 1949, dans *Hirbat-Hiza*, il narre par le truchement de la fiction l'expulsion des

Palestiniens de leurs villages pendant la guerre de 1948. Ce bestseller est inclus dans les programmes scolaires en 1964.

Source: Wikimedia Commons, National Photo Collection, GPO
Auteur: Théodore Brauner, 1951



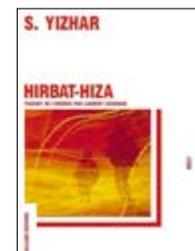
impossible dans le temps qui nous est imparti, il serait intéressant de faire quelques constats. Entre 1900 et 1967, la jeune littérature hébraïque n'écrit pas sur son voisin palestinien, arabe. En revanche, les Arabes, la population arabe de Palestine, sont présents en permanence dans les textes fondateurs³ de la pensée sioniste qui abondent en références au problème de l'existence d'autres habitants sur une même terre. Comment on fait ensemble, séparément, amis, ennemis? Faut-il habiter cette terre ou aller ailleurs? Mais aller où? Et comment faire quand, tôt ou tard, les habitants arabes vont manifester leur mécontentement? Ils le font tôt, dès 1921. Il faut lire ces textes pour étoffer le mot «sionisme» d'autres contenus que les seules étiquettes inappropriées d'«impérialistes», «colonialistes», etc.

À l'exception notable du grand écrivain israélien S. Yizhar qui publie, dès 1949, *Khirbet Hizah* (en français *Hirbat-Hiza*), où il met en scène un village arabe qui se vide de ses habitants pendant la guerre d'Indépendance, la littérature israélienne ignore le problème palestinien jusqu'en 1967 où, brutalement, elle se trouve nez à nez avec des voisins si proches qu'elle pouvait les entendre respirer. D'une manière générale, on peut dire qu'il y a une grande et véritable littérature hébraïque dès la renaissance de la langue à partir de 1900. Elle est superbement écrite et pose des questions essentielles sur le Juif et sa place dans le monde. Mais à partir des années 1930 et jusqu'en 1967, la construction ardue du pays, la cristallisation

d'une idéologie fondée sur «l'homme nouveau», oublieux de ses origines étrangères dans la diaspora, appauvrissent la littérature. Comment écrire en se coupant du passé et des autres? Ce sont là les conséquences négatives de l'utopie qui devient, non plus un horizon d'espérance, mais une idéologie étatique fermée sur elle-même. 1967 est ce moment de chance pour les uns et pour les autres, d'avoir à composer l'un avec l'autre. La Palestine lutte désormais pour formaliser une existence faite jusqu'alors d'occupations coloniales successives, dont la plus récente n'est pas coloniale mais quasi antique et tribale comme deux tribus bédouines qui s'affrontent sur un même petit bout de terrain; et une nouvelle génération en Israël prend tragiquement conscience qu'elle n'est pas «un peuple sans terre pour une terre sans peuple», qu'il y a des gens à côté, qu'ils ne sont pas du tout contents et que désormais, quoi que l'on fasse, on aura des insomnies.

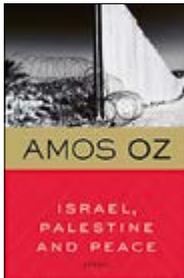
Deux nouvelles générations se font face, en miroir, dans l'hostilité, la curiosité, l'amitié difficile parfois, tendue, mais possible autour de projets: cinéma, théâtre, musique, poésie, peinture, labos de recherche scientifique, par-delà le Mur qui a ghettoisé les deux peuples. Difficile de citer en bloc tous les poètes, écrivains, cinéastes, metteurs en scène israéliens qui ont pris fait et cause pour le long combat des Palestiniens. Certains l'expriment publiquement, comme Amos Oz, A. B. Yehoshua, David Grossman. Ils pèsent de tout leur poids dans le débat public.

Anthologie de textes pour la plupart inédits, ce remarquable recueil de Denis Charbit est une lecture indispensable à quiconque veut savoir de quoi il est question quand on parle de «sionisme». (R. P.-D.) Albin Michel, 1988



En 1949, l'expulsion d'un village palestinien par les forces israéliennes durant la guerre de 1948 entre pour la première fois dans la fiction israélienne. Trad. Laurent Schuman, éditions Galaade, 2010

³ Cf. Denis Charbit, *Sionismes. Textes fondamentaux*, voir ci-dessus.

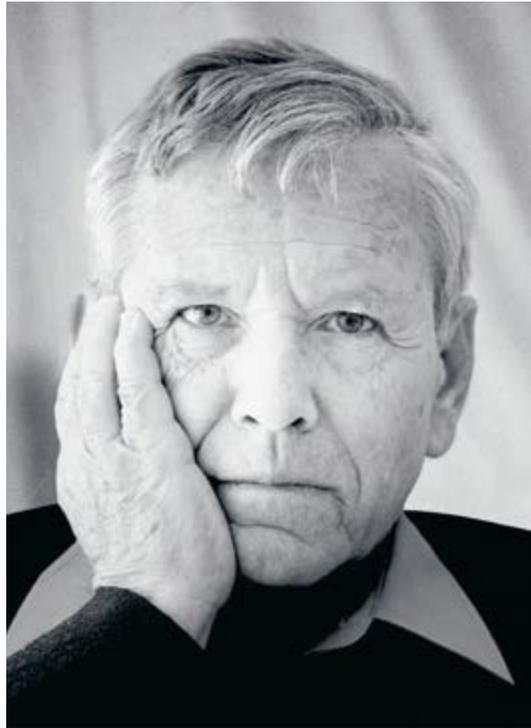


Ce recueil d'essais explore le conflit israélo-palestinien et le rêve sioniste. Son auteur y dresse le portrait bouleversant d'un pays divisé dans une prose jamais dénuée de poésie. Mariner Books, 1995



Avec ce premier roman, son auteure fait une entrée fracassante dans la littérature israélienne, et va la bouleverser en profondeur. Trad. Rosie Pinhas-Delpuech, Actes Sud, 2008

⁴ Orly Castel-Bloom, *Dolly City*, voir ci-dessus.



« Mais dites-moi, vous, s'il existe un seul peuple au monde qui accepterait à bras ouverts l'invasion brutale de centaines de milliers d'étrangers, puis d'autres millions encore débarquant de lointains pays sous le curieux prétexte que les livres sacrés qu'ils ont transportés avec eux promettaient ce pays tout entier pour eux seuls ? »

Judas, Amos Oz

Amos Oz est né en 1939, à Jérusalem. Écrivain très influent, il est l'un des premiers à plaider pour la solution à deux États après la Guerre des Six Jours et cofonde le mouvement

« La Paix maintenant ». Se mettre à la place de l'autre est pour lui un fondement de l'écriture. Il meurt à Tel Aviv en décembre 2018.

Source: Wikimedia Commons
Auteur: Michiel Hendryckx, 2015

Et cela jusqu'à aujourd'hui. On les appelle « la génération de l'État », ils ont une conscience politique aiguë et active. Ils expriment par divers thèmes la déchirure, la faille dans ce qui s'est voulu une utopie pure, propre, sans faille dans le projet sioniste. Ils lancent la littérature israélienne dans le monde, avec toute sa modernité et son universalité. C'est un grand tournant dans les lettres israéliennes. Mais ils sont encore en quelque sorte des produits du sionisme classique, même si un écrivain, un artiste, prend toujours ses distances par rapport à l'idéologie ambiante, ne fût-ce que par la langue qu'il s'invente pour s'exprimer. Ils parlent de l'intérieur d'un sionisme humaniste, socialiste, travailliste, qui a éclaté.

x x x x x

Entre-temps, une nouvelle génération voit le jour, née pendant et après 1967. Une génération qui grandit avec la guerre de Kippour en 1973, Sabra et Chatila en 1982, la première Intifada en 1988, les années noires des attentats terroristes dans les villes, l'assassinat de Rabin en 1995 et l'échec des Accords d'Oslo. Une histoire agitée, violente, inquiète, qui déchire en mille morceaux la photo ensoleillée d'une société heureuse. Et de ces morceaux émergent de nouveaux écrivains, une nouvelle langue, une nouvelle esthétique qui exprime autrement son souci du monde. L'engagement politique n'est pas frontal et direct, mais les œuvres d'une grande force reflètent une autre forme de questionnement. J'ai choisi de vous parler de deux

d'entre eux, deux auteurs majeurs que j'ai eu l'honneur d'introduire et de traduire en France: Orly Castel-Bloom et Etgar Keret. Insolents, irrévérencieux, violents, cruels, radicaux, on les a appelés « les enfants terribles » de la littérature israélienne.

La famille d'Orly Castel-Bloom, originaire d'Égypte et francophone, immigré en Israël en 1948, avec un mouvement de jeunesse socialiste sioniste. Castel-Bloom, née en 1960, porte très tôt un regard critique sur sa ville, Tel Aviv, sur l'armée, l'Université, l'enseignement, sur la langue de bois qu'elle déconstruit de manière assez géniale pour dire la société éclatée dans laquelle elle vit. Le problème palestinien n'est pas traité séparément chez elle, il n'est pas le fait d'une conscience coupable ou malheureuse, mais il est englobé dans l'injustice et l'absurdité du monde et de la société dans lesquels elle vit, la nôtre à tous. Voilà ce qu'elle écrit dans un livre culte⁴ qui lui vaut de figurer dans la liste des cent meilleurs écrivains du monde:

« La nuit, lorsque j'avais des insomnies, je sortais sur la terrasse et j'essayais de m'en sortir. Dolly City se dressait dans toute sa confusion et sa laideur. Dolly City, ville amputée hachurée, saloperie de ville (...). Le ciel, en plein jour, était un énorme bouchon d'avions gris plomb. Je cherchais un bout de ciel bleu pour y accrocher mon regard. C'étaient les rares instants où j'essayais de toutes mes forces de sentir que je faisais partie d'un monde tellement plus vaste que Dolly City, mais



«L'on a fait de mon fils un tireur d'élite sur la ligne de front sans me demander mon avis et je suis incapable de faire face à cette tension. Je veux dormir, dormir et me réveiller de plus en plus jeune, un jour après sa libération. À la fin de son service, j'aurai l'air d'avoir trente-cinq ans», avait plaisanté Amanda...»

Textile, Orly Castel-Bloom

Auteure à ce jour de onze romans et recueils de nouvelles, Orly Castel-Bloom est en 1960, à Tel Aviv. Dans *Parcelles humaines*, publié en 2002, elle est la première écrivaine

israélienne à aborder le sujet des attentats-suicides palestiniens. Elle enseigne la création littéraire à l'université de Tel Aviv.

Source: Wikimedia Commons
Auteur: Jindřich Nosek, 2017



c'était presque impossible. J'étais prisonnière de moi-même et je ne pouvais pas fuir. Je ne pouvais que regarder les trains à vapeur disparaître, engloutis dans les tunnels noirs de l'infini, d'autrui, du vaste monde.» (pp. 50-51)

«Nul doute que la folie est un animal prédateur. Sa nourriture est l'âme. Elle s'empare de l'âme à la même vitesse qu'en 1967 notre armée s'est emparée de toute la Judée, la Samarie et la bande de Gaza. Une fois que la folie s'empare de ces «territoires» intérieurs, arrivent les moutons enragés qui ne savent que dévorer. Ils dévastent les champs dont ils font un désert. Et si un pays comme Israël ne parvient pas à maîtriser les Arabes des territoires, pourquoi moi, un individu, arriverais-je à maîtriser mes territoires occupés intérieurs?» (p. 123)

Dans une œuvre d'une grande richesse, Orly Castel-Bloom ne cesse d'élever le débat avec lucidité, humour et une infinie compassion pour notre condition humaine. Pendant que se tenait à Lausanne ce colloque d'historiens, elle était invitée à une table ronde avec des auteurs palestiniens à Montréal. Voici ce qu'elle a bien voulu écrire à ma demande:

«Au début du mois de mai, j'ai participé au festival annuel de littérature, Bleu Métropolis, à Montréal. J'avais très peur des tables rondes avec l'écrivaine palestinienne, Yara el-Ghadban, et l'écrivain palestinien, natif de Gaza, Yousef Bashir, qui, à l'âge de quinze ans, a été blessé par notre armée et soigné

à l'hôpital Tel Hashomer, à côté de Tel Aviv. J'ai cru qu'il m'arriverait ce qui m'est déjà arrivé à un festival de poésie et de littérature à Prague en 2004, après l'assassinat du cheikh Yassin: le boycott de tous les écrivains et poètes israéliens, à l'exception des juifs américains. Même Nadine Gordimer a refusé de me parler et a détourné la tête.

»J'ai eu peur qu'il arrive la même chose qu'à Berkeley, au dixième anniversaire de l'assassinat de Rabin, quand dans l'auditoire une grosse voix de femme au fort accent israélien a crié plusieurs fois «Murderer!» et j'ai dû interrompre ma conférence.

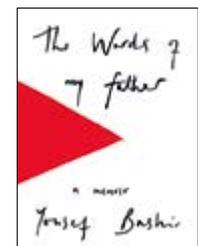
»À la première table ronde avec Yara el-Ghadban, j'ai découvert avec surprise que son livre, *Je suis Ariel Sharon*, n'était pas une attaque de plus contre Israël, mais une tentative de comprendre Sharon en se glissant dans ses souliers.

»À la table ronde élargie à laquelle participaient les deux écrivains palestiniens, j'étais vraiment au septième ciel. J'étais sûre que Yousef Bashir ne m'adresserait pas la parole ni me serrerait la main, mais il a fait un selfie avec moi où nous sourions et moi, je suis enchantée.

«Établir le contact» est un terme militaire du champ de bataille, mais on peut l'appliquer aussi à une table ronde à Montréal, à treize heures de vol du Proche-Orient.»⁵

× × × × ×

Montréalaise d'origine palestinienne, Yara el-Ghadban a ces mots: «Seule la fiction peut œuvrer dans les failles de l'Histoire. Et seul le roman rend possible notre rencontre». *Mémoire d'encrier*, 2018



Voir au-delà des préjugés et des ressentiments est l'horizon ouvert par le Palestinien Yousef Bashir, ardent défenseur de la paix, dont l'histoire personnelle se confond avec celle d'une génération. *Haus Publishing*, 2018

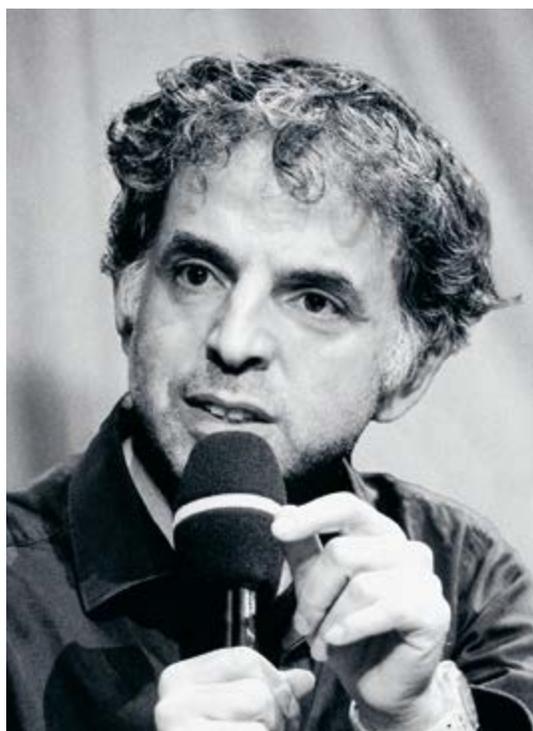
5

Texte écrit par Orly Castel-Bloom et traduit par moi-même, pour être inséré dans ma communication. Je l'en remercie infiniment.



Un jeune suicidé recherche sa bien-aimée, tel Orphée en quête d'Eurydice dans les enfers des jeunes âmes perdues. Voyage express entre humour, absurde et mélancolie.

Trad. Rosie Pinhas-Delpuech, Actes Sud, 2001



« Je lui ai raconté que le père d'Ari appelait l'endroit où nous avions atterri Ombredemort, parce que tous les gens qui se trouvaient ici ne désiraient plus rien, qu'en les côtoyant on avait l'impression que tout allait bien, alors qu'en fait on était déjà à moitié mort. »

La Colo de Kneller, Etgar Keret

Etgar Keret est l'un des écrivains les populaires en Israël. Il est aussi cinéaste et scénariste de bande dessinée. Né en 1967 à Tel Aviv, Keret est israélien et polonais. En 2004, il publie *Gaza*

blues, different stories, avec l'auteur palestinien, Samir el-Youssef. Son œuvre inspire plusieurs auteurs de sa génération.

Source: Wikimedia Commons
Auteur: Stephan Röhl, 2016

Etgar Keret naît en 1967 à Tel Aviv, de parents originaires de Pologne, qui ont survécu à la Shoah. Il commence à griffonner pendant son service militaire de minuscules nouvelles, presque des clips, à la langue et à la forme tout à fait inédits. Sur le mode d'humour sanglant, il est question entre autres de suicide des jeunes dans l'armée, sujet tabou s'il en est. De déceptions d'amour, de personnages ratés, en échec, sur le mode de Charlie Chaplin et de Buster Keaton. Les romans graphiques naissants s'emparent très vite de ces nouvelles pour en faire des albums. Ses recueils de nouvelles sont lus dans le monde entier et, en Pologne où il est particulièrement apprécié, un architecte a construit pour lui un immeuble d'un mètre cinquante de large, dans le ghetto de Varsovie. Son pendant palestinien est l'écrivain, Sayed Kashua qui utilise le même humour décalé pour critiquer Israéliens et Palestiniens.

Au début de son itinéraire d'écrivain, voyant que ses brèves nouvelles peinent à être traduites à l'étranger, Keret écrit un roman... picaresque... d'environ 70 pages: *La Colo de Kneller*.⁶ Il y est question d'un monde outre-tombe où arrivent tous les jeunes qui se sont suicidés pour des raisons diverses. Et parfois des parents aussi. Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, le livre n'a rien de macabre, bien au contraire. C'est un peu un monde à l'envers qui reproduit celui des vivants. Les jeunes travaillent dans une pizzeria qui s'appelle *Kamikaze*, se rencontrent dans un bar, *Mort Subite*, etc. Dans ce

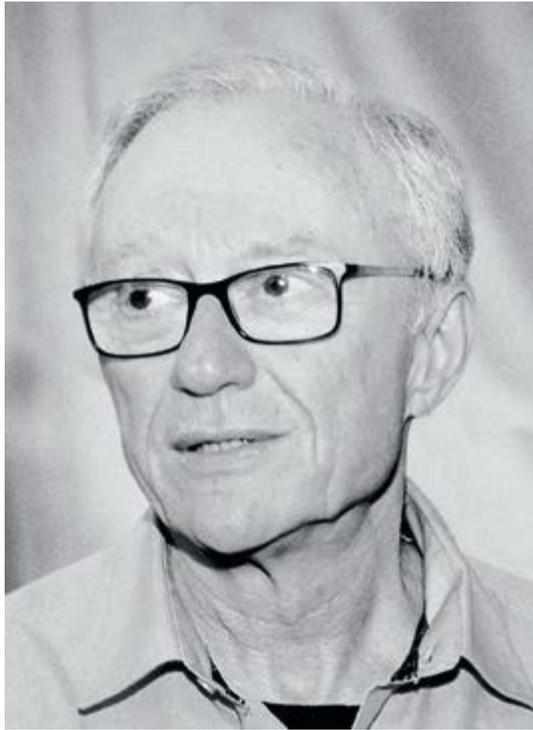
bar travaille aussi un Arabe à qui il manque un bout de visage. Cela donne d'abord un dialogue raciste:

- Des Arabes qui se suicident, ça t'angoisse pas? Même pas un peu? Et s'ils découvraient que nous sommes Israéliens?
- Eh bien, ils nous tueraient une fois de plus. T'as pas encore compris qu'ils n'en ont rien à faire? Ils sont morts, nous sommes morts, *c'est tout*.
- Je sais pas, mais j'aime pas les Arabes. Ça n'a rien à voir avec la politique, c'est ethnique.
- Dis donc, Ari, tu trouves que t'as pas assez de défauts, faut que tu sois raciste aussi? (p. 36)

Ensuite, le pseudo-raciste veut savoir comment Nasser, le barman arabe, a fini, question indiscrete qu'on ne pose pas d'habitude dans ce monde d'outre-tombe. Et cela donne:

- Ya, Nasser, et toi comment t'as fait ta valise? (...)
- En faisant boum! a-t-il répondu avec un sourire las, tout en faisant valser légèrement son cadavre déchiqueté. Ça ne se voit pas?
- *Wallah*, en faisant boum! a répété Ari. Tu en as tué combien? (...) c'est vrai ce qu'on raconte, que chez vous avant de partir en mission, on te promet soixante-dix vierges baisables et nymphomanes?
- On le promet, a dit Nasser, mais tu vois ce que ça donne, j'ai sombré dans l'alcool.

⁶ Etgar Keret, *La Colo de Kneller*, voir ci-dessus.

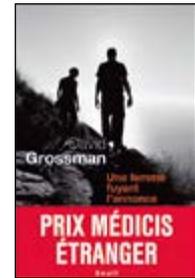


– Tu veux dire que les chemins parlent hébreu? que le langage germerait de la terre? Il s'emballe à l'idée des mots jaillissant de la poussière, rampant hors des crevasses (...) – Je me demande comment cela sonne en arabe, ajoute-t-elle. Après tout, ce paysage est aussi le leur, et ils possèdent aussi des consonnes laryngales, ce son qui donne l'impression de s'échapper d'un gosier desséché.

Une femme fuyant l'annonce, David Grossman

David Grossman est né en 1954, à Jérusalem. Auteur de fiction, d'essais et de livres pour la jeunesse, il est l'une des figures majeures de la littérature israélienne, mais également un intellectuel engagé depuis toujours pour la paix. En 2006, son fils de 21 ans est tué au cours du conflit israélo-libanais.

Source: Wikimedia Commons
Auteur: Jindřich Nosek, 2018



- Mon pauvre Nasser, alors tu t'es fait baiser, a jubilé Ari.
- Wallah, a dit Nasser en hochant la tête. Et toi, qu'est-ce qu'on t'avait promis? (pp. 40-41)

× × × × ×

Pincemi et Pincemoi sont dans un même bateau, dit la comptine enfantine. Israéliens et Palestiniens se tiennent par la barbichette. À Tel Aviv comme à Ramallah, il y a une jeunesse qui veut s'en sortir, parfois ils font du jazz ou de la chanson ensemble ou séparément, mais sans se faire la guerre, à New York, Berlin ou Londres. Ils essaient d'inventer un autre langage, de créer, d'aller du côté de la vie, de tourner le dos à la mort. Ils en ont assez de la langue de bois des uns et des autres. Ils disent qu'ils ne

sont pas politisés de la même manière que leurs aînés, mais qu'ils agissent en tant qu'individus, sur leur terrain propre. Établir des faits, aller réveiller les archives, est le travail indispensable de tout historien dans une démocratie. Informer la jeunesse, l'exercer à avoir un esprit critique, est la mission de l'enseignant. Mais se crisper sur un conflit, qui est loin d'être le seul au monde, ne fait que cristalliser et attiser une forme de violence et de haine qui s'est emparée de nombre de lycées en France. À la place, on a envie d'imaginer Castel-Bloom et Keret et Kashua et des groupes de rap et de jazz israélo-turco-palestiniens, le théâtre d'Akko, Wajdi Mouawad, aller dans les lycées, montrer leur travail ensemble, montrer de la parole, de la voix, un autre langage, qui circulent en direction de la vie. ✕

L'angoisse d'une mère pour un fils soldat au cœur d'un conflit enlisé. La fuite du personnage féminin, à travers la Galilée, met à nu l'absurdité de la guerre.
Trad. Sylvie Cohen, Points, 2012



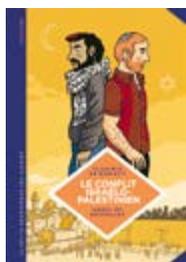
Comment être à la fois arabe et israélien? À travers ce premier roman, drôle et tragique, l'auteur raconte le déchirement et la quête désespérée d'une identité. Trad. Katherine Werchowski, 10/18, 2006

« On a envie d'imaginer des écrivains, des compagnies théâtrales, des groupes de rap et de jazz israélo-turco-palestiniens, aller dans les lycées, montrer leur travail ensemble, montrer de la parole, de la voix, un autre langage, qui circulent en direction de la vie. »

«1948: aux origines du problème des réfugiés palestiniens» en classe d'histoire

132

Par **JEAN-BENOÎT CLERC**



Vladimir Grigorieff et Abdel de Bruxelles racontent en 86 planches, de façon non partisane et passionnante, du XIX^e siècle à nos jours, le conflit territorial, religieux et identitaire. Le Lombard, 2017

LE TRAITEMENT, par les manuels scolaires, des événements qui se déroulèrent entre 1947 et 1949 en Palestine/Israël, a déjà été examiné¹. On leur reproche, entre autres, la prévalence du point de vue occidental et juif sur celui des Arabes «malgré les nombreuses sources qui existent en la matière», la chronologie uniforme et réductrice, «le manque d'analyse critique sur les années préalables au plan de partage de 1947, et (...) l'absence d'une analyse réelle du projet sioniste en tant que projet national colonial», l'imputation systématique aux «Arabes» des violences qui éclatent au lendemain de l'adoption du plan de partition le 29 novembre 1947, la confusion et l'amalgame des termes «Arabe» et «Palestinien» qui seraient en accord avec le «discours entretenu

par les Israéliens dans leur version officielle de l'histoire»², le «parti pris inacceptable», «dans un livre scolaire digne d'une société démocratique», qui «présente le conflit israélo-arabe et plus particulièrement le conflit israélo-palestinien d'une manière catégorique et univoque», faisant par exemple accroire que la création de l'État d'Israël serait le résultat de la volonté d'un peuple unique et uni et non «de l'action persévérante du mouvement sioniste, un courant politique particulier, minoritaire jusqu'à la fin des années 1930»³.

Nous présenterons ici deux séquences d'enseignement dans nos classes⁴, qui traitent du Plan de partition de 1947 d'une part, de l'exode des Palestiniens d'autre part, conçues dans l'ambition de surmonter les critiques faites aux manuels scolaires dans leur traitement de ces deux objets.

1 Roland Lombard et Marilyn Pacouret (dir.), *Israël/Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, Paris, Éditions Syllepse, 2014. Les contributeurs de l'ouvrage examinent les manuels français, israéliens, palestiniens et suédois. Michel Staszewski, «Le conflit israélo-palestinien selon deux manuels scolaires utilisés en Belgique. Un parti pris inacceptable», dans *Points Critiques* n° 359, 2015, pp. 20-23, et n° 360, pp. 15-17, disponible sur <<http://www.histoireetenseignement.be/wp-content/uploads/2015/09/Un-parti-pris-inacceptable.pdf>> (consulté le 27 juin 2018), examine deux manuels: *FuturHist 6^{ème}*, Didier Hatier, Namur, 2012 et *Construire l'histoire*, tome IV, Didier Hatier, Namur, 2008.

2 Sandrine Mansour-Mérien, «Les manuels français et la question Palestine/Israël», dans Roland Lombard et Marilyn Pacouret (dir.), *Israël/Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, op. cit., pp. 19-21.

3 Michel Staszewski, «Le conflit israélo-palestinien selon deux manuels scolaires utilisés en Belgique. Un parti pris inacceptable», op. cit., p. 2.

4 Il s'agit de classes de quatrième année d'école de maturité (4F) et de troisième année de maturité professionnelle commerciale (3G) d'un gymnase fribourgeois.

5 Par exemple: Vincent Adoumié, Pascal Zachary (dir.), *Histoire Terminales L/ES*, Paris, Hachette, 2012, p. 258: «Le refus du plan de partage de la Palestine par

les Arabes, qui prennent les armes, entraîne des affrontements avec les Juifs, à la fin du mandat britannique»; Claude Allard et al., *Construire l'histoire*, op. cit., p. 256:

«L'ONU propose alors un plan de partage de la Palestine, que les Palestiniens rejettent. Pourtant l'indépendance de l'État d'Israël est proclamée le 14 mai 1948. Immédiatement les armées égyptienne, transjordanienne, syrienne, libanaise et irakienne interviennent militairement aux côtés des Palestiniens. C'est la première guerre israélo-arabe»; Claude Bourgeois et Dominique Rouyet (dir.), *Histoire générale*, vol. 5, Lausanne, LEP, 1999, p. 1010: «Ce pays (i.e. Israël) a été créé en 1948 contre la volonté des États arabes, qui le combattent aussitôt».

6 Michel Staszewski, «Le conflit israélo-palestinien selon deux manuels scolaires utilisés en Belgique. Un parti pris inacceptable», op. cit., p. 3.

7 Alain Gresh, Dominique Vidal, *Les 100 clés du Proche-Orient*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 1996, p. 279.

8 Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Paris, Fayard, 2008, p. 57.

9 Simone Bitton, Jean-Michel Meurice, Pierre Vidal-Naquet, Elias Sanbar, *Palestine, histoire d'une terre, 1880-1950*, coproduction de France 3, Point du jour, INA Entreprise, collection «Histoire d'actualité», 1993, 1^{re} partie, 00:00:00 – 00:38:58; visible sur www.youtube.com (consulté le 8 août 2018).

Le Plan de partition de la Palestine

L'ensemble des manuels traitent du Plan de partition adopté par l'Assemblée générale de l'ONU à la fin novembre 1947 en le figurant par une carte, souvent simplifiée et approximative; ils s'accordent souvent pour soutenir que les Juifs l'ont accepté mais que les Palestiniens et les États arabes l'ont rejeté, leur imputant implicitement la responsabilité des conflits subséquents, judéo-palestinien de novembre 1947 à mai 1948, israélo-arabe de mai 1948 à janvier 1949⁵. On n'en saura pas plus. « Que contenait le plan de partage? Pourquoi les Palestiniens l'ont-ils rejeté? Pourquoi les dirigeants sionistes l'ont-ils accepté? », questionne Michel Staszewski à propos des manuels en usage en Belgique⁶.

Après la Seconde Guerre mondiale, jugeant sa position d'État mandataire intenable (en deux ans, près de 150 soldats britanniques ont été tués et 350 grièvement blessés⁷), le gouvernement britannique décide, le 14 février 1947, de « porter le problème dans son ensemble devant les Nations unies ». Le 28 avril, lors de la première session de l'Assemblée générale, une commission spéciale des Nations unies pour la Palestine (UNSCOP, *United Nations Special Committee on Palestine*) est formée; composée de onze membres, elle est chargée d'examiner les solutions possibles: État unitaire, État binational, État fédéral, États séparés. C'est cette dernière qui est adoptée par la majorité des membres de la commission. « Aucun de ses membres n'avait la moindre expérience en matière de résolution de conflits ni ne connaissait grand-chose à l'histoire de la Palestine », note l'historien israélien Ilan Pappé (1954-)⁸.

Aussi avons-nous proposé à nos élèves de se mettre dans la peau des membres de l'UNSCOP, parce qu'ils partagent avec eux la même inexpérience et la même ignorance en matière de résolution de conflits et d'histoire de la Palestine. Avant de les placer dans cette situation pédagogique, nous avons visionné en classe la partie du film documentaire de Simone Bitton et de Jean-Michel Meurice, intitulé *Palestine, histoire d'une terre, 1880-1950*, qui traite des événements de 1880 à 1947⁹. Les élèves disposaient d'une chronologie, de lexiques, de notices biographiques et d'un dossier cartographique auxquels nous pouvions renvoyer chaque fois que le documentaire mentionnait des événements importants (le premier congrès sioniste à Bâle, la « déclaration Balfour », les accords Sykes-Picot, la grande révolte des Arabes de Palestine de 1936-1939...), des termes inconnus

- Villages vidés de leur population ou détruits en 1948 et 1949
- Villages encore existants en Israël : la plupart ne sont pas reconnus et ne bénéficient pas de services de l'État



Carte réalisée par Philippe Rekacewicz qui donne à voir ce qui a disparu (en rouge) et ce qui subsiste encore (en vert) des villages palestiniens en Israël.

qu'il s'agissait de définir (kibboutz, sionisme, Agence juive, mandat, Haut comité arabe, mufti, Haganah, Irgun, groupe Stern...), des personnages (Theodor Herzl, Arthur James Balfour, Haïm Weizman, Haj Amin al-Husseini, Abd al-Kader al-Husseini, David Ben Gourion, Vladimir Jabotinsky, Menahem Begin...) ou des éléments qui méritaient des informations géographiques et cartographiques (la Palestine dans l'Empire ottoman, la « vieille ville » et les « Lieux saints » de Jérusalem, les « accords Sykes-Picot », les « mandats » français et anglais...). Le film documentaire était donc utilisé ici comme

un « substitut du discours magistral », destiné à fournir aux élèves un certain nombre de connaissances déclaratives à la construction desquelles ils ne participaient certes aucunement¹⁰, mais qui n'en étaient pas moins des prérequis nécessaires à la situation pédagogique qui suivrait. Le visionnement a été arrêté au moment où le documentaire évoquait le plan de partition de la Palestine proposé par la majorité des onze membres de l'UNSCOP.

Nous avons ensuite fourni aux élèves des données statistiques, sous forme de tableaux et de cartes, concernant la démographie, les propriétés foncières juives et palestiniennes¹¹ et les ressources hydriques dans la Palestine mandataire¹². La consigne était la suivante :

« En 1947, vous êtes membres du Comité ad hoc des Nations unies chargé de la question palestinienne. Sur la base des données fournies, proposez un plan de partage de la Palestine en deux États, l'un juif, l'autre arabe. Tracez-en les frontières sur le fond de carte ci-joint et légendez votre carte. Par écrit, justifiez ensuite votre plan en formulant quatre arguments. »

Voici, ci-contre et à la page suivante, les productions de trois groupes d'élèves. L'examen de leurs productions¹³ montre que les élèves ont été guidés par deux principes : la proportionnalité et l'équité¹⁴.

On constate que la majorité d'entre eux ont tracé les frontières des deux États de manière à ce que leur superficie respective soit proportionnelle au

pois démographique des deux communautés présentes en Palestine en 1947 :

« La population palestinienne est plus nombreuse donc elle a droit à plus de territoire » (3G1-2014) ; « la surface est proportionnelle à la grandeur de la population » (4F2-2017) ; « [le partage] respecte plus ou moins la proportion de la population et du territoire » (4F2-2013)¹⁵.

D'autres précisent quantitativement les proportions :

« Pour commencer, en ce qui concerne la superficie, nous remarquons qu'en 1947, les Palestiniens représentent 69% de la population à placer dans le territoire et 31% représentent les Israéliens. Il est donc important de répartir les territoires équitablement pour que chacun ait la possibilité de vivre en harmonie. Aussi, d'un point de vue démographique, il est important de prévoir la place nécessaire pour cet ensemble de populations » (3G2-2019)¹⁶.

Les groupes d'élèves ont aussi pris soin d'intégrer dans le futur État juif les territoires dont ceux-ci étaient propriétaires en 1947 :

« Les propriétés juives se trouvent majoritairement dans l'État juif » (4F2-2017) ; « (...) où se situent les territoires juifs » (4F2-2013).

Ils placent l'État au nord, là où la présence juive, à défaut d'être majoritaire, était démographiquement forte :

« La partie du nord a été choisie car elle abrite proportionnellement plus de Juifs que les autres parties » (3G1 2015)¹⁷.

¹⁰ Jean-Louis Jadoulle, *Faire apprendre l'histoire. Pratiques et fondements d'une « didactique de l'enquête » en classe du secondaire*, Namur, Érasme, 2015, p. 186.

¹¹ Ces données sont tirées d'un document élaboré en 1946 par les Britanniques et intitulé *A Survey of Palestine: Prepared in December 1945 and January 1946 for the Information of the Anglo-American Committee of Inquiry* et du *Supplement to the Survey of Palestine, Jerusalem, Government Printer, June 1947*, disponible sur <<http://www.palestineremembered.com/Acre/Books/Story831.html>>; les cartes sont disponibles sur <<https://www.palestineremembered.com/Maps/index.html>> (consulté le 6 août 2018).

¹² La carte est disponible sur <<https://www.internationalwaterlaw.org/blog/2014/01/08/israeli-palestinian-agreement-on-water-within-sight/>> (consulté le 2 février 2019).

¹³ Elles seront citées dans leur syntaxe; nous en rectifierons cependant l'orthographe et signifierons, entre parenthèses, la classe et l'année scolaire.

¹⁴ Ces deux termes apparaissent dans certaines productions : « (2) proportionnel à la population (...) 4) Équité » (4F2-2014). « De ce fait, nous vous proposons un partage qui nous semble le plus équitable pour ces deux États » (3G2-2019).

¹⁵ « Le taux de population et les possessions territoriales sont bien respectés. Les Palestiniens ont plus de territoires, comme ils sont plus nombreux » (3G1-2014). « On donne un plus grand territoire aux Palestiniens car la population est plus élevée (1076780 contre 608230) » (3G2-2017).

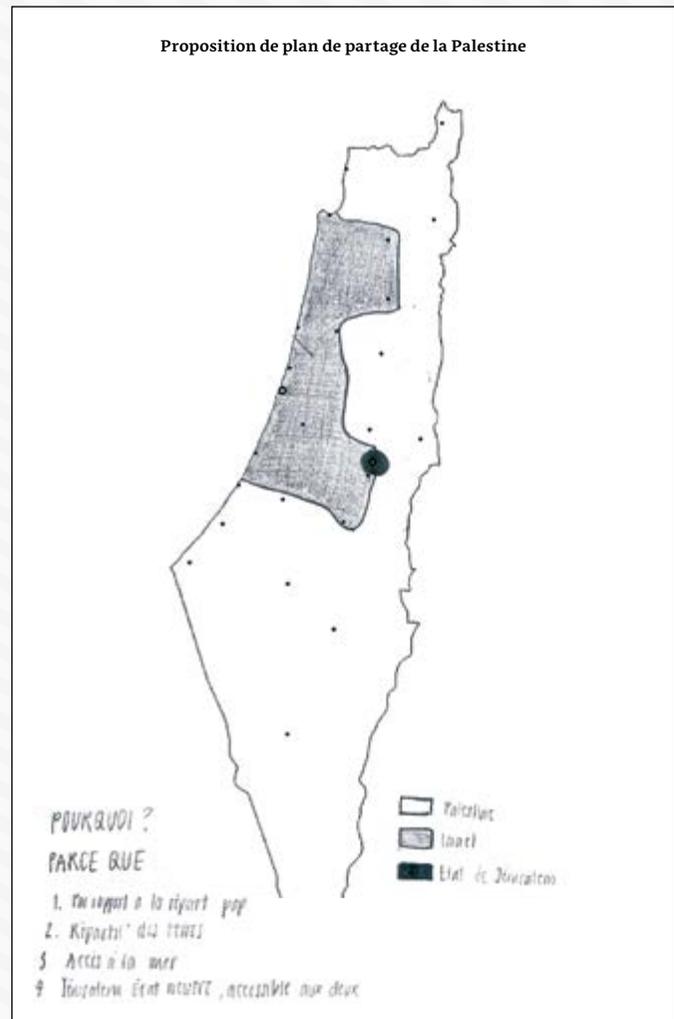
¹⁶ « Territoire proportionnel au nombre d'habitants juifs (33%) » (3G2-2017). « Proportion du territoire juif par rapport à la population (30%) » (4F2-2013). « Proportionnel: 1/3, 2/3 (sans compter le désert [i. e. le Néguev]) » (4F2-2017). « La communauté arabe représente 58% de la population totale. C'est pour cela que leur territoire est plus grand. Nous avons regroupé cette communauté avec les autres communautés (chrétiennes et autres) et nous les avons séparées des Juifs » (3G2-2019). « De plus ce partage respecte la proportion de Juifs et de Musulmans présente en Palestine, soit un tiers de Juifs et deux tiers de Musulmans » (3G2-2019). Notons qu'un groupe s'appuie non sur la démographie mais sur l'étendue des propriétés juives : « Vu que les propriétés juives en Palestine équivalent à 6%, il est normal que leurs terres soient plus petites que les terres des Palestiniens » (3G1-2014).

¹⁷ « Les Juifs sont plus présents au nord, donc leur territoire sera placé au nord » (3G1 2014). « Il n'y a aucun territoire possédé en majorité par les Juifs mais certaines terres sont habitées par une majorité de Juifs, particulièrement au nord » (3G1-2015).

¹⁸ Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., p. 61, et Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, New York, Cambridge University Press, 2004, p. 60, s'accordent pour noter le fait, mais chacun dans leur étymologie de l'exode et leur vocabulaire conceptuel respectif.

¹⁹ « Accès à la mer pour les deux parties. Accès à l'eau potable pour tous » (4F2-2013); « accès à la mer; accès point d'eau » (4F2-2017). « Les deux ont accès à la mer et au lac » (4F2-2013).

« La répartition est faite par rapport à l'accès à l'eau » (3G1-2015); « pour ne pas être défavorisés, les Juifs possèdent un accès à la mer (commerce extérieur import-export) » (3G1-2014). « Le territoire israélien commence à la moitié du lac de Tibériade. La Palestine étant un territoire pauvre en eau potable, il faut que les 2 territoires soient égaux en eau. Israël s'arrête à la moitié de la grande nappe phréatique de l'ouest. Il faut aussi être égal en termes de littoral, donc la moitié du littoral sud est aux Palestiniens. Il n'y a aucun territoire possédé en majorité par les Juifs mais certaines terres sont habitées par une majorité de Juifs » (3G1-2015); « les 2 ont accès aux 2 mers [i. e. la mer Méditerranée et la mer Morte] » (3G1-2014). « La répartition des ressources, notamment en eau, est égale pour les 2 territoires » (3G1-2015).



Constatant l'infériorité du poids démographique des Juifs dans tous les districts de la Palestine mandataire, un groupe d'élèves tranche en argumentant:

«Finalement, malgré le fait que tous les territoires soient peuplés de Juifs et d'Arabes, la majorité des territoires ayant plus de 10% de leur population de religion juive feront partie de l'État juif; le reste sera arabe. Afin que les populations juives et arabes puissent rejoindre leur pays respectif, une opération de remplacement des populations, gérée par l'ONU et d'une durée de 12 mois, aura lieu. Cela limitera les attaques d'une communauté envers l'autre» (3G1-2019).

Ces élèves pallient ainsi un inconvénient majeur de la résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU qui allouait à l'État juif 56,47% du territoire de la Palestine mandataire (soit env. 14 000 km²) avec 498 000 Juifs et 407 000 Palestiniens résidant dans plus de 400 villages: rien n'était prévu quant au sort de cette forte minorité arabe au sein de l'État juif¹⁸.

Dans les plans de partition proposés par les élèves, l'équité préside à l'accès aux ressources hydriques et à la Méditerranée:

«Dans un souci d'équité, nous avons décidé d'octroyer un accès à la mer autant aux Palestiniens qu'aux Juifs. La mer favorise la liberté de mouvement et le développement économique. En ce qui concerne l'eau douce, le Jourdain et le lac de Tibériade en sont les principales sources; nous les avons donc partagés entre les deux peuples» (4F1-2017).

«Ensuite, la répartition de l'eau est équitable. Les populations juives et arabes ont la même quantité d'eau par rapport au territoire qui leur est alloué. Les Juifs ont le lac de Tibériade mais les Palestiniens ont une plaque aquatique [i. e. un aquifère] sous leur territoire. Les deux communautés ont aussi un accès à la mer Méditerranée sur tout le flanc ouest du territoire» (3G1-2019)¹⁹.

L'équité gouverne aussi l'accès à Jérusalem. Afin de garantir l'accès de la vieille ville à toutes les

Le plan de partage idéal en 1947

Justifications :

• Accès à l'eau : Dans un souci d'équité, nous avons décidé d'octroyer un accès à la mer autant aux Palestiniens qu'aux Juifs. La mer favorise la liberté de mouvement et le développement économique.*

En ce qui concerne l'eau douce, le Jourdain et le lac de Tibériade en sont les principales sources, nous les avons donc partagés entre les deux peuples.

• Territoires : Nous avons tenu compte des possessions respectives des Juifs et des Palestiniens, ainsi que des terres communales. De ce fait, nous avons approximativement séparé le pays sur un axe nord-sud.

• Population : Là aussi, nous avons pris en compte la répartition entre palestiniens et juifs, cette fois au niveau de la population. En effet, cela répartit à nouveau le pays sur un axe nord-sud incluant cette fois une enclave palestinienne* dans la partie nord. Les pourcentages de la répartition de la population ont été des indicateurs précieux afin d'effectuer le découpage. Toutes les régions ayant une population juive inférieure à 2% ont été assignées comme terre musulmane.

* reliée par une bande de terre longeant la Mer Morte.

• Notons que la Mer Morte est une source d'eau inutilisable en tant qu'eau de consommation.

• Jérusalem : Cette ville étant considérée comme un lieu saint par les deux populations, nous avons décidé de la partager en deux. Cette découpe est nécessaire afin de maintenir la paix. L'accès au Mer occidental pour les juifs et l'Esplanade des Mosquées pour les musulmans restent totalement libres et permet une liberté de culte.

Conclusion :

Le plan de partage idéal est tel que vous le voyez sur la carte. Il prend en compte tous les aspects comme l'accès à l'eau, les territoires, la population ainsi que la ville de Jérusalem. De plus, ce partage respecte la proportion de juifs et de musulmans présente en Palestine, soit un tiers de juifs et deux tiers de musulmans. Cette découpe permettra de maintenir la paix.

Le plan de partage idéal en 1947



communautés religieuses, plusieurs groupes d'élèves font passer la frontière des deux États par la ville et la divise *de facto* en deux parties :

« Nous avons décidé de partager Jérusalem en deux, car c'est un lieu sacré pour les deux populations. De plus nous avons donné une petite partie (du district) de al-Ramla aux Juifs pour connecter (le district de) Jaffa à Jérusalem » (3G1-2019)²⁰.

Cette proposition rejoint, dans sa forme, le plan de partition proposé en juillet 1937 par la Commission royale pour la Palestine (*Palestine Royal Commission*) appelé aussi « commission Peel » du nom de Lord William Robert Wellesley Peel (1867-1937) qui la dirigeait, à la différence que le « corridor » qui allait de Jaffa à Jérusalem devait être sous contrôle britannique...²¹

D'autres groupes proposent de déclarer « neutre » la ville de Jérusalem²² ; d'autres enfin l'internationalisent :

« Nous avons défini Jérusalem comme une zone internationale à cause des lieux saints, administrée par la Palestine qui doit accorder tout accès aux autres religions ethniques » (3G1-2015)²³.

Prendre en considération l'ensemble des paramètres fournis a été un défi pour les élèves :

« Savoir quel territoire on allait donner aux Juifs était compliqué à faire, car il fallait prendre plusieurs facteurs en compte tels que le pourcentage de Juifs sur un territoire ou bien l'eau disponible » (3G1-2019).

« Nous avons rencontré des difficultés quant à la disparité des territoires juifs en Palestine. En effet, la population juive est répartie inégalement et empiète sur la population locale. Les points d'eau ont été également difficiles à répartir du fait de la rareté de ces derniers. Il y a aussi le problème de Jérusalem qui doit être départagé équitablement » (3G2-2019).

« Une des premières difficultés a été de répartir équitablement l'accès aux ressources en eau potable. Ensuite répartir les terres selon le taux de population arabe et juive qui était déjà présent. Ce que nous voulions éviter, c'était de créer une enclave. Malheureusement, nous nous sommes rendu compte que cela serait très difficile » (3G2-2019)²⁴.

Ils se sont efforcés d'élaborer une partition qui fût la moins préjudiciable aux deux communautés, en prenant garde d'assurer la continuité territoriale des deux États :

« Finalement, nous avons décidé de ne pas faire d'enclave pour que les deux peuples restent en communauté. Ce qui les unira dans un seul et même territoire pour rétablir la paix » (3G2-2019)²⁵.

20

« Jérusalem est au 2 » (3G1-2014); « Jérusalem au 2 » (4F2-2017); « Jérusalem est partagée » (4F2-2017); « Cette ville étant considérée comme un lieu saint pour les deux populations, nous avons décidé de la partager en deux. Cette découpe est nécessaire afin de maintenir la paix. L'accès aux Mur occidental pour les Juifs et l'Esplanade des Mosquées pour les musulmans restent totalement libre et permet une liberté de culte » (3G2-2019). « Jérusalem est un lieu saint pour les deux peuples. C'est pour cela qu'il doit être partagé entre eux. En effet, ce lieu leur permettra de se recueillir et de pratiquer leur religion respectivement » (3G2-2019). « De plus, cet accès partagé [i. e. à la mer Morte] nous a permis de séparer Jérusalem en deux. Ainsi le cas de cette ville emblématique est réglé » (3G2-2019).

21

La « commission Peel » – du nom de William Robert Wellesley Peel (1867-1937) qui dirigeait la « Commission royale pour la Palestine » –, fut chargée d'enquêter sur les émeutes de 1936 qui marquèrent le début de la Grande Révolte arabe (1936-1939); son rapport de juillet 1937 concluait que le mandat était irréaliste, que les deux parties ne pouvaient pas vivre en paix ensemble dans un seul État et que la Palestine devait être divisée en deux États, l'un juif (33% de la Palestine mandataire), l'autre arabe. Le rapport de la commission est disponible sur <<https://unispal.un.org/pdfs/Command5479.pdf>> (consulté le 28 février 2019). Le plan de partition figure à la page 422 des annexes du rapport; voir aussi la carte disponible sur <https://en.wikipedia.org/wiki/Peel_Commission#/media/File:PeelMap.png> (consulté le 28 février 2019).

22

« Jérusalem : à personne; cette terre ne peut pas être partagée. Donc neutre » (4F2-2017); « Jérusalem : État neutre, accessible aux deux » (4F2-2014); « Jérusalem ville neutre = moins de conflits » (4F2-2014). « Premièrement, nous avons décidé de rendre Jérusalem neutre et sous mandat de l'ONU. Ainsi, les pratiquants du judaïsme, de l'islam et du christianisme peuvent visiter la ville sainte en toute sécurité et dans le respect des autres religions. La sécurité serait gérée par une police internationale de l'ONU » (3G1-2019).

23

« Jérusalem internationale (ONU) » (3G1-2014); « territoire démilitarisé international » (4F2-2014).

24

« Les plus grandes difficultés que nous avons eues pour partager cette carte sont que chaque ville [district] est à majorité palestinienne. La seconde difficulté est de partager Jérusalem, celle-ci étant une ville sainte » (3G1-2019). « Ce que nous avons trouvé difficile est de donner des parties qui leur étaient destinées. Nous ne savons pas qui mérite le plus car cela dépend d'où on se positionne, soit pour les Palestiniens, soit pour les Juifs. Au début, nous n'étions pas tous du même avis pour la répartition puis nous avons finalement réussi à nous mettre d'accord. Nous pensons que cette solution est la meilleure » (3G1-2019). « La plus grande difficulté a été de causer le moins de déplacements de population » (3G2-2019).

25

« Pas d'enclaves » (3G1-2014). « Un territoire (pas de territoire isolé) » (4F2-2013). « Les régions de Safad, Tiberias et Baysan ne sont pas incluses dans les territoires juifs pour ne pas les isoler » (4F2-2017); « une frontière pas trop longue = moins de conflits » (4F2-2013); « la création de l'enclave musulmane [i. e. qui regroupe les districts de Nablus, de Ramallah et de Jérusalem] a nécessité l'élaboration d'un passage sous forme d'une bande terre longeant la mer Morte » (3G2-2019).

« Nous avons proposé à nos élèves de se mettre dans la peau des membres de l'UNSCOP, parce qu'ils partagent avec eux la même inexpérience et la même ignorance en matière de résolution de conflits et d'histoire de la Palestine. »

Un groupe tente de prendre en considération l'ensemble des paramètres :

« Le point central de la répartition des terres de Palestine a été la proportion des habitants par rapport aux régions données avec une légère modification des régions existantes pour respecter la proportion des propriétés de la population. Tout cela dans le but d'éviter le déplacement des populations déjà établies. Nous avons aussi tracé nos frontières en respectant les limites territoriales déjà existantes tout en gardant à l'esprit la priorité de garder une continuité des territoires, afin d'éviter l'isolement d'une partie de la population et de créer des enclaves et de faciliter la protection des frontières. Nous avons pris en considération la valeur économique des terres actuellement discutées, et avons travaillé à établir une répartition équitable de ces terres. Enfin, pour éviter tous conflits, nous avons créé une zone neutre, internationale et démilitarisée, prenant la vieille ville de Jérusalem et ses alentours » (4F2-2014).

137

La bataille de Haïfa (1948)

Source: The Archive of the Israeli Defense Forces and the Ministry of Defense
Auteur: Howser Menashe Martin (domaine public)

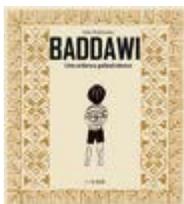


Nous avons ensuite soumis aux élèves la carte du « Plan de partition avec union économique » adopté par l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 1947²⁶ en leur demandant, dans un premier temps, d'y réagir spontanément :

« Étonnant de voir trois parcelles séparées l'une de l'autre : discontinuité territoriale. Par rapport à leur population, les Juifs ont beaucoup de territoire : ils forment un tiers de la population de Palestine, mais ils reçoivent plus de la moitié du territoire. Le lac de Tibériade et le cours supérieur du Jourdain sont uniquement sur territoire juif » (3G1-2017).

« La proportion $\frac{1}{3}$ - $\frac{2}{3}$ n'est pas respectée. Le lac de Tibériade inaccessible aux Arabes. Discontinuité territoriale. Le désert du Néguev est donné aux Juifs alors qu'il n'y a pratiquement pas de Juifs » (4F2-2017).

« Pourquoi le sud du territoire devrait appartenir aux Juifs sachant que la population de celle-ci n'est pas présente ? Trop d'enclaves (par ex. Jaffa). L'accès à l'eau potable n'est-il pas mal distribué ? « Kissing points » : facile de couper les territoires entre eux. Jérusalem est internationalisée, ce qui est un bon point. L'accès aux mers est bien réparti. Jérusalem est entourée par l'État arabe » (4F2-2018).



Ahmed naît dans un camp au Liban appelé Baddawi. Tout a commencé le 29 octobre 1948 quand des soldats israéliens ont pénétré dans le village de Safsáf. Leïla Abdelrazaq explore dans cette BD l'enfance de son père. Steinkis, 2018

Dans un deuxième temps, nous leur avons soumis la même carte augmentée de ces données : « L'État arabe devait comprendre une population de 725 000 Palestiniens et de 10 000 Juifs sur 42,88 % (env. 11 500 km²) de la Palestine sous mandat britannique ; l'État juif, une population de 498 000 Juifs et 407 000 Palestiniens sur 56,47 % (env. 14 000 km²) ; la zone internationale de Jérusalem, établie sur 0,65 % du territoire, devait comprendre

105 000 Palestiniens et 100 000 Juifs »²⁷ ; elle était accompagnée de deux autres, intitulées respectivement « L'immigration juive de 1948 à 1972 » et « La lutte pour l'eau, 1950-1967 »²⁸. La consigne était la suivante :

« Formez des groupes représentant la communauté juive ou arabe de Palestine en 1947. Chaque groupe rédige une prise de position sur le plan de partition adopté par l'Assemblée générale de l'ONU en quatre points : 1) le territoire attribué aux Juifs et aux Arabes (superficie, disposition, frontières) ; 2) Jérusalem ; 3) l'accès à l'eau ; 4) le sort des minorités, arabe dans le futur État juif et juive dans le futur État arabe. »

²⁶ Palestine: Plan of partition with Economic Union proposed by the Ad Hoc Committee on the Palestinian Question, [New York] UN, Feb. 1956, 50 × 28 cm. La carte est disponible sur le site de l'ONU : <[http://un-maps.s3.amazonaws.com/package--1519661452099/103.1%20\(b\).pdf](http://un-maps.s3.amazonaws.com/package--1519661452099/103.1%20(b).pdf)> (consulté le 13 août 2018).

²⁷ Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, Paris, Seuil, 2013, p. 27.

²⁸ Ces deux cartes sont tirées de Josef Brinkley et al., *Atlas historique d'Israël, 1948-1998. Naissance d'un État, jeunesse d'une nation*, trad. de l'anglais par Geneviève Brzustowski, révisé et annoté par Catherine Nicault, Paris, Autrement, coll. Atlas/Mémoires, 1998, pp. 31 et 33.

²⁹ « Premièrement, nous sommes satisfaits du point de vue de la superficie répartie au peuple juif, donc la nôtre. En effet, nous avons désormais étendu notre population de 498 000 Juifs et 407 000 Palestiniens sur une surface de 14 000 km² qui est bénéfique pour l'expansion de notre population » (3G2-2019).

³⁰ « Nous trouvons que le territoire qui nous a été attribué est trop petit par rapport à notre population. De plus, la situation de Jaffa est ambiguë car elle est isolée et entourée de territoire juif » (3G2-2018).

Les groupes qui ont revêtu l'identité palestinienne sont unanimes à rejeter le plan de partage alors que les groupes qui ont endossé l'identité juive sont unanimes à l'accepter, non sans émettre certaines réserves. Les arguments sont, on pouvait s'y attendre, diamétralement opposés; en d'autres termes, les aspects jugés négatifs ou insatisfaisants du plan de partition relevés par les uns sont jugés positifs ou satisfaisants par les autres.

Les groupes d'élèves juifs sont satisfaits de la superficie allouée au futur État:

«Premièrement, la répartition du territoire au niveau de la superficie a bien été pensée par l'ONU. En effet, le territoire qui nous a été attribué est totalement justifiable. Malgré que la population arabe soit supérieure à la population juive sur tout le territoire (Juifs: 608000 et Palestiniens: 1237000), nous devons tenir compte de la diaspora, qui un jour ou l'autre, rentrera au pays et retrouvera la terre promise» (3G2-2019)²⁹.

À l'inverse, pour fonder leur refus du plan de partition, les groupes d'élèves palestiniens tirent argument du caractère disproportionné du territoire alloué aux Juifs: «Les Juifs sont 1/3 de la population et ils ont plus de la moitié du territoire» (3G1-2017); d'autres déplorent de surcroît la création de l'enclave de Jaffa³⁰, et la discontinuité territoriale de l'État palestinien:

«La superficie qui nous est attribuée de 11500 km² n'est pas adéquate à notre population. En effet, nous nous retrouvons avec une densité de 98,43 habitants/km² tandis que

«Les élèves forment des groupes représentant la communauté juive ou la communauté arabe de Palestine en 1947.»

les Juifs ont une densité de 36,213 habitants/km² et une superficie de 14000 km² pour 508000 Juifs. Avec notre population bien supérieure de 624000 habitants (Jérusalem non compris) et notre superficie inférieure de 2500 km² par rapport à l'État juif, nous constatons un déséquilibre total de la répartition du territoire. Concernant les frontières, nous trouvons malheureux que notre territoire se retrouve partagé en trois blocs. Ces blocs ne sont liés que par un point d'accès; cela est insuffisant et risque de créer des tensions pour le contrôle du libre passage» (3G2-2019)³¹.

Ces arguments rejoignent en substance les considérations de l'historien palestinien Walid Khalidi (1925-) qui écrivait, en 1992, que les Palestiniens ne comprirent pas pourquoi 55% de la Palestine mandataire avaient été alloués à 37% de la population, alors qu'elle n'en possédait concrètement que 7% et qu'ils «ne saisirent pas pourquoi il leur fallait payer pour l'Holocauste»³², celles du juriste et historien palestinien Elias Sanbar (1947-) qui insiste sur «l'impraticabilité» du plan («huit portions, trois régimes, quarante frontières et dix corridors!») et qui qualifie la partition de «balkanisation»³³, ou celles d'Ilan Pappé pour qui «l'injustice était aussi flagrante à l'époque qu'aujourd'hui»³⁴.

31

«Tout d'abord le partage du territoire nous semble injuste. En effet, nous n'avons que 42,88% du territoire de la Palestine sous mandat britannique, alors que les Juifs possèdent 56,47% de la zone. Cela ne convient pas, car nous sommes tout de même 725000 Palestiniens contre 498000 Juifs et nous avons un territoire plus petit. Nous ne tenons pas compte des Arabes chez les Juifs et inversement, car nous pensons que les deux peuples devraient être séparés. Dans cette optique, si les 407000 Palestiniens présents sur le territoire juif décident de nous rejoindre, nous serons encore plus à l'étroit. La situation de Jaffa est problématique pour nous, la ville étant isolée du reste de notre territoire. Pour s'y rendre, nous devons passer par le territoire juif, ce qui nous enlève notre autonomie. En ce qui concerne les check-points, permettant de voyager

d'une zone à l'autre, ils seront sans doute source de conflit. En effet, en cas de désaccord, les tensions entre les deux communautés rendraient impossible le passage des peuples entre les check-points, ces derniers étant gérés par les deux communautés» (3G2-2019). «Nous ne sommes pas satisfaits car la disposition n'est clairement pas juste. Plusieurs de nos territoires sont discontinus. Si j'habite à Gaza, je devrais traverser la frontière juive pour aller retrouver mon frère qui est au nord, ce qui me pose problème. De plus, la grandeur de nos territoires ne nous satisfait pas car proportionnellement à notre population, nous devrions avoir beaucoup plus de territoires» (4F3-2017). «On n'a pas assez de territoire comparé à notre population: 1300000 Palestiniens vs 650000 Juifs. On aurait préféré de surcroît que notre territoire soit continu» (3G1-2017).

32

Walid Khalidi, *All That Remains*, Institute for Palestine Studies, Washington D. C., 1992, pp. 305-306, cité par Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Éditions Complexe, 2003, p. 206. Voir aussi Alain Gresh, Dominique Vidal, *Les 100 clés du Proche-Orient*, op. cit., p. 432: «Les opposants au projet trouvent que la part faite aux Juifs est trop belle: ils obtiennent 56,5% d'un territoire dont ils possèdent à peine 7%, et dont ils ne représentent que moins de 32% de la population».

33

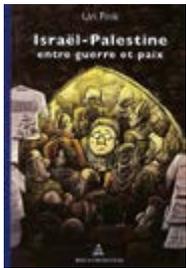
Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, op. cit., p. 27; voir aussi Elias Sanbar, *Dictionnaire amoureux de la Palestine*, Paris, Plon, 2010, pp. 134-135.

34

Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., p. 61: «Les Juifs, poursuit-il, qui possédaient moins de 6% de l'ensemble de la superficie foncière de la Palestine et ne constituaient pas plus du tiers de sa population, recevaient plus de la moitié du territoire. Au sein des frontières de leur État tel que le proposait l'ONU, ils ne possédaient que 11% des terres et ils étaient minoritaires dans tous les districts sauf un. Dans le Néguev – région aride certes, mais qui avait malgré tout une population bédouine et rurale considérable, et qui constituait un gros morceau de l'État juif –, ils ne constituaient que 1% de la population».



Depuis 1945, plongée dans le quotidien d'une famille juive de Jérusalem, les Halaby, de la revendication nationaliste au combat final pour que naisse Israël. Une BD signée Nick Bertozzi, Boaz et Moni Yakin. Casterman, 2009



Uri Fink, le plus célèbre bédéiste d'Israël, raconte, loin de tout manichéisme réducteur, la vie quotidienne d'un Israélien qui désire la paix mais qui se retrouve malgré lui entraîné dans des logiques qui le dépassent. Berg, 2008

Sur le statut de Jérusalem, les groupes d'élèves palestiniens sont partagés; certains refusent son internationalisation, arguant de la longue inscription de la ville dans l'histoire et la culture arabe et de sa sainteté dans l'islam³⁵; d'autres groupes l'acceptent³⁶. D'autres enfin tempèrent cependant leur approbation par une crainte:

«Nous sommes plutôt satisfaits du fait que Jérusalem soit en territoire international car nous aurons un accès à la ville car nous avons des territoires tout autour. Cependant nous avons certaines craintes concernant la persistance de cette ville en territoire international. Les Juifs voudront certainement prendre le contrôle de cette ville car, vu que nous avons la majorité des territoires autour de la ville, ils devront traverser nos territoires pour pouvoir atteindre Jérusalem. Nous avons peur qu'ils nous envahissent!» (4F3-2017).

À l'exception de deux groupes d'élèves juifs qui considèrent Jérusalem comme leur ville sainte et qui exigent donc qu'elle soit exclusivement juive³⁷, les autres groupes s'accordent avec certains élèves palestiniens pour penser que l'internationalisation de la «Ville Sainte» est une bonne proposition, implicitement parce qu'elle garantit l'accès aux lieux saints à toutes les communautés, juives, chrétiennes et musulmanes. Ils sont d'accord cependant pour déplorer l'enclavement de la ville en territoire arabe qui leur interdit un accès direct:

«L'accès à Jérusalem est très compliqué pour nous, Juifs. En effet, Jérusalem est uniquement entourée par l'État arabe. Selon nous, la question de Jérusalem doit être à nouveau

analysée car nous imaginons bien que traverser l'État arabe pour un Juif peut s'avérer très périlleux. Un accès pour les Juifs doit impérativement être imaginé» (3G2-2019)³⁸.

Les craintes des élèves palestiniens d'une «invasion» juive destinée à assurer un accès direct à la ville sainte et les revendications explicites et pressantes des élèves juifs d'un tel accès peuvent être interrogées en classe, en soumettant aux élèves des cartes³⁹ figurant les opérations militaires menées selon le Plan Dalet du 10 mars 1948 établi par l'état-major des forces juives⁴⁰. La première opération militaire, nommée «Mivtza Nahshon» (d'après le personnage biblique Nachshon Ben Aminadav, le premier à s'être jeté dans la mer Rouge lors de la fuite des Hébreux hors d'Égypte), fut menée du 2 au 17 avril 1948; elle était destinée à ouvrir la voie menant de Tel Aviv à Jérusalem qui abritait le sixième de la population juive de Palestine⁴¹. Uri Ben-Ari (1925-2009), le commandant d'un des bataillons ayant participé à l'opération, précise dans ses mémoires, parues en hébreu en 1994, que l'un des principaux objectifs de l'opération «Nahshon» était «la fusion des diasporas»⁴². Cette «fusion» se traduisit sur le terrain par la création d'un corridor vers Jérusalem. D'autres villages palestiniens continuaient cependant à bloquer par intermittence la route entre Tel Aviv et Jérusalem; la deuxième opération destinée à dégager la route contrôlée par les Arabes est l'opération «Dani» (*Mivtza Dani*) qui se déroula du 9 au 17 juillet 1948⁴³. Elle aboutit à l'ouverture d'un nouvel axe menant à Jérusalem⁴⁴. On pourra enfin, toujours

³⁵ «Quelle ville est assez importante pour être la capitale de la Palestine?» (3G1-2017). «Nous ne sommes pas d'accord de laisser la ville de Jérusalem sous administration de l'ONU, car c'est un territoire arabe, central dans notre culture» (4F1-2018). «Concernant la ville de Jérusalem, nous ne comprenons pas la décision de l'AG de l'ONU de transformer Jérusalem en zone internationale. En effet, ce lieu est saint pour nous depuis des siècles. De ce fait, il est absolument impensable qu'il ne soit pas en notre entière possession. De plus Jérusalem est située dans notre territoire. Donc pour s'y rendre les Juifs doivent passer par notre territoire. De ce fait, nous ne serons jamais réellement chez nous, les Juifs circulant perpétuellement dans notre État» (3G2-2019).

³⁶ «La situation de Jérusalem est complexe du fait que les trois religions, musulmane, juive et chrétienne, se battent pour son contrôle. Le fait que ce soit une zone internationale est une excellente idée de transition» (3G2-2019). «Comme point positif, nous pouvons dire que l'attribution de Jérusalem nous convient car l'éventualité que celle-ci appartienne aux Juifs ne nous plaît pas» (4F1-2018).

³⁷ «Nous ne sommes pas contents que Jérusalem ne nous appartienne pas car elle est notre Ville Sainte, pas comme les Arabes pour qui c'est la Mecque la plus importante. (...) Il est inadmissible qu'aucun passage ne nous rallie à notre Ville Sainte» (3G2-2015). «Deuxièmement, nous ne sommes pas satisfaits quant à la décision prise pour la ville de Jérusalem. En effet, nous considérons que

cette ville sacrée revient à l'État juif car elle est notre symbole. De plus, sa localisation se trouve en plein milieu du territoire arabe. De ce fait, l'accès nous y est difficile» (3G2-2019).

³⁸ «À propos de Jérusalem, nous apprécions le fait que ce soit une ville neutre, mais c'est regrettable qu'elle soit entourée de terrains arabes qui nous laissent aucun accès direct» (4F3-2017). «Nous sommes heureux que notre ville sainte est un territoire neutre, mais elle se trouve en plein milieu du territoire arabe, nous n'y avons pas accès. Cela peut nous rendre la vie plus difficile» (4F3-2017). «Concernant la question de Jérusalem, le partage ne nous convient absolument pas. En effet, la ville est entourée du territoire arabe et rend donc son accès pour nous difficile. Par contre, rendre Jérusalem

internationale nous paraît être une bonne idée» (4F1-2018). «Concernant Jérusalem, nous comprenons la décision de mettre Jérusalem sous tutelle de l'ONU mais nous n'approuvons pas le fait que Jérusalem soit entièrement entourée de l'État arabe car cela compliquerait ainsi l'accès à Jérusalem pour les Juifs» (4F1-2018). «Nous souhaiterions pouvoir nous rendre à Jérusalem avec un accès direct sans devoir traverser l'État arabe» (3G1-2017).

³⁹ Ces cartes sont disponibles sur <<http://www.palestine-remembered.com/Maps/index.html>> (consulté le 31 août 2018).



Soldats de la Légion arabe attaquant le quartier juif de Porat Yosef, à Jérusalem, en mai 1948.

Source: Wikimedia Commons (domaine public)
Auteur: John Phillips for Life Magazine

en recourant aux cartes⁴⁵, noter que, à l'issue de la première guerre israélo-arabe sur le front jordanien et de l'accord d'armistice israélo-jordanien du 3 avril 1949, la Ville Sainte était désormais en continuité territoriale avec l'État d'Israël; elle était cependant divisée en deux: la partie occidentale occupée par Israël, la partie orientale avec la vieille ville et les lieux saints par la Jordanie.

Pour ce qui est de l'accès aux ressources hydriques, les groupes d'élèves juifs sont satisfaits du plan de partition⁴⁶, alors que les groupes d'élèves palestiniens déplorent leur inaccessibilité: «On n'a pas accès au lac de Tibériade et au cours supérieur du Jourdain» (3G1-2017). Ils augmentent leur insatisfaction de la crainte de voir, dans le futur, ces ressources être totalement monopolisées par les Juifs:

40
Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, op. cit., p. 28, note que sur les treize offensives majeures prévues par le plan, «huit se dérouleront dans les territoires en principe alloués aux Palestiniens... Difficile donc de ne pas y voir une guerre de conquête».

41
Sur cette opération, voir Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, op. cit., pp. 228-232; Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., pp. 125-129.

42
Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., p. 126.

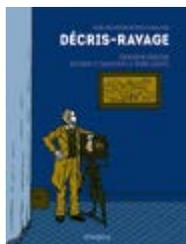
43
Sur l'opération Dani, voir Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, op. cit., pp. 264-266. Cette opération fut, comme l'opération Nahshon, marquée par la prise de nombreux villages et villes (Lydda, Ramla, Beit Safafa, Aïn Karim, al-Maliha), l'expulsion de leurs habitants comme à Ramla et Lydda dont la prise s'accompagna de pillages et du meurtre de 426 personnes, hommes femmes et enfants. Sur les événements de Lydda et de Ramlah, voir Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., pp. 218-223.

44
Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, op. cit., pp. 265-266.

45
Voir, par exemple, la carte de Philippe Rekacewicz, «Le partage de la Palestine de 1947 à 1949», avril 1998, disponible sur <<https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/procheorient1949>> (consulté le 8 mars 2019) ou la carte intitulée «La fin du protectorat britannique en Palestine et la création de l'État d'Israël (1948)», disponible sur <www.atlas-historique.net> (consulté le 20 décembre 2017).

46
«Nous avons suffisamment accès à l'eau potable grâce au lac de Tibériade et au Jourdain» (3G1-2017). «L'accès à l'eau nous convient très bien. En effet, l'accès à la mer Méditerranée, à la mer Morte, au lac de Tibériade (...) permettent un accès direct à l'eau et donc à un développement du commerce (...)» (3G1-2019). «Nous sommes satisfaits de l'accès à l'eau. La

zone côtière pour la Méditerranée est vaste, en plus de l'accès à la mer Rouge et à la mer Morte. Pour finir, deux lacs (lac de Tibériade et lac Nula) sont dans notre territoire ainsi que le Jourdain, d'une importance cruciale concernant l'eau potable» (4F1-2018). «Hormis pour le désert du Néguev, nous sommes contents de la répartition de l'eau potable car nous disposons de toutes des ressources d'eau potable à proximité du lac de Tibériade. En contrepartie, l'État arabe bénéficie de l'accès à la mer Méditerranée, utilisé pour le commerce et les échanges. Nous sommes également ravis d'y avoir accès» (4F1-2018).



Riche, complexe et stimulant, «*Décriis-Ravage*» aborde la question de la Palestine sans manichéisme ni ornières. Une série qui comptera au total six albums signés Adeline Rosenstein et Alex Baladi. Atrabile, 2018

« En ce qui concerne l'accès à l'eau douce, nous sommes satisfaits de la répartition des aquifères, qui nous appartiennent presque tous. Cependant, la distribution des eaux de surface ne nous satisfait guère. En effet, les Juifs ont accès au lac de Tibériade ainsi qu'au cours supérieur du Jourdain. Étant donné que nous sommes plus nombreux, nous devrions avoir accès à une plus grande quantité d'eau. Un autre événement nous inquiète. Le cours supérieur du Jourdain appartient aux Juifs; il est tout à fait possible et envisageable que ces derniers établissent un barrage afin d'accroître leur réserve en eau, ce qui serait catastrophique pour nous et nous priverait totalement d'eau » (3G2-2019)⁴⁷.

En classe, la crainte des élèves palestiniens de voir les Juifs détourner les eaux du lac de Tibériade et du cours supérieur du Jourdain à leur seul profit peut être confirmée en leur soumettant les statistiques établies par la *Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs* (Passia)⁴⁸.

Notons qu'un seul groupe d'élèves palestiniens refuse le plan non seulement pour des raisons liées à la disproportion des territoires alloués, à l'accès à l'eau, au statut de Jérusalem, à la discontinuité territoriale; il le refuse parce qu'il rejette le principe même de la partition en arguant de l'antériorité de sa présence en Palestine; il exprime en même temps sa volonté de voir les Juifs être intégrés dans l'État palestinien :

47

« Le lac de Tibériade et le cours du Jourdain sont uniquement aux Juifs. Les nappes phréatiques du pays arabe ne peuvent subvenir très longtemps à la population et la bande de Gaza n'a aucun accès à un quelconque point d'eau. Les Juifs peuvent bloquer une grande partie de l'écoulement de l'eau du Jourdain » (3G1-2017). « Nous sommes très frustrés car nous n'avons aucun point pour l'eau potable car le lac Tibériade est entouré de territoires juifs, ce qui nous prive totalement de l'eau. Nous aurions voulu avoir un petit territoire relié au lac Tibériade pour pouvoir avoir accès à l'eau potable. La seule manière pour nous d'avoir de l'eau potable est d'en acheter aux Juifs, ce qui nous paraît être une mauvaise chose, car ils auront tendance à nous la vendre très cher. De plus, il est impossible pour nous de monter des installa-

tions pour filtrer l'eau de la mer car cela nous reviendrait terriblement cher. Concernant le futur, nous ne voyons aucune amélioration, car les Juifs voudront avoir la totale emprise sur l'eau » (4F3-2017). « L'accès à l'eau nous satisfait plus ou moins. En effet, nous avons un accès à la mer Méditerranée et à la mer Morte, ce qui nous satisfait. De plus, des nappes phréatiques passent au milieu de notre territoire, ce qui nous assure de l'eau potable. Par contre, nous devons souligner notre mécontentement quant à l'accès au lac de Tibériade. N'ayant aucun accès à ce lac, nous craignons fortement que les Juifs détournent entièrement l'eau potable vers leur territoire, ce qui assécherait le cours du Jourdain inférieur. Par conséquent, cette situation pourrait nous priver de notre source principale en eau potable » (3G2-2019).

« Notre territoire est trop petit ainsi que l'accès à la mer. On n'a aucun accès au lac Tibériade. Pourquoi Jérusalem est une zone internationale? Nous étions là avant. De plus, il y a une trop grande dispersion du territoire. Pas d'accès à la Syrie. Jaffa devrait être reliée au territoire au lieu d'être exclu. On était là en premier. Pourquoi les Juifs ne veulent-ils simplement pas s'intégrer dans l'État palestinien? Ne peut-on pas vivre tous ensemble dans la paix? » (3G2-2015).

L'argument, fondé sur l'équation de l'antériorité et de la légitimité, mériterait qu'on lui consacre une séquence d'enseignement, d'une part parce qu'il interroge le concept de « nation » dont on sait qu'un des attributs, déjà discuté et disputé au XIX^e siècle, est le passé et l'histoire⁴⁹, d'autre part parce que cet argument, par sa puissance apparente, est souvent avancé⁵⁰.

La proposition émise par ces élèves d'un État, un seul, intégrant les Juifs et les Arabes qui, implicitement, jouiraient des mêmes droits et devoirs, rejoint celle que Jamal al-Husseini (1894-1982), cousin du grand mufti de Jérusalem, formula à la tribune de l'ONU en septembre 1947⁵¹. Vingt ans plus tard, Yasser Arafat (1929-2004), qui a pris la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) créée en 1964, réitéra cette proposition dans une interview filmée en 1967 :

« Nous avons attendu longtemps. Depuis 1948. Nous avons attendu l'ONU. Mais sans résultat, sauf davantage de réfugiés. Aussi, nous pensons que la seule voie est de prendre les armes et de nous battre. (...) Nous voulons établir notre État

48

Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs, *Water, the blue gold of the middle East*, special bulletin, July 2002, disponible sur <<http://www.passia.org/publications/147>> (consulté le 27 août 2018). Voir aussi la carte disponible sur <http://passia.org/media/filer_public/4c/43/4c437f1b-fc68-4d7b-86d0-5bb15a314be6/pdfresizercom-pdf-crop_65.pdf> et le commentaire associé sur <<http://passia.org/maps/view/70>> (consultés le 27 août 2018). Voir aussi Hervé Amiot, « Eau et conflit dans le bassin du Jourdain », dans *Les clés du Moyen-Orient*, 2013, disponible sur <<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Eau-et-conflits-dans-le-bassin-du-Jourdain.html>> (consulté le 21 mai 2019) et Ahmed Sawan, « L'eau, un enjeu au cœur du conflit israélo-palestinien », novembre 2016, fiche pédago-

gique disponible sur le site du Comité catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) : <https://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/fiche_1_hd.pdf> (consulté le 21 mai 2019).

49

Voir par exemple Joseph Jurt, « Deux conceptions de la nation: le débat franco-allemand entre David Friedrich Strauss, Mommsen, Renan et Fustel de Coulanges en 1870-1871 », dans *Académie des sciences, Belles Lettres et Arts de Besançon et de Franche-Comté, Procès-Verbaux et Mémoires*, vol. 203, 2017, pp. 41-58, disponible sur <<https://serd.hypotheses.org/files/2017/02/Langues-Jurt.pdf>> (consulté le 21 mai 2019).

50

Qu'on songe, par exemple, aux prétentions serbes sur le Kosovo fondées sur un

arabe palestinien, dans lequel, comme je vous l'ai dit, musulmans, juifs et chrétiens pourront vivre en paix, dans l'amitié et la justice: un État démocratique (dont les frontières seront) les frontières originelles: de la mer au Jourdain»⁵².

Sur la question des minorités, juive dans le futur État palestinien et arabe dans le futur État juif, les groupes d'élèves juifs et les groupes d'élèves arabes s'accordent pour exprimer leur désaccord avec le plan de partition. Les premiers écrivent:

«Nous ne sommes pas d'accord avec la mixité sur nos territoires. En général, les Arabes et les Juifs ne s'entendent pas» (3G1-2017).

«Presque 50 % de population dans l'État juif est arabe alors que notre terre devrait être seulement pour nous, les Juifs. De plus, nous avons peur pour le peu de Juifs qui se trouvent dans l'État arabe. Ils sont probablement maltraités du fait qu'ils ne représentent que 1% de la population» (4F3-2017)⁵³.

Les deuxièmes expriment des craintes symétriques au sujet de leurs compatriotes dans l'État juif:

«Nous nous opposons à la minorité palestinienne sur l'État d'Israël, car ils seront persécutés» (3G2-2019).

«La vie d'un Palestinien dans le territoire juif est médiocre. En effet, beaucoup de Juifs sont opposés à l'implication des Palestiniens dans la vie politique» (3G1-2017)⁵⁴.

Rares sont les groupes d'élèves à vouloir intégrer les minorités présentes sur leur sol dans un esprit pacificateur⁵⁵; plusieurs groupes, à l'instar des

argument historique d'antériorité – le Kosovo est le lieu de naissance de l'église orthodoxe serbe, la «Jérusalem serbe», la «Terre sainte» du peuple serbe, certains nationalistes serbes proposant d'y faire «ce qu'ont osé faire les Juifs en Palestine» – auquel les Albanais renvoient d'autres arguments historiques – descendants des Illyriens, ils sont les premiers occupants de la région –; sur ce point voir Catherine Lutard, *Géopolitique de la Serbie-Monténégro*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1998, coll. «Géopolitique des États du monde», pp. 64-66. Concernant la Palestine, cette question est traitée par Elias Sanbar, *Dictionnaire amoureux de la Palestine*, op. cit., pp. 31-35.

51

Sur Jamal al-Husseini (1894-1982), voir <<https://www.paljourneys.org/en/biography/9851/jamal-al-husseini>>

(consulté le 14 avril 2019). En 1947, il se rend à New York, en tant que porte-parole du Haut Comité arabe reconnu par le gouvernement britannique comme représentant des Arabes palestiniens auprès de l'ONU. Son discours devant l'ONU a été publié dans *The New York Times*, «Text of the Statement Before U.N. by Jamal al-Husseini on the Arabs' Position on Palestine; Arab Statement Denounces U.N. Proposal for Partitioning Palestine», 30 septembre 1947, p. 14, disponible sur <<https://www.nytimes.com/1947/09/30/archives/text-of-the-statement-before-un-by-jamal-elhusseini-on-the-arabs.html>> (consulté le 15 avril 2019). Voir aussi Elias Sanbar, *Dictionnaire amoureux de la Palestine*, op. cit., p. 135, et Ilan Pappé, *The Rise and Fall of a Palestinian Dynasty. The Husayni 1700-1948*, London, Saqi Books, 2010, pp. 326 et 331.

52

Simone Bitton, Jean-Michel Meurice (auteurs), Pierre Vidal-Naquet, Elias Sanbar (consultants historiques), *Palestine, histoire d'une terre, 1880-1950*, 2^e partie, 00:13:46 – 00:15:14; téléchargeable sur <<https://www.youtube.com/watch?v=v8sVU05iFBw>> (consulté le 8 août 2018).

53

«Concernant le dernier point qui traite des minorités, nous craignons pour la sécurité des 10000 Juifs habitants le territoire palestinien qui n'auront qu'un poids minime au sein de l'État arabe» (4F1-2018).

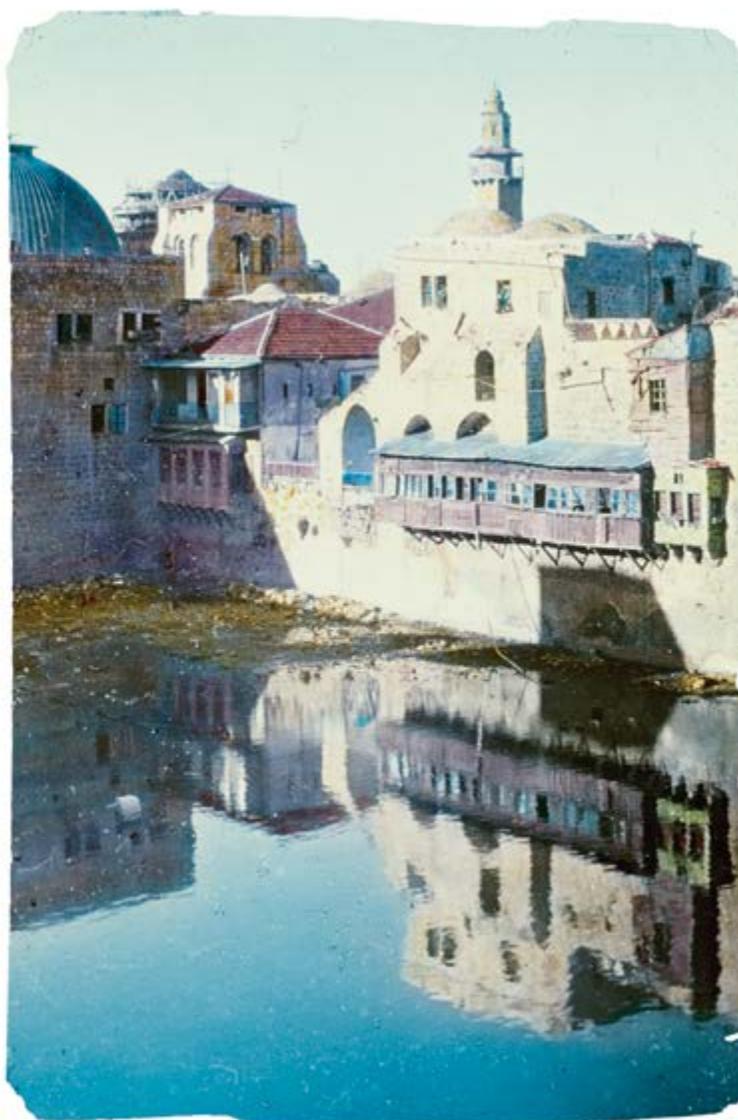
54

«Minorités arabes en Israël. Des discriminations évidentes, des droits inégaux entre Juifs et Arabes. Perte d'identité» (3G1-2017). Sur le statut, jusqu'en 1967, des 156000 Palestiniens restés en Israël après 1948, voir

Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, p. 46. Sur la situation actuelle des «Arabes d'Israël», voir Pierre Blanc, Jean-Paul Chagnollaud, Sid-Ahmed Souiah, *Atlas des Palestiniens. Un peuple en quête d'un État*, Paris, Autrement, 2014, pp. 36-37 et l'entretien avec Ilan Pappé du 24 avril 2014, disponible sur <<http://www.investigaction.net/entretien-avec-ilan-pappe-le/>> (consulté le 21 mai 2019).

55

«Quant au sort des Arabes majoritairement présents sur la région du Néguev, nous pensons les faire contribuer au développement de la région (irrigation, cultures, construction de nouvelles habitations, etc.) pour leur offrir du travail en plus de les intégrer. Pour les autres Arabes présents sur le territoire, nous pensons trouver un accord (leur participation en échange d'un climat pacifique)» (4F1-2018).



Piscine d'Ezéchias, à Jérusalem, années 50.

Source: Library of Congress, G. Eric and Edith Matson Photograph Collection
Auteur: Matson Photo Service



Remontant plus de 3000 ans dans le temps, de la naissance du judaïsme à aujourd'hui, Gérard Dhôtel et Arno retracent avec clarté, illustrations à l'appui, l'histoire d'une cohabitation entre tragédies et tentatives de dialogue. Actes Sud Junior, 2013

historiens israéliens et palestiniens⁵⁶, note plutôt le caractère belligère des déséquilibres démographiques générés par le plan de partition :

« Ensuite, nous pouvons voir très clairement que beaucoup d'Arabes vivent dans l'État juif et donc que les Juifs sont inférieurs dans leur propre État. Il est donc facilement prévisible que ce déséquilibre laisse place à un conflit.

La majorité des grandes villes juives se retrouveraient en guerre » (3G2-2019)⁵⁷.

Certains groupes envisagent un déplacement de populations pour désamorcer le conflit à venir ; un groupe d'élèves palestiniens note :

« Sur notre territoire se trouvent 725 000 Palestiniens pour 10 000 Juifs. Cela ne représente pas pour nous une réelle séparation entre les peuples. Nous considérons donc leur présence comme indésirable et exigeons leur départ. De plus, nous voulons le retour des Palestiniens présents sur le sol juif. De plus, nous soupçonnons les Juifs d'avoir envie d'être gourmands et d'élargir leur territoire ainsi que leur influence sur la région. C'est pourquoi nous exigeons des garanties de la communauté internationale » (3G2-2019).

Un groupe d'élèves juifs va dans le même sens :

« Les Juifs qui sont en minorité au sein de l'État arabe n'y ont pas vraiment leur place. C'est pourquoi, nous mettrons tout en œuvre pour les rapatrier dans notre État, l'État juif. En proportion de la minorité juive étant de 10 000 Juifs sur 725 000 Palestiniens,

cette manœuvre ne devrait pas apporter de grandes difficultés. Concernant la minorité palestinienne de 407 000 Palestiniens sur notre État, nous mettrons tout en œuvre pour les inciter à se déplacer en territoire arabe, par le biais de compensation financière par exemple » (3G2-2019)⁵⁸.

Un autre groupe parle de « transfert » :

« Le sort des minorités juives dans le futur État arabe nous inquiète tout comme les Arabes sur nos terres sacrées nous contrarient. Il est mentionné dans ce partage qu'environ 10 000 Juifs se retrouveraient dans l'État arabe. Nous demandons ainsi un transfert afin que cette population regagne sa communauté. Pour la minorité arabe sur nos terres, nous exigeons également un transfert afin que nous ayons respectivement un État complet et épanoui. Si cette condition n'est pas respectée, nous refuserons catégoriquement ce plan de partage » (3G2-2019).

L'usage du terme est remarquable si l'on considère la récurrence de cette notion dans l'idéologie sioniste⁵⁹. Un autre groupe précise :

« Finalement, le transfert d'au moins 407 000 Arabes qui se trouvent dans notre État juif devrait être obligatoire pour que notre État (498 000 Juifs) soit viable. Nous transférerons les Arabes dans leur pays où leur situation sera meilleure » (3G1-2019).

Un autre, sans utiliser le terme de « transfert » remarque, comme s'il s'agissait d'une évidence :

⁵⁶ Elias Sanbar, *Dictionnaire amoureux de la Palestine*, op. cit., p. 135; Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., p. 61; Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, op. cit., p. 60.

⁵⁷ « À cause de la surpopulation palestinienne sur le territoire juif, des tensions sont extrêmes et conduisent à des conflits. Pour conclure, un avenir incertain et complexe se dessine pour la Palestine. Cependant, nous ferons tout pour le bien de notre peuple et l'État juif » (3G2-2019).

⁵⁸ La dernière proposition de ces élèves consonne avec celle de Yitzhak Gruenbaum (1879-1970), ministre de l'Intérieur du premier gouvernement israélien, cité par Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, op. cit., p. 61 (protocole de la séance du Cabinet du 12 septembre 1948) : « Dans le passé, nous avions un plan qui nous permettrait de transférer la population arabe dans les États arabes [voisins]; nous aurions été prêts à participer aux frais de leur réinstallation avec un soutien et une aide financière. Maintenant encore, je ne vois rien de mal à ce plan ».

⁵⁹ Nur Masalha, *Expulsion of the Palestinians: The Concept of Transfer in Zionist Political Thought 1882-1948*, Washington D.C., Institute of Palestine Studies, 1992; Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, chap. 2 : « The idea of 'transfer' in Zionist thinking before 1948 », pp. 39-61; Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, op. cit., pp. 278-279.

⁶⁰ Cité par Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, op. cit., p. 278.

⁶¹ Nur Masalha, *Expulsion of the Palestinians: The Concept of Transfer in Zionist Political Thought, 1882-1948*, p. 175; Norman G. Finkelstein, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, London, New York, Verso, 2003, pp. 69-75.

⁶² Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, op. cit., pp. 60-61; Benny Morris cité par Joseph Algazy, « Postface. Le dossier est ouvert », dans Dominique Vidal, *Le péché originel d'Israël. L'expulsion des Palestiniens revisitée par les « nouveaux historiens » israéliens*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2002, pp. 205-206.

«Or nous voyons bien que les pays autour sont majoritairement arabes; il serait donc plus facile pour un Palestinien de changer de ville, de pays» (3G2-2019).

Ces propos rejoignent ceux que tint David Ben Gourion lors d'une réunion, en 1944, de l'Exécutif de l'Agence juive consacrée à la ligne de conduite qu'il convenait d'adopter face à la décision du Parti travailliste britannique de recommander le transfert des Arabes de Palestine :

«Transférer des Arabes est plus facile qu'avec n'importe quel autre [peuple]. Il y a d'autres États arabes tout autour. (...) Et il est clair que si les Arabes [de Palestine] sont transférés, leur situation n'en sera que meilleure»⁶⁰...

Rien n'est dit sur les modalités du «transfert»; notons uniquement que, pour certains historiens, c'était un euphémisme d'«expulsion», voire de «plan d'expulsion»⁶¹ alors que, pour d'autres, le transfert «était dans l'air», qui n'allait pourtant se concrétiser, souvent de façon improvisée et chaotique, qu'à la suite du refus arabe du Plan de partition et de la guerre israélo-arabe de 1948⁶².

En classe, après avoir signifié le fait, nous avons mis en exergue la prétention de ce groupe d'élèves juifs: «Concernant la minorité palestinienne de 407000 Palestiniens sur notre État, nous mettrons tout en œuvre pour les inciter à se déplacer en territoire arabe, par le biais de compensation financière par exemple» (3G2-2019), laissant délibérément ouverte la question de la nature des moyens incitatifs qui furent effectivement mis en œuvre.

63

Claude Allard et al., *Construire l'histoire*, op. cit., p. 256: «C'est la première guerre israélo-arabe. Elle se termine en faveur d'Israël qui agrandit le territoire concédé par le plan de partage. Les Palestiniens quittent massivement le pays». Claude Bourgeois et Dominique Rouyet (dir.), *Histoire générale*, op. cit., p. 1010: «La première guerre israélo-arabe empêche la création d'un État palestinien, que prévoyait le plan des Nations unies. Quelque 700000 Palestiniens fuient vers les pays voisins, la Jordanie surtout: c'est le début du dramatique problème des réfugiés».

64

Sandrine Mansour-Mérien, «Les manuels français et la question Palestine/Israël», dans Roland Lombard et Marilyn Pacouret (dir.), *Israël/Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, op. cit., pp. 22-23; Michel Staszewski, «Le conflit israélo-palestinien

selon deux manuels scolaires utilisés en Belgique. Un parti pris inacceptable», op. cit., p. 3. Sur ce point voir Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine: aux origines du conflit israélo-arabe*, Paris, 10/18, coll. «Fait et cause», n° 3769, 2000, pp. 124-136; Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, op. cit., pp. 28-29; Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, op. cit., pp. 279-282.

65

Bernard Albert, «Imprécisions et réalités masquées», dans Roland Lombard et Marilyn Pacouret (dir.), *Israël/Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, op. cit., p. 71; Sandrine Mansour-Mérien, «Les manuels français et la question Palestine/Israël», dans Roland Lombard et Marilyn Pacouret (dir.), *Israël/Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, op. cit., p. 23.

L'exode des Palestiniens

Deux objets, dans la présentation des événements de 1947-1949 en Palestine/Israël par les manuels scolaires, ont été critiqués.

Le premier consiste à donner l'exode des Palestiniens comme la conséquence du «refus du plan de partage de la Palestine par les Arabes» et de l'entrée en guerre des États arabes, le 15 mai, à la suite de la proclamation de la création de l'État d'Israël⁶³. Les critiques des manuels s'accordent pour penser, sur la foi en les études d'historiens israéliens et palestiniens, que l'exode des Palestiniens a débuté avant le 15 mai⁶⁴.

Le deuxième consiste à présenter l'exode des Palestiniens, non seulement comme une conséquence de la première guerre israélo-arabe, mais aussi comme un phénomène inévitable, propre à tout conflit armé; aussi parle-t-on d'«exode», d'«exil», de «départ», de «fuite», de «réfugiés de 1948 chassés par la guerre» ou «en raison du conflit de 1948»⁶⁵. Un manuel, le «Belin» (2012), qui veut donner le point de vue palestinien par un témoignage daté de 1985 d'une Palestinienne réfugiée au Liban, laisse accroire que les Palestiniens ont fui à l'appel de leurs dirigeants⁶⁶.

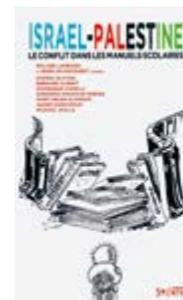
En France, l'édition des manuels scolaires relève du secteur privé; les pouvoirs publics, législatif (l'Assemblée nationale) ou exécutif (via le ministère de l'Éducation nationale ou l'Inspection générale), n'ont pas le pouvoir de superviser le contenu des manuels; aussi celui-ci est-il laissé ouvert aux critiques et aux pressions des communautés et des lobbies⁶⁷. Le cas du manuel

66

Cité par Dominique Comelli, «La fabrique des manuels», dans Roland Lombard et Marilyn Pacouret (dir.), *Israël/Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, op. cit., p. 72. Sur le mythe de l'exode des Palestiniens qui auraient répondu à l'appel des dirigeants arabes, voir Benny Morris, *1948 and after, Israel and the Palestinians*, Oxford, Clarendon Press, 1990, pp. 17-18; Norman G. Finkelstein, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, London, New York, Verso, 2003, pp. 56-57; Dominique Vidal, *Le péché originel d'Israël. L'expulsion des Palestiniens revisitée par les «nouveaux historiens» israéliens*, op. cit., pp. 76-77.

67

Dominique Comelli, «La fabrique des manuels», dans Roland Lombard et Marilyn Pacouret (dir.), *Israël/Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, op. cit., pp. 77 et 83.



Nurit Peled-Elhanan, Samira Alayan, Sandrine Mansour-Merrien et Michael Walls examinent la représentation du conflit israélo-palestinien dans les manuels scolaires et offrent une analyse comparée internationale très instructive sur les enjeux qui sous-tendent leur conception. Syllepse, 2014

Pêcheurs sur le lac de Tibériade, années 1890-1900.

Source: Library of Congress, Photochroms Prints collection
Auteur: inconnu



Hachette à destination des classes de 1^{re} générale est révélateur.

Au printemps 2011, la maison d'édition envisageait, dans des manuels « spécimens », un chapitre consacré à « L'ONU et la question palestinienne, 1947-1948 » ; le paratexte comportait une carte intitulée « Le partage de la Palestine »

et une photographie de Palestiniens chargeant des bagages dans une camionnette avec cette légende : « La *Nakba*. Les conquêtes de l'armée israélienne ont entraîné l'exode de près de 700 000 palestiniens ». Dans la partie « vocabulaire », le terme *Nakba* était défini : « (catastrophe) en arabe) expulsion de populations palestiniennes pendant la guerre israélo-arabe de 1948 »⁶⁸.

68

La page de ce manuel est visible sur <<http://www.europe-israel.org/2011/07/france-1%e2%80%99affaire-des-manuels-scolaires-pro-palestiniens-suite%e2%80%a6/>> (consulté le 9 juillet 2018).

69

L'association Europe-Israël, dont le siège est à Tel Aviv, a été créée « sous l'impulsion d'un groupe de personnes scandalisées par des campagnes médiatiques immorales de dénigrement et délégitimation de l'État d'Israël », « pour réunir des citoyens européens de toutes croyances et de toutes origines qui veulent affirmer leur soutien à Israël » ; voir <<http://www.europe-israel.org/about/>> (consulté le 8 juillet 2018).

70

<<http://www.europe-israel.org/2011/07/france-1%e2%80%99affaire-des-manuels-scolaires-pro-palestiniens-suite%e2%80%a6/>> (consulté le 8 juillet 2018).

71

Dépêche de l'Agence France Presse (AFP) du 4 juillet 2011, citée par Dominique Vidal, « La *Nakba* effacée d'un manuel scolaire français », dans *Le Monde diplomatique*, 7 juillet 2011, disponible sur <<https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-07-07-Nakba>> (consulté le 9 juillet 2018).

72

Vincent Adoumié, Pascal Zachary (dir.), *Histoire Terminales L/ES*, op. cit., p. 270.

73

Dominique Comelli, « La fabrique des manuels », dans Roland Lombard et Marilyn Pacouret (dir.), *Israël/Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, op. cit., p. 77.

74

« Israel Bans Use of Palestinian Term 'Nakba' in Textbooks », dans *Haaretz*, 22 juillet 2009, disponible sur <<https://www.haaretz.com/1.5080524>> (consulté le 10 juillet 2018). Voir aussi Samira Alayan, « Les manuels des élèves palestiniens en Israël et en Palestine », dans Roland Lombard et Marilyn Pacouret (dir.), *Israël/Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, op. cit., p. 58.

75

Sur la « loi Nakba » (*Nakba Bill*), votée par la Knesset le 22 mars 2011, voir <<https://www.hrw.org/news/2011/03/30/israel-new-laws-marginalize-palestinian-arab-citizens>> (consulté le 13 juillet 2018).

76

Sébastien Ledoux, Samuel Ghiles Meilhac, « Des difficultés d'enseigner le conflit israélo-arabe en France », dans *Rue89*, 10 juillet 2011, disponible sur <<http://aggiornamento.hypotheses.org/423>> (consulté le 9 juillet 2018). Voir aussi Dominique Vidal, « La *Nakba* effacée d'un manuel scolaire français », op. cit., qui questionne : « Le CRIF a-t-il pour objectif de faire appliquer en France la législation israélienne et la République française doit-elle se plier à cette exigence, notamment en matière d'éducation? ».

Le site de l'association Europe-Israël⁶⁹ dénonça, à la fin juin 2011, ce qui lui semblait être une «révision» de l'histoire à des fins de propagande palestinienne» qui «(...) risquait de former de futures générations anti-israéliennes»⁷⁰. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) évoqua, par son président Richard Prasquier (1945-), une «présentation du conflit israélo-palestinien tout à fait scandaleuse»; il dénonça «une idéologisation» via par exemple l'emploi du mot *Nakba* alors que le terme Israël «n'apparaissait pas», et «des erreurs factuelles» sans préciser lesquelles. Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) reprocha aux auteurs du manuel d'«interpréter les faits historiques, de tronquer la vérité, de prendre parti». Interpellé, l'éditeur Hachette signifia, au début juillet 2011, que «des passages de nouveaux manuels d'histoire contemporaine à destination des classes de première générale, contestés par des associations juives, [seraient] «modifiés» à l'occasion de l'impression des versions définitives»⁷¹. Et ils le furent. Dans l'édition de 2012 du manuel, on pouvait lire que la première guerre israélo-arabe et la victoire des Israéliens entraînent «l'exode de plus de 700 000 Palestiniens et le début de l'immigration vers Israël des communautés juives»⁷².

Malgré la liberté rédactionnelle dont les manuels français jouissent, ceux-ci «se ressemblent étonnamment»⁷³ dans leur récit des événements de 1948-1949, qui vont jusqu'à s'interdire d'utiliser le terme *Nakba*, suivant ainsi, semble-t-il,

77

Joëlle Alazard et al., *Histoire Term L-ES - S.*, Coll. Sébastien Cote, Paris, Nathan, 2012, p. 286.

78

Hugo Billard (dir.), *Histoire T. ES/L*, Paris, Magnard, 2012, p. 258.

79

Guillaume Bourel, Mireille Chevalier, *Histoire T. ES/L*, Paris, Hatier, 2012, p. 278.

80

Georges Langlois, *Histoire contemporaine de 1914 à nos jours*, Montréal, Chenelière éducation, 2014, p. 262: «Les Arabes refusent cependant de reconnaître l'État hébreu, tandis que près d'un million de Palestiniens, fuyant les combats ou tout simplement expulsés par les vainqueurs, se réfugient dans les pays voisins, dans des camps de fortune

hâtivement érigés par l'ONU avec, chevillé au plus profond de leur conscience, le désir inextinguible de retrouver un jour leurs foyers, leurs villages et leurs terres. Cette guerre, qualifiée par les Arabes de «catastrophe» (*Nakba*) marque le début du long calvaire du peuple palestinien, qui dure encore de nos jours».

81

Lucien Febvre, «Vivre l'histoire», dans *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1952, p. 22. Sur le primat épistémologique du problème dans l'historiographie, voir aussi Henri-Irénée Marrou, *De la connaissance historique*, Paris, Seuil, 1954, 1975, pp. 56-57, 62, 64, 73; Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, points histoire, 1996, pp. 79-81.

l'interdiction, en 2009, par le gouvernement de Benjamin Netanyahu (1949-) de l'utilisation du terme dans les manuels scolaires destinés aux élèves arabophones d'Israël⁷⁴, et la loi, votée en mars 2011 par la Knesset, dite «loi Nakba»⁷⁵, qui paraît avoir directement inspiré le CRIF dans l'affaire du manuel Hachette⁷⁶.

Un manuel ose cependant une alternative: «La plupart (environ 750 000) fuient ou sont expulsés»⁷⁷; le «Magnard» évoque «la fuite des Arabes de Palestine», puis interroge: «Départ volontaire ou forcé, fuite ou expulsion?»⁷⁸; comme le «Hatier»: «Expulsion ou départ volontaire?»⁷⁹. Un manuel canadien francophone reprend l'alternative sur le mode affirmatif mais ose le mot *Nakba*⁸⁰.

La formulation d'un problème est au cœur de l'enquête historique: «C'est que poser le problème, c'est précisément le commencement et la fin de toute histoire. Pas de problèmes, pas d'histoire», selon la formule mémorable de Lucien Febvre (1879-1956), fondateur avec Marc Bloch (1886-1944) de l'école dite des Annales dans les années 30 du XX^e siècle⁸¹.

Or les manuels n'énoncent généralement que les réponses et les solutions sans formuler les questions et les problèmes qui en sont à l'origine, usant de surcroît des documents rétrodictivement, pour confirmer l'énonciation a priori du récit⁸²; ce faisant, ils interdisent le développement de l'«esprit critique» que, selon des plans d'études⁸³, la discipline historique devrait développer chez les élèves⁸⁴.

82

Simonne Guyon, «Sous les faits, les questions. En histoire et en géographie», dans *La problématique d'une discipline à l'autre*, Paris, Adapt, 1997, pp. 131-136. Sur l'usage rétrodictif des documents dans les manuels, voir Gérard Pinson, *Enseigner l'histoire: un métier, des enjeux*, Paris, Hachette Éducation, 2007, p. 107-110; Jean Leduc, Jacqueline Le Pellec, Violette Marcos-Alvarez, *Construire l'histoire*, Toulouse, Bertrand-Lacoste, 1994, p. 47; Jean-Louis Jadouille, «Matériaux audiovisuels et enseignement de l'histoire: perspectives didactiques», dans Paul de Theux, Jean-Louis Jadouille (dir.), *Daens. De l'écran à la classe. Exploitation didactique d'un film de fiction historique en classe d'histoire*, Louvain-la-Neuve, 1995, 2003, p. 72.

83

Par exemple: Canton de Vaud, direction générale de l'enseignement postobligatoire, *École de maturité. Plan d'études et liste des examens*, 2017, p. 137: «L'enseignement de l'histoire permet à l'élève d'acquérir (...) une attitude réfléchie, curieuse et critique face aux sources de l'information (historique, médiatique, politique...)».

84

Dominique Comelli, «La fabrique des manuels», dans Roland Lombard et Marilyne Pacouret (dir.), *Israël/Palestine. Le conflit dans les manuels scolaires*, op. cit., pp. 80-81; voir aussi Jean Leduc, Jacqueline Le Pellec, Violette Marcos-Alvarez, *Construire l'histoire*, op. cit., p. 138.



À ceux qui disent «ne rien comprendre» au conflit israélo-palestinien, Elias Sanbar répond en restituant la continuité d'une histoire – depuis le mandat britannique à partir de 1917 jusqu'à aujourd'hui. Seuil, 2013

Formuler un problème

- a) L'objet traité est l'exode des Arabes palestiniens sur le territoire de la Palestine mandataire entre fin 1947 et 1948, soit après le vote de la résolution de l'ONU portant sur le plan de partage du territoire.
- b) Nous relevons deux grandes contradictions entre les différents documents de ce dossier. Premièrement, les documents 1, 3 et 5, tous exprimés par des israéliens, stipulent que les palestiniens ont quitté leur territoire selon des instructions de dirigeants arabes, témoignages à l'appui et relevés notamment dans le document 5 (Déclaration du Premier Ministre d'Irak et déclaration du recteur de l'université Al Azhar au Caire). Cependant, le document 6, écrit par un historien israélien Benny Morris, affirme qu'après de nombreuses recherches dans des archives fiables, il n'y a eu aucun témoignage de ce genre, car il n'en a trouvé aucune trace. « Je n'ai trouvé aucune trace d'une telle campagne et, si elle avait eu lieu, (...) elles auraient été citées ou au moins laissé des traces dans la documentation. » (Doc. 6). Deuxièmement, les documents 2 et 4, exprimés par des palestiniens, affirment que l'exode palestinien a été forcé, et cela est appuyé par le document 7, également rédigé par un historien israélien (Illan Pappé). Ce dernier affirme que seuls les palestiniens aisés sont partis de leur plein gré, et que les palestiniens « des couches sociales moins favorisées » ont été chassés par les forces israéliennes. « Les couches sociales moins favorisées furent chassées par la mise en œuvre du plan D. » (Doc. 7) ; « Le déracinement de la population palestinienne indigène de leur patrie par la force militaire. » (Doc. 2) ; « L'expulsion des palestiniens : 800 000 d'entre eux prennent, forcés, le chemin de l'exil. » (Doc. 4).
- c) Sur base des documents n°1, 3 et 5, nous constatons que les arabes de Palestine auraient quitté leur territoire selon des instructions de dirigeants arabes, témoignages à l'appui. « Et nous possédons des documents explicites témoignant qu'ils sont partis de Palestine en suivant les instructions des dirigeants arabes. » (Doc. 1) ; « Environ 720 000 Arabes, encouragés par leurs dirigeants de quitter leur pays, se sont enfuis de ce qui est maintenant Israël. » (Doc. 3) ; « S'ajoutèrent les encouragements des dirigeants arabes à la population palestinienne, leurs ordres parfois, de quitter le pays. » (Doc. 5)

Or, d'après les documents n°6 et 7, il n'y a jamais eu de telles instructions ou encore de témoignage de ce genre, l'exode ayant été provoqué par les forces israéliennes. « Je n'ai trouvé aucune trace d'une telle campagne et, si elle avait eu lieu, (...) elles auraient été citées ou au moins laissé des traces dans la documentation. » (Doc. 6) ; « Les couches sociales moins favorisées furent chassées par la mise en œuvre du plan D. » (Doc. 7).

Donc nous nous demandons si l'exode palestinien a été forcé par les violences militaires israéliennes assoiffées de conquête, ou s'il a été dicté par des dirigeants arabes ayant planifié leur retour sur les terres partagées.

Aussi formulons-nous le problème suivant : 1947-1948 : est-ce que les palestiniens ont été chassés de leur territoire de force, ou ont-ils fui en suivant les instructions de leurs dirigeants arabes ?

Et si le développement de l'«esprit critique» passait par la construction de situations pédagogiques par l'enseignant, où les documents fournis ne serviraient pas à confirmer un discours préétabli, mais donnaient l'occasion aux élèves de poser et de formuler eux-mêmes des questions ou des problèmes?⁸⁵

À la différence d'une question (énoncé interrogatif, généralement fermé, portant sur un objet particulier auquel on peut répondre immédiatement, positivement ou négativement ou en mobilisant une connaissance particulière déjà acquise), un problème est une demande interrogative initiale et ouverte, à laquelle on ne peut pas répondre immédiatement, qui énonce au moins une alternative comportant des options différentes, contradictoires ou divergentes, relatives à un objet historique qu'il s'agit de déterminer, dont la solution implique une recherche et une collecte d'informations, une sélection, un traitement et une interprétation des informations collectées, en vue d'aboutir à une solution qui relève d'un savoir d'ordre général⁸⁶. Ainsi, l'énoncé « Les Palestiniens ont-ils fui volontairement leurs villes et leurs villages en 1948? » est une question ; l'énoncé « L'exode des Palestiniens : fuite ou expulsion? »⁸⁷ est un problème.

La problématisation, par les élèves, suppose que l'enseignant leur soumet un corpus de documents issus de sources, « primaires » ou « secondaires », contrastés, divergents, contradictoires sur un même objet : c'est le constat et l'expression par les élèves, dans leurs propres

⁸⁵

En Belgique francophone, les référentiels de compétences pour l'histoire enseignée aux degrés primaires et secondaires énoncent quatre compétences à développer et à atteindre ; la première consiste à « (se) poser des questions », à « énoncer un ensemble organisé de questions de recherche pertinentes et originales » ; voir <<http://www.enseignement.be/index.php?page=24737>> (consulté le 16 juillet 2018).

Mével, Nicole Tutiaux-Glion, *Didactique et enseignement de l'histoire-géographie au collège et au lycée*, chapitre IV : « Problématiser », Paris, Publibook, 2013, pp. 97-120.

⁸⁷

Illan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine : aux origines du conflit israélo-arabe*, Paris, 10/18, coll. « Fait et cause », n° 3769, 2000, partic. le chapitre III intitulé « L'exode : fuite ou expulsion? », pp. 124-140.

⁸⁶

Sur la problématisation en classe d'histoire, voir Simonne Guyon, « Sous les faits, les questions. En histoire et en géographie », dans *La problématique d'une discipline à l'autre*, op. cit., pp. 131-136 ; Gérard de Vecchi, Nicole Carmona-Magnaldi, *Faire vivre de véritables situations-problèmes*, Paris, Hachette Éducation, 2002, pp. 20-29 ; Yannick

⁸⁸

Voir Jean-Louis Jadoulle et Matthieu Bouhon (dir.), *Développer des compétences en classe d'histoire*, Coll. Apprendre l'histoire, n° 3, Louvain-la-Neuve, 2001, pp. 112, 124-129 ; Jean-Louis Jadoulle, *Faire apprendre l'histoire*, op. cit., pp. 97-105.

« Donner l'occasion
aux élèves de poser des
questions, de formuler
des problèmes. »

termes appuyés sur des citations des documents fournis, de ces contrastes, divergences ou contradictions qui leur permettra de formuler un problème⁸⁹.

Pour ce qui est de l'« exode » des Palestiniens, nous avons soumis, au printemps 2018, un corpus de documents⁸⁹ à nos étudiants de quatrième année de maturité avec pour consigne :

« Les documents ci-dessus traitent du même objet. Déterminez-le en précisant le temps et l'espace. Formulez un problème (voir fiche méthodologique « Formuler un problème ») en utilisant et en citant les documents à disposition. »

Voici deux productions d'élèves de quatrième année de maturité.

Le problème formulé par les élèves restait cependant incomplet. Si, selon le deuxième membre de l'alternative, les Palestiniens ont été chassés de force, l'ont-ils été par des opérations de guerre qui entraînent inévitablement et inexorablement des déplacements de populations ou selon un plan préétabli d'expulsion ?

89

Ce corpus était constitué d'extraits des documents suivants : discours de David Ben Gourion (1886-1973) à la Knesset du 11 octobre 1961, cité dans Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine : aux origines du conflit israélo-arabe*, op. cit., p. 126; *Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs (Passia), Endless Injustice. Palestinian Refugees*, Jerusalem, mars 2014, disponible sur <www.passia.org> (consulté le 9 avril 2016); *Jewish Agency for Israel*, <http://jafi.org/JewishAgency/English/Jewish+Education/Compelling+Content/Eye+on+Israel/Maps/The+Arab+Refugees+1948.html> (consulté le 14 juin 2014); on renverra à Elias Sanbar, *La Palestine expliquée à tout le monde*, op. cit., pp. 28-29; Paul Giniewski, « L'exode des Arabes palestiniens (1947-1948) », dans *Le lien*, n° 127, 15 mars 2000;

Benny Morris, *1948 and after, Israel and the Palestinians*, Oxford, Clarendon Press, 1990, p. 30; Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine : aux origines du conflit israélo-arabe*, op. cit., pp. 124-140.

À propos de la guerre de 1948 :
plan de partage et création de l'Etat d'Israël

Notre exposé se basera sur la guerre de 1948 (la Nakba) - la « catastrophe » déclinée le 29 novembre 1947 suite à l'adoption du plan de partage de l'ONU. En effet, ceci étant la première phase du conflit, nous allons maintenant expliciter la seconde phase : la guerre persiste en raison de la fondation de l'Etat d'Israël à la date du 15 mai 1948, suite à quoi des attaques ont été revendiquées par la Ligue arabe.

Les conséquences ont été un déplacement de la population palestinienne ainsi qu'une perte de territoire au profit de l'Etat d'Israël.

Après avoir pris connaissance de quelques documents provenant de sources diverses, nous allons fait les observations suivantes :

Effectivement, d'après David Ben Gourion, ex-premier ministre de l'Etat d'Israël, les palestiniens seraient partis en suivant les instructions de leurs dirigeants arabes (OCA). Le document n°3 rejoint ce dernier en précisant que Monsieur Ben Gourion a, et nous citons : « Exhorté les Arabes à rester, promettant qu'ils ne seraient pas lésés ». Enfin, nous constatons dans le document n°5 que les palestiniens n'acceptaient pas l'existence d'un Etat juif ni de vivre sous son autorité ; c'est la raison pour laquelle ils ont quitté le pays, notamment suite aux ordres de leurs dirigeants.

Or, d'après le document n°2, nous relisons qu'après le plan de partage, la population palestinienne indigène a été « déclinée » par la force militaire et a été donc contrainte de s'exiler. Ce document rejoint les propos du document n°4 où nous soulignons :

« C'est cet évènement première guerre (29 novembre 1947-14 mai 1948) qui a entraîné l'expulsion des Palestiniens. Beaucoup d'entre eux prenant, forcés, le chemin de l'exil. Le plus surprenant est qu'un historien israélien, Benny Morris, s'est exprimé sur le sujet en disant que "à aucun moment, durant la guerre, les dirigeants arabes n'ont publié un appel général aux Arabes de Palestine à quitter leur maison et leur village et à aller vers l'exil".

En somme, ces propos nous laissent présumer que des attaques militaires et massacres revendiqués par des groupes sionnistes et de groupes militaires tels que la Irgoun et le Irgoun ont clairement été réalisés sur des populations palestiniennes, les contraignant à l'exil.

Au vu des différentes positions que nous venons perçues, nous nous demandons si les palestiniens ont vraiment quitté le territoire « indigène » suite au plan de partage - aux israéliens de leur plein gré. Aussi formulons-nous le problème suivant :

« Les palestiniens ont-ils vraiment quitté leur patrie suite aux ordres de leurs dirigeants, comme le suggère [la] majorité des prises de positions israéliennes ou ont-ils été contraints à l'exil, en victimes des différentes offensives connues sous le nom de "Plan D" et d'autres attaques revendiquées par des groupes terroristes sionnistes ? »

Guerre entre Palestiniens et Israéliens en 1948

Problème 1 : Sur base du document n°1, nous constatons que les Arabes sont partis de leur plein gré après le vote de la résolution de l'ONU. Nous citons : "Les Arabes de Palestine ont quitté les régions assignées à l'Etat juif immédiatement après le vote de la résolution de l'ONU... en suivant les instructions des dirigeants arabes, le refus...". Ensuite, nous pouvons constater, selon le doc. n°2, que les Arabes ont été encouragés par leurs dirigeants de quitter le pays. Nous citons : "Environ 700'000 Arabes, encouragés par leurs dirigeants de quitter leur pays...". Sur base du document n°6, nous constatons que les Palestiniens ont décidé de partir d'Israël. Il est cité : "... les classes supérieures de la population palestinienne partent de leur plein gré..."

Or, d'après le document n°3, nous remarquons qu'à aucun moment, les dirigeants arabes ont encouragés les Palestiniens à quitter le pays. Nous citons : "A aucun moment durant la guerre, les dirigeants arabes n'ont publié un appel général aux Arabes de Palestine à quitter leur maison et leur village et à aller vers l'est". Ensuite, sur base du document n°4, nous pouvons remarquer que les Palestiniens ont été forcés de quitter l'Israël par la force militaire. Il est cité : "... le déplacement de la population palestinienne indigène de leur patrie par la force militaire, l'expulsion ou le peur de massacres et autres attentats perpétrés par des groupes sionistes clandestins et par des groupes militants tels que le Haganah, l'Irgoun, le Lehi et le Stern". Sur base du document n°5, nous constatons que les Palestiniens ont été expulsés de leur pays. Nous pouvons citer : "C'est durant cette première guerre (29 novembre 1947-14 mai 1948) qu'adirent l'expulsion des Palestiniens : 800'000 d'entre eux furent, le chemin de l'exil."

Donc nous nous demandons si les Juifs ont expulsé les Arabes de leur pays ou si les Arabes sont partis de leur plein gré.

Aussi formons-nous le problème suivant : Les Arabes ont-ils été expulsés de leur pays par les Juifs ou sont-ils partis de leur plein gré ?

Problème 2 : Sur base du document n°7, nous constatons que le plan D n'était pas un projet d'expulsion des Arabes. Nous citons : "Le plan D n'était pas un projet politique d'expulsion des Arabes de Palestine : il était régi par des considérations militaires et visait à atteindre des fins militaires."

Or, d'après le document n°8, nous remarquons que le but du plan D était d'avoir une population exclusivement juive. Nous pouvons citer : "Ce plan était à la fois l'inévitable produit de la volonté idéologique du sionisme d'avoir une population exclusivement juive en Palestine..." puis en mars elle a pris l'initiative d'un nettoyage ethnique à l'échelle du pays. Enfin, sur base du document n°9, nous remarquons aussi le but d'expulser les Arabes de leur pays. Nous citons : "... le plan D de la Haganah se solda sans conteste par un exode massif." "Ben Gourion voulait que demeurent à l'intérieur de l'Etat juif le moins d'Arabes possible."

Donc nous nous demandons si le plan D avait pour but d'expulser les Palestiniens ou visait à atteindre des fins militaires.

Aussi formons-nous le problème suivant : le plan D avait-il pour but d'expulser les Palestiniens ou visait-il à atteindre des fins militaires ?

« Selon les didacticiens belges, la problématisation est à la base du modèle qu'ils nomment « recherche-découverte ». Il se départit des récits préconstruits des manuels ou des enseignants, et préconise une « enquête » menée par les élèves. »

Aussi avons-nous amendé et augmenté les documents fournis aux élèves⁹⁰. Voici, sur cette double page, deux productions d'élèves de troisième de maturité commerciale (3G) issues de l'examen de ce corpus.

Selon les didacticiens belges, la problématisation est à la base du modèle didactique qu'ils nomment « recherche-découverte », alternative à l'« exposé-récit » et au « discours-découverte »⁹¹. Ce modèle veut se départir des récits préconstruits des manuels ou des enseignants, et préconiser une « enquête » menée par les

90

Nous y avons ajouté des extraits de Benny Morris, *The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, op. cit., p. 164, d'Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., p. 11, et de Benny Morris, *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, op. cit., pp. 277-284.

Louis Jadouille, *Faire apprendre l'histoire*, op. cit., pp. 114-118.

92

Voir le schéma de Jean-Louis Jadouille, *Faire apprendre l'histoire*, op. cit., p. 96.

93

Jean-Louis Jadouille, *Faire apprendre l'histoire*, op. cit., p. 78.

94

Les archives ouvertes aux historiens ne constitueraient que 2% des sources archivées selon Ilan Pappé (conférence du 30 avril 2019, <<https://vimeo.com/335333137/41a7553a1b>>, 01:14:43-01:14:24), sans compter les difficultés d'y accéder; Benny Morris, cité par Joseph Algazy, « Postface. Le dossier est ouvert », dans Dominique Vidal, *Le péché originel d'Israël*, op. cit., pp. 203-204, note la « lourde censure » qui pèse sur les archives de Tsahal par exemple.

élèves. Pour l'enseignant, il ne s'agit donc plus d'organiser les contenus à enseigner en un récit exposé magistralement par lui ou via un manuel («l'exposé-récit») ou qu'il ferait découvrir par une suite de documents assortis de questions fermées et orientées de façon à ce que les réponses des élèves correspondent au récit pré-écrit que les élèves devraient découvrir pas à pas (le «discours-découverte»). Le modèle de la «recherche-découverte» articule la séquence d'enseignement en trois temps: la problématisation fondée sur un premier corpus documentaire, l'«enquête» menée sur la base d'un deuxième corpus documentaire suivi d'une synthèse articulant et structurant les éléments découverts et sélectionnés en une proposition de solution au problème⁹² qui conduirait «les élèves vers la maîtrise des contenus principaux»⁹³.

Dans notre cas, une fois l'«exode» des Palestiniens problématisé par les élèves, il s'agirait, selon ce modèle, de leur proposer un second corpus documentaire. Mais de quoi pourrait-il être constitué? De sources premières? C'est illusoire puisqu'elles sont en majorité en hébreu ou en arabe et qu'elles sont de surcroît souvent très difficilement accessibles, même aux historiens professionnels⁹⁴. De sources secondaires? Mais les historiens israéliens s'accusent mutuellement de faire œuvre plus politique et idéologique qu'historiographique⁹⁵. Sans compter que les historiens privilégient certaines sources plutôt que d'autres. Benny Morris, qui n'est pas arabophone, s'interdit *de facto*, l'accès aux sources arabes⁹⁶ dont il minimise de surcroît

⁹⁵ Selon Benny Morris, «The New Historiography: Israël Confronts Its Past», dans Tikkun, New York, n° 36, 1988, le but de Simha Flapan, *The Birth of Israël: Myths and Realities*, Croom Helm, London, Sydney, 1987, «était politique plus qu'historiographique»; Shabtai Tevet (1925-2014), un des tenants de l'historiographie traditionnelle, reprit l'accusation, mais contre Benny Morris; voir Joseph Algazy, «Postface. Le dossier est ouvert», *op. cit.*, p. 203. Voir aussi Zeev Sternhell, cité par Sébastien Boussois, «Docteur Benny et Mister Morris. Ou les nouveaux historiens face à la société israélienne d'aujourd'hui», dans *Confluences Méditerranée*, n° 54, 2005, p. 93, à propos de Benny Morris et David Tal (1964-), ancien professeur d'histoire à l'Université de Tel Aviv, actuellement professeur à l'Université de Calgary, cité par Stéphane Boussois, «De

la «nouvelle histoire» au post-sionisme», septembre 2010, p. 8, disponible sur <<https://cercheurcheursmoyenorient.wordpress.com/2010/09/14/de-la-nouvelle-histoire-au-post-sionisme/>> (consulté le 14 juin 2019) à propos d'Ilan Pappé. Celui-ci, cité par Joseph Algazy, p. 210, ne nie pas qu'il n'est pas moins politique qu'académique, et soutient que les récits des historiens israéliens traitant de l'État d'Israël sont tous idéologiquement orientés: «La différence, c'est que certains, comme moi, l'avouent, alors que d'autres refusent de le reconnaître, et ils ont tort».

⁹⁶ Joseph Algazy, «Postface. Le dossier est ouvert», *op. cit.*, p. 205: «Critiqué pour n'avoir pas consulté de documents arabes, Benny Morris précise que, dès le début de ses recherches, il n'en avait pas l'intention».

à propos de la guerre de 1948...

ii) Les documents traitent tous du même sujet: l'expulsion des Palestiniens des États juifs vers les États arabes voisins. L'exode a commencé en septembre 1948 à mars 1949. D'après l'ONU, à la fin de la guerre, il y avait 700 000 réfugiés palestiniens dans les États arabes voisins.

iii) Sur la base des documents n° 5, 6, 8 et 9, nous constatons que le plan D avait pour but d'expulser les arabes de Palestine. Nous citons sur le document n° 5: «C'est durant cette première guerre (29 novembre 1947 - 14 mai 1948) qu'adviut l'expulsion des Palestiniens: 800 000 d'entre eux furent forcés, la nuit du 14 mai, à quitter leur pays. De plus, sur le document n° 6: «Le plan D peut être considéré à bien des égards comme un plan général d'expulsion...». Ensuite, le n° 8 dit: «Le Plan D était d'expulser la population exclusivement juive en Palestine...». Tandis que le document n° 9 affirme: «...en l'absence de toute politique globale d'expulsion, le plan D de la Haganah se serait vu comme un exode massif».

Tous les documents ci-dessus affirment que le plan D avait une supposée raison de l'expulsion des Palestiniens.

Or, d'après le document n° 7, nous constatons que le plan D n'était pas un projet politique d'expulsion des arabes de Palestine. Nous citons: «...il était régi par des considérations militaires et visait à atteindre des fins militaires».

Donc nous nous demandons si le plan D était l'expulsion des arabes.

Aussi formulons-nous le problème suivant: Le Plan D était-il l'expulsion des arabes de Palestine ou visait-il à atteindre des fins militaires?

Sur la base des documents n° 1 et 2 nous constatons que les arabes ont quitté les régions occupées à l'État juif, sans accompagnement de leurs dirigeants. Nous citons sur le document n° 1: «... nous possédons des documents arabes témoignent qu'ils sont partis de Palestine en laissant les installations des cinquante arabes...». Le plan D document n° 2 dit: «Environ 700 000 arabes, accompagnés par leur dirigeants, se quittent leur pays...».

Sur les documents ci-dessus, nous constatons que les arabes sont partis sans la demande et l'influence de leurs dirigeants.

Or, d'après le document n° 3 et 4, nous constatons que les arabes n'ont pas été accompagnés par leurs dirigeants ou quitté leur pays, mais ont bien été forcés par la peur et le harcèlement des groupes armés clandestins d'Israël. Nous citons sur le document n° 3: «...avant le début de la guerre, les dirigeants arabes n'ont jamais eu l'intention de quitter leur pays...». De plus, le document n° 4 dit: «Le harcèlement de la population palestinienne [...] des groupes armés clandestins et par des groupes militaires tels que la Haganah, l'Ikqbal, le Lohi et le Stern...».

Donc, nous formulons le problème suivant: Les arabes ont-ils dû quitter leur pays sans l'influence de leurs dirigeants ou ont-ils été forcés par la peur et la guerre des groupes armés clandestins et groupes militaires?

«L'historien doit fournir des preuves et argumenter. Toutes les affirmations historiques ne sont pas équivalentes car elles présentent des degrés de probabilité plus ou moins forte. (...) Aujourd'hui, l'orientation dominante consiste à dire que lorsqu'un historien pose des questions à des documents, il aboutit à des réponses vraies, mais que ces vérités sont partielles et provisoires.»

le crédit parce qu'elles seraient informées par un *Arab penchant for exaggeration*⁹⁷; il crédite les sources sionistes, juives ou israéliennes, d'une valeur testimoniale supérieure à celles des sources arabes, tout en appelant à la plus grande prudence sur les déclarations et écrits de Ben Gourion par exemple⁹⁸. Ilan Pappé, qui est arabophone, écrit: «Si Morris et les autres historiens avaient exploité les sources arabes ou s'étaient tournés vers l'histoire orale, ils auraient peut-être mieux compris la planification systématique à l'œuvre derrière l'expulsion des Palestiniens en 1948, et décrit en termes

⁹⁷ Cité par Norman G. Finkelstein, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, op. cit., p. 56.

⁹⁸ Norman G. Finkelstein, *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, op. cit., pp. 53-54.

⁹⁹ Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, op. cit., pp. 13-14; voir aussi Joseph Algazy, «Posteface. Le dossier est ouvert», op. cit., p. 210.

¹⁰⁰ Voir Sylvain Doussot, «Lincoln et l'esclavage: étude d'un cas de problématisation en histoire scolaire», dans *Didactica historica* n° 4, 2018, pp. 99-106: «Conclusion: peut-on poser en classe des questions auxquelles on ne répondra pas?».

plus véridiques l'énormité des crimes commis par les soldats israéliens»⁹⁹.

Aussi pourrait-on engager les élèves non pas dans la résolution du problème qu'ils ont préalablement posé¹⁰⁰, mais dans une interrogation et une émission d'hypothèses sur les raisons de la divergence des résolutions proposées par les historiens. Ceci reviendrait, entre autres, à aborder, en classe d'histoire, ce que l'historiographe Antoine Prost (1933-) nomme «l'enracinement personnel des questions historiques», le poids des «engagements» et de la «personnalité» des historiens dans les réponses qu'ils donnent à celles-ci¹⁰¹. Cette séquence d'enseignement reste à imaginer et à construire.

Puisse-t-elle cependant ne pas instiller dans l'esprit des élèves l'idée que tout discours historiographique se vaudrait parce qu'il serait subjectif, orienté par des présupposés idéologiques et politiques, qui présenterait comme vérité ce qui ne serait qu'un discours guère éloigné de la fiction selon Hayden White (1928-2018)¹⁰². Puisse-t-elle aussi contribuer à penser que le récit historiographique est «subordonné à des critères de vérité». «Donc, conclut Antoine Prost, l'historien doit fournir des preuves et argumenter. Toutes les affirmations historiques ne sont pas équivalentes car elles présentent des degrés de probabilité plus ou moins forte. (...) Aujourd'hui, l'orientation dominante consiste à dire que lorsqu'un historien pose des questions à des documents, il aboutit à des réponses vraies, mais que ces vérités sont partielles et provisoires»¹⁰³. ✕

¹⁰¹ Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, op. cit., pp. 92-100.

¹⁰² *The Content of the Form: Narrative Discourse and Historical Representation*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1987.

¹⁰³ Jacques Lecomte, «La mise en intrigue est essentielle pour l'historien. Entretien avec Antoine Prost», dans *Sciences humaines*, n° 60, 1996.

Une enseignante palestino-israélienne apprend l'arabe à une jeune élève israélienne dans une des écoles bilingues de Hand in Hand, qui travaillent à l'inclusion et à l'égalité entre les citoyens d'Israël juifs et arabes.

Hand in Hand/Debbie Hill



Deux chronologies

Cette chronologie, augmentée et amendée par Jean-Benoît Clerc, est tirée de l'ouvrage d'Ilan Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, © Librairie Arthème Fayard, 2008, pour la traduction française, pp. 357-362. Les termes suivis d'un astérisque font l'objet d'entrées spécifiques dans le glossaire.

154

1878

Première colonie agricole sioniste en Palestine (Petah-Tikvah).

1882

25 000 immigrants juifs venus essentiellement d'Europe de l'Est, commencent à s'installer en Palestine.

1891

Le baron allemand Maurice de Hirsch (1831-1896) fonde à Londres la *Jewish Colonization Association* (JCA) pour aider l'émigration des Juifs en Amérique, essentiellement en Argentine.

1896

Le journaliste et écrivain juif austro-hongrois Theodor Herzl (1860-1904) publie *Der Judenstaat. Versuch einer modernen Lösung der Judenfrage* (*L'État juif. Essai d'une solution moderne à la question juive*), où il préconise la création d'un État juif en Palestine. La JCA commence à opérer en Palestine.

✕ 1897

À Bâle, le premier congrès sioniste pétitionne en faveur d'«un foyer pour le peuple juif en Palestine» et crée à cette fin l'Organisation sioniste mondiale (OSM)*. Le fondateur du sionisme socialiste, Nahman Sirkin (1868-1924), écrit dans un pamphlet que la Palestine «doit être évacuée pour les Juifs».

1901

Création du Fonds national juif (FNJ)*, chargé de financer l'achat de terres en Palestine pour l'OSM*; ces terres doivent être libres d'habitants et travaillées exclusivement par des Juifs.

1904

Tensions entre sionistes et paysans palestiniens dans la région de Tibériade.

1904-1914

40 000 immigrants juifs arrivent en Palestine; le Yshouv* représente désormais 6% de la population.

1905

Israël Zangwill (1864-1926) déclare que les Juifs devront chasser les Arabes ou «faire face au problème d'une population étrangère de grande ampleur».

1907

Fondation du premier kibboutz.

1909

Fondation de Tel Aviv au nord de Jaffa.

1911

Un mémorandum adressé à l'Exécutif sioniste évoque le «transfert limité de population».

1914

Début de la Première Guerre mondiale.

1917

Déclaration Balfour: le secrétaire au Foreign Office Arthur James Balfour (1848-1930) s'engage auprès du Lord Lionel Walter Rothschild (1868-1937), éminence de la communauté juive britannique et financier du mouvement sioniste, à soutenir «l'établissement d'un foyer national juif en Palestine». Les forces ottomanes à Jérusalem se rendent au général britannique Edmund Allenby (1861-1936).

1918

La Palestine est occupée par les Alliés sous le commandement d'Allenby. Fin de la Première Guerre mondiale et de la domination ottomane en Palestine.

1919

Le premier congrès national palestinien, réuni à Jérusalem, rejette la déclaration Balfour et exige l'indépendance. Chaïm Weizmann (1874-1952), membre de la délégation sioniste à la conférence de la paix de Paris, préconise une Palestine «aussi juive que l'Angleterre est anglaise». D'autres membres de la délégation disent qu'«il faudrait persuader le plus d'Arabes possible d'émigrer». Winston Churchill (1874-1965) écrit: «Il y a des Juifs que nous nous sommes engagés à introduire en Palestine et qui pensent qu'il va de soi que la population locale va être évacuée pour leur commodité».

1919-1933

35 000 Juifs immigrèrent en Palestine. Le Yshouv* représente 12% de la population totale et possède 3% des terres.

1920

Fondation de la Haganah*. À la conférence de la paix de San Remo, le Conseil suprême des Alliés attribue à la Grande-Bretagne le mandat* sur la Palestine.

1921

Manifestations à Jaffa contre l'immigration juive.

1922

Le Conseil de la Société des Nations (SDN) approuve le mandat* de la Grande-Bretagne sur la Palestine. Recensement britannique en Palestine: 78% de musulmans, 11% de juifs, 9,6% de chrétiens; population totale: 757 182 habitants.

1923

Le mandat* britannique sur la Palestine entre officiellement en vigueur.

1924-1928

67 000 immigrants sionistes arrivent en Palestine, dont la moitié est originaire de Pologne. Cela porte la population juive à 16%. Les Juifs possèdent désormais 4% des terres.

1925

Vladimir Jabotinsky (1880-1940) fonde l'«Union mondiale des sionistes révisionnistes» ayant son siège à Paris; opposé à la ligne socialiste majoritaire de l'OSM*, il veut créer un État juif s'étendant sur les deux rives du Jourdain, qui comprendrait donc la Palestine et la Transjordanie sous mandat britannique.

1929

Émeutes en Palestine au sujet des revendications sur le Mur des Lamentations; la répression britannique fait 249 morts (133 Juifs et 116 Arabes).

1930

La SDN crée une commission internationale pour fixer le statut juridique des Juifs et des Arabes au Mur des Lamentations.

1931

Création de l'Irgun*. Le recensement fait par la puissance mandataire indique une population totale de 1,03 million d'habitants, dont 16,9% de Juifs. Le directeur britannique du développement de la Palestine publie un rapport sur les «Arabes sans terre» que crée la colonisation sioniste.

1932

Fondation du premier parti politique palestinien régulièrement constitué, l'*Istiqlal* (Indépendance).

1935

Un système d'importations clandestines d'armements organisé par des groupes sionistes est découvert dans le port de Jaffa.

David Ben Gourion (1886-1973) prend la tête de l'Agence juive* et rompt avec le parti révisionniste de Jabotinsky.

1936

Une conférence des comités nationaux palestiniens exige: «pas de taxation sans représentation».

1937

La commission Peel – du nom de William Robert Wellesley Peel (1867-1937) qui dirige la «Commission royale pour la Palestine», chargée de proposer des modifications au mandat* à la suite du déclenchement de la Grande révolte arabe (1936-1939) – recommande en juillet la partition de la Palestine: 33% du pays deviendrait un État juif; une partie de la population palestinienne serait transférée hors de cet État. Face à la révolte des Palestiniens, les Britanniques décident de dissoudre toutes leurs organisations politiques, de déporter cinq dirigeants et d'instaurer des cours martiales.

1938

Les attentats de l'Irgun* tuent 119 Palestiniens. Les bombes et mines palestiniennes tuent 8 Juifs. Les Britanniques font venir des renforts qui vont aider à réprimer la révolte.

1939

Le dirigeant sioniste Jabotinsky écrit: «Il n'y a pas d'autre choix. Les Arabes doivent laisser la place aux Juifs en Eretz Israël. S'il a été possible de transférer les peuples baltes, il est possible aussi de déplacer les Arabes palestiniens. L'Arabie saoudite et l'Iraq pourraient les absorber».

En mai, la Chambre des communes approuve un Livre blanc qui prévoit l'indépendance conditionnelle de la Palestine au bout de dix ans, et l'immigration de 15 000 Juifs par an en Palestine pendant les cinq années suivantes.

Début de la Seconde Guerre mondiale.

1940

Entrée en vigueur des « Réglementations des transferts fonciers », qui protègent les terres palestiniennes contre la politique d'acquisition sioniste.

1943

La limite de cinq ans, prévue par le Livre blanc de 1939, est prolongée.

1944

Des actions armées contre les Britanniques sont organisées par l'Irgun* et le Lehi*.

1945

Fin de la Seconde Guerre mondiale. La pression s'accroît, pour permettre l'accueil en Palestine des rescapés juifs de la Shoah. Le gouvernement britannique s'y oppose en octobre. La Haganah* lance à son tour des actions armées contre la puissance mandataire britannique.

1946

Attentat de l'Irgun*, le 26 juillet, contre l'hôtel King David qui abrite le Secrétariat britannique, le Commandement militaire et une branche de la Division d'Investigation criminelle.

1947

La Grande-Bretagne déclare devant l'Organisation des Nations unies (ONU) récemment créée qu'elle va se retirer de Palestine. L'ONU crée une Commission spéciale sur la Palestine (UNSCOP). Celle-ci recommande la partition.

Le 29 novembre, l'ONU adopte la résolution 181 sur le plan de partition* de la Palestine.

1948

Janvier

Abd el-Kader al-Husseini (1907-1948) rentre en Palestine après dix ans d'exil; il organise l'« Armée de la guerre sainte »*, milice de résistance à la partition.

20

La Grande-Bretagne a l'intention de remettre chaque région du pays à la force qui y sera prédominante, quelle qu'elle soit.

Février

La guerre civile éclate entre Juifs et Arabes de Palestine.

18

La Haganah* annonce l'instauration du service militaire et mobilise les hommes et les femmes de 25 à 35 ans.

24

Le délégué des États-Unis auprès de l'ONU déclare que le rôle du Conseil de sécurité consiste à maintenir la paix et non à faire respecter le plan de partition.

Mars

6

La Haganah* décrète la mobilisation.

10

Le plan Daleth* est finalisé.

18

Le président Truman s'engage à soutenir la cause sioniste.

19-20

Les dirigeants arabes déclarent accepter une trêve et une tutelle limitée plutôt que la partition comme le suggère le Conseil de sécurité de l'ONU. Les Juifs rejettent la trêve.

30 mars au 15 mai

La Haganah* entreprend une opération sur la région littorale entre Haïfa et Jaffa.

Avril

1

Arrivée de la première cargaison d'armes tchèques (4500 fusils, 200 mitrailleuses légères et 5 millions de pièces de munitions) pour la Haganah*.

La Haganah* déclenche le plan Daleth* qui débute avec l'opération Nahshon: les villages situés le long de la route Tel Aviv-Jérusalem sont pris et leurs habitants expulsés.

9

Prise du village de Deir Yassin par des hommes de l'Irgun* et du Lehi* qui exécutent une centaine de ses habitants.

17

Une résolution du Conseil de sécurité exige une trêve.

20

Les États-Unis soumettent à l'ONU un plan de tutelle pour la Palestine.

22

La population de Haïfa est expulsée.

26-30

La Haganah* attaque un quartier de Jérusalem-Est, puis est forcée de le remettre aux Britanniques. La Haganah prend un quartier de Jérusalem-Ouest dont elle expulse les habitants.

Mai

3

Un rapport affirme que 175 000 à 250 000 Palestiniens ont été chassés de leurs foyers.

12-14

Arrivée d'armes tchèques pour la Haganah*.

13

En représailles aux actions militaires juives, la Légion arabe* attaque des localités juives.

13

Jaffa se rend à la Haganah*.

14

David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'État d'Israël à la fin du Mandat britannique. L'État est reconnu par les États-Unis et l'URSS.

15

Début de la première guerre israélo-arabe.

20

Le comte Folke Bernadotte (1895-1948), président de la Croix-Rouge suédoise, est nommé médiateur de l'ONU en Palestine.

22

Une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exige un cessez-le-feu.

28

Création de Tsahal*, « Forces de Défense d'Israël » (FDI).

11 juin

Première trêve (11 juin-8 juillet).

Juillet

8-18

Les combats reprennent quand les FDI s'emparent de Lydda et de Ramla.

17

Les FDI lancent une offensive contre la vieille ville de Jérusalem, mais ne parviennent pas à la prendre.

18

Début de la seconde trêve (18 juillet-15 octobre), rompue par la prise de plusieurs villages par les FDI.

Septembre

17

Le comte Folke Bernadotte (1895-1948), médiateur de l'ONU, est assassiné par le Lehi* à Jérusalem. Il est remplacé par le politologue et diplomate étasunien Ralph Bunche (1904-1971).

Octobre

29-31

Lors de l'opération Hiram en Haute-Galilée, des centaines de Palestiniens sont contraints à l'exil; au moins neuf massacres de civils palestiniens et de prisonniers de guerre ont lieu durant l'opération.

Novembre

4

Le Conseil de sécurité de l'ONU appelle à une trêve immédiate et au retrait des forces.

Les FDI commencent à expulser des villageois de localités situées au-delà de la frontière libanaise.

Décembre

11

Adoption par l'Assemblée générale de l'ONU de la résolution 194, basée sur un rapport établi par le comte Bernadotte avant sa mort, qui prévoit d'une part que les réfugiés souhaitant retourner dans leurs foyers pourront être autorisés à le faire, d'autre part que ceux qui décideront de ne pas rentrer devront être indemnisés de leurs biens.

1949

24 février

Armistice israélo-égyptien.

Fin février

Les FDI expulsent 2 000 à 3 000 villageois de la poche de Falluja.

23 mars

Armistice israélo-libanais.

1^{er} avril

Un rapport de l'UN Conciliation Commission on Palestine (UNCCP) estime à 726 800 le nombre des réfugiés palestiniens.

3 avril

Armistice israélo-jordanien.

20 juillet

Armistice israélo-syrien.

8 décembre

Création de l'UNRWA* (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East). ✕





Après l'exode, les premières classes d'école se font en plein air, à Jéricho.

© Archives UNRWA, 1948, photographe inconnu

Deux chronologies

Traduction d'un extrait de la chronologie publiée par le Centre d'information du sionisme et d'Israël, site internet fondé par Ami Isseroff, en 2005.

http://www.zionism-israel.com/his/Israel_timeline_1948_1967.htm

Décédé en 2011, cet ingénieur du web fut également l'un des initiateurs du groupe Midwestweb for Coexistence, une plateforme créée en 2000 dans le but de promouvoir le dialogue et l'éducation à la paix. <http://mideastweb.org/about.htm>

Les termes suivis d'un astérisque font l'objet d'entrées spécifiques dans le glossaire.

160

29 novembre 1947

ONU (AG181). Résolution du Plan de partition* de la Palestine entre un État juif et un État arabe; internationalisation de Jérusalem (*Corpus separatum**). La résolution est soutenue par les États-Unis et l'URSS. Les pays arabes et la Ligue arabe refusent de reconnaître cette résolution.

1^{er} décembre 1947

Émeutes arabes à Jérusalem. Début du blocus arabe de Jérusalem. La période jusqu'au mois de mai 1948 est marquée par de nombreux accrochages, des embuscades sur les routes, des émeutes, des bombardements et des massacres, spontanés ou organisés par l'un ou l'autre camp. Les émeutes et massacres de Haïfa en sont un exemple.

Janvier 1948

L'Armée de libération arabe*, ALA (également appelée Armée du salut arabe) est admise en Palestine par les Britanniques, suite à sa promesse de ne pas attaquer les colonies juives. Son leader, Fawzi al-Qawuqji est peut-être arrivé seulement en mars en Palestine. L'Agence juive* conclut un contrat d'armement avec la Tchécoslovaquie, mais la plupart des armes n'arrivent pas avant juin 1948, après le départ des Britanniques. L'ONU impose un embargo sur les armes à la Palestine. Celui-ci ne s'applique pas aux pays arabes, y compris la Transjordanie. En tant qu'États indépendants, ils sont autorisés à acquérir des armes. La Légion arabe* de Transjordanie reçoit un approvisionnement régulier d'armes de la part de la Grande-Bretagne par le canal de Suez, au moins jusqu'en mai 1948, y compris un grand nombre de ses canons de 25 livres, au début de l'année 1948. Des agents de la Haganah* achètent en Grande-Bretagne 20 avions légers Auster pour pièces, puis les remontent et les ramènent en Palestine pour que la Haganah puisse les utiliser. Plus tard, la Haganah remontera aussi des Spitfires abandonnés pour pièces, mais elle n'aura pas de vrais avions de combat ni de bombardiers avant mai 1948 et l'achat clandestin de Messerschmitt (ou Avia-199) et de B-17 tchèques.

16 janvier 1948

Embuscade contre le « Convoi des 35 ». Un convoi juif [de la Haganah*] en route vers Goush Etzion [kibboutz sous blocus], près de Jérusalem, tombe dans une embuscade. Trente-cinq de ses membres sont massacrés [par des villageois et miliciens arabes].

Mars 1948

Gouvernement juif provisoire formé à Tel Aviv. Convoi vers Goush Etzion piégé à Nebi Daniel. Les Arabes commencent à fuir Haïfa.

6-8 avril 1948

Le blocus arabe de Jérusalem est temporairement levé grâce à l'opération Nahshon. Mort d'Abd el-Kader al-Husseini, principal chef militaire palestinien. Il est tué par une sentinelle juive alors qu'il se promenait à Qastal, dans le corridor de Jérusalem, croyant l'endroit aux mains des Arabes alors qu'il était en fait tenu par les Juifs.

9 avril 1948

Massacre de Deir Yassin*. Des groupes clandestins dissidents juifs (l'Irgun* et le Lehi*) envahissent le village palestinien de Deir Yassin. Plus de 100 civils arabes palestiniens et quatre attaquants sont tués.

13 avril 1948

Massacre du convoi d'Hadassah. En représailles de Deir Yassin, les Arabes tuent environ 80 membres juifs du personnel médical et des malades en route vers l'hôpital d'Hadassah.

13-20 avril 1948

L'opération Har'el est lancée par la Haganah* pour conclure l'opération Nahshon mais ne parvient pas à ouvrir la route vers Jérusalem. La route est fermée le 20 avril lorsque Latroun est prise par les troupes irrégulières palestiniennes.

Avril 1948

Les Arabes continuent de fuir Haïfa; ils fuient également Jaffa.

22-31 avril 1948

Opération Misparayim lancée par la Haganah* pour prendre le contrôle de Haïfa après le retrait britannique et attaques des forces arabes et de l'Irgun*.

12 mai 1948

La Haganah* prend Tzfat (Safed). La population arabe fuit la ville avant sa chute.

13 mai 1948

Jaffa se rend à la Haganah*.

13 mai 1948

Massacre de Kfar Etzion. En représailles du massacre de Deir Yassin, des Arabes tuent environ 128 défenseurs juifs à Kfar Etzion, après leur reddition.

14 mai 1948

Les survivants du kibboutz de Goush Etzion se rendent. Le haut-commissaire* britannique Cunningham quitte la Palestine. L'État d'Israël est proclamé le vendredi 14 mai, avant le Sabbat. Il est reconnu immédiatement par les États-Unis et le 17 mai par l'URSS.

15 mai 1948

Guerre d'indépendance d'Israël (Guerre de 1948). L'Égypte, la Syrie, l'Iraq, le Liban, la Transjordanie et l'Arabie saoudite déclarent la guerre à Israël et l'envahissent.

17 mai 1948

La Haganah* prend Acco (Acre). La majorité de la population arabe fuit la ville avant sa chute.

18 mai 1948

L'armée syrienne prend Massada et Merom Hagolan.

28 mai 1948

Le quartier juif de la vieille ville de Jérusalem tombe aux mains de la Légion arabe*. Les habitants sont protégés des lyncheurs par la Légion sous le commandement d'Abdullah Tell, et les non-combattants sont expulsés vers Jérusalem-Ouest. Environ 300 défenseurs de la Haganah* sont faits prisonniers et envoyés en Transjordanie. Le quartier entier, y compris 58 de ses 59 synagogues, est démoli par la foule arabe malgré les efforts de la Légion.

11 juin 1948

Début de la première trêve, qui durera jusqu'au 8 juillet.

23 juin 1948

Le navire *Altaléna* de l'Irgun* débarque des armes et 940 immigrants en Palestine. Cette cargaison d'armes est une violation de l'embargo des Nations unies, mais le gouvernement d'Israël l'a autorisée, sous réserve que l'Irgun* la remette à Tsahal* et forme une force unifiée. Menahem Begin, commandant de l'Irgun, refuse de transmettre les armes et l'Irgun insiste pour en garder une partie pour son propre usage en tant que force indépendante. Les unités du Palmah*, sous le commandement de Yigal Allon, tentent de s'emparer de ces armes par la force, tuant 14 hommes de l'Irgun. Yitzhak Rabin, commandant des batteries côtières de Tel Aviv, reçoit l'ordre de tirer sur l'*Altaléna* et de le couler alors que le navire tente d'accoster dans la ville. D'après certains rapports, des factions de l'Irgun prévoient un coup d'État armé.

28 juin 1948

Premier plan de paix du comte Folke Bernadotte, Suédois nommé médiateur par les Nations unies, prévoyant le contrôle de Jérusalem par les Arabes.

8 juillet 1948

L'armée égyptienne rompt la trêve qui devait durer jusqu'au 9 juillet. Attaque dans la région de Majdal (Ashdod). Échec de la contre-attaque israélienne à Faluja. Cette phase de la guerre est connue sous le nom des « dix jours » et inclut l'opération Dani (Mivtza Dani), conquête par Israël de Lydda (Lod) et Ramla, la levée du siège arabe de Jérusalem et la création de milliers de réfugiés, ainsi que des avancées dans le Nord. À cette époque, Israël acquiert trois B-17 et des Dakota. L'un de ces B-17 réussit à larguer des bombes sur Le Caire alors qu'il est en route pour être livré à Israël, d'autres bombardent Damas et Rafah.

10 juillet 1948

La Ligue arabe annonce l'établissement d'une administration civile palestinienne provisoire dans les régions sous contrôle arabe de Palestine, mais elle ne sera jamais mise en place.

12 juillet 1948

Les Égyptiens attaquent le kibboutz de Negba avec des blindés et une concentration massive de troupes. On compte 5 morts et 16 blessés israéliens et 200 à 300 morts et blessés égyptiens.

19 juillet 1948

Deuxième trêve dans la guerre israélo-arabe.

17 septembre 1948

Le comte Folke Bernadotte est assassiné à Jérusalem et des membres du Lehi* sont suspectés. Le gouvernement israélien déclare illégale cette branche de l'organisation à Jérusalem et ferme son journal, *Hamivrak*. Les leaders du Lehi, Natan Yellin-Mor et Mattityahu Shmuelevitz, sont condamnés à de lourdes peines de prison par un tribunal militaire, avant d'être libérés suite à une amnistie générale. Bernadotte, qui avait joué un rôle essentiel dans le sauvetage d'environ 21000 Juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale, proposait de «soulager» Israël du Néguev et de forcer le retour des réfugiés palestiniens. Cette dernière proposition est adoptée par la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies.

22 septembre 1948

Création de l'État palestinien. Un communiqué du Haut Comité Arabe* annonce l'établissement du Gouvernement de toute la Palestine (*Hukumat Umum Falastin, All-Palestine Government, APG*). Le 1^{er} octobre, la déclaration d'indépendance est proclamée par Haj Amin al-Husseini au Conseil national palestinien (CNP) à Gaza, dont il est nommé président, Ahmad Hilmi Abd al-Baqi Premier ministre, Jamal al-Husseini ministre des Affaires étrangères. Le territoire est celui de la Palestine sous mandat, le drapeau celui de la révolte arabe de 1916, la capitale Jérusalem et Gaza, le siège du gouvernement. L'APG émet des passeports palestiniens. Il est reconnu et soutenu par l'Égypte et la Ligue arabe qui voulaient anticiper le plan du roi Abdullah visant à annexer la Cisjordanie; la Transjordanie s'y oppose fermement et organise un Congrès palestinien bien plus large, à Amman, le 30 septembre, afin de soutenir la politique transjordanienne en Palestine. Le siège de l'APG est transféré au Caire en octobre, Haj Amin al-Husseini y est confiné et ses actions restreintes; de nombreux membres de premier plan partent travailler à Amman. Ahmad Hilmi Abd al-Baqi a continué à représenter la Palestine au sein de la Ligue jusqu'à sa mort en septembre 1963.

15 octobre 1948

Fin de la deuxième trêve; une offensive israélienne met fin au siège égyptien des colonies israéliennes dans le Néguev (opération Yoav). Prise de Beer-Sheva. Au nord, l'opération Hiram défait l'armée de libération arabe.

11 décembre 1948

La résolution 194 de l'ONU appelle à la cessation des hostilités, au retour des réfugiés qui souhaitent vivre en paix. Cette résolution reflète la colère de l'ONU et des États-Unis après l'assassinat du comte Bernadotte.

Décembre 1948

Avancée israélienne en Égypte; le Premier ministre égyptien, Nokrachi Pacha est assassiné.

19 décembre 1948 - 7 janvier 1949

L'opération israélienne Horev aboutit à la prise de Gaza et à l'entrée dans le Sinaï. Intervention des forces britanniques et américaines pour obliger Israël à se retirer. Israël abat plusieurs avions de reconnaissance britanniques apparemment non armés (quatre Spitfire et un Tempest) le 7 janvier 1949.

7 au 10 mars 1949

Opération Uvda. Tsahal* s'empare du sud du Néguev, y compris Eilat, sans résistance.

Février - juin 1949

Israël et les États arabes concluent des armistices* dans des accords bilatéraux. Israël gagne environ 50% de territoire supplémentaire par rapport à ce qui lui avait été attribué à l'origine par le Plan de partition* des Nations unies. La guerre entraîne le déplacement d'environ 726000 réfugiés palestiniens arabes ayant fui ou ayant été expulsés des zones tenues par les Juifs. Gaza tombe sous juridiction égyptienne. La Cisjordanie est occupée puis annexée par la Transjordanie, conformément aux accords secrets conclus avec les dirigeants juifs avant le déclenchement des hostilités.

27 avril - septembre 1949

Conférence de Lausanne. Négociations d'une trêve israélo-arabe avortée. Avancées mineures: travaux de reconnaissance d'Israël par les États arabes assistant à la conférence et acceptation des résolutions de l'ONU par les deux camps. Cependant, aucun accord substantiel n'est conclu. ✕

10 mars 1949: le drapeau national israélien est hissé à Umm Rashrash, aujourd'hui Eilat, sur le golfe d'Aqaba, au nord de la mer Rouge.

Source: Government Press Office, Wikimedia Commons, CC 3.0
Auteur: Micha Perry



Glossaire

Ce glossaire non exhaustif rédigé par Jean-Benoît Clerc s'appuie principalement sur les travaux réalisés par les nouveaux historiens israéliens.

Les termes suivis d'un astérisque font l'objet d'entrées spécifiques dans le glossaire.

164

✕ *Al-Nakba*

Signifiant «catastrophe», «traumatisme», «désastre» en arabe, le terme apparaît dans un tracté rédigé en arabe par des soldats de Tsahal* et adressé en juillet 1948 aux habitants de Tirat, un village palestinien dans le grand Haïfa, qui résistaient à la prise de leur bourgade après l'évacuation des femmes et des enfants; le texte précisait: «Si vous voulez échapper à la *Nakba*, éviter un désastre, une inévitable extermination, rendez-vous!».

Dans un ouvrage paru en 1948 et intitulé *Ma'ana al-nakba* («Le sens de la catastrophe»), le philosophe et historien damascène Constantin Kaysar Zurayq (1909-2000) écrivait que «la défaite des Arabes en Palestine n'est pas simplement un retour en arrière ou une atrocité temporaire. C'est une *Nakba* au vrai sens du terme». À ses yeux, la défaite de Palestine était le signe d'un désastre, moral et matériel, des États arabes qui, malgré leurs déclarations de guerre enflammées au sionisme, s'avèrent impuissants à le combattre.

Dans la mémoire et dans l'historiographie palestinienne, le mot s'imposa pour désigner les conséquences de la guerre civile judéo-palestinienne (novembre 1947-mai 1948) et de la première guerre israélo-arabe (mai 1948-janvier 1949), à savoir l'exode de 726 800 Palestiniens (rapport de l'UN Conciliation Commission on Palestine – UNCCP – daté du 1^{er} avril 1949), soit près des trois quarts de la population arabe de la Palestine mandataire – estimée entre 900 000 et 1 million de

personnes à la veille de l'exode –, la destruction de 531 villages, la confiscation de leurs biens, la voie de leur retour bloquée, le partage de la Palestine sous mandat britannique entre le nouvel État d'Israël – dont la superficie passe des 14 000 km² prévus par le plan de partage* approuvé par l'ONU en novembre 1947 à 21 000 km² à la fin de la guerre en 1949 –, la Transjordanie qui annexe de fait jusqu'en 1967 la Cisjordanie (appelée Judée et Samarie par Israël et incluant Jérusalem-Est) et l'Égypte qui administre ce qu'on appellera la bande de Gaza.

En 1988, durant la première *intifada*, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) appela les Palestiniens à faire du 15 mai le «jour de la *Nakba*» et à le commémorer comme un «jour de deuil national»; Yasser Arafat (1929-2004), président élu en 1996 de l'Autorité palestinienne, officialisa la date en 1998.

La législation israélienne interdit l'usage du mot *Nakba* dans les manuels scolaires destinés aux élèves arabophones d'Israël depuis juillet 2009; une loi, votée en mars 2011 par la Knesset, dite «loi *Nakba*» (officiellement intitulée *Budget Foundations Law (Amendment 40) – Reducing Budget or Support for Activity Contrary to the Principles of the State*), accorde au ministre des Finances le pouvoir discrétionnaire de réduire voire de supprimer le financement gouvernemental d'autorités locales et d'autres organismes qui organiseraient des événements ou des actions qui nie- raient «l'existence d'Israël en tant

qu'État juif et démocratique», qui violeraient ou profaneraient les symboles de l'État, qui marqueraient le «Jour de l'Indépendance» de l'État d'Israël, fixé conformément au calendrier juif, «comme un jour de deuil», en le confondant avec le «jour de la *Nakba*».

✕ *Agence juive*

Organisation créée en 1920 en vertu de l'article IV du mandat* britannique sur la Palestine en tant que représentant officiel de la communauté juive auprès de la puissance mandataire. Le texte du mandat (adopté en 1922) accordait à l'Organisation sioniste mondiale (OSM)* le statut d'agence juive et recommandait la création d'une «Agence juive élargie afin d'assurer la participation de tous les Juifs désireux d'œuvrer à l'établissement d'un foyer national juif [en Palestine]». L'Assemblée constitutive de l'agence juive (élargie) se tint à Zurich en 1929. Elle était composée pour moitié de représentants délégués par l'OSM et pour moitié de représentants d'organisations juives non sionistes et de personnalités venues de vingt-cinq États. Elle fut, dès 1935, le gouvernement officieux des Juifs en Palestine. Son siège était à Jérusalem. Le premier président de l'Agence juive fut Haïm Weizmann (1874-1952), qui présidait aussi l'OSM*; il deviendra ensuite le premier président de l'État d'Israël. Après 1948, l'Agence juive s'est concentrée sur les questions communes à l'État et aux communautés juives à l'étranger, encourageant et organisant l'immigration des Juifs et contribuant à leur intégration.

✘ Armée de libération arabe

En arabe: *Jaysh al-Inqadh al-Arabi*; en anglais *Arab Liberation Army* (ALA); force militaire formée à la fin de 1947 en Syrie, à l'initiative de la Ligue arabe*. Composée de volontaires syriens, libanais, irakiens, jordaniens, égyptiens et d'Arabes de Palestine, elle était forte de 3155 hommes commandés par le Beyrouthin Fawzi al-Qawuqji (1890-1977) et le Syrien Adib Shishakli (1909-1964), qui deviendra plus tard président de la Syrie. Selon Benny Morris (*Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Éditions Complexe, 2003, p. 216), elle comptait cinq à six mille hommes et se composait, en octobre 1948, «sur le papier de huit bataillons, mais en réalité ne comptait pas plus de trois ou quatre bataillons standards, dont chacun opérait individuellement». Seule une petite partie entra en Palestine, dès janvier 1948, principalement dans les régions du nord et du centre, dispersée dans la région de Jénine et en Galilée (de 50 à 100 hommes), à Haïfa (200 hommes), à Jérusalem (quelques centaines d'hommes) et à Jaffa (200 hommes). La discipline et les performances militaires de cette force firent l'objet de critiques, voire de dérision, à l'exception du groupe des Frères musulmans égyptiens et palestiniens, motivés et bien formés, dont le nombre ne dépassait pas 500 hommes. L'armée arabe de libération fut officiellement dissoute en mars 1949.

✘ Armée de la Guerre sainte

En arabe: *Jaysh al-Jihad al-Muqaddas*, force d'irréguliers palestiniens et arabes parfois décrite comme l'«armée personnelle» du grand mufti de Jérusalem Haj Amin al-Husseini (1895-1974), commandée par le hiérosolomytain Abd el-Kader al-Husseini (1907-1948), fils de Moussa Qassem al-Husseini, maire de Jérusalem. La milice mène sa première opération le 7 mai 1936 en attaquant une base militaire britannique; après l'intensification des attaques, les Britanniques conduisent une offensive terrestre et aérienne qui aboutit, le 4 octobre 1936, à la capture Abd el-Kader al-Husseini; transféré dans un hôpital duquel il s'échappe, il fuit en Syrie. En avril 1938, la milice entame une nouvelle série d'attaques contre

les colonies juives; les troupes britanniques la défont et exilent al-Husseini qui gagne l'Iraq puis l'Égypte en 1946. En janvier 1948, al-Husseini revient en Palestine à la tête d'une centaine d'hommes qui vont servir de cadres à l'Armée de la Guerre sainte; celle-ci va compter moins d'un millier de volontaires avec lesquels il organise le siège de Jérusalem. Il trouve la mort le 8 avril 1948, durant l'opération Nahshon – lancée dès 1^{er} avril, destinée à dégager l'axe Tel Aviv - Jérusalem où les quartiers juifs étaient encerclés par les forces arabes – lors de la prise de la colline de Qastal («Le château»), à 5 km à l'est de Jérusalem, par la Haganah* et le Palmah*.

✘ Armistices israélo-arabes de 1949 (accords d')

Ensemble de conventions bilatérales, en majorité négociées sur l'île grecque de Rhodes sous les auspices de l'ONU, signées entre Israël et l'Égypte (24 février 1949), le Liban (23 mars 1949), la Transjordanie (3 avril 1949) et la Syrie (20 juillet 1949), après la guerre de 1948. Aucun accord n'a été signé avec l'Iraq. Ces conventions visaient à mettre fin aux hostilités et à établir des lignes d'armistice entre les forces israéliennes et les forces arabes, connues sous le nom de *Green Line*, «Ligne verte»*.

✘ Corpus Separatum

Ce terme latin (en français: «corps séparé») désigne le statut proposé pour Jérusalem et ses environs, y compris Bethléem, par l'Assemblée générale des Nations unies dans le cadre du Plan de partition* de novembre 1947. La ville, d'une superficie de 258 km², devait être, pour une première période de dix ans, démilitarisée, et bénéficier d'un statut international sous tutelle de l'ONU dont une force de police y aurait assuré la sécurité. Ceci aurait garanti la protection des lieux saints et leur accès. La participation de la population devait être assurée par référendum. La résolution 303 de l'Assemblée générale des Nations unies du 9 décembre 1949 a réitéré l'engagement de l'ONU en faveur du statut de *corpus separatum* de Jérusalem.

✘ Fonds national juif

Le *Keren Kayemeth LeIsrael* (KKL) en hébreu (littéralement, «fonds pour la création d'Israël»), ou Fonds national juif (FNJ) en français, a été fondé en 1901 lors du 5^e congrès sioniste à Bâle. Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, le FNJ se concentre dans l'achat des terres palestiniennes pour y installer des immigrants juifs. Pendant toute la période du mandat* britannique, alors que le FNJ était dirigé par Avraham Menahem Mendel Ussishkin (1863-1941), Yossef Weitz (1890-1972), directeur du département des terres du FNJ, de la division de l'aménagement et de l'installation de 1932 à 1967, et l'un de ses plus proches collaborateurs, Yossef Nahmani (1891-1965), achetèrent des terres en Palestine à des propriétaires vivant souvent loin de leurs domaines, en exigeant qu'elles fussent libres d'habitants ou que leurs métayers locaux fussent renvoyés. Ainsi selon le Fonds national juif, «À la proclamation de l'État en 1948, le FNJ possédait 12,5% de toute la terre d'Israël (sur laquelle vivent aujourd'hui 80% de la population d'Israël). Cette propriété a impliqué la responsabilité de transformer cette région en une terre belle et fertile, et d'en faire un foyer convenable pour le nouvel État» (<https://www.jnf.org> consulté le 16 août 2018). Des historiens comme Ilan Pappé en font, à ce titre, un «fer de lance de la sionisation de la Palestine».

Le FNJ constitua un registre de fichiers, progressivement enrichi au cours des années 1940, qui établissait une cartographie précise des villages palestiniens, de leur topographie, de leurs ressources économiques et de leurs caractères démographiques. S'ajouta à ces «dossiers de villages» une liste des «personnes recherchées» qui put servir d'instrument de lutte contre ce que le Plan Dalet* qualifiait de «bases ennemies».

Après la création de l'État d'Israël, le FNJ conserva sa fonction première: Yossef Weitz obtint de Ben Gourion qu'on confiât à l'organisation la propriété des terres «abandonnées» par les Palestiniens pour en superviser l'administration.

× Haganah

En hébreu: «défense». Organisation paramilitaire juive clandestine fondée par le parti travailliste sioniste *Achdut HaAvoda* («Unité travailliste») lors de son congrès du 12 juin 1920 pour combattre les attaques des Arabes palestiniens contre les colonies juives. L'engagement y était volontaire et ouvert à tous sans distinction d'appartenance politique. La création de ce corps rendit inutile le groupe *Hahomer* («garde» en hébreu; organisation des gardes juifs formée avant la Première Guerre mondiale). Parce que la Haganah était liée au mouvement syndical juif *Hištarout* qui la finançait dès la fin de 1920, la question de savoir qui, de la *Hištarout* ou de l'Agence juive*, devait la commander entraîna sa scission en 1931: une branche s'en détacha, connue sous le nom de *Haganah-B*, puis d'*Irgun Zvei Le'umi* («organisation militaire nationale», abrégé en *Irgun**). Toujours frappée de suspicion de la part des autorités du gouvernement mandataire – ce qui explique son caractère semi-clandestin – qui finit par l'interdire, elle est cependant restée active pendant toute la durée du mandat* (1920-1948). Durant la Seconde Guerre mondiale, l'armée britannique collabora pourtant avec elle pour mettre en place les patrouilles d'assaut (*Palmah**). Les activités militaires de la Haganah prirent plusieurs formes. Jusqu'à la veille de la «Guerre d'indépendance» de 1948, elle entraîna près de 20 000 hommes et femmes et constitua le noyau de *Tsahal**, l'armée israélienne, après la proclamation de l'indépendance de l'État.

× Haut-commissaire en Palestine

Chef britannique de l'administration civile de la Palestine mandataire de juin 1920 à mai 1948. Sous contrôle du gouvernement britannique, les hauts-commissaires jouissent d'une autorité et de pouvoirs étendus – y compris celui d'infliger les punitions collectives, d'établir la censure, de détenir et de déporter des suspects sans procès.

Il y eut sept hauts-commissaires britanniques en Palestine: Sir Herbert Samuel (1920-1925), Lord Herbert Onslow Plumer (1925-1928), Sir John Herbert Chancellor (1928-1931), Sir Arthur Grenfell Wauchope (1931-1938), Sir Harold MacMichael (1938-1944), John Standish Surtees Prendergast Vereker, vicomte Gort (1944-1945) et Sir Alan Gordon Cunningham (1945-1948).

× Haut comité arabe

Organe créé en 1936 pendant la grande révolte arabe de Palestine (1936-1939), afin de «représenter tous les Arabes de Palestine». Fondé et dirigé par le grand mufti de Jérusalem, Haj Amin al-Husseini (1895-1974), il est composé de personnalités et chefs de groupes et partis politiques palestiniens.

En 1937, peu après sa création, le comité est interdit par les Britanniques et ses dirigeants arrêtés, exilés ou emprisonnés pour avoir exprimé leur opposition au mandat, à l'immigration sioniste et à l'acquisition de terres. Al-Husseini s'enfuit au Liban en octobre 1937, où il reconstitua le

comité, puis en Iraq, en Iran, en Italie fasciste et enfin en Allemagne nazie jusqu'en 1945.

Le Haut comité arabe proclama l'indépendance de la Palestine le 1^{er} octobre 1948 et établit un gouvernement de toute la Palestine mandataire. Il a un représentant à l'Assemblée générale des Nations unies jusqu'à la formation de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP) en 1964.

× Irgun

Abréviation de *Irgun Zvei Le'umi* (IZL), «Organisation militaire nationale», appelée aussi *Haganah Le'umit*, «Défense nationale». Mouvement clandestin juif créé par les commandants dissidents de la Haganah* en avril 1931. En juin 1940, l'Irgun se scinde en *Irgun Zvei Leumi Be'yisrael*, «Organisation militaire nationale en Israël», d'Avraham Stern (1907-1942) et *Irgun Zvai Leumi Be'erez Yisrael*, «Organisation militaire nationale en Eretz Israël», de David Raziel (1910-1941). La première, connue plus tard sous le nom de *Lohamei Herut Yisrael* ou *Lehi**, «Combattants de la liberté», ou encore de *Bande Stern* (*Stern Gang*), considère les Britanniques comme l'ennemi principal. La seconde est étroitement liée au Parti révisionniste, créé par Vladimir Jabotinsky (1880-1940) en 1925 à Paris, dans le but de créer un État juif en Palestine et en Transjordanie, et dont les principales cibles étaient les Arabes.

Menahem Begin (1913-1992) prend la direction de l'Irgun en 1943 et proclame l'année suivante l'insurrection contre la présence britannique en Palestine. En 1946, il organise et coordonne l'attentat contre l'hôtel King David qui abrite le Secrétariat britannique, le Commandement militaire et une branche de la Division d'Investigation criminelle. L'attentat fait 92 morts. Trente et un ans plus tard, Menahem Begin devient Premier ministre d'Israël (1977-1983).

L'Irgun* a été dissoute à la suite de la création de l'État d'Israël et intégrée dans *Tsahal**, l'armée du nouvel État.

✕ **Lehi**

Acronyme de *Lohamei Herut Israël*, «combattants pour la liberté d'Israël», organisation juive clandestine armée antibritannique en Palestine, fondée en 1940, dissidente de l'Irgun*. Le Lehi est également connu sous le nom de «*Bande Stern*» (*Stern Gang*), du nom de son fondateur Avraham Stern (1907-1942). Le groupe est responsable de nombreux actes terroristes sur des cibles britanniques et arabes et de l'assassinat du médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte (1895-1848), en septembre 1948. Parmi ses principaux membres figurait le futur Premier ministre Yitzhak Shamir (1915-2012). Bien que les historiens sionistes aient plus tard qualifié l'organisation de groupe «voyou», dès le début des hostilités, à la fin 1947, le Lehi a uni ses forces et sa structure de commandement à la Haganah* de l'Agence juive*, coopérant à des offensives combinées et à de nombreuses opérations tout au long de la guerre, y compris le massacre de Deir Yassin*. Le Lehi a fourni des soldats réguliers et irréguliers à l'armée israélienne (Tahal*) et a maintenu une représentation politique au plus haut niveau dans le nouvel État.

✕ **Légion arabe**

En arabe: *Al-Jaysh al-Arabi*. Force intégrée de l'armée britannique devenue l'armée régulière du Royaume hachémite de Jordanie (*Royal Jordanian Army* depuis 1949). La Légion a été formée en 1920 sous le commandement du lieutenant-colonel britannique Frederick Gerard Peake (1886-1970) comme force de maintien de l'ordre parmi les tribus transjordaniennes et pour sécuriser la route Jérusalem-Amman. De 1939 à 1956, elle est commandée par l'officier britannique John Bagot Glubb dit Glubb Pasha (1897-1986). Comptant entre 4500 et 6000 hommes selon les estimations, particulièrement entraînée, la Légion a joué un rôle important dans la guerre israélo-arabe de 1948, lorsqu'elle a conquis la vieille ville de Jérusalem et contribué à l'annexion de la Cisjordanie. En 1956, la Légion arabe devient l'armée royale jordanienne.

✕ **Ligne verte**

Terme utilisé après l'occupation par Israël de la Cisjordanie et de Gaza en 1967 pour désigner la ligne de cessez-le-feu (*Armistice Line*) établie par les conventions d'armistice* conclues entre les pays arabes voisins et Israël à l'issue de la guerre de 1948-1949. Le terme désigne donc la frontière séparant Israël d'avant 1967 des territoires palestiniens occupés après la guerre des Six Jours. Selon un arrêt de la Cour Internationale de Justice (CIJ) de 2004, cette ligne définit la frontière internationalement reconnue de l'État d'Israël.

✕ **Ligue arabe**

En arabe: *Jāmiat al-Arabiya*. Organisation fondée le 22 mars 1945 à Alexandrie à l'initiative du gouvernement égyptien pour contrer le projet de la Grande-Bretagne et ses alliés hachémite de créer une «Grande Syrie». Elle comprend alors l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Iraq, la Transjordanie, le Liban, la Syrie et le Yémen du Nord. Ayant le statut d'observateur auprès de l'ONU, elle vise à affirmer l'unité de la nation arabe et l'indépendance de chacun de ses membres.

La première action commune de la Ligue fut la création de l'Armée de libération arabe* et l'engagement de celle-ci dans la première guerre israélo-arabe de 1948. Mais son efficacité fut limitée en la matière, d'une part en raison de la division de la Ligue en deux camps aux visées politiques opposées – l'entente égypto-saoudienne favorable aux projets d'indépendance et l'axe hachémite jordano-irakien plus enclin à une coopération avec la Grande-Bretagne –, d'autre part en raison des visées de la Transjordanie sur la Judée et la Samarie, partie de l'État palestinien prévu par le Plan de partition* de l'ONU, en vertu des accords secrètement négociés par le roi Abdallah et les autorités sionistes.

✕ **Mandat**

En droit international, le mandat est une institution créée par l'article 22 du Pacte de la Société des Nations (SDN) en

1919, conférant à certains États mandataires la mission d'administrer et de protéger les «colonies et territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souveraineté des États qui les gouvernaient précédemment et qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne». L'État mandataire exerce les compétences internationales du territoire sous mandat, par exemple en le représentant dans ses relations avec d'autres États, et certaines compétences d'ordre interne (la police et la sécurité par exemple); il s'engage à conduire à l'indépendance le territoire administré, sous le contrôle de la SDN, à qui il adresse un rapport annuel. Aucun délai n'est toutefois fixé.

En 1920, à la conférence de San Remo (18-26 avril), il est décidé de placer la Palestine, la Transjordanie et la Mésopotamie (l'Iraq actuel) sous mandat de la Grande-Bretagne, la Syrie et le Liban sous mandat de la France.

Le 24 juillet 1922, le Conseil de la Société des Nations approuve officiellement le mandat britannique sur la Palestine qui entre en vigueur le 29 septembre 1923. Le texte du mandat inclut des références à la *Déclaration Balfour* dont il reprend les termes: l'État mandataire est chargé «de la mise à exécution de la déclaration originairement faite le 2 novembre 1917 par le gouvernement britannique en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine»; il reconnaît en outre l'existence «des liens historiques du peuple juif avec la Palestine et des raisons de la reconstitution de son foyer national en ce pays». Il incombe à la Grande-Bretagne la tâche «d'instituer dans le pays un état de chose politique, administratif et économique de nature à assurer l'établissement du foyer national pour le peuple juif» et de reconnaître officiellement «un organisme juif convenable» qui «aura le droit de donner des avis à l'administration de la Palestine et de coopérer avec elle dans toutes questions

économiques, sociales et autres, susceptibles d'affecter l'établissement du foyer national juif et les intérêts de la population juive en Palestine».

Sir Herbert Samuel (1870-1963) est le premier haut-commissaire* en Palestine. En 1947, la Grande-Bretagne décide de mettre fin au mandat et de soumettre la question de Palestine à l'Organisation des Nations unies (ONU) nouvellement créée. Le 15 mai 1948, le mandat prend officiellement fin.

× Massacre de Deir Yassin

Les nouveaux historiens israéliens Benny Morris et Ilan Pappé comme des historiens palestiniens tel que Saleh Abd al-Jawad (1952-), se sont penchés sur des massacres de la population palestinienne analysés comme des instruments de terreur visant à pousser cette dernière à l'exil («Zionist Massacres: the Creation of the Palestinian Refugee Problem in the 1948 War», dans E. Benvenisti, C. Gans, S. Hanafi, *Israel and the Palestinian Refugees*, Berlin, Heidelberg, New York, Springer, 2007, pp. 59-127).

Parmi eux, le massacre de Deir Yassin qui eut lieu le 9 avril 1948, dans un village à l'ouest de Jérusalem, perpétré par des hommes de l'Irgun* et du Lehi*, est longtemps resté paradigmatique dans la mémoire collective des Palestiniens. L'affaire, révélée par des témoignages de militaires israéliens et par le Suisse Jacques de Reynier, chef de la délégation du CICR en Palestine qui fut un des premiers à arriver sur les lieux, le dimanche 11 avril 1948

(voir *À Jérusalem un drapeau flottait sur la ligne de feu*, Neuchâtel, Éditions de la Baconnière, 1950), est notamment décrite et analysée par Ilan Pappé dans le cadre de sa réflexion sur la politique de nettoyage ethnique*.

× Nettoyage ethnique

L'historien israélien Ilan Pappé a consacré un ouvrage au «nettoyage ethnique» de la population palestinienne, en s'appuyant notamment sur la réflexion conduite par Dražen Petrović, «Ethnic cleansing – An attempt at methodology» (*Europe Journal of International Law*, 5, 1994, pp. 342-359), à propos des événements qui se sont déroulés en ex-Yougoslavie entre 1991 et 1994. Avec d'autres, Ilan Pappé définit le terme comme une «politique», et non comme une simple pratique ou une stratégie, qui nécessite une idéologie organisée et une application méthodique par le biais de structures et d'agents appropriés. Il substitue ce paradigme à celui de «guerre d'indépendance», pour rendre compte des événements survenus en Palestine entre 1947 et 1949. «Quand il a créé son État-nation, le mouvement sioniste n'a pas fait une guerre dont la conséquence «tragique mais inévitable» a été l'expulsion d'une «partie» de la population indigène. C'est le contraire. L'objectif premier était le nettoyage ethnique de l'ensemble de la Palestine, que le mouvement convoitait pour son nouvel État» (*Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Paris, Fayard, 2008, p. 15). À l'impératif historiographique de compréhension des mécanismes politiques en jeu, il ajoute l'impératif moral, à ses yeux, de lutter contre le déni.

× Nouveaux historiens

Le terme «nouveaux historiens» (*HaHistoryonim HaChadashim* en hébreu) est utilisé par l'historien israélien Benny Morris (1948-) dans un article intitulé «The New Historiography: Israël Confronts Its Past», dans *Tikkun*, New York, n° 36, 1988, et dans son ouvrage *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949* (Cambridge University Press, 1988) pour se nommer lui-même et les historiens Avi Shlaim (1945-) et Ilan Pappé (1954-). Par la suite, de nombreux autres historiens et sociologues, parmi lesquels Simha Flapan (1911-1987), Baruch Kimmerling (1939-2007), Tom Segev (1945-), Joel Migdal (1945-), Shlomo Sand (1946-) ou Hillel Cohen-Bar (1961-) ont été associés à ce qui constitue un courant universitaire critique plus qu'un groupe structuré.

La nouvelle historiographie israélienne a remis en question la perception jusqu'alors largement dominante, de la naissance d'Israël, qui insistait sur l'innocence originelle du jeune État, faible, démuni et mal armé qui aurait remporté en 1948, presque par miracle, la victoire militaire face à une coalition d'États arabes, dont les forces étaient supérieures en nombre et bien armées. À la faveur de l'ouverture, dès 1978, des archives d'État israéliennes et du *Public Record Office* britannique, mais aussi sous la pression du contexte politique national (invasion du Liban en 1982 et première *intifada* en 1988), les «nouveaux historiens» ont réinterrogé l'histoire de la naissance de l'État dans sa part de mythe et de réalité, pour reprendre le titre l'ouvrage fondateur de Simha Flapan paru en 1987, *The Birth of Israël: Myths and Realities* («La naissance d'Israël: mythes et réalités»).

L'examen critique de l'historiographie par les «nouveaux historiens» porte sur plusieurs objets: les intentions des gouvernements des États arabes lors de la guerre, les relations entre le mouvement sioniste et le royaume de Transjordanie, le rôle du gouvernement britannique qui administrait la Palestine en vertu du mandat*, les responsabilités de l'échec des négociations qui suivirent les conventions d'armistice*, l'affrontement

militaire entre Juifs et Arabes et plus particulièrement les forces militaires respectives des belligérants, les causes de l'exode des Palestiniens.

✕ **Organisation sioniste mondiale (OSM)**

Fondée par Theodor Herzl (1860-1904) au 1^{er} congrès sioniste à Bâle en août 1897, afin d'établir «un foyer pour le peuple juif en Palestine». Lors du même congrès fut adoptée la résolution, connue sous la dénomination «programme de Bâle». Celui-ci reste l'une des meilleures définitions à la fois du sionisme et des moyens à mobiliser pour accomplir sa tâche, l'OSM étant son bras séculier :

«Le sionisme aspire à la création, en Palestine, d'un foyer national pour le peuple juif garanti par le droit public. À cette fin, le Congrès envisage d'employer les moyens suivants :

- 1 L'encouragement de façon appropriée à l'installation en Palestine d'agriculteurs, artisans et commerçants juifs.
- 2 L'organisation et l'unification de toutes les communautés juives grâce à des institutions appropriées locales et générales, conformément aux lois de leurs pays respectifs.
- 3 Le renforcement du sentiment juif et de la conscience nationale juive.
- 4 Il entreprendra toutes les démarches préparatoires en vue d'obtenir des gouvernements le consentement nécessaire pour atteindre le but du sionisme.»

En plus de son activité auprès de tous les gouvernements pour défendre la cause du sionisme, l'OSM a consacré le meilleur de ses moyens financiers et de son énergie à développer le peuplement juif en Palestine, à y acheter des terres et à encourager l'immigration dans le pays via le Fonds national juif*.

✕ **Palmah**

Initiales de *Plougot mahatz*, littéralement «unité de choc». Unité de neuf patrouilles composées de volontaires juifs de Palestine, créée, armée et entraînée par l'armée britannique en 1941. Durant la Seconde Guerre

mondiale, le Palmah est partie intégrante de l'armée britannique (avec l'assentiment de la Haganah*). Pendant la «guerre d'indépendance», organisé en bataillons et en régiments, il constitue les troupes de choc de l'armée israélienne. Il lui fournit, jusqu'au début des années 1980, un grand nombre de ses généraux et plusieurs chefs d'état-major, dont Yitzhak Rabin (1922-1995). Le 7 novembre 1948, David Ben Gourion met fin à l'existence semi-indépendante des patrouilles au sein de l'armée.

✕ **Plan Daleth**

En hébreu: *Tochnit Dalet*, nom de code donné à la quatrième – daleth est la quatrième lettre de l'alphabet hébraïque – version, datée du 10 mars 1948, d'un plan élaboré «par onze hommes, vieux dirigeants sionistes et jeunes officiers juifs». Parmi eux: David Ben Gourion, Yigael Yadin, chef des opérations de la Haganah*, Yohanan Ratner, conseiller stratégique de Ben Gourion, Yigal Allon, chef du Palmah* et du front sud, Yitzhak Sadeh, chef des unités blindées, Israël Galili, chef du *Maktal* («Haut commandement»), état-major de la Haganah* –, Yossef Weitz, chef du service installation du FNI*, Issar Harel, chef du renseignement, Moshe Carmel, commandant du front nord; Moshe Dayan et Yitzhak Rabin (1922-1995) furent, avec d'autres, également invités à participer tour à tour aux réunions.

Ce plan – un document de 75 pages, accessible en hébreu et en anglais – fait l'objet d'interprétations divergentes qui ont nourri un débat historiographique, y compris au sein des «nouveaux historiens»*, quant à son rôle dans la question des réfugiés palestiniens.

Pour Benny Morris, le plan Daleth était avant tout un plan d'action militaire. Destiné à prendre possession du pays contre la menace d'une invasion arabe, il ne constituait pas à ses yeux un plan global d'expulsion. En ce sens, il considère l'exode des Palestiniens comme un sous-produit inévitable de la guerre, comme «le résultat d'un processus cumulatif et d'une série de facteurs» sur fond de faiblesse structurelle de

la société palestinienne (*The birth of the Palestinian refugee problem revisited*, New York, Cambridge University Press, 2004, p. 164; *Victimes. Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Éditions Complexe, 2003, pp. 277-284).

À l'inverse, et avec l'historien palestinien Walid Khalidi («Plan Dalet: Master Plan for the Conquest of Palestine», *Journal of Palestine Studies*, 18/1, 1988, pp. 4-37), Ilan Pappé considère que le plan D est un plan général d'expulsion des Palestiniens (*La guerre de 1948 en Palestine. Aux origines du conflit israélo-arabe*, Paris, La Fabrique éditions, 2000, p. 133). Dans *Le nettoyage ethnique de la Palestine* (Paris, Fayard, 2008), il fait du plan D l'incarnation même d'une stratégie de «nettoyage ethnique»*.

✕ **Plan de partition de la Palestine**

Résolution 181 de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), adoptée par 33 voix contre 13 et 10 abstentions le 27 novembre 1947, ainsi nommée parce qu'elle décide la partition de la Palestine sous mandat britannique* en un État juif, un État arabe et une zone autour de Jérusalem sous «régime international particulier» (voir *corpus separatum**). Après la Seconde Guerre mondiale, jugeant sa position d'État mandataire intenable, le gouvernement britannique décide, le 14 février 1947, de «porter le problème dans son ensemble devant les Nations unies». En avril, lors de la première session spéciale de l'Assemblée générale, une commission spéciale des Nations unies sur la Palestine (UNSCOP, *United Nations Special Committee on Palestine*) est formée, chargée d'examiner les solutions possibles: État unitaire, État binational, État fédéral, États séparés. C'est cette dernière qui est proposée par la majorité des onze membres de la commission. Lors de sa deuxième session ordinaire, l'Assemblée générale adopte la résolution 181 (II), approuvant le «Plan de partition avec union économique» proposé par l'UNSCOP. Joint à la résolution, le plan de partition est un document en quatre parties qui prévoit la fin du mandat, le retrait progressif des forces armées britanniques,

Glossaire

170

la création des États arabes et juifs au plus tard le 1^{er} octobre 1948, la division de la Palestine en huit parties (trois d'entre elles étant attribuées à l'État arabe et trois à l'État juif; le septième, la ville de Jaffa, devant former une enclave arabe sur le territoire juif, la huitième, Jérusalem, administrée par le Conseil de tutelle de l'ONU).

Selon le Plan, l'État arabe avait une superficie d'environ 11500 km² (42,88% du territoire de la Palestine mandataire) avec une population de 725000 Palestiniens et de 10000 Juifs; l'État juif, une superficie d'environ 14000 km² (56,47%) avec 498000 Juifs et 407000 Palestiniens; la zone internationale de Jérusalem (avec Bethléem), sur 0,65% du territoire (258 km²) avec 105000 Palestiniens et 100000 Juifs.

Les États arabes, via la Ligue arabe* et le Haut comité arabe*, qui avaient boycotté les négociations avec l'UNSCOP avant le vote de novembre 1947 et les délibérations après le vote sur les façons de l'appliquer, refusèrent le Plan qui constituait, selon le chef de la délégation syrienne à l'ONU l'émir Adel Arslan, «le plus grand scandale politique de tout le siècle». La direction sioniste et David Ben Gourion considérèrent le Plan caduc dès son adoption, et les frontières de l'État juif, dont ils reconnaissaient la légalité établie par le Plan, comme une question ouverte («il n'existe aucune limite territoriale au futur État juif», déclaration de Ben Gourion à son Conseil consultatif du 7 octobre 1947) et «déterminées par la force et non par la résolution de partition».

× Tsahal

Acronyme de *Tsava Haganah le-Yisrael*, «Forces de défense d'Israël» (FDI). Elle est instituée par ordonnance du gouvernement provisoire quelques jours après la déclaration d'indépendance et proclamée «seule force armée légale de l'État». L'Irgun* et le Lehi*, qui ne reconnaissaient pas l'autorité de la Haganah*, l'acceptèrent désormais.

× UNRWA

Acronyme pour *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East* («Agence des Nations unies de secours et de travaux pour les réfugiés palestiniens au Proche-Orient»). Après le conflit judéo-palestinien puis israélo-arabe de 1947-1948, l'UNRWA a été créée par la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale des Nations unies du 8 décembre 1949 pour mettre en œuvre des programmes de secours directs et de travaux en faveur des réfugiés palestiniens. L'Agence a commencé ses activités le 1^{er} mai 1950. En charge des besoins éducatifs, sanitaires, sociaux et humanitaires des réfugiés palestiniens, elle a porté assistance à quatre générations de réfugiés et leurs descendants de sexe masculin, définis comme «des personnes dont le lieu de résidence normale était la Palestine entre le 1^{er} juin 1946 et le 15 mai 1948, et qui ont perdu à la fois leur foyer et leurs moyens de subsistance à la suite du conflit de 1948». Les services de l'UNRWA sont accessibles à tous ceux qui vivent dans ses zones d'opérations, qui répondent à cette définition, qui sont enregistrés auprès de l'Agence et qui ont besoin d'assistance. En 1950, elle répondait aux

besoins d'environ 750000 réfugiés de Palestine; ils sont aujourd'hui, quelque 5 millions à pouvoir bénéficier des services de l'UNRWA, dans 58 camps de réfugiés reconnus en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est.

En l'absence d'une solution au problème des réfugiés de Palestine, l'Assemblée générale de l'ONU a renouvelé à plusieurs reprises le mandat de l'UNRWA, le plus récemment en le prolongeant jusqu'au 30 juin 2020.

× Yshouv

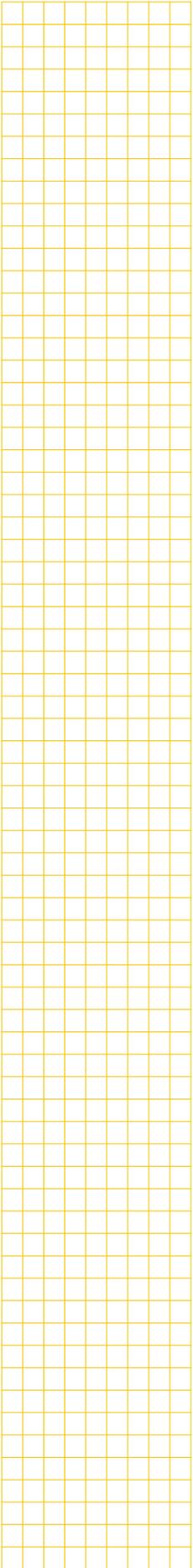
Littéralement, «peuplement», «domaine habité», «petite localité». Le mot est généralement utilisé dans le sens de «population juive» de Palestine avant la création de l'État d'Israël, sens que lui attribuaient déjà les nouveaux immigrants de la première *alya* («montée», 1882-1902). Après la deuxième *alya* (1904-1914), on distingue l'ancien et le nouveau *Yshouv*, la population juive installée dans le pays avant les années 1880 et celle sur les lieux depuis la première *alya*. Selon le contexte, le mot peut aussi signifier l'«entité politique» des Juifs de Palestine ou encore la période historique qui va de 1882 à 1948.

Selon le document élaboré en 1946 par les Britanniques (*A Survey of Palestine: Prepared in December 1945 and January 1946 for the Information of the Anglo-American Committee of Inquiry* et le *Supplement to the Survey of Palestine, Jerusalem, Government Printer, juin 1947*), sur une population totale de 1845559 personnes au 31 décembre 1946, on comptait 1076783 musulmans (58,3%), 608225 juifs (33%), 145063 chrétiens (7,8%) et 15488 «autres»; les propriétés foncières juives en Palestine représentaient 6,6% du territoire total de la Palestine (26323 km²), les propriétés palestiniennes 87%; les 5,9% restants étant «State Land», selon la classification du mandat britannique. ×

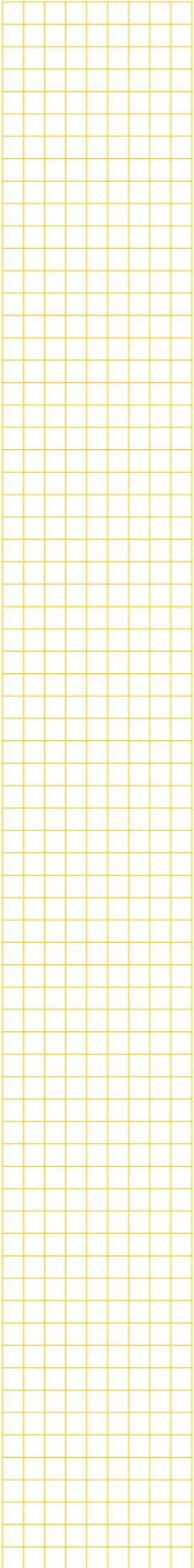
Femmes palestiniennes et enfants pendant l'exode de 1948.

Source: hanini.org, Wikimedia Commons. GNU free documentation license





A series of horizontal lines for writing, consisting of 30 lines.



A series of horizontal lines for writing, consisting of 30 lines.

1948

Aux origines du problème des réfugiés palestiniens

La guerre civile judéo-palestinienne (novembre 1947-mai 1948) et la première guerre israélo-arabe (mai 1948-janvier 1949) ont abouti à l'exode de 726800 Palestiniens, selon le rapport de l'UNCP, United Nations Conciliation Commission for Palestine, daté du 1^{er} avril 1949, ce qui correspond à près des trois quarts de la population arabe de la Palestine sous mandat britannique.

Ces Actes sont le reflet des deux journées de formation continue destinées aux enseignants d'histoire. Ces journées se sont déroulées à la Haute école pédagogique du canton de Vaud, les 29 et 30 avril 2019, et elles ont été coordonnées par le professeur Jean-Benoît Clerc, didacticien de l'histoire de l'Unité d'enseignement et de recherche Didactiques des sciences humaines et sociales.

Les articles de ce recueil ont été rédigés, à la suite du cycle des conférences d'avril, par des auteurs d'envergure internationale, cités ici selon leur ordre d'apparition dans les Actes: Riccardo Bocco, Benny Morris, Ilan Pappé, Shlomo Sand, Ilan Greilsammer, Elias Sanbar, Elias Rafik Khoury, Emmanuel Navon, Philippe Rekacewicz et Rosie Pinhas-Delpuech.

Avec une grande clarté, les auteurs interrogent cet exode sous différents angles: historique, historiographique, du droit international, géopolitique, cartographique, cinématographique et littéraire. Prolongé par une riche iconographie d'environ 200 images, une quarantaine de cartes, une réflexion didactique, deux chronologies et un glossaire, l'ensemble des contenus offre aux lecteurs une large palette d'analyses et une pluralité de regards restituant une page d'histoire et ses retombées dans leur complexité.

ISBN 978-2-8399-2884-7



9 782839 928847 >